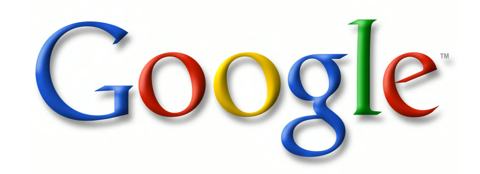
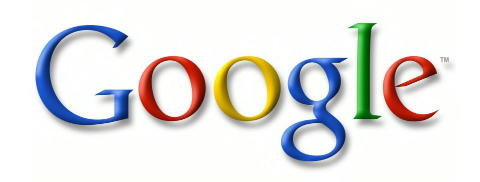
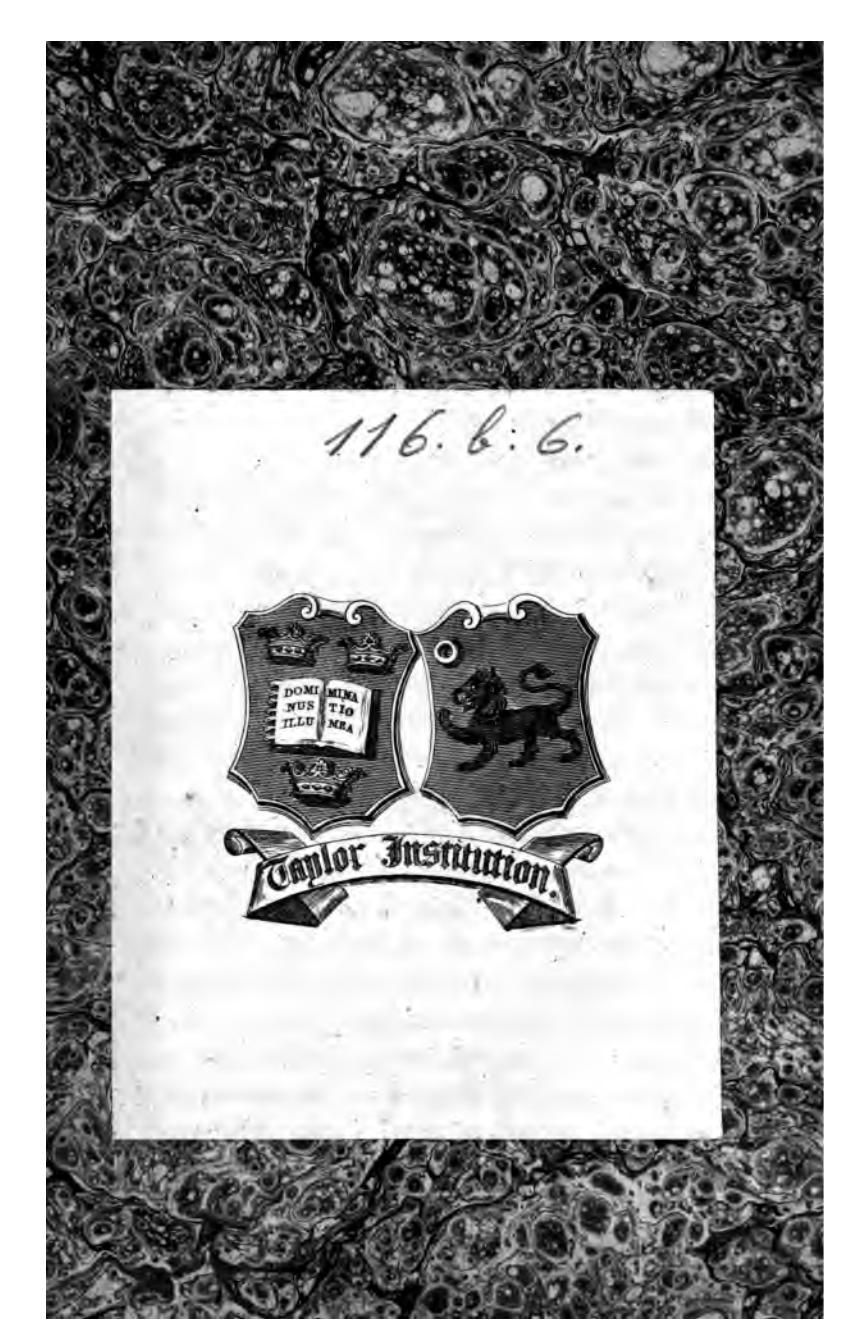







116. b: 6.
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.





HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

REDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME SIXIÈME.

CAMPAGNE DE 1794. — SECONDE PÉRIODE.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

RECTIFICATIONS IMPORTANTES A FAIRE

Dans les Tomes I, II, III, IV, V et VI

DE L'HISTOIRE DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

Quelques erreurs de fait, et plusieurs fautes dans la manière d'écrire les noms, se sont glissées dans cet ouvrage, soit par la faute des renseignemens, soit par celle de l'imprimeur. Nous allons rectifier celles qui nous ont paru le plus indispensables.

TOME Ier.

Page 238. L'armée bavaroise portée à 25 mille hommes doit l'être à 35 mille avec les Palatins.

TOME II.

Page 323. On a dit que Bonaparte figurait à l'expédition de Cagliari, comme lieutenant d'artillerie; il paraît que c'est une erreur : il fut nommé, vers cette époque, chef d'un bataillon de volontaires nationaux corses; et dut se trouver avec ce corps aux îles de la Magdeleine.

TOME III.

Page 301. On a omis d'indiquer, dans la description de la chaîne des Pyrénées, les deux cartes que nous donnons de ce théâtre de la guerre, sous le n° 3 et 3 *bis*.

Page 332. La phrase relative à l'attaque de la montagne d'Ourisca, n'ayant pas été achevée, rend le mouvement inintelligible : il faut la rectifier, comme il suit : « Caro ayant » placé ceux de son centre sur la montagne d'Ourisca,

» qui domine les Aldudes, chercha à s'emparer du
» col de Berderis, qui devint le théâtre de plusieurs
» combats, depuis le 18 jusqu'au 27 mai. Maître de ce
» point important et des sommités d'Altobiscar, Caro
» conçut le dessein, etc., etc. »

TOME IV.

Page 133. Cobourg repassa la Sambre par Hautmont et Boussière au-dessus de Maubeuge et non par Bussière qui est au-dessous; c'est une erreur d'impression.

Page 194. On s'est trompé en disant que Précy se retira de Lyon en Suisse : il fut caché, pendant plus d'un an, chez un paysan, d'où il ne s'évada qu'après la chute de Robespierre. Il n'était sorti de Lyon, qu'avec un millier d'hommes, dont le plus grand nombre périt en combattant.

Page 250. On a imprimé dans tout le chapitre 25, le mot Boulon, au lieu de Boulou.

TOME V.

Page 60. *Au lieu de* Arlebeck, *lisez* Aelbecke.

Page 79. *Au lieu de* Chantonay, *il faut* Pensemay.

Page 178. Dans tout le chapitre 32, l'imprimeur a écrit mal à propos le nom du général *Moreaux* commandant en chef l'armée de la Moselle, comme celui du général *Moreau*, commandant une division de l'armée du Nord : ce qui donne lieu à des méprises graves.

Page 186 (à la note) Lautern, *lisez* Kayserslautern.

Page 295. Nous avions dit, d'après l'histoire du général Pamphyle-Lacroix, que Bouillé, avec les émigrés, à la solde d'Angleterre, avait concouru à l'attaque du Port-au-Prince. Le rapport officiel du général anglais prouve que l'entreprise fut faite par trois régimens de troupes nationales. D'ailleurs, à cette époque, le corps commandé par Bouillé était à l'armée du duc d'Yorck : il ne partit pour les colonies, qu'au milieu de 1795.

TOME VI.

Pages 80 et 87, Lautern, *lisez* Kayserslautern.

Le mot *Lautern* est souvent imprimé au lieu de *Lauter*: les positions relatives aideront à reconnaître ces erreurs.

Dans l'ouvrage entïer le mot Kavanagh est tantôt écrit Kavanach, Cavanagh ou Cavanach.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VII.

CAMPAGNE DE 1794. — SECONDE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

La Pologne est en pleine insurrection. Le roi de Prusse assiége Varsovie ; mais la perte des convois enlevés sur ses derrières, le force à lever le siége. Le maréchal Suwarof s'avance avec une armée russe pour soumettre ce pays. — Les Anglais, craignant la dissolution de la ligue, envoient les lords Spencer et Grenville à Vienne, Windham à La Haye, Paget à Berlin. — Lord Cornwallis se rend à Maëstricht et à Mayence, pour régler les opérations militaires.— Longue inaction des armées sur la Meuse. — Moreau prend l'Ecluse. Schérer, après avoir soumis les places de Landrecies, Valenciennes, le Quesnoy et Condé, renforce Jourdan. D'un autre côté, le comité de salut public voulant favoriser les entreprises de ce dernier, envoie 15 mille hommes de la Vendée à l'armée de la Moselle et la dirige sur Trèves. — Reprise des opérations offensives. — Combats sur la Dommel. — Jourdan chasse Clairfayt des rives de la Meuse, et met le siége

devant Maëstricht. — Le général français, pour se débarrasser du voisinage des Autrichiens qui pouvaient l'attaquer devant cette place, attire à lui une partie du corps de siége, et leur fait abandonner la Roër. L'armée impériale, battue sur sa gauche, repasse le Rhin à Cologne. — Maëstricht capitule. — Le duc d'Yorck pressé par Pichegru, se retire derrière la Meuse. — Prise de Bois-le-Duc. — L'armée du Nord passe la Meuse au-dessous de Grave et investit cette place. — La division Moreau fait capituler Venloo.

Le général Michaud, à la tête de l'armée du Rhin, renforcée par 10 mille hommes des Alpes, prend l'offensive, de concert avec celle de la Moselle. — Bataille du Pfaltzberg, le 13 juillet. — Les Alliés sont repoussés derrière la Rehbach. — La marche de l'armée de la Moselle sur Trèves, pour favoriser les opérations de celle de Sambre-et-Meuse, inquiète Mœllendorff; il se porte sur la Nahe avec la moitié de son armée. — Double combat de Kayserslautern. — Les Prussiens, informés des revers essuyés par Frédéric-Guillaume, sous Varsovie, détachent le prince de Hohenlohe en Pologne. — La nouvelle des victoires de Suwarof fait revenir ce corps sur le Rhin. — Dans ces entrefaites, l'armée de la Moselle, favorisée par la retraite des Autrichiens sur Cologne, s'avance vers Coblentz et se lie à la droite de Jourdan. — Prise de Rheinfels et de la tête de pont de Manheim. — Blocus de Luxembourg.

Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon. — Plan de Bonaparte, pour concentrer les armées des Alpes et d'Italie, sous Coni : il est ajourné par la chute de Robespierre. — Projet des Autrichiens et des Anglais sur Savone. — L'expédition contre Dego, dirigée par Bonaparte, le déjoue. Ce général est mis en arrestation, pour ses rapports avec Robespierre le jeune.

L'armée des Pyrénées-Orientales bloque et réduit Bellegarde. — Combats de Terradas, de St.-Laurent de la Muga, de Montroich. — Dugommier attaque le camp retranché de la Muga : il est tué. Pérignon perfectionne ses dispositions, et défait complètement les Espagnols. La Union est également tué : son armée en déroute se réfugie sous Girone. — Figuères, avec 7 mille hommes, se

rend aux républicains. — Siége de Roses. — Aux Pyrénées-Occidentales, Muller et Moncey envahissent la vallée de Bastan; tournent et enlèvent le camp formidable de St.-Martial, ainsi que Fontarabie et St.-Sébastien. — Combats multipliés sur cette ligne : les républicains s'avancent dans la plaine de Pampelune; et se replient à l'approche de l'hiver. — Expédition contre la droite, dans la vallée de Roncevaux.

Événemens insignifians dans la Vendée : l'armée républicaine, affaiblie, la laisse renaître de ses cendres. — Charette enlève deux camps retranchés. — Puisaye organise l'insurrection bretonne.— État de l'intérieur et des colonies.

Le duc d'Yorck, abandonné derrière le Waal, voit prendre Grave et Nimègue. — L'armée républicaine, favorisée par le grand froid, passe la Meuse et le Waal, et s'empare de l'île de Bommel. — Les Hollandais, percés dans leur centre, se retirent en désordre. — Les Anglais et les Autrichiens, attaqués vers Nimègue, sont rejetés sur Arnheim, repassent l'Yssel, et abandonnent la Hollande à son sort. — Le Stathouder s'embarque pour l'Angleterre. — Révolution d'Amsterdam. — Les Français entrent dans cette capitale et soumettent les sept provinces.

Précis des événemens qui se sont passés en Pologne, depuis le commencement de l'insurrection. — Combats de Raslavice et de Szeeoczyn. — Siége de Varsovie. — Retraite des Prussiens. — Déroute des Polonais à Brzesc. — Kocziusko battu et pris à Macieowitz par les Russes. — Suwarof s'avance sur Varsovie. — Combat de Kobylka. — Assaut sanglant du faubourg de Praga. — Soumission de la Pologne.

CHAPITRE XXXVIII.

Aperçu de l'état de l'Europe. — Opérations des armées en Belgique. — Reprise des places de Valenciennes, le Quesnoy et Condé. — L'armée du Nord s'avance sur la Dommel. — Combat de Boxtel. — Batailles de l'Ourthe et de la Roër. — Retraite des Autrichiens derrière le Rhin. — Prise de Bois-le-Duc.

Coup-d'œil succinct sur la situation de l'Europe.

L'EUROPE avait vu les Anglais triompher à Toulon, près d'Ouessant, à Bastia et à la Martinique; au moment même où la France, par les victoires de Courtray, d'Ypres, de Fleurus, décidait non-seulement la question de l'intégrité de son territoire, mais reculait aussi les barrières, derrière lesquelles une politique jalouse et ombrageuse s'efforçait de la contenir depuis un siècle. Si les publicistes les plus éclairés avaient prévu le premier de ces résultats; on s'était d'autant moins attendu au second, et tous les cabinets s'étonnaient à l'envi du triomphe des armes républicaines. Chacun assignait des causes différentes à ce phénomène, dont il était si simple de chercher l'origine dans l'état respectif des partis, dans la nature des passions et des intérêts mis en jeu

par la révolution; enfin dans la différence de caractère et de situation des hommes qui se trouvaient aux prises.

Les Polonais, régis par un gouvernement dictatorial et provisoire, repoussaient le roi de Prusse des environs de Varsovie. Une nouvelle armée russe s'avançait, sous le général Suwarof, pour venger les affronts faits à sa souveraine, et les échecs de ses alliés. Les puissances du Nord et celles d'Italie étaient dans la même attitude qu'au commencement de la campagne. La Suède, un instant agitée par la conspiration de d'Armfeld, persistait néanmoins comme le Danemarck dans la politique dont elle attendait son salut.

La Porte, toujours plongée dans une sorte de léthargie, voyait augmenter son embarras par l'insurrection de la Pologne. Pressée d'un côté par Kutusof, qui lui demandait l'expulsion de tous les Français, et de l'autre, par Descorches et les agens des insurgés, elle ne savait quelle politique embrasser. Le divan se contenta d'envoyer une ambassade à Catherine, et d'échanger de riches présens avec elle; mais il n'opposa qu'une inertie complète aux sollicitations des différens partis. Les menaces et les prières de Kutusof donnèrent lieu à quelques démonstrations d'armement; toutefois, les choses restèrent sur l'ancien pied. Les victoires des armées

françaises changèrent, quelques mois après, la face des affaires, et bien que la république ne fût pas formellement reconnue, ses triomphes donnèrent dès ce moment à Descorches, toute l'influence d'un ministre accrédité.

L'Espagne, que des succès en Navarre et en Roussillon n'eussent point dédommagée d'une alliance monstrueuse, trouvait dans les succès de Dugommier et de Muller, le juste châtiment d'une faute grave; et son ministère, découvrant enfin l'abîme creusé sous ses pieds, sentait déjà le besoin d'ouvrir des négociations de paix.

Les Anglais n'avaient pas manqué de renouveler leurs efforts pour entraîner la Suisse à la guerre; mais les notes de lord Fitz-Gerald aux différens cantons, et notamment à celui de Zurich, furent sans succès. Cependant une révolution, éclatée à Genève le 19 juillet, faillit opérer ce que la logique du ministre britannique n'avait point su obtenir, et fut sur le point de troubler la tranquillité de l'Helvétie, en appelant de nouveau l'intervention des cantons alliés. Depuis la révolution du mois de janvier 1793, le parti démocratique, à l'instar de celui de France, s'était divisé en deux factions; et les montagnards, peu satisfaits de la part qu'ils avaient au pouvoir, voulaient imiter en tout leurs frères de Paris. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, ils prirent les armes, s'emparèrent des différens postes et de

l'arsenal, installèrent un gouvernement provisoire, arrêtèrent plusieurs centaines de personnes, et nommèrent un tribunal révolutionnaire. Le premier jugement de celui-ci condamna à mort huit ou dix citoyens respectables, qu'on accusa d'être des *aristocrates incorrigibles :* crime d'une nouvelle espèce, que le code sanguinaire des Français n'osa pas même frapper de la peine capitale, et dont les prévenus furent seulement détenus jusqu'à la paix.

Cette petite contre-épreuve du 31 mai fut généralement attribuée au résident de France, Soulavie; et considérée comme l'avant-coureur des événemens qui devaient amener la réunion de Genève à la république. Ce mouvement n'eut toutefois aucune suite remarquable pour l'instant. La réaction du 9 thermidor en fut sans doute cause ; car le parti de la modération reprit aussitôt le dessus, et il ne se passa rien jusqu'en 1798, époque à laquelle cette industrieuse cité devint le chef-lieu d'un département français.

Les Bernois, seuls intéressés à intervenir dans ces démêlés, ne jugèrent pas prudent de le faire, à la vue des armées républicaines victorieuses; de peur d'attirer sur eux tout le poids de la vengeance.

Mission de lords Grenville et Spencer à Vienne

Le cabinet de Londres nonobstant son triomphe maritime, conçut les plus justes alarmes dès qu'il fut instruit de l'état des affaires sur le con-

tinent. L'aigreur des reproches que s'adressaient réciproquement les divers membres de la coalition, au sujet des revers essuyés sur la Sambre ou dans les Vosges, lui fit craindre que l'ardeur de l'Autriche et de la Prusse ne se refroidît; et que la ligue ne fût à la veille de se dissoudre. Ses inquiétudes redoublèrent, en apprenant que le baron de Thugut, successeur du prince de Kaunitz, songeait à évacuer les Pays-Bas, et à concentrer les armées autrichiennes derrière le Rhin. Appréciant dès-lors le coup fatal que la pacification du continent porterait à l'Angleterre, le cabinet de St.-James mit en jeu tous les ressorts de la politique, dans l'espoir de réchauffer ces deux cours du feu de sa haine, et de prolonger une lutte dont dépendait l'affermissement de sa puissance. A cette fin, il dépêcha à Vienne deux habiles diplomates, lords Grenville et Spencer, qui offrirent à l'Autriche de redoubler d'efforts pour reconquérir ces riches provinces. Lord Paget fut envoyé à Berlin, et Windham à La Haye, avec la même mission. Le cabinet de Vienne chargea de son côté le comte Mercy d'Argenteau de se rendre à Londres, vraisemblablement pour s'expliquer sur les affaires de Pologne, autant que sur celles de Belgique; mais la mort de ce ministre, à l'instant même de son arrivée, laissa au comte de Stahremberg le soin de terminer sa négociation.

Les arrangemens pris à cette époque, ne transpirèrent point dans le public; cependant les conventions signées au commencement de 1795, paraissent en avoir été le résultat; et il ne serait même pas impossible qu'on eût flatté dès-lors le cabinet de Vienne d'une prochaine alliance avec Catherine, puisqu'elle ne tarda pas à se conclure, et que la date de ces transactions ne suffit pas pour constater l'époque de leur origine.

D'un autre côté, l'Angleterre réclamait l'exécution du traité de La Haye, dont le maréchal de Mœllendorff n'avait point rempli les stipulations. Lord Cornwallis dut en conférer à Maëstricht, puis à Mayence, avec les généraux en chef des deux armées, et avec M. de Fagel, chargé dans cette affaire des intérêts de la Hollande : on attendait avec une juste anxiété le résultat de cette mission, car il s'agissait bien plus d'aviser aux entreprises ultérieures, que de récriminer sur les changemens apportés au plan primitif.

État des armées en Belgique.

Si les Prussiens n'étaient pas d'accord avec les généraux des armées impériales; le duc d'Yorck et les Hollandais s'aperçurent de même, après l'évacuation de Bruxelles, que les intérêts des Autrichiens différaient essentiellement de ceux de l'armée destinée à couvrir les Provinces-Unies; et que les premiers revers sur la Dommel ou sur la Meuse, devaient infailliblement leur donner une direction excentrique.

Après l'évacuation d'Anvers dont on a rendu compte au chapitre XXXI, le duc d'Yorck s'était retiré d'abord à Rosendal et puis à Oosterhout, derrière Breda (1); les Hollandais à droite entre cette place et Berg-op Zoom. Position bizarre, qu'on attribue à la nécessité de mettre en état de défense des places qui eussent dû l'être depuis la mauvaise tournure des affaires dans le courant de juin, et qu'on eut mieux protégées en se groupant sous Bois-le-Duc.

Mesures défensives des Alliés.

Ces deux armées combinées, dont on a déjà indiqué l'organisation (2), montaient encore à près de 50 mille hommes; car si les Hollandais furent réduits à 8 mille par les détachemens jetés dans les places de première ligne, ce nombre se trouva balancé par les renforts en recrues, envoyés aux différens corps de l'armée pour remplacer les pertes essuyées dans la campagne. Les Anglais reçurent aussi un bel équipage d'artillerie en échange de celle qu'ils avaient perdue, notamment à Turcoing. Malgré cela le Stathouder ne se dissimulait pas le danger qui le menaçait; mais son pouvoir limité par les institutions et le caractère hollandais, ne lui laissait la faculté d'aucune grande mesure de salut pu-

---

(1) On a imprimé par erreur Oosterwick au chapitre 31, l'armée anglo-hanovrienne était sur la Donge à Oosterhout.

(2) Voyez le tableau du tome précédent, page 165.

blic. En vain chercha-t-il à échauffer le zèle des états-généraux et de la nation dans le discours pressant qu'il prononça le 4 août à cette assemblée. (*Pièces justificatives*, *n*° 1.)

Le prince de Cobourg, après avoir ramené l'armée impériale derrière la Meuse ; peu rassuré par cette barrière, s'attendait à chaque instant à y être assailli, et, indépendamment des mesures ordinaires de défense, faisait, le 30 juillet, un appel aux habitans des contrées situées entre cette rivière et le Rhin. Comptés jadis au nombre des peuples belliqueux de la Germanie, les Trévirois et les Eburons étaient courbés en 1794 sous le joug des princes ecclésiastiques, et peu disposés à se dévouer pour la maison d'Autriche. Cet appel, étendu aux provinces d'outre-Rhin, resta donc sans effet; bien que le cabinet de Vienne ne négligeât rien de son côté pour animer les états de l'Empire, en leur peignant les dangers d'une prochaine invasion si l'on ne se levait pas à l'exemple des Français (1). Toutes ces mesures n'augmentèrent pas d'un homme les forces de la coalition; circonstance bizarre qui offre un contraste remarquable avec les effets miraculeux du discours de Barrère et du décret dont il fut le prélude.

---

(1) Voyez la note du ministre impérial au cercle du Rhin. *Pièces justificatives*, *n*° 2.

onférences de laëstricht.

Le grand conseil de guerre tenu à Maëstricht, dans les premiers jours d'août, avec les ministres d'Angleterre et de Hollande, mit fin à la carrière militaire du prince de Cobourg. Les détails du plan qui y fut arrêté n'ont point été publiés : il paraît, toutefois, qu'on y décida seulement de rester sur la défensive derrière la Meuse; et de former à cet effet une chaîne de corps, de Luxembourg à Breda.

Le prince e Cobourg st remplacé ar Clairfayt

Le généralissime dégoûté de ses revers ou perdu dans l'esprit des chefs de la coalition, quitta, le 28 du même mois, l'armée autrichienne, après en avoir remis le commandement à Clairfayt. Le général Beaulieu en fut nommé chef d'état-major: elle se trouvait toujours disséminée sur une ligne étendue; la droite entre Ruremonde et Maëstricht; la gauche couvrant l'Ourthe et l'Ayvaille vers Esneux et Sprimont. Nauendorf fut poussé jusqu'à Montjoie dans les Ardennes, afin de faire face au corps qui s'avançait sur Trèves.

L'armée de Jourdan cantonnait ou campait entre Liége et Maëstricht, vis-à-vis celle des Autrichiens. Pichegru observait en avant d'Anvers, celle du duc d'Yorck. Moreau assiégeait l'Ecluse ; les troupes de la division Michaud gardaient la Flandre, et observaient les villes de Hulst, Axel, Sas-de-Gand et Philippine, défendues par de petites garnisons hollandaises. Enfin Schérer, avec 25 mille hommes, était occupé à ré-

duire les places du Quesnoy, de Valenciennes et Condé, tombées dans la dernière campagne au pouvoir des Autrichiens.

Mesures pour le siége des places.

Le comité, espérant activer la reddition de ces forteresses, dont les garnisons incomplètes se trouvaient hors d'état de soutenir une attaque régulière, avait fait prendre par la Convention un décret qui sommait les commandans de se soumettre dans vingt-quatre heures, sous peine d'être passés par les armes. Ces expressions, à peine tolérables pour une simple sommation, devenaient dérisoires dans un décret; puisqu'elles compromettaient la dignité législative, ou imposaient aux commandans l'obligation de mourir sur la brèche.

Le général Jourdan, prévoyant le mauvais effet que produiraient ces menaces, communiquées simultanément à des places qu'on ne pouvait pas même investir, prescrivit à Schérer de s'avancer successivement, et de ne communiquer le décret à chacune d'elles, que quand la tranchée serait ouverte, et toutes les dispositions d'attaque achevées.

Cependant leur réduction devenait d'autant plus urgente, que les armées, immobiles sur la Meuse, pouvaient y éprouver le sort de celle de Dumouriez, si l'on donnait aux Impériaux le temps de se renforcer, et d'expulser Jourdan de la Belgique.

Prise de Landrecies et du Quesnoy.

La prompte soumission de Landrecies fit croire que les autres imiteraient son exemple ; mais le général Planck, commandant du Quesnoy, opposa plus de résistance. Schérer ordonna alors aux divisions Favreau et Jacob, de pousser les préparatifs avec la plus grande activité ; et sollicita en même temps le comité d'adoucir la rigueur d'un décret, qui produirait un résultat tout opposé à celui qu'on s'en promettait, et qui n'était plus exécutable dès que le terme se trouvait dépassé. Les travaux de la tranchée ouverte le 24 juillet durèrent jusqu'au 15 août, par suite des ménagemens dont on usait envers une ville française. L'ennemi, de son côté, fit un feu assez soutenu.

Le comité, non moins jaloux de conserver ce qu'il appelait sa dignité, que de reconquérir ces places, imagina de sauver les apparences par une subtilité puérile, et consentit d'admettre la garnison à capituler, dans le cas où elle n'aurait pas eu connaissance du terrible décret. Elle fut donc prisonnière sur parole, au nombre de 2,500 combattans.

Le général Schérer se disposa aussitôt après à soumettre Valenciennes, qu'observaient depuis long-temps la brigade Osten et quelques régimens de la division Ferrand.

Position des républicains

Plus de six semaines s'écoulèrent ainsi, après le combat de Louvain, sans que les armées fran-

çaises, profitant de l'ascendant de la victoire et de l'énorme supériorité qu'elles avaient sur les Alliés, songeassent à leur porter un coup mortel. Celle du Nord ne comptait pas moins de 70 à 75 mille combattans; l'armée de Sambre-et-Meuse présentait un effectif de 145 mille hommes, dont les deux tiers seulement, présens sous les armes (1).

Les troupes étaient alors en assez bon état; la victoire et quelques semaines de repos leur avaient donné plus d'aplomb : les nouveaux bataillons amélioraient leur service intérieur; et si la discipline n'y était pas forte et sévère, la subordination y avait fait quelques progrès. La proximité de l'ennemi qui pouvait à chaque instant déboucher par Maëstricht, et l'incertitude sur la reprise des hostilités, empêchèrent néanmoins de donner à ces perfectionnemens toute l'extension désirable.

Le service administratif languissait au contraire dans un état de délabrement qui se ressentait de l'énormité des masses mises en mouvement, et de la multiplication progressive des besoins.

Le défaut de tentes et de moyens de transports avait déjà fait renoncer à camper sous toile;

(1) La force des présens était de 97 mille : après la jonction de Schérer, elle s'éleva à 116 mille. Celle du Nord en comptait plus de 70 mille.

on bivouaquait ou cantonnait dans les marches, et l'on cherchait un abri sous des baraques de branchages et de paille dans les positions où il fallait séjourner.

Cependant les vivres se fournissaient encore des magasins, et si l'on permettait les fourrages réguliers pour se procurer des bestiaux quand les réquisitions n'y suffisaient pas, ils s'exécutaient toujours dans le plus grand ordre. Bien que le pays fût cruellement foulé par l'entretien d'armées aussi nombreuses, les habitans, du moins, n'étaient point soumis à ces cruelles dévastations qui couvrirent plus tard la surface de l'Europe. L'officier sans appointemens vivait comme le soldat, portant son sac et donnant l'exemple du courage, de la résignation et du dévouement.

L'armée du Nord avait subi quelques changemens dans son organisation intérieure. Celle de Sambre-et-Meuse occupait la ligne suivante.

Les divisions Marceau et Mayer, aux ordres du premier de ces généraux, à Strée et Huy en avant de Namur. Celle de Hatry, au-dessus de Liége vers Hans : la division Championnet vers Wotème : le général Lefebvre en avant-garde à Houtain et Villers-St.-Simon, ayant la réserve de cavalerie en seconde ligne : la division Morlot près de Tongres. L'aile gauche, aux ordres de Kléber, formée des divisions Montaigu, Duhesme

et Friant, appuyait d'un côté à celle de Morlot vers Rixhingen, et de l'autre à Bilsen.

De quelque manière que l'on envisage cette inaction des républicains, l'on ne peut s'empêcher de la blâmer. En effet, si, comme l'ont assuré quelques militaires, le comité de salut public n'avait en vue que de protéger le siége des quatre places françaises, c'était une grande erreur; car jamais siége n'est mieux couvert qu'en repoussant au loin les forces capables de le troubler; et la soumission de ces places n'eût rencontré aucun obstacle, dès que l'armée impériale eût été refoulée au-delà du Rhin.

Inaction blâmable des armées.

Si le véritable motif de cette halte fut d'attendre le corps de Schérer, il semble que ce renfort n'était point nécessaire à deux armées victorieuses et supérieures en nombre. D'ailleurs, en donnant à l'ennemi deux mois pour se reconnaître, retrancher ses positions, rallier tous ses détachemens, peut-être même pour combiner une nouvelle jonction de ses forces; on s'exposait à perdre bien plus qu'on ne pouvait gagner par l'entrée en ligne de ces 20 mille hommes.

Plusieurs historiens ont faussement attribué cette stagnation, au mouvement que Jourdan aurait ordonné dans cet intervalle pour renforcer l'armée de la Moselle, afin de déposter les Impériaux des bords de la Meuse, en manœuvrant pour les prévenir par Trèves et Coblentz. Il est

vrai que cette entreprise sur Trèves fut exécutée au milieu d'août; mais les troupes qui renforcèrent pour cet objet l'armée de la Moselle, furent tirées de la Vendée, et celle de Sambre-et-Meuse n'y envoya pas un homme.

Faute des Alliés.

Ces deux mois d'inaction ne firent guères plus d'honneur aux généraux alliés qu'au comité; puisque avec 120 à 130 mille combattans, ils ne surent pas combiner le moindre mouvement offensif contre une des armées françaises séparées. On peut croire qu'ils eussent évité bien des désastres en employant à propos une masse aussi respectable. L'opération la plus avantageuse dans la situation des affaires était de rallier le duc d'Yorck et les Hollandais sous Bois-le-Duc; de diriger 40 mille hommes par Hasselt sur les plaines de Tongres, de concert avec 70 mille Autrichiens qui eussent débouché par Maëstricht et Viset. Jourdan accablé ainsi sur sa gauche eût été ramené sur Namur, et la Hollande sauvée. Si la réunion des deux armées présentait trop d'obstacles, rien n'eût empêché les Autrichiens de manoeuvrer avec succès contre l'extrême droite, de concert avec le corps de Luxembourg. Cependant, quand on considère, d'une part, la difficulté du terrain dans cette partie; de l'autre, l'avantage que les places de Maëstricht et de Venloo offraient, au contraire, pour opérer contre la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse;

l'importance de rompre ses communications avec Pichegru; enfin, la nécessité de se lier avec le duc d'Yorck; il semble que le premier projet méritait la préférence.

Les Alliés, en prenant ainsi l'initiative, eussent été plus à même de reconquérir la Belgique, ou de se maintenir derrière la Meuse, qu'en attendant de pied-ferme et sur une ligne d'un grand développement, les coups qu'un adversaire actif jugerait convenable de leur porter. Au surplus, l'événement ne tarda pas à prouver qu'avec de telles proportions numériques, celui qui s'attribue les avantages de l'initiative, réussit ordinairement.

Incertitude du duc d'Yorck.

Les conseils du duc d'Yorck ne méconnurent pas entièrement ces vérités; car, dans les premiers jours du mois d'août, ce prince, guidé par un éclair de bon sens, résolut de quitter les environs de Breda, pour se rapprocher de la Meuse et de ses Alliés. Il s'était même déjà mis en marche sur Bois-le-Duc; mais ce projet ne reçut point son exécution, et on lui en substitua un bien moins convenable. Peu de jours après, le duc, déterminé sans doute par les sollicitations du Stathouder ou par l'intérêt de l'Angleterre, résolut de faire une diversion à sa droite, en portant 12 mille hommes sur la Zélande, dans la vue de tenter un débarquement et de dégager l'Ecluse. Heureusement, pour l'honneur du gé-

néral anglais et le salut de sa division, qu'il fut abandonné comme le premier.

Les républicains font des démonstrations sans fruit

De leur côté, les commissaires de la Convention partageaient l'embarras et l'indécision des deux généraux en chef; car le comité, tout en leur prescrivant d'attendre la chute des places françaises avant d'engager une bataille décisive, leur recommandait sans cesse de harceler l'ennemi. Des dépêches vagues, où le gouvernement témoignait tour-à-tour le désir d'avancer et de rejeter les Alliés de l'autre côté du Rhin; la crainte de livrer une bataille générale; et la peur bien gratuite de voir les Anglais tourner la gauche de la ligne en filant par la Zélande le long de la mer; attestent assez qu'il n'avait arrêté aucun plan à cette époque.

Enfin les succès de l'armée de la Moselle, qui venait de s'emparer de Trèves, firent naître l'idée de déposter les Alliés de leur ligne de défense. Pichegru et Gilet, réunis à Bruxelles pour aviser aux moyens d'y parvenir, n'en trouvèrent pas de meilleur que les suivans.

Après avoir laissé un petit corps pour couvrir Anvers ou observer les Anglais, l'armée du Nord devait se porter à Ruremonde et Venloo, descendre ensuite la Meuse, combattre les troupes combinées anglo-hollandaises, et empêcher leur réunion avec les Autrichiens. En même temps, la moitié de l'armée de Sambre-et-Meuse devait

observer Maëstricht; l'autre, après avoir passé la Meuse au-dessus de Liége et franchi l'Ourthe, eût attaqué la gauche des Impériaux, en se dirigeant sur Verviers et Herve.

Ce projet, bien qu'il parût spécieux, pêchait par les détails d'exécution. Jourdan, ayant démontré tous ses inconvéniens, on l'abandonna sans lui en substituer un autre; quand il eût été si important de combiner l'action des masses, de manière à porter un coup sensible à Clairfayt, dont la retraite sur le Rhin eût décidé la campagne.

Cependant, l'armée du Nord, partie le 20 août des environs d'Anvers, s'était déjà portée par West-Maël entre Herenthals et Liers. Mais, soit qu'elle ne pût avancer davantage faute de vivres, soit qu'elle eût reçu un contre-ordre des représentans, elle reprit sa direction vers le Brabant, et alla camper à Turnhout, puis près de Hoogstraeten, sur la petite rivière de Merck. 24 au 28 août.

Aussitôt, le duc d'Yorck se replia sous Bois-le-Duc, et campa, le 30 août, derrière l'Aa; laissant le général Hammerstein aventuré sur la Dommel, et abandonnant ainsi Breda à ses propres forces (1). L'armée hollandaise cantonna ensuite entre Gertruidemberg et Heusden, sans Retraite du duc d'Yorck

(1) Depuis deux mois qu'on reconnaissait l'impossibilité de se maintenir en Flandre, et que le Brabant hollandais était menacé de devenir le théâtre de la guerre, le Stathouder, qui avait 51 batail-

autre dessein que celui de couvrir ses frontières; car on ne la revit pas de long-temps en campagne; son quartier-général ne tarda pas même à s'établir à Gorcum. Ainsi, 20 mille hommes, dont la réunion avec le duc d'Yorck eût donné une tournure plus favorable aux opérations, se blottirent derrière la ligne formée par l'embouchure des fleuves, et par une chaîne de forteresses à l'abri de toute insulte. La nécessité de jeter à l'avance des garnisons dans dix places menacées, et l'esprit révolutionnaire des habitans furent sans doute la cause de cette fatale résolution.

Les Français renforcés reprennent l'offensive.

Au moment où les Alliés s'affaiblissaient ainsi, les Français prenaient au contraire un accroissement redoutable. La division, destinée à l'expédition de Walcheren, rejoignit l'armée du Nord. L'Ecluse s'étant rendu au général Moreau, le 25 août, les troupes qui en avaient fait le siége, après s'être remises de leurs fatigues par quelques jours de repos à Bruges et Gand, s'apprêtaient à rentrer en ligne.

---

lons et 77 escadrons sur pied, en employait près de moitié dans les garnisons de l'intérieur, à 30 lieues du théâtre de la guerre; et ce qui était à l'armée avec le duc d'Yorck, s'en sépara au moment où l'on aurait dû le renforcer. Reste à savoir si la crainte d'un mouvement insurrectionnel qui motiva cette disposition, était fondée ou non.

D'un autre côté, le général Schérer venait de soumettre Valenciennes et Condé. Le gouverneur de la première de ces places, n'ayant qu'une garnison de 4 mille hommes pour repousser à la fois les attaques du dehors et contenir une population toute guerrière, n'apprécia peut-être pas assez l'importance de la diversion qu'une plus longue défense eût opéré en faveur de l'armée impériale; et se soumit, le 29 août, aux mêmes conditions que celui du Quesnoy. Le commandant de Condé imita son exemple dans les premiers jours de septembre. Ainsi la république recouvra sans peine ces quatre places, qui, la campagne précédente, avaient coûté tant de travaux et de sang aux Alliés.

Après cette reddition, le général Schérer ayant renvoyé la brigade Osten à l'armée de Pichegru, et laissé au général Ferrand le soin de garder la Belgique, se rendit à l'armée de Sambre-et-Meuse, avec 24 bataillons et 10 escadrons dans le meilleur état.

Alors, libre de toute inquiétude sur ses derrières, le comité donna aux généraux républicains l'ordre de recommencer les opérations. L'armée du Nord, laissant à une division de sa gauche le soin d'observer les Hollandais, marcha d'Hoogstraeten à Merl le 4 septembre, quelques jours après à Tilborg, puis à Osterwick et Morges- Combat de Boxtel.

tel (1). L'intention du général français en appuyant par sa droite était de gagner la gauche des Alliés, et de se mettre en communication avec l'armée de Jourdan. N'ayant pas une connaissance bien exacte des positions de l'ennemi, on s'approcha de Bois-le-Duc avec circonspection.

Une chaîne de postes hollandais liait le nouveau camp du duc d'Yorck derrière l'Aa, avec le corps du prince d'Orange; ses bataillons épars furent aisément forcés par une division de la gauche, qui enleva les postes de Helvort et Vucht.

Le reste de l'armée se disposait à prendre position le 14 sur la Dommel, lorsqu'il rencontra à Boxtel la chaîne des postes hessois et hanovriens, qui, comme nous l'avons dit plus haut, se trouvait hors de portée d'être soutenue par l'armée alliée. Cette chaîne était couverte, à la vérité, par la Dommel, ruisseau très-profond, dont on avait rompu tous les ponts. Mais ces obstacles ne firent qu'irriter les soldats français : partie gagna la rive opposée à la nage, partie sur des madriers; et ils forcèrent l'ennemi à se retirer en désordre. Deux bataillons hessois qui tinrent un peu plus long-temps, furent tournés, enveloppés, et obligés de mettre bas les armes.

---

(1) Voyez pour les opérations en Brabant et en Hollande, la carte de d'Heulland ou toute autre de ce pays; le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'étant pas suffisant pour les détails.

Le duc d'Yorck, moins inquiet du sort de son avant-garde, qu'empressé de savoir si toute l'armée française arrivait sur la Dommel, détacha le lendemain le général Abercrombie, avec 10 bataillons et quelques escadrons, en reconnaissance sur les bords de cette rivière. Peu s'en fallut qu'il ne donnât au milieu de l'armée de Pichegru, en route sur Oldenrode. Ce détachement fit sa retraite derrière l'Aa, sans perte notable, quoiqu'avec précipitation.

Ces deux actions valurent 1,500 prisonniers, et firent honneur aux troupes françaises. Bien qu'au fond ce ne fût que des échauffourées d'avant-postes, le duc d'Yorck n'en prit pas moins la résolution de quitter la rive gauche de la Meuse; il partit dans la soirée même du 15, livrant les places de Berg-op-Zoom, Breda et Bois-le-Duc, à leurs propres forces. Il alla d'abord s'établir à Wichem, entre Grave et Nimègue; d'où il marcha sur les hauteurs de Moock.

L'armée du Nord prend position derrière l'Aa

Le 15 septembre, l'armée française arriva sur les bords de l'Aa. On assure que le défaut de connaissance du pays et la fatigue des troupes empêchèrent d'entamer l'arrière-garde du duc, au passage de la Meuse, qu'elle devait exécuter avec un grand attirail: mais cela nous paraît peu probable; cette opération étant toujours facile sous la protection du canon de Grave.

Plusieurs colonnes françaises s'étant égarées,

l'armée du Nord fut forcée de séjourner le 15 et le 16, pour se rassembler et reconnaître le terrain. Le 18, elle campa derrière l'Aa, près de Boersdonck; et le lendemain à Dinter, où nous la laisserons un instant pour voir ce qui se passait à celle de Sambre-et-Meuse.

Opérations sur la Meuse.

Opérations des grandes armées sur la Meuse.

Schérer étant enfin arrivé à Huy le 14 septembre, à la tête de 20 mille hommes, les dispositions furent faites pour attaquer l'armée impériale, aux ordres de Clairfayt, répartie depuis Ruremonde jusqu'à Sprimont de la manière suivante :

1° Corps de droite aux ordres de Werneck, à Stockem et Sittard	14 bat.	24 esc.	12,400 hom.
2° Kray, en avant de Maëstricht, pour couvrir cette place	10	18	10,832
3° A Viset et Château-Argenteau	4	6	4,048
4° Le corps de bataille vers Liége, au camp de Robermont, etc.	19	48	20,270
5° Corps de gauche aux ordres de Latour, à Esneux, Sprimont	30	34	27,900
6° Nauendorf, à Montjoie et Blankenheim	4	16	5,140
7° A Aix-la-Chapelle	3	»	2,600
Armée active			83,190
8° Garnisons de Luxembourg, Condé, Valenciennes, etc.	21	7	18,070
TOTAL	105	153	101,260

La droite des Français, composée des divisions Marceau, Hacquin et Mayer, et de la brigade Bonnet détachée de la division Hatry, formant ensemble 48 bataillons et 20 escadrons, avait passé la Meuse à Huy et à Namur, pour gagner la gauche des ennemis. Cette aile, dont le général Schérer prit le commandement, ayant forcé, le 13 septembre, le passage de l'Ourthe, à Durbui et Comblaine-au-Pont, s'établit sur la rive gauche de l'Ayvaille (1). La brigade Bonnet resta sur l'Ourthe, vers Esneux. Le centre et l'aile gauche ne changèrent point les positions que nous avons déjà fait connaître, quelques mutations dans leurs avant-gardes portèrent l'inquiétude chez les Autrichiens, et décidèrent Alvinzy à descendre sur Wich, où il campa en jetant un pont sur la Meuse.

Le 17, Kléber fit de fortes démonstrations sur le centre et la droite des Impériaux, jusqu'aux environs de Stockem. Kray, repoussé sous le canon de Maëstricht, fut renforcé par Clairfayt, et reprit sa position : c'était tout ce que Jourdan pouvait désirer, puisqu'il attirait les réserves ennemies sur l'extrémité opposée à celle où il voulait frapper.

---

(1) Consultez la planche XII, ou la carte de Ferrari.

De son côté, Latour, inquiet des mouvemens qui se prononçaient devant lui, fit une reconnaissance que les Français repoussèrent, et dont ils profitèrent à leur tour. Le général en chef s'étant transporté à sa droite y parcourut avec Schérer la ligne de l'ennemi. L'Ayvaille, qui serpente entre des hauteurs escarpées, en couvrait le front sur une étendue de plus de deux lieues. L'on ne pouvait gagner la sommité de ces hauteurs, que par les défilés de Halleux, d'Aywaille et de Sougnés, défendus par 12 bataillons et une artillerie formidable : plus loin, en arrière de Sprimont, était une réserve de 10 bataillons et de 3 mille chevaux. Enfin une brigade établie à droite, observait le passage d'Esneux sur l'Ourthe (1).

Combat d'Ayvaille.

Schérer partagea son corps en trois colonnes. La première, aux ordres de Marceau, fut destinée à emporter les hauteurs de Halleux. On lui prescrivit, aussitôt qu'elle aurait forcé le passage de la rivière, de lancer sa cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi ; tandis que l'infanterie, formée sur une seule ligne par bataillons en masse, l'assaillirait de front.

La deuxième division, conduite par le général

(1) La reconnaissance de Jourdan et de Schérer, fut très-juste, comme on le voit en la comparant au tableau précédent.

Mayer, devait emporter le village d'Ayvaille et les hauteurs de Sprimont, puis déboucher ensuite sur le centre des Autrichiens, en débordant le village par ses ailes.

La troisième, dirigée par le général Hacquin, après avoir passé au gué de Sougnés, dut s'emparer de ce village, gagner les hauteurs et tomber sur le flanc gauche de Latour, pendant que son centre et sa droite seraient attaqués par les deux premières colonnes.

Un quatrième corps, commandé par le général Bonnet, avait ordre de forcer le passage d'Esneux, et d'opérer une diversion favorable à l'attaque de Schérer.

Ce mouvement bien conçu, établissant une force supérieure sur l'extrémité qui menait aux communications, et se trouvait en même temps la plus faible à cause de la dispersion des forces ennemies, eut en partie le résultat qu'on s'en était promis : il en eût obtenu peut-être un décisif, si on s'était mis en devoir de soutenir la droite, en portant une division de plus à Esneux.

Le 18, à la pointe du jour, les Français franchirent l'Ayvaille aux points indiqués, tandis que le reste de l'armée inquiétait le centre et la droite des Autrichiens sur la Meuse.

Les avant-gardes de Latour furent successivement accablées : celle du général Lilien, vers Ayvaille, par la division Mayer ; celle du général

Otto, près de Rovrou, par la colonne de Marceau.

Le général Hacquin éprouva plus de difficultés à Sougnés. Ses troupes, croyant entendre le signal, s'étaient jetées dans le défilé une demi-heure avant les autres, et les ennemis considérant son attaque comme la plus sérieuse, y avaient détaché quelques renforts. La tête de colonne venait de déboucher, et deux bataillons gravissaient l'escarpement, lorsque plusieurs régimens autrichiens la culbutèrent dans Sougnés. La situation devint critique; mais le général Bastoul ayant mis pied à terre, se jeta dans l'Ayvaille à la tête de sa brigade, franchit le gué dans l'eau jusqu'à la ceinture, et enleva les hauteurs.

Latour, au lieu de tomber sur la tête des colonnes à mesure qu'elles débouchaient, s'était borné jusque-là à rester en bataille sur le plateau de Sprimont, laissant aux divisions Mayer et Marceau le temps de former leurs lignes en colonnes par bataillon.

Cette opération terminée, elles s'élancèrent au pas de charge sur la position. Le combat, un moment douteux, fut vif et sanglant : mais la colonne du général Hacquin ayant enlevé le bois de Sougnés, gagna le flanc gauche des Impériaux, et menaça de les couper sur les hauteurs de Louveigne, tandis que Bonnet les repoussait d'Hoteigne et inquiétait leur droite. Alors le général

autrichien crut prudent de battre en retraite. Sa cavalerie, qui aurait dû la couvrir, quoique plus nombreuse que celle des républicains, ne fit que paraître sur le champ de bataille, et abandonna l'infanterie au fort de la crise, pour se retirer sur les hauteurs de la Vesder, qu'elle repassa vers les six heures du soir.

Schérer, renonçant à sa direction primitive sur le flanc gauche de Latour, manœuvra contre sa droite, afin de le jeter sur Verviers et de l'empêcher de se rallier aux troupes du camp de Robermont. Cette disposition, bien qu'elle présentât quelque danger dans le cas où Clairfayt se rabattrait contre les Français, avait aussi son avantage. On aurait pu s'en promettre quelques résultats, si Jourdan eût été en mesure de soutenir son lieutenant avec les divisions du centre; l'armée impériale, séparée ainsi de sa droite, et compromise entre Liége et Ruremonde, eût probablement essuyé une défaite totale. Mais le général en chef, connaissant les difficultés du terrain à l'embouchure de l'Ourthe, ne jugea pas prudent d'y exposer un corps considérable; et Schérer, certain qu'il ne serait pas soutenu, bivouaqua derrière la Vesder, crainte de trop s'engager.

Les Autrichiens, après avoir perdu 12 à 1,500 hommes tués ou blessés, 36 pièces de canon et une centaine de caissons, se retirèrent à Herve, d'où ils se replièrent ensuite sur les

hauteurs de Henry-Chapelle. Leurs généraux ne prirent aucune disposition capable de parer à cette défaite : Latour en se retirant sur Forest derrière la Vesder, et son général en chef en le soutenant avec la majeure partie du corps de bataille, eussent été en mesure de se venger le lendemain, avant que Jourdan pût franchir la Meuse de vive force sous Liége, ou faire un long détour, pour gagner Esneux. Clairfayt détacha bien 13 bataillons sur Herve : mais il n'était plus temps, car la retraite excentrique et précipitée de sa gauche rendit ce mouvement inutile.

L'armée impériale quitta, pendant la nuit, son camp de la Chartreuse, ainsi que toutes les autres positions sur la Meuse ; et se retira en toute hâte sur plusieurs colonnes, par Herve, Fouron-le-Comte, Fouron-St.-Martin, Wilder, Gulpen, vers Rolduc et Aix-la-Chapelle.

L'armée impériale quitte les bords de la Meuse.

Aussitôt que Jourdan fut instruit du départ de l'ennemi, ayant fait déblayer le pont de la Meuse et le faubourg d'Amercœur, il porta les divisions Hatry et Championnet, le 19 au matin, au soutien de sa droite. Le général Legrand, commandant l'avant-garde de la dernière, attaqua le 20 les hauteurs de Clermont, dont il s'empara ; tandis que Schérer se porta par Verviers sur Limbourg. Alors, l'armée autrichienne de nouveau menacée par sa gauche, et craignant de perdre sa grande communication avec Co-

logne, se replia derrière la Roër, où Clairfayt, dans l'incertitude des événemens, avait fait élever, depuis un mois, quelques retranchemens. Le centre de cette nouvelle position était à Aldenhoven, protégé par la place de Juliers; la gauche sous Latour, à Dueren; la droite aux ordres de Werneck, jusques vers Ruremonde. (*Voyez le Tableau ci-joint.*) Le front était couvert par la Roër, rivière peu large à la vérité, mais assez rapide, guéable en peu d'endroits, et dont les rives escarpées dominent presque partout de la droite à la gauche. Les avant-gardes, postées sur ses bords avec une nombreuse artillerie, en défendaient les approches et le passage.

L'armée française suivit l'ennemi, et s'établit: l'aile droite sous Schérer à Cornelis-Munster; deux divisions du centre en avant d'Aix-la-Chapelle; Lefebvre à Rolduc, ayant en seconde ligne Morlot à Damerscheit; la réserve de cavalerie à Cartiels. Le général Kléber, avec les quatre divisions de l'aile gauche, forma d'abord l'investissement de Maëstricht, dont il devait commencer le siége aussitôt que les Impériaux auraient repassé le Rhin.

Carnot, attachant la plus grande importance aux places, et surtout à celle de Maëstricht, avait fait envoyer le représentant Bellegarde pour en presser la conquête, au nom du comité de

salut public. Mais Clairfayt se disposant, contre l'attente de Jourdan, à défendre la ligne de la Roër, le général en chef prit sur lui d'ajourner le siége de cette place, malgré les instances de ce commissaire; et résolut sagement de ne laisser que 15 mille hommes au blocus, d'attirer à lui le reste du corps de Kléber, et d'éloigner à jamais, par une bataille décisive, l'ennemi des bords de la Meuse.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, l'aile droite vint s'établir à Eschweiller: le centre à St.-Georges et Kellersberg, soutenu par la réserve de cavalerie; la division Lefebvre, à Batsweiler.

Projet du général français, pour forcer la ligne de la Roër.

Le général Jourdan ayant ainsi réuni ses forces, prit les mesures suivantes pour chasser l'ennemi de sa position. Le général Schérer, avec l'aile droite, devait se porter sur Dueren, et forcer le passage de la Roër, depuis Nieder-Plombach jusqu'à Mirweiler. Le général Hatry avait ordre de marcher sur Indem et Gewernich, et de passer la rivière entre Lammestorp et Altorp. Les divisions Championnet et Morlot, soutenues de la réserve de cavalerie commandée par le général Dubois, eurent leur direction marquée au centre sur Aldenhoven: leurs instructions portaient de chasser tout ce qui se trouverait dans la plaine, et de venir se ranger le plus près possible de Juliers, pour empêcher les Impériaux de déboucher de cette

place. Le général Lefebvre reçut l'ordre de s'emparer de Linnich, et de passer la rivière à tous les gués existans jusqu'à Brakel. Le général Kléber, avec les deux divisions de gauche, fut chargé de forcer aussi les passages aux environs de Ratem, et de pousser un détachement sur sa gauche, pour observer ce qui pourrait déboucher de Ruremonde.

Chaque général avait en outre l'ordre de ne point s'amuser à tirailler, ni à attaquer les villages occupés par l'ennemi; mais de porter sa division sur le point qui lui avait été désigné, sans s'embarrasser de ce qui se passerait à sa droite ou à sa gauche. Schérer devait pousser son avant-garde sur Ellen et Honkirdum; Hatry à Haimbach; Kléber sur Hakelhoven.

Ces dispositions, que la censure la plus sévère n'aurait pu désapprouver si elles eussent été faites plus près de la ligne autrichienne. auraient dû être précédées d'une reconnaissance du terrain qui séparait les deux armées, et d'un mouvement préparatoire qui eût rapproché les colonnes de manière à commencer l'attaque de meilleure heure et à l'instant fixé. Il faut convenir aussi que la droite pouvait être renforcée, sans nuire aux autres parties de la ligne.

Quoi qu'il en soit, le 2 octobre à cinq heures du matin, l'armée s'ébranla en colonnes serrées par brigades: mais un brouillard épais fit bientôt

Bataille de la Roër.

suspendre la marche jusques vers dix heures, qu'il fut dissipé. Alors, pour la première fois depuis la révolution, les républicains offrirent le spectacle d'une armée de 100 mille hommes manœuvrant avec autant d'ordre que de précision, et prête à charger l'ennemi.

L'aile droite, partie de son camp d'Eschweiller, et arrivée vers onze heures à la hauteur de Mérode, y disposa ses attaques. Schérer ordonna à Marceau de franchir le gué de Mirweiler avec la cavalerie et la brigade Nalesche, et de faire assaillir Dueren par celle de Lorges : la division Mayer dut déboucher à Wnitersdorf et Niederau, afin d'attaquer de front, tandis que le général Hacquin, passant à Winden, aurait un long circuit à faire pour atteindre le flanc gauche des Impériaux.

Schérer, de crainte de s'engager partiellement, se vit ainsi forcé de différer son attaque, afin de la faire simultanément avec ces dernières colonnes. Cette circonstance permit à l'ennemi de préparer à loisir ses moyens de défense, dont il pouvait d'autant mieux combiner l'emploi, qu'il plongeait des hauteurs sur les colonnes républicaines, et découvrait leurs moindres mouvemens.

Cependant le temps s'écoulait, la division Hacquin ne paraissait point; et Mayer ne força que vers trois heures, le gué de Lindersdorf.

Schérer, contre sa première instruction, donna donc le signal du combat, avant qu'ils fussent à même de le soutenir. Le général Marceau emporta le gué et Mirweiler, après un combat fort chaud, où l'adjudant-général Klein montra l'exemple aux troupes, en passant le premier à la nage : les retranchemens des Autrichiens furent enlevés à la baïonnette.

Le général Lorges assaillit Dueren : ce poste, défendu par un bon rempart et des fossés pleins d'eau, aux avenues duquel les Impériaux avaient établi plusieurs batteries, était susceptible de résistance. Toutefois, les troupes de Lorges s'y précipitèrent tête baissée, et en chassèrent les postes de l'ennemi : celui-ci, soutenu par les batteries et les corps placés en arrière de la ville, empêcha non-seulement les Français d'en déboucher, mais chercha même à les déloger. Marceau, accouru de Mirweiler avec ses escadrons, secondant Lorges fort à propos, resta néanmoins maître de Dueren. Sur ces entrefaites, la division Mayer ayant franchi la Roër en face de Niderau et de Lindersdorf, fut accueillie ici par une si vive canonnade, qu'elle se vit forcée de se déployer entre le village et Dueren, dans l'espoir de se lier à Marceau; ce qu'elle effectua vers cinq heures.

Jusque-là on n'avait eu affaire qu'aux avant-gardes de Latour; et son corps de bataille, établi

sur les hauteurs sous la protection de 60 bouches à feu, couvrit alors ces deux divisions d'une grêle de boulets et de mitraille. Cependant Hacquin étant encore aux prises avec quelques tirailleurs qui suspendaient sa marche dans les bois entre Kreutzen et Binsfelt, on ne pouvait rien entreprendre avec succès, avant qu'il en eût débouché. Les deux autres divisions qui n'avaient été suivies que par quelques pièces légères, soutinrent le feu avec une constance remarquable ; Nalesche fit inutilement quelques efforts pour gagner Buikersdorff; battu en flanc par les Autrichiens, il ne put y parvenir : Marceau se maintint dans Dueren, et répondit de son mieux pour seconder Mayer. Enfin, vers sept heures, le général Hacquin, ayant gagné Kreutzau, et menaçant de tourner la gauche des Impériaux par Jacob-Wullesheim et Binsfelt, les décida à la retraite.

ttaques du centre.

Au centre de l'armée, l'attaque commença un peu avant celle des ailes. Clairfayt; ayant rassemblé une partie de ses forces autour et dans le bourg d'Aldenhoven, et paraissant vouloir s'y défendre, le général Championnet l'en fit chasser par les tirailleurs de la 59e demi-brigade. Alors, les républicains gravirent le plateau en arrière, où les Autrichiens avaient construit plusieurs redoutes, sous lesquelles leur nombreuse cavalerie se déploya, et chargea même une

batterie légère de la division Morlot. Le 14e de dragons s'élança pour la délivrer; mais, malgré sa valeur, il allait être écrasé, lorsque le premier régiment de dragons de la division Championnet, à la vue du danger qu'il courait, vola à son soutien et le recueillit.

La division Hatry, arrêtée dans sa marche, arriva un peu tard sur la Roër, et trouva des difficultés à la franchir. Jourdan, inquiet du succès du combat à sa droite, prescrivit alors à ce général de se lier avec Marceau vers Mirweiler: mais cette disposition, qui eût été parfaite prise la veille, n'aboutit à rien, et la division n'eut aucune part à cette journée.

Cependant le centre des Autrichiens voyant son flanc droit menacé par la division Lefebvre qui faisait mine de passer à Linnich, et craignant que Hatry n'exécutât le sien vers Altorp contre sa gauche, prit le parti d'abandonner le plateau d'Aldenhoven, et fut poursuivi par la cavalerie française jusques sur les glacis de Juliers.

Championnet couronna les hauteurs en face de cette ville. La citadelle tira presque toute la journée, et les pièces de gros calibre lui ripostèrent. On s'occupa aussitôt de construire quelques batteries, et des bataillons de grenadiers furent poussés le soir vis-à-vis la place, sur le bord du premier bras de la Roër.

Le général Morlot avait reçu l'instruction de

chercher un gué au-dessous de Juliers entre Coslar et Broich. Ses reconnaissances ayant été infructueuses, on le dirigea sur Linnich, dont Lefebvre venait de repousser les avant-postes autrichiens; ceux-ci brûlèrent le pont dans leur retraite, et pour en empêcher le rétablissement, écrasèrent la ville de boulets et d'obus, qui y mirent le feu. Après beaucoup d'efforts, les républicains parvinrent à maîtriser l'incendie et à raccommoder le pont dans la nuit; mais ils ne purent effectuer leur passage que le lendemain.

Événemens de la gauche.

A la gauche, les deux divisions, aux ordres de Kléber, placées entre Heinsberg et Dremen, se mirent en mouvement à cinq heures du matin. L'avant-garde conduite par Bernadotte et Ney, se porta sur Ratem, pour y forcer le passage de la Roër: mais, aussitôt que l'infanterie légère et les grenadiers s'approchèrent de la rive, un feu terrible de mousqueterie et une grêle de mitraille partirent des retranchemens et des batteries rasantes placées sur ce point. Cependant les républicains ayant établi leurs pièces malgré la fusillade, forcèrent les troupes de Werneck à rentrer dans leurs retranchemens, et engagèrent une canonnade qui ne finit qu'avec le jour.

Le général Kléber avait fait préparer la veille un pont que Bernadotte essaya de jeter; mais il se trouva trop court. Les troupes, enflammées par la résistance des Autrichiens, demandaient

à marcher à la baïonnette : plusieurs officiers sautèrent dans la rivière; une partie de la 71e demi-brigade, et quatre compagnies de grenadiers les suivirent. Le général Kléber, pour seconder leur ardeur, fit alors avancer toutes les pièces de position sur les bords de la Roër, et foudroya les ennemis. Ce mouvement audacieux, joint au succès des attaques de Schérer sur Dueren, décida les Autrichiens à la retraite, qui fut soutenue par leur arrière-garde.

On travailla, pendant toute la nuit, à construire des ponts; et le gros du corps de Kléber ne passa qu'au jour. L'affaire coûta aux Français de 14 à 1,500 hommes : ils firent à l'ennemi 800 prisonniers; et lui mirent près de 3 mille hommes hors de combat.

Observations sur cette bataille

Tel fut le résultat de la bataille sur la Roër, qui décida du sort de la Belgique, et rejeta l'armée impériale sur la rive droite du Rhin. Quoique Jourdan eût commis une faute, en la livrant avant d'avoir reconnu le terrain, et qu'il eût exposé sa droite à être battue, en assignant trois points de passage à Schérer, qui eut à soutenir ainsi l'effort de Latour avec la seule division Marceau; elle ne laissa pas de lui faire honneur. Pour appliquer parfaitement les principes de l'art, on eût pu désirer seulement qu'il renforçât sa droite. On voit en effet par la nature du terrain, la résistance de Latour dans ses positions

retranchées et les détails de cette journée, que tout le succès dépendit de l'arrivée du général Hacquin, ce que le moindre incident aurait pu empêcher. L'on ne remarquera pas non plus sans étonnement que dans un engagement étendu depuis Froitzheim jusqu'à Ruremonde, il n'avait pas la moindre réserve disponible.

Dans toutes les attaques contre une armée placée en ligne derrière une rivière, il faut faire plusieurs démonstrations sur le front, et choisir un point avantageux pour y diriger l'effort principal. A cet effet, il est indispensable de réunir plusieurs divisions sur ce point; et dès que la première parviendra à s'établir sur la rive opposée, il est probable que le succès de la bataille ne sera plus douteux; car la masse des assaillans, débouchant sous la protection de ces premières troupes, forcera tout ce qui s'opposerait à sa marche. Si de telles dispositions ne réussissent pas, que pourrait-on attendre de dix attaques partielles, exécutées parallèlement? Il paraît que le général en chef perdit de vue ces maximes de guerre, dont l'expérience lui a démontré dès-lors la justesse.

La combinaison la plus habile était de laisser Kléber avec un corps de 25 mille hommes devant Aldenhoven, et de porter cinq divisions d'infanterie avec la réserve de cavalerie sur Mirweiler et Dueren : un succès y eût été d'autant plus

décisif, que les Autrichiens gênés par les bois de Hambach entre Juliers et leur droite, n'auraient pu soutenir facilement cette aile, dès que, par une attaque rapide et vigoureuse, les républicains se fussent emparés de la forêt.

Malgré toute la vigueur de Kléber, de Bernadotte et de Ney, l'aile gauche ne put rien faire, et l'on n'avait d'ailleurs aucun intérêt à ce qu'elle passât la rivière; car Werneck, qui se trouvait en face d'elle, eût été d'autant mieux compromis s'il fût resté vers Ruremonde tandis qu'on accablait Latour.

La nuit qui suivit la bataille fut très-tranquille. Le 23 octobre, à la pointe du jour, les généraux se portèrent devant Juliers avec l'avant-garde, et l'on trouva la place évacuée; Clairfayt décidé à repasser le Rhin, n'ayant pas cru devoir y compromettre une garnison, les magistrats en apportèrent les clefs au vainqueur.

Dès que Jourdan fut instruit du départ des Autrichiens, il ordonna aux divisions Lefebvre et Dubois de les poursuivre. Legrand se mit en marche avec douze compagnies de grenadiers et un régiment de cavalerie, pour les harceler sur la grande route de Cologne. La cavalerie de Dubois atteignit les équipages : il y eut dans la journée plusieurs charges fort vives, dans lesquelles les succès furent balancés. Les troupes aux ordres du général Legrand, se battirent fort

avant dans la nuit; le reste de la division Championnet passa la Roër dans la soirée, pour les soutenir, et bivouaqua dans le bois de Juliers, près de la grande route. Bernadotte prit position à Gieradt.

L'armée impériale, constamment battue, et menacée d'être prévenue à Coblentz et à Cologne, ne se crut en sûreté qu'au-delà du Rhin; et repassa ce fleuve à Mulheim, le 5 octobre, après avoir encore sacrifié 3 mille hommes dans les champs de Juliers. Les Français entrèrent le 6 à Cologne; le 20, à Bonn.

Le général Kléber retourna devant Maëstricht avec les troupes qui avaient contribué à la victoire. Cette place avait été investie immédiatement après le combat de l'Ourthe; mais rien de ce qu'il faut pour un siége n'était prêt à cette époque. Le comité en avait cependant prescrit l'envoi; et le représentant Gillet partit en poste pour le presser. Graces à son activité et à ses soins, un bel équipage de 200 pièces descendant la Meuse, arriva le 23 octobre. Les travaux furent dès-lors poussés, tant du côté du fort St.-Pierre que de Vick, avec l'activité qui distinguait Kléber et Marescot. L'artillerie française, servie avec habileté, fit des merveilles: une grêle de bombes et autres projectiles fut lancée sur cette ville, et en réduisit une partie en cendres. Le prince de Hesse, apitoyé sur le sort de ses

habitans, désespérant d'obtenir aucun secours, consentit le 4 septembre à rendre la place et à déposer les armes; à condition que sa garnison, forte de 8 mille hommes, serait renvoyée sur parole jusqu'à parfait échange. On trouva dans la place 351 bouches à feu.

Après cet événement, et la prise de Rhinfels par l'armée de la Moselle, il ne resta plus aux coalisés, sur la rive gauche du Rhin, que les places de Mayence et de Luxembourg; car Marceau, s'étant dirigé sur Coblentz, en avait chassé les Autrichiens, et s'était lié avec la gauche de Moreaux venant de Trèves; en sorte que l'ennemi fut totalement expulsé des pays situés sur la rive gauche du fleuve.

Opérations de l'armée du Nord.

Pendant que Jourdan, par des coups décisifs sur l'Ourthe et la Roër, mettait les Autrichiens hors de cause, pour le reste de la campagne; l'armée du Nord avait investi Bois-le-Duc. Les opérations offensives de cette armée paraissaient devoir se terminer par le siége de cette place; car, à mesure qu'elle se rapprochait de la Hollande, les obstacles se multipliaient; l'éloignement où elle se trouvait de la base de ses opérations, les pertes journalières, et les garnisons ou les corps d'observation qu'il fallait laisser en

arrière, diminuaient tous les jours les avantages qu'elle avait eus jusqu'alors. Pichegru enfin allait bientôt heurter de front cette ligne formidable formée par l'embouchure des fleuves, hérissée de places fortes, et défendue par une armée nationale, combattant pour ses foyers à côté d'alliés dont jusqu'alors la coopération avait paru franche et loyale.

La seule chance dont les armées républicaines se flattaient, était le parti qu'elles fomentaient en Hollande même; cependant elles en trouvèrent une plus grande encore, dans la conduite de leurs adversaires : elle fut si bizarre en effet, qu'elle fit naître mille soupçons sur la sincérité des mesures du général anglais, pour la défense des Provinces-Unies : soupçons qui, malgré leur peu de vraisemblance, forment encore l'opinion de bien des militaires, témoins de cette campagne.

Quoi qu'il en soit, l'armée du Nord ne voulant point rester oisive, la première opération à tenter, était le siége de Bois-le-Duc, dont la prise devenait indispensable pour s'assurer une base, et suivre les Anglais au-delà de la Meuse. L'entreprise était difficile; car on manquait d'artillerie. La présence de l'armée anglo-hollandaise aurait d'ailleurs nécessité la division de l'armée républicaine en deux corps; un de siége, l'autre d'observation : ce qui ne laissait pas que d'être dan-

gereux, dans la situation respective des partis.

On se rappelle qu'après le combat de Boxtel, le duc d'Yorck avait passé la Meuse à Grave, et occupait le 22 septembre les positions suivantes: les Hessois surveillaient le fort St.-André et l'île de Bommel depuis Wel et Amelroy jusqu'à Battembourg. La division Erskine, à Wichem, se liait aux Hollandais, dont l'armée campée entre Gertruidemberg et Heusden, gardait l'île de Bommel.

Le corps de bataille, campé d'abord à Wichem, marcha ensuite à Moock, et le quartier-général du duc à Crosbeck. La gauche, formée des contingens hanovriens, aux ordres du lieutenant-général Walmoden, remonta par Genep sur Weell, dans la direction de Wenloo, point sur lequel on concevait de justes inquiétudes.

A la même époque, l'armée française tenait les positions suivantes :

La division Moreau à droite, entre Helmont et Venloo, forte de	11,000 hommes.
Celle de Souham, devant Bois-le-Duc et à Deuteren, environ	19,000
Delmas devant Orthen et Crevecœur	10,000
La division Bonneau derrière Uden	11,000
Salme dans la Bruyère de Wechel.	7,000
Lemaire, entre la Merck et le bois de Stribeck, observant Breda.	9,000
TOTAL, non compris l'artillerie. . . .	67,000 hommes.

La division Michaud fournissait les garnisons en Flandre.

La négligence des Hollandais qui n'avaient pas pourvu Bois-le-Duc d'une bonne garnison ; l'insouciance du duc d'Yorck qui ne répara pas cette faute ; et, par-dessus tout, la faiblesse du gouverneur, firent ce que la force n'aurait pu opérer. Dès le 29 septembre, le commandant du fort Crevecœur le rendit honteusement. On attribua cette reddition prématurée à l'épouvante que lui causa le feu d'une batterie de campagne, établie par le général Delmas sur un coude de digue que les assiégés n'avaient pas eu la précaution de détruire, et dont on se couvrit comme d'une espèce de crochet de tranchée.

La prise de ce fort mit les républicains en possession d'un point d'appui sur la Basse-Meuse, des écluses de la Dieze et de la grosse artillerie dont ils manquaient. Les attaques contre Bois-le-Duc furent alors poussées avec activité ; on en porta le nombre jusqu'à cinq pour fatiguer la garnison, beaucoup trop faible à raison de l'étendue de la place.

En effet, peu de jours après, au moment où l'on n'osait point encore s'en flatter, le vieux commandant qui avait perdu la tête, demanda de même à capituler. L'armée française prit, le 10 octobre, possession de cette place, qui assura ses conquêtes, lui donna un bon point de départ pour marcher contre l'armée anglaise, et procura en outre une artillerie et des munitions considérables.

À la suite des batailles de l'Ourthe et de Juliers, le petit corps de Kerpen, placé à Ruremonde pour entretenir la communication entre l'armée de Clairfayt et celle du duc d'Yorck, ayant été contraint de suivre la première au-delà du Rhin, et les Hanovriens ayant levé leurs camps de Weel et de Velden pour se replier sur Genep; Moreau, qui jusques-là avait toujours masqué Venloo, dut passer alors la Meuse, s'emparer de cette position centrale, se lier à l'armée de Jourdan, et former l'investissement de la place qu'il avait observée. La brigade Compère vint s'établir, le 11 octobre, à Teglem, et un pont, jeté sous sa protection à Baerle, permit à la division de se réunir à elle le 14.

Bien que ce mouvement isolé n'eût rien de menaçant pour le duc d'Yorck; ce prince craignant sans doute qu'il ne fût appuyé de l'armée entière, expédia à toutes les troupes qui étaient en avant de Thiel et de Nimègue, l'ordre de se replier derrière le Waal (1), ne laissant dans

(1) Le Waal est le grand bras du Rhin qui se sépare du fleuve près de Tolhuys et reçoit la Meuse au-dessus du fort St.-André. Cette rivière après avoir coulé assez long-temps dans la même direction que le Waal, et formé cette langue de terre, nommée le *Maas Waal*, s'en écarte tout-à-coup, et le rejoint définitivement au-dessus de Gorcum; laissant entr'elle et le fleuve un espace très-fertile nommé *île de Bommel*, dont le fort St.-André est la clef. Le Rhin, quittant le Waal au fort de Schenk, continue à

cette dernière place qu'une garnison de quelques milliers d'Hanovriens, sans s'informer si elle contenait les approvisionnemens nécessaires à leur défense.

Déjà ces dispositions étaient en pleine exécution, quand le prince d'Orange observa que l'abandon de la gauche du Waal ferait perdre toute communication entre Grave et l'armée, et forcerait cette ville à se rendre à la première sommation, faute d'approvisionnement (1). Cette déclaration fut un trait de lumière: le duc, laissant une forte partie de sa cavalerie cantonnée derrière le Waal, s'établit en avant de Nimègue, le long de la rive gauche du fleuve. L'avant-garde, aux ordres du général Hammerstein, étendit ses postes dans la presqu'île entre Batenborg et Tiel, depuis Druyten jusqu'à Appeldern, et dut entretenir la communication avec Grave, à la faveur d'un bataillon détaché à Niederbusch. Au moyen de cette nouvelle disposition, les troupes qui se trouvaient à la gauche aux environs de Venloo, se maintinrent à Cranenborg, et con-

couler par Tolhuys et Arnheim, où il se divise de nouveau en deux grands bras. Celui de gauche prend le nom de *Leck* : il coule parallèlement au Waal et tombe avec lui dans la mer près de Rotterdam. Le bras de droite se nomme *Yssel*, et coule dans une direction perpendiculaire du midi au nord : il se jette dans le Zuyderzée, près de Zwoll.

(1) Mémoires sur cette campagne par Reiche. Histoire de Porbeck.

servèrent leurs avant-postes tant auprès d'Emmerich sur le Rhin, que vers Goch et Genep dans la plaine.

A la droite, le général Hanstein garda l'île de Bommel, comme clef de toute la position sur le Waal. Néanmoins, la brigade Dalwig se retira de Drummel sur Thiel, où elle repassa le fleuve; le corps du général Wurmb resta dans Nimègue. On décida en même temps la démolition du fort St.-André; mais le temps manqua, et l'on ne put abattre que les parapets du côté du Waal et du canal; car dès le 7 octobre, quelques heures après le départ de la garnison, il fut occupé par les Français, qui y conduisirent aussitôt de l'artillerie. Cependant les républicains n'ayant pas jugé toute l'importance de ce poste, n'y portèrent point des forces suffisantes, et les Alliés renforcés par la division anglaise de Balfour revenant de Zélande trouvèrent moyen de le reprendre.

Passage de la Meuse par l'armée du Nord.

Les succès de l'armée de Jourdan, et la chute de Bois-le-Duc, firent enfin une loi à Pichegru de passer à son tour la Meuse, pour compléter l'investissement de Grave, et rejeter les Alliés au-delà du Waal. Il lui restait à choisir le point de passage le plus convenable. Moreau ayant effectué le sien sans opposition, on a cru qu'il eût été plus sûr et plus simple de diriger l'armée sur Genep, pour se joindre à lui et livrer bataille

si le duc d'Yorck voulait l'accepter. Le général français préféra passer au-dessous de Grave, au centre de la ligne des Alliés. Cette résolution, qui eût encouru le blâme si le duc d'Yorck avait campé derrière Grave comme il le devait, n'offrait aucun danger, puisqu'il n'existait sur la Meuse que de faibles avant-gardes, hors d'état d'en surveiller le cours ou d'en disputer le passage. D'après les dispositions arrêtées pour cette entreprise, la division Salm marcha à Beck, afin d'investir ensuite Grave; Lemaire resta en observation vers Breda; Delmas s'établit devant l'île de Bommel, vis-à-vis du fort St.-André entre Woorn et Empel, où il se couvrit de 16 redoutes. Souham et Bonnaud s'approchèrent de Teffelen dans l'intention d'exécuter le passage projeté.

Dans les journées du 18 au 19, ces deux divisions franchirent la Meuse sur un pont construit avec des pontons hollandais et des bateaux. Ce passage, retardé par la difficulté des chemins, dura trente-six heures. Le général Bonnaud, qui ouvrit la marche, occupa, dès le 18, les postes de Drumel et de Wamel, pour protéger l'opération : elle s'effectua sans aucune opposition de la part des Anglais, parce que le gros de leur armée se trouvant blotti loin de là sous le canon de Nimègue, et la gauche patrouillant entre Emerich et Genep, il n'y avait au point menacé que le corps du général Hammerstein, renforcé

depuis quelques jours par la brigade Fox, et occupant, comme nous l'avons dit, une ligne étendue et morcelée; la droite au Waal, et la gauche à la Meuse. Le général Hammerstein, il est vrai, avait fortifié ses nombreux postes; mais que sont les retranchemens sans défenseurs? Il eût fallu, pour garnir suffisamment les siens, le triple des troupes mises à sa disposition. Quoi qu'il en soit, les digues du Waal et de la Meuse étaient hérissées d'ouvrages de campagne. Le terrain qu'elles protégent, plus bas que le lit de ces fleuves, forme une immense prairie, coupée de fossés larges, profonds et remplis d'eau, que les colonnes françaises devaient franchir pour aborder la position. Une digue fort élevée, et le canal d'Oude-Watering bordé d'un parapet qui découvre toute la plaine par-delà Druyten, protégeaient le front; des ponts avaient été construits par tout où cela était nécessaire pour communiquer entre les différens postes. Indépendamment de ces précautions, on avait encore augmenté les obstacles naturels, en creusant de larges fossés dans la plaine, et faisant de fréquentes coupures sur les routes. C'était, en un mot, une fort bonne position, à laquelle il ne manquait que des troupes; malheureusement sa grande distance du corps principal, ne permettait pas même à celui qui avait pris tant de soin pour la retrancher, de s'illustrer par sa défense.

Le général Souham fut chargé de l'enlever, pendant que Bonnaud, surveillant les passages de Tiel, couvrirait les ponts, que Delmas contiendrait les ennemis du côté de l'île de Bommel et du fort St.-André, en élevant des redoutes à Maren et Alen; enfin, que Salm se présenterait devant Grave.

L'attaque de Souham eut lieu, le 19, sur quatre colonnes. Les deux plus fortes devaient se porter au centre dans la prairie; et les deux autres, d'environ 3 mille hommes chacune, attaquer l'une sur la digue du Waal, l'autre sur celle de la Meuse. Il était impossible que de petits détachemens morcelés pussent résister à une combinaison semblable, et à l'emploi d'une masse si fort supérieure.

Les deux colonnes qui marchèrent dans la prairie, avaient à traverser le canal d'Oude-Watering, dont l'ennemi paraissait décidé à défendre le passage avec acharnement : mais, après quelques décharges d'artillerie, les républicains impatiens franchirent les fossés, et traversèrent le canal dans l'eau jusqu'aux épaules, protégés par les chasseurs, qui fusillaient par-dessus leurs têtes. L'ennemi, atterré par tant d'audace, ne songea plus qu'à sauver son artillerie : ce que le petit nombre de troupes parvenu sur la rive gauche ne put empêcher. Les colonnes qui suivirent les digues eurent de plus grands succès,

Sur celle du Waal, le 9e régiment de hussards, une division de gendarmerie, et l'infanterie légère, avaient tourné, à gauche de Druten, un bataillon du 37e régiment anglais : ce corps ayant pris les hussards français pour ceux de Rohan qui le couvraient, et les ayant laissé arriver jusques dans ses rangs, fut obligé de mettre bas les armes. Du côté de la digue d'Appeltern, le 3e de hussards soutenu de la brigade Jardon, repoussa la légion de Rohan, qui, après avoir repris momentanément le village, fut enfin culbutée sur Nysterick, avec perte de 300 hommes sacrifiés inutilement à l'esprit de parti; car cet engagement était superflu, les deux attaques du centre ayant déjà tout décidé.

Après ce combat du gros de l'armée française contre des avant-postes, le général Hammerstein se retira dans le camp en avant de Nimègue, et bientôt établit de nouveau son flanc droit sur le Waal, sa gauche appuyée Beeck. Le général Walmoden resta au camp retranché de Nimègue, avec 20 bataillons hanovriens et anglais. Le duc d'Yorck fit cantonner le reste de ses troupes entre le Leck et le Waal; son quartier-général à Arnheim. La brigade anglaise de Dundas forma l'extrême droite, et se lia avec le corps hollandais, établi aux environs de Gorcum. Le contingent hessois, resta dans l'île de Bommel et à Wartenbourg. Le corps de bataille anglais aux

environs de Thiel. Enfin, les Hanovriens, qui formaient la gauche, s'étendaient de Doornenburg à Gent et Hulnuis, où ils se liaient avec les Autrichiens. La grosse cavalerie resta derrière l'Yssel.

Le duc s'attendait à passer l'hiver dans cette nouvelle ligne; mais à peine y fut-il établi, que les républicains l'y suivirent, insultèrent le camp de Nimègue dès le 24, et poursuivirent les postes hanovriens l'épée dans les reins, jusqu'à une lieue de la place.

Les Français étaient entrés dans Venloo le 27. La prise de cette place tient un peu du merveilleux, comme tout ce qui se faisait alors: il était difficile de ne pas tout entreprendre, contre des ennemis découragés. Le général Laurent, avec une brigade forte de 5 à 6 mille hommes, débuta en ouvrant la tranchée à cent toises du chemin couvert: sa mousqueterie ne tarda pas à inquiéter les canonniers de la place; enfin on établit des batteries de campagne. La garnison, déconcertée par une sortie malheureuse, la hardiesse et la proximité des travaux des assiégans, capitula. Venloo se trouvait dans le meilleur état; son armement consistait en 150 pièces de canon bien approvisionnées; la garnison, de 1,800 hommes, rentra en Hollande sur parole.

Des événemens plus extraordinaires encore que ceux dont on vient de rendre compte, de-

vaient terminer cette brillante campagne; mais comme ils forment une épisode toute particulière, et appartiennent aux opérations d'hiver, nous avons cru devoir rapporter préalablement ce qui se passait aux armées du Rhin et de la Moselle, dont les entreprises contemporaines à celles de Jourdan et de Pichegru, eurent une influence salutaire sur leurs résultats.

CHAPITRE XXXIX.

Le comité de salut public, ayant fait renforcer l'armée du Rhin, prescrit au général Michaud de chasser l'ennemi du Palatinat. — Batailles du 2 et du 13 juillet; les Alliés sont rejetés sur Manheim. — L'armée de la Moselle, renforcée de 15 mille hommes de la Vendée, s'avance sur Trèves, et menace la gauche de l'ennemi sur la Meuse. — Les Prussiens s'étendent dans le Hundsruck pour s'opposer à ses progrès. — Succès du prince de Hohenlohe à Kayserslautern. — La victoire de Dueren, et la retraite de Clairfayt derrière le Rhin, décident Mœllendorf à repasser le fleuve. — Les Français prennent Rhinfels et la tête de pont de Manheim, puis resserrent Mayence et Luxembourg.

Les Français renforcés de l'armée des Alpes et de la Vendée prennent l'offensive.

LE gouvernement avait déjà renforcé l'armée du Rhin aux dépens de celles des Alpes et de l'intérieur, lorsque l'échec essuyé par le général Ambert, à Kayserslautern, lui fit juger ces moyens insuffisans, et le comité crut pouvoir tirer de la Vendée, où les affaires prenaient une meilleure tournure, une division de 15 mille

hommes pour donner à l'armée de la Moselle la consistance qu'elle devait avoir dans le plan général d'opérations.

Les premiers mouvemens prescrits à l'ouverture de la campagne venaient de s'achever, et l'armée du Rhin voyait ses rangs grossir de jour en jour. Les renforts de la Vendée, partis plus tard, n'arrivèrent sur la Sarre qu'à la fin de juillet; cependant les forces s'élevaient déjà au milieu de juin, à 50 mille hommes sur le Bas-Rhin; 40 mille dans les places et camps du Haut-Rhin; 24 mille environ au revers des Vosges. C'était donc une force de 114 mille combattans; et certes il n'en fallait pas davantage pour chasser les Alliés jusque sous le canon de Mayence. En confiant la défense des six places du Haut-Rhin à 25 mille hommes et aux gardes nationales on aurait pu prendre l'offensive avec 90 mille. Le peu d'accord qui régnait entre les Alliés, et leur obstination à garder avec des corps isolés un front étendu depuis Germersheim jusqu'à Sarrebruck, eussent donné la facilité de jeter le gros de cette masse sur une partie de leur ligne et de l'accabler par une série de mouvemens bien calculés.

Mais si le comité déployait une rare énergie, et si l'instinct de la guerre perçait dans la majeure partie de ses projets, il faut convenir qu'ils n'étaient pas constamment à l'abri de censure, et manquaient parfois des développemens né-

cessaires pour les faire bien comprendre de ceux auxquels on en confiait l'exécution. Tel fut par exemple celui qui prescrivit à cette époque au général Michaud, de s'assurer tous les avantages de l'initiative, d'attaquer sans relâche l'ennemi, et d'agir en masse. Ces instructions, suffisantes pour un capitaine capable d'en saisir l'esprit et d'en faire d'heureuses applications, n'étaient pas assez précises pour un général ordinaire, pour Michaud surtout. Il eût fallu lui désigner encore le point décisif et le nombre de divisions à y mettre en action; poser et discuter les hypothèses les plus importantes qui s'offraient aux deux partis, et indiquer les manœuvres à exécuter d'après celles que l'ennemi adopterait.

Quoi qu'il en soit, le comité n'ayant pas prescrit au général en chef de l'armée du Rhin les parties de la ligne où il devait frapper, et celles qu'il pouvait dégarnir à cet effet; celui-ci n'apprécia pas les avantages d'une manœuvre serrée, et tenta avec les 60 mille hommes qu'il avait sous la main, une attaque parallèle sur tout le front des Alliés.

Position des Alliés.

On se rappelle que la droite de l'armée prussienne, aux ordres du comte de Kalkreuth, observait la Sarre; les Saxons gardaient Deux-Ponts; le corps de bataille de Mœllendorf couvrait Kayserslautern, et occupait Tripstadt avec la division Courbières. Les flanqueurs de gauche, aux

ordres de Kleist, tenaient les postes de Saukopf et Johaniskreutz, et se liaient avec le centre général de l'armée; celui-ci commandé par le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, avait la brigade Pfau établie aux postes de Schanzel et de Pfalzberg, sur la crête et le versant oriental des Vosges; le gros protégeait la plaine, entre Attersheim et Fischlingen. Enfin deux divisions autrichiennes, formant l'aîle gauche, aux ordres des généraux Wartensleben et Benjousky, étaient chargées de couvrir le reste de la vallée, depuis Freimersheim jusqu'au Rhin.

On a dit au chapitre XXXII quelles positions occupaient les armées françaises du Rhin et de la Moselle, et il suffit ici de rappeler qu'elles étaient liées par les gorges d'Albertsweiler, de Dahn et d'Ober-Weidenthal.

A la suite d'un conseil de guerre tenu à Landau, le 20 juin, les républicains se mirent en mouvement le 2 juillet. La gauche de l'armée de la Moselle débouchant de Bliescastel et de Hornbach, sur deux ponts, devait assaillir Kalkreuth et les Saxons; tandis que la droite, conduite par Taponier, s'avancerait de Pirmasens sur Tripstadt. Afin de seconder cet effort, huit bataillons détachés de la vallée du Rhin devaient inquiéter le flanc gauche de Mœllendorf, par Hochstet et Amstein dans les gorges. Le général St.-Cyr, avec le centre et l'avant-garde de l'armée du Rhin, Projet des Français pour le combat du 2 juillet.

eut la mission de tenir en échec le prince de Hohenlohe, depuis Albertsweiler au pied des Vosges, jusqu'à Hambach : tandis que le général Desaix, chargé avec l'aile droite de l'entreprise la plus importante, accablerait la division autrichienne campée vers Schweigenheim, sur la route de Spire.

Ces dispositions avaient été arrêtées à la suite d'une reconnaissance du général Desaix, qui jugea ce dernier corps en l'air. L'étendue de la ligne ennemie en rendait effectivement chaque partie vulnérable; mais c'était une erreur de croire que le point faible fût dans l'intervalle existant entre l'extrême gauche et le Rhin. On ne doit jamais former sa principale attaque entre un fleuve et l'extrémité de l'armée ennemie; car on court risque d'être détruit, surtout lorsqu'on manque de ponts. Les généraux français osèrent néanmoins tenter cette manœuvre avec une forte colonne, et l'exposèrent ainsi à être culbutée dans le Rhin. Desaix, qui avait un excellent coup-d'œil, n'en fit pas preuve dans cette occasion, en induisant Michaud à une opération qui n'eût d'ailleurs aucun ensemble dans son exécution, comme on le verra bientôt.

La droite sous Desaix est battue.

Desaix devant frapper à l'aile droite les plus grands coups, marcha à l'ennemi sur trois colonnes. Le général Vachot, avec huit bataillons, eut ordre de se porter de front sur Schwei-

genheim, tandis que Frimont et Rivaud, avec 20 escadrons, se glissant entre le Rhin et ce village, tourneraient la gauche des Impériaux. Une brigade de cavalerie, commandée par l'adjudant-général Picard, soutenue de la réserve d'infanterie aux ordres de Marchaix, avait l'instruction d'arriver sur le plateau entre Niederlustadt et Schweigenheim, pour déborder leur flanc droit; enfin, le général Beyssac, avec huit autres bataillons, devait déboucher par Weingarten sur Freischbach, contenir les Autrichiens, et intercepter leurs communications directes avec les Prussiens.

L'infanterie de la division Vachot avança sur les lignes avec le plus grand ordre. La cavalerie des généraux Frimont et Rivaud parvint sur le plateau, et y culbuta les avant-postes de Karaczay : la position allait être enlevée, et déjà la confusion s'introduisait dans les rangs ennemis, lorsque les chasseurs français, saisis d'une terreur panique, abandonnèrent le champ de bataille. Les Autrichiens, profitant de ce retour de fortune inattendu, firent quelques décharges à mitraille qui augmentèrent le désordre : alors, au lieu de continuer le mouvement rétrograde, Wartensleben fit avancer ses réserves et démasqua son artillerie; la cavalerie française s'enfuit à toute bride, et l'infanterie abandonnée à elle-même dans la plaine, ne tarda pas à l'imiter.

La colonne de Beyssac, après avoir également enlevé aux Impériaux le poste de Freischbach, et nettoyé le bois qui l'avoisine, s'approchait de Gomersheim, quand le prince héréditaire de Hohenlohe accourut à sa rencontre avec 15 escadrons, 3 bataillons et 12 pièces de canon. Favorisé par les avantages remportés sur les troupes de Desaix à Schweigenheim, le général prussien obligea cette colonne à rétrograder promptement sur les vignes de Weingarten et Lustadt, à l'instant où elle se flattait de seconder l'attaque de la cavalerie.

St.-Cyr est contenu au centre par Blucher.

Au centre dans la vallée du Rhin, le général St.-Cyr obtint d'abord quelques avantages sur les Prussiens dont il surprit les avant-postes à Edesheim, Freimersheim et Fischlingen; mais les généraux Blucher et Wolfradt s'étant réunis, arrêtèrent sa colonne et lui reprirent ces trois villages, de concert avec le prince de Baden. Cette division n'ayant d'ailleurs point de motif de s'engager sérieusement, rentra dans ses premières positions.

L'armée de la Moselle ne peut rien entreprendre ce jour-là.

A la gauche, les affaires n'allaient pas mieux; le général Ambert qui commandait provisoirement l'armée de la Moselle mit ses trois divisions en marche le 2; mais elles ne purent rien effectuer ce jour-là. Celles de la gauche s'étant réunies sous Deux-Ponts, le général Renaud en prit le commandement, et replia les postes

de Kalkreuth jusqu'à Kaisofen, où s'engagea une vive canonnade. Le général prussien profita de la nuit pour se replier sur Landstuhl; et les colonnes françaises satisfaites de ce mince succès, restèrent dans ces positions, où elles reçurent bientôt l'ordre de rentrer dans leurs camps respectifs. L'attaque de Tripstadt que Taponier avait entreprise sur deux colonnes, échoua; celle de droite, qui filait dans les montagnes, ne put arriver en même temps que la gauche, et celle-ci, trop heureuse de se maintenir, se vit forcée de remettre l'affaire au lendemain.

Le général Ambert fit le 3 juillet les plus grands efforts sur la droite des Prussiens; et ses troupes, déployant une rare valeur, réussirent à les chasser de quelques postes retranchés; mais le maréchal Moellendorf, ayant fait soutenir Courbières par 11 bataillons, l'affaire ne tarda pas à changer de face. La division des gorges fit également de vaines tentatives pour chasser le général Kleist des postes du Johaniskreutz et du Saukopf. Elle échoue le lendemain à Tripstadt.

Sur ces entrefaites, Ambert instruit que Desaix avait échoué la veille dans la vallée du Rhin, crut qu'il était temps d'effectuer sa retraite: elle devenait difficile; l'ennemi supérieur en nombre, l'avait débordé par les montagnes sur Fischbach et le Kiselberg, de sorte que la droite perdit quelques canons avant d'arriver à Pirmasens; la

gauche qui avait eu des succès, se trouvant trop engagée, ne se tira pas sans perte de ce mauvais pas.

Ces combats, qui coûtèrent un millier d'hommes aux républicains, furent mal engagés : on tâtonna sur toute la ligne, et au point principal les colonnes agirent sans ensemble, en sorte qu'un échec devait en être le fruit.

'autes des Français. En examinant les positions respectives, on aperçoit que le point faible de la ligne morcelée de l'ennemi était au centre vers Landau. Pour obtenir de grands résultats, il aurait donc fallu que les Français rassemblassent derrière la division St.-Cyr à Fischlingen, la majeure partie des troupes qui combattirent inutilement à Schweigenheim, et même la division des gorges qui se trouvait vers Franckweiler. Cela fait, il eût été facile d'accabler le corps prussien de Hohenlohe qui formait le centre, et de se rabattre ensuite vivement sur les Autrichiens qu'on aurait acculés ainsi au Rhin et détruits, dans le cas où ils eussent osé tenir un seul instant. Si le prince de Hohenlohe, en vue d'éviter ce désastre, avait repassé le Rhin à Spire ou Manheim; alors l'armée de Mœllendorf eût été gravement compromise au revers des Vosges. D'après les dispositions prises, loin d'attendre d'heureux résultats, il y a lieu de s'étonner même que Desaix n'ait pas été puni par un plus sanglant revers.

Le comité de salut public, à la nouvelle de ces échecs inattendus, adressa aux généraux des deux armées l'ordre positif de les réparer. Carnot, dans des instructions rédigées sur de bons principes, chercha à leur tracer des règles de conduite; mais c'était peu de leur recommander de concentrer davantage leurs efforts, d'éviter des attaques partielles et isolées; ces maximes trop générales ne suffisaient pas pour mettre Michaud et Moreaux dans la voie. Il eût fallu, nous le répétons, tracer à ces généraux une instruction beaucoup plus positive. Carnot n'osa sans doute pas le faire, à cause du grand éloignement, du défaut de connaissance des lieux, et de l'ignorance des dispositions de l'ennemi. Cependant le nombre des hypothèses principales se réduisant à trois, il n'était pas impossible d'indiquer le point où il convenait de frapper dans l'une ou l'autre de ces suppositions; car pour rédiger un plan, il suffisait de savoir si les coalisés s'étendraient également sur tout leur front, ou s'ils porteraient une masse soit au versant sur le Rhin, soit sur la Sarre. Toutefois, bien que cette correspondance n'atteignit pas entièrement son but, elle n'en fut pas moins très-utile à la république en enflammant le zèle des généraux, leur citant le triomphe des autres armées, et rappelant sans cesse qu'on n'efface une défaite qu'en attaquant l'ennemi victorieux.

Carnot transmet les ordres du comité, pour renouveler l'attaque.

ispositions our la bataille du 13 juillet.

Ainsi amenés à reconnaître les causes de leurs revers, et excités à de nouvelles tentatives, les généraux Michaud et Moreaux résolurent de reporter l'armée sur la ligne du Speyerbach. Ils prirent cette fois le parti plus sage de s'emparer des hauteurs dominantes des Vosges, et d'isoler les armées ennemies qui opéraient contre tous les principes, sur deux lignes séparées par cette chaîne. Ce projet, dont les uns ont fait honneur à Carnot, et d'autres à St.-Cyr, eut l'heureux résultat qu'on pouvait en attendre. Il méritait d'autant plus la préférence sur celui du 3 juillet, qu'à la suite de cette première affaire, le duc Albert de Saxe-Teschen avait transféré son quartier-général de Schwetzingen à Spire, et renforcé ses divisions actives sur la rive gauche du Rhin.

ouvemens l'armée de la Moselle.

Dès le 12 juillet, les divisions de la Moselle, aux ordres du général Renaud, rompirent la ligne de Kalkreuth à Kaishofen; Wesselberg, Hennersberg et Rosenkopf, déterminèrent après un combat insignifiant sa retraite par Landstuhl sur la Lauter, et le suivirent à Mertensée. De son côté, le général Taponier s'approcha de nouveau de Tripstadt.

Les troupes, disposées dès la veille sur différens points, attaquèrent le 13, à l'aube du jour, sur toute la ligne. Le général Moreaux dirigea la division Taponier sur cette ville, en deux colonnes. Une nuée de tirailleurs soutenus d'une ré-

serve, s'avança par le centre dans les bois pour les lier. On combattit jusqu'à la nuit sans succès prononcé. Mœllendorf, à la nouvelle de l'approche des Français, porta une partie de son corps de bataille de Kayserslautern sur Tripstadt; mais instruit de la retraite de Kalkreuth sur cette première ville, et craignant d'y être prévenu par les républicains en même temps que les postes des gorges se trouvaient forcés; il ordonna la retraite pour concentrer ses troupes dans la position du Kaysersberg, illustrée à la fin de la campagne précédente par la victoire du duc de Brunswick sur Hoche.

Le corps des gorges enlève le Pfalzberg et le Saukopf.

Dans ces entrefaites, les brigades Siscé, Desgranges et Sibaud accablaient tous les postes prussiens aux deux versans des Vosges, débordant par cette manœuvre les deux parties de leur ligne rompue. La colonne de Sibaud trouva de la résistance à l'attaque du Saukopf. Kleist défendit bravement le Johaniskreutz; mais il y fut enfin forcé.

Les brigades Siscé et Desgranges, à la gauche de St.-Cyr (1), éprouvaient plus de peine à emporter le poste du Schænzel, considéré comme

(1) La fréquente mutation des troupes dans les divisions nous empêche de savoir si les brigades Siscé et Desgranges appartenaient aux corps de St.-Cyr ou à celui de Meynier; cela importe peu au fond, puisqu'il suffit de savoir où elles attaquèrent.

la clef de toute la ligne ennemie. Il n'y avait que deux moyens de le faire tomber : le premier en chassant le prince de Hohenlohe du pied des Vosges jusqu'à Neustadt ; le second en assaillant le poste même par les montagnes (1). L'un eut procuré de grands résultats, mais exigé une bataille en plaine. Le dernier, bien que le plus difficile à cause des localités, semblait d'un succès moins douteux, puisque sa réussite dépendait de la défaite de quelques bataillons : il fut préféré ;

(1) Le Schænzel est un des postes les plus intéressans de la chaîne des Vosges au point culminant des vallées de Neustadt, d'Edickofen, de Modenbach, d'Eisthal. L'accès en était difficile, puisqu'on ne pouvait guère y arriver que par la vallée de Modenbach, dont l'ennemi tenait les deux côtés et le déboucher. En partant de la vallée d'Anweiler sur Albertsweiler, on trouve à une demi-lieue de ce village, l'ouverture de la vallée d'Eisthal qui, après avoir couru au nord-ouest l'espace d'une demi-lieue, se bifurque et conduit au nord à Ramberg, et à l'ouest à Eisthal. Entre Ramberg et la vallée de Modenbach s'élèvent les monts arides nommés Nellenkopf, Blodersberg, Kesselberg et Teufelsberg; le château de Modenbach occupe le sommet du second ; il y avait aussi des retranchemens gardés par deux bataillons. Entre la vallée de Modenbach qui s'ouvre sur Edesheim et la vallée d'Edickofen sont situées les crêtes rocailleuses de Blodensberg, Kieselberg et Schanzel : ce dernier point forme la tête de tous les versans à l'est et à l'ouest. Pour déboucher de Ramberg dans la vallée de Modenbach, il fallait emporter les retranchemens du château de ce nom, puis en filant le long de la vallée à gauche on arrivait aux sources de la Modenbach et aux retranchemens de Schænzel. Une fois maître de ce poste on l'était de toute la vallée d'Edickofen, de St.-Martin jusqu'à Kirweiler; on pouvait même descendre sur le Speyerbach et Neustadt.

et la supériorité des républicains en infanterie, depuis l'arrivée des bataillons des Alpes, leur assurait tous les avantages dans cette guerre de chicanes.

Les brigades Siscé et Desgranges filant d'Albertsweiler par Ramberg, gravirent donc les flancs rocailleux du Blœdersberg, enlevèrent le château de Modenbach et le retranchement prussien, descendirent dans la vallée de ce nom; puis remontant à sa naissance, en suivant le cours du ruisseau, arrivèrent aux retranchemens du Schænzel. Le général Pfau, qui les gardait avec trois bataillons de grenadiers, commandés par Voss, était préparé à les bien recevoir. Les troupes républicaines, sans égard à la fatigue de la marche, coururent au combat avec ardeur; la résistance fut digne d'une troupe d'élite et pénétrée de l'importance de son poste. Déjà les grenadiers prussiens avaient soutenu plusieurs assauts avec une grande perte, et allaient succomber, quand le prince de Hohenlohe espérant les sauver, détacha de la plaine le général Schladen avec deux bataillons. Cette résolution tardive augmenta le mal : ce renfort mit deux heures à gravir la montagne, arriva haletant, et partagea la défaite des troupes qu'il devait secourir. Le général Pfau trouva la mort dans un combat honorable, mais trop inégal; ses bataillons dispersés et à moitié détruits s'enfuirent sur Neustadt.

Bientôt la nouvelle de ce désastre se répand dans toute la ligne des Alliés et y sème l'effroi. Sibaud, renouvelant ses efforts, s'empare du Saukopf. Le prince de Hohenlohe, qui oppose dans la plaine la plus vigoureuse résistance aux attaques de l'avant-garde et de la droite de St.-Cyr, est forcé à un mouvement rétrograde; tandis que les Autrichiens, amusés par des démonstrations, se bornent à lui envoyer le régiment de Wallis, et se flattent de rétablir les affaires, à l'aide d'un si faible secours.

t.-Cyr s'avance sur Edesheim.

Le centre des républicains avait débouché en effet de bonne heure sur Edesheim et Edickhofen; l'avant-garde, commandée par le général Laboissière, s'étant engagée trop vite vers ce premier village, Blucher qui le défendait avec quatre bataillons et dix escadrons, chargea avec intrépidité, à la tête de sa cavalerie, enleva la batterie légère privée de soutien, hacha les canonniers, et prit le général Laboissière. Cependant, la bonne contenance du reste des troupes répara tout, et l'on continua à combattre jusqu'au soir, entre Edickhofen et Fischlingen. L'arrivée du régiment autrichien de Wallis, vers Venningen, rendit un instant l'espoir aux Alliés; mais la nouvelle de la défaite du corps des Vosges, et les efforts réitérés de St.-Cyr, décidèrent le prince de Hohenlohe à la retraite.

Desaix se

L'aile droite s'était contentée d'inquiéter le

duc de Saxe-Teschen, en le canonnant et menaçant à la fois vers Freimersheim, Frischbach et Lustadt : disposition beaucoup plus sage que celle du 3, et qui paralysa entièrement les divisions autrichiennes. Toutefois Desaix réussit à repousser la brigade Karaczay de Freimersheim; et s'il eût connu le résultat des affaires dans les Vosges, il est probable qu'il en eût tiré quelque parti; l'incertitude de ce qui se passait le décida à rentrer dans sa position défensive. La nuit seule termina à neuf heures ce combat glorieux pour les armes françaises.

borne à contenir l'ennemi dans la vallée du Rhin.

Quoique cette bataille stratégique n'eût pas été engagée avec tout l'ensemble désirable, et qu'on n'en ait pas retiré tout le fruit possible, néanmoins dès la première journée les républicains établirent une masse supérieure au centre dégarni de la ligne ennemie.

Le prince de Hohenlohe, de peur d'être attaqué le lendemain, abandonna les hauteurs d'Edickhofen durant la nuit, et se retira de Muschbach sur Turckheim.

Retraite des Alliés.

Le duc de Saxe-Teschen, bien qu'il n'eût pas été vivement attaqué, songea dès-lors à battre en retraite. Il fit filer ses bagages sur Manheim, et envoya la brigade palatine prendre position au pont de Losheim, vis-à-vis de Spire.

Le 14, les Français se mirent à la poursuite. Le général Moreaux poussa de Tripstadt une co-

Les Français les poursuivent.

lonne dans la vallée de la Lauter. Le maréchal Mœllendorf, s'attendant d'un moment à l'autre à être attaqué, forma son armée sur les hauteurs de Kaysersberg et du Galgenberg, et se hâta d'évacuer ses magasins et ses ambulances sur Winweiler; il ne fut cependant point inquiété.

De son côté, le général Michaud pressa la marche de son aile droite et de son centre; mais le général St.-Cyr, n'ayant pu gagner les hauteurs de Kirweiler, ni se procurer des nouvelles de l'armée de la Moselle; ces deux divisions de la plaine furent paralysées : Desaix ne put d'ailleurs dépasser Freimersheim, et la retraite des Impériaux se fit sans accident. Le comte d'Erbach, soutenu par trois bataillons aux ordres du général Seckendorf, évacua Gomersheim avant d'être tourné; la brigade Kospoth se retira de Schweigenheim à la Rehutte; celles de Jordis et Benjowsky, à Schifferstadt : les arrière-gardes, formées par les généraux Hotze et Karaczay, tinrent les coureurs républicains à distance respectueuse, et s'établirent à Neuhof. Le soir, lorsque Desaix, après la réunion de ses forces, voulut attaquer en plaine l'avant-garde autrichienne à Schifferstadt, il fut repoussé avec perte.

Les jours suivans se passèrent sans événemens remarquables : l'armée de la Moselle se disposait à attaquer les Prussiens au Kaysersberg le 16 : mais le maréchal Mœllendorf, voulant éviter un nou-

vel engagement, leva son camp pendant la nuit, et prescrivit au comte Kalkreuth et au prince de Hohenlohe, de se replier sur Turckheim. Ce dernier, qui avait fait jusqu'alors bonne contenance à Muschbach, laissa en se retirant la droite des Autrichiens un peu à découvert.

Comme il arrive presque toujours dans les armées combinées, chacun rejeta sur son allié la faute de la retraite; car, déjà l'on ne se dissimulait plus que c'en était une. Les Impériaux furent inquiétés par Desaix à Kohlhof et Schifferstadt; mais à l'approche de leurs escadrons, il ne jugea pas prudent de déboucher du bois. Au-delà du village, une canonnade s'engagea sur les rives marécageuses du Speyerbach, entre Wartensleben et la droite de cette division: toutefois le départ des Prussiens et la marche de Meynier sur Turckeim, déterminèrent le duc de Saxe-Teschen à repasser le Rhin par le pont de Manheim, de peur d'être tourné sur sa droite; il laissa la brigade Kospoth à la défense de la tête de pont.

Alors le prince de Hohenlohe se replia sur Oggersheim et Worms, Moellendorf sur Meissenheim et Kircheimpoland. Les républicains, que ces divers événemens eussent mis à même de jeter tous leurs efforts sur le maréchal, ne dépassèrent pas Franckenthal, et reprirent la ligne de la Rehbach abandonnée à l'ouverture de la campagne.

Observations sur ces combats.

Cette opération, quoique glorieuse pour les armes françaises, fournit matière à quelque critique. En effet, la possession de Landau et des sommités des Vosges, leur donnait la faculté d'accabler le centre de l'ennemi, en poussant dans une même soirée la division Desaix sur Fischlingen, pendant que tout le reste de l'armée, filant au pied des Vosges et à travers les gorges dont on était maître, se serait réuni vers Neustadt le 14 au point du jour : les deux divisions de la Moselle, marchant en même temps à Hochstetten et Tripstadt, eussent couvert ce mouvement, et communiqué par la vallée d'Anweiler. Dans cet état de choses, il est probable que le corps de Hohenlohe eût été écrasé par une masse de 40 à 45 mille hommes, et que ses débris se fussent estimés heureux de regagner le pont de Manheim. Je dis plus, le corps autrichien engagé jusque sur la Queich, eût couru risque d'être prévenu à Spire, ou forcé du moins à une fuite précipitée, pour mettre le fleuve entre lui et les masses ennemies. Alors, nul doute que Mœllendorf, resté seul dans le pays de Deux-Ponts, entre deux armées républicaines, ne s'en fût point tiré à bon marché. C'est dans une position semblable que deux ans après, Bonaparte s'emparant des sommités centrales des Alpes, isola Beaulieu des Sardes, et gagna la bataille de Montenotte. Au lieu de viser aux plus grands résultats possi-

bles, le général Michaud multiplia les attaques secondaires, et après la victoire, se borna à faire suivre mollement le prince de Hohenlohe par des têtes de colonnes.

Au surplus, cette affaire qui coûta 2,400 hommes aux Prussiens, et 500 aux Impériaux, vint fort à propos déranger tous les calculs des Alliés, et redoubler leurs embarras sur la Meuse, en les empêchant de compter sur la moindre coopération de l'armée de Mœllendorf, comme ils s'en étaient flattés.

Les Français, satisfaits de ces avantages, prirent position sur le Speyerbach : la division Desaix entre Neuhof et Schifferstadt; celle de St.-Cyr, entre Ingelheim et Wackenheim; les divisions Vachot et Frientsholz en seconde ligne, de Spire à Gomersheim, et de là jusqu'aux environs de Neustadt : Schaal entre Turckeim et Alsenborn. L'armée de la Moselle, étant destinée à descendre cette rivière, fut relevée par la division Meynier au versant occidental des Vosges : l'armée du Rhin était alors organisée à peu près comme on le voit au tableau ci-joint.

De leur côté, les Alliés reçurent quelques légers renforts, indépendamment de l'augmentation du contingent des cercles, et ils reprirent leurs postes sur la Rehbach.

Tout resta tranquille dans ces positions jusqu'à l'arrivée sur la Moselle des 15 mille hommes ve- L'armée de la Moselle

rtée à 40 ille hommes marche sur Trèves.

nant des départemens de l'Ouest. A cette époque, le comité de salut public ayant ordonné la conquête de Trèves, les représentans du peuple, dans un conseil où les généraux en chef des deux armées furent appelés, décidèrent qu'on formerait un corps de 24 mille hommes, avec lequel le général Moreaux se porterait directement sur cette ville par la gauche de la Moselle, laissant une brigade aux environs de Thionville pour observer la garnison de Luxembourg; tandis que la division Desbureaux s'avancerait d'un autre côté contre le camp des Autrichiens à Mertzkirch, et celle du général Renaud sur Pellingen. L'armée du Rhin fut chargée de tenir en échec les Prussiens dans les plaines du Palatinat, et de garder les postes de Kayserslautern, Landstuhl et Kibelberg. Cette entreprise ne rencontra que de faibles obstacles. Le général Moreaux emporta les positions de Pellingen et de Konz, défendues par six bataillons aux ordres du général Blankenstein. La division Ambert força le pont de Wasserbilich, après un léger combat; en sorte que le 9 août, les Français entrèrent à Trèves.

Mouvemens des Alliés pour s'opposer à ses progrès.

Ce mouvement décida le maréchal prussien à rapprocher un peu sa droite du Rhin; ses troupes occupèrent Kreutznach, et il chercha à couvrir Coblentz, en liant le corps de Kalkreuth aux divisions autrichiennes de Blankenstein et de Melas, qui s'étaient retirées sur Kaysersesch.

Dans le même temps, la grande armée impériale, retirée derrière la Meuse, détacha quelques bataillons pour renforcer ce point important. Le général Nauendorf qui les commandait, prit position sur l'Eiffel vers Hildesheim, puis à Blankenheim.

Les Français, satisfaits d'inquiéter les flancs de deux grandes armées alliées, par leur position centrale et hardie vers Trèves, ne poussèrent pas au-delà de la Kyll. Le comité même, craignant avec quelque raison les entreprises que l'ennemi pourrait faire contre une troupe ainsi engagée, prescrivit au général Lebrun de former une nouvelle division des bataillons restés dans les garnisons des Ardennes, et de renforcer le général Moreaux. Deux divisions appuyèrent alors à droite pour faire face au Hundsruck vers Birckenfeld, et les trois autres restèrent en position en avant de Trèves, contenues par Nauendorf et Melas.

Les choses en restèrent là jusqu'à la fin de septembre. Il semble qu'on eût pu tirer meilleur parti du premier succès de cette armée, en ne la laissant pas si long-temps inactive. En effet, s'établir au centre d'une ligne ennemie, est une fort belle opération; mais ce n'est pas quand on y reste oisif, et qu'on donne à son adversaire le temps de réunir tous ses moyens pour tomber de droite et de gauche sur un corps ainsi aventuré. C'est au contraire quand on agit avec im- Inaction fautive des républicain

pétuosité et célérité, et qu'on soutient vigoureusement le corps qui a rompu la ligne ennemie. Cette maxime incontestable s'appliquait surtout à la position de l'armée de la Moselle; car, si l'on ne jugeait pas prudent de la grossir, au moyen de corps nombreux tirés de la Belgique et du Rhin, on pouvait du moins la faire participer aux opérations de cette dernière armée, en les dirigeant toutes deux vers la Nahe. Cette combinaison eût jeté les Prussiens dans un grand embarras, et les eût nécessairement ramenés sous Mayence; car ils n'auraient pu résister aux efforts vigoureusement combinés des républicains.

Mœllendorf médite l'attaque de Kayserslautern.

A cette époque, le maréchal de Mœllendorf, informé que le général Moreaux avait dégarni Lautern pour diriger une partie de ses forces sur Trèves, résolut de ruiner les établissemens français de cette première ville. Tel est du moins le singulier motif que la relation officielle des Prussiens donna à ce mouvement qui aurait pu avoir des résultats d'une toute autre importance.

Dispositions pour enlever les détachemens dispersés des Français

Dix mille Autrichiens, commandés par le général Benjowsky, passèrent le Rhin et vinrent remplacer le prince de Hohenlohe à Obersulzheim entre Grunstadt et Worms, afin de tenir en échec l'armée du Rhin, et de couvrir le flanc de l'expédition. Le prince vint camper le 17 septembre à Gœllheim, et poussa la brigade Voss jusqu'au Schorlenberg. Le général Blucher se

porta sur Leiningen et Leystadt en deux colonnes.

Les généraux Schaal et Desgranges formaient une chaîne de postes qui eussent été perdus, si le prince de Hohenlohe n'avait poussé ses avant-gardes trop loin à la chute du jour, ce qui donna l'éveil aux Français. Au milieu de la nuit, la 14ᵉ demi-brigade légère, surprise à Neuhof et Alt-Leiningen, se retira avec peine par Honingen sur Frankenstein, dans la vallée de Weidenthal après avoir perdu son chef. La 186ᵉ, attaquée ensuite, et découverte à Hartlinghausen et au Winterberg, fut obligée de suivre le mouvement rétrograde sur Alsenborn qu'occupait la 127ᵉ; mais ne pouvant percer au Schorlenberg, dont celle-ci venait d'être délogée, et où l'ennemi se trouva en force, elle se replia à Frankenstein. Le général Schaal, menacé par sa gauche, fit également retraite sur Hartenbourg et le couvent de Limbourg. La 12ᵉ d'infanterie légère essuya une attaque assez vive vers Alsenborn; en vain le général Sibaud lui envoya un bataillon de la 74ᵉ, il fallut se replier sur Enkenbach. Le général Prudhon, qui gardait les débouchés des marais de Landstuhl, abandonna aussi ce poste; toutefois il y revint le lendemain, ayant acquis la certitude que l'ennemi ne le suivait point.

Le 19, le général Michaud voulut arracher ces avantages aux Alliés; mais sa position était si décousue, qu'il lui fut impossible de faire co- Michaud veut attaquer les Prussiens

opérer à la même attaque les troupes campées aux environs de Landstuhl et celles postées à Spire. D'ailleurs, le prince de Hohenlohe s'était dirigé avec le gros de ses forces sur le Heuberg entre Munchweiler et Wartemberg, où il avait été joint par le corps de Benjowsky. Les attaques isolées du général Sibaud, malgré quelques succès à leur début, furent donc repoussées, ce qui obligea Michaud à prendre de nouvelles dispositions. La brigade Sibaud, renforcée de deux bataillons de la division Vachot, eut ordre de reprendre Alsenborn : le général Meynier reçut l'instruction de marcher de Kayserslautern sur Enkenbach avec six bataillons, pour seconder ce mouvement : le général Desgranges devait se diriger, à la tête de sept bataillons, sur Neuhof et Hartlinghausen ; enfin le général Schaal, renforcé de trois bataillons, remarcherait en avant ; tandis que les divisions St.-Cyr et Desaix opéreraient de leur côté une utile diversion dans la plaine.

Il est prévenu.

Malheureusement le prince de Hohenlohe prévint l'exécution de ce projet, en attaquant lui-même. Après avoir rassemblé ses forces au camp de Heuberg, il s'était dirigé sur Kayserslautern, Fischbach et Hochspeyer, afin d'accabler la gauche des Français.

Meynier est accablé

Le général Meynier qui la commandait, avait posté la brigade Prudhon vers Landstuhl ; celle

du général Cavrois sur les hauteurs en avant de Kayserslautern; l'adjudant-général Jordy avec trois bataillons à Eselsfurth. Le général Sibaud tenait les hauteurs de Althof, entre Hochspeyer et Enkenbach; le reste de la division des gorges défendait encore la ligne déjà indiquée sur Franckenstein et Limbourg.

à Kayserslautern.

Le prince Louis de Prusse, avec sa brigade soutenue de la cavalerie du général Karaczay, tourna la droite de la brigade Sibaud, que le général Wolfradt et le prince de Baden attaquèrent de front et forcèrent à se retirer en toute hâte sur le Geyersberg. Karaczay se porta ensuite sur Fischbach et Hochspeyer avec une vingtaine d'escadrons et la brigade d'infanterie du prince Louis. Il n'eut aucune peine à culbuter les troupes de Sibaud, et à percer le cordon français dont une partie se retira sur Tripstadt et l'autre sur Frankenstein. Deux bataillons, qui se jetèrent sur Humberg, y furent presque détruits par les hussards autrichiens.

Ce succès n'était qu'un prélude: le prince de Hohenlohe fit poursuivre Sibaud par une partie de la cavalerie impériale. La brigade bavaroise du comte d'Ysenbourg fut laissée sur le Geyersberg près de Hochspeyer, pour tenir en échec les renforts que les républicains pourraient envoyer par la route de Neustadt. Une division resta en réserve vers Alsenborn, et le reste des trou-

pes alliées se rabattit en trois colonnes sur Kayserslautern.

Les deux premières poussèrent devant elles les bataillons de l'adjudant-général Jordy; et la troisième, conduite par le général Blucher, se porta sur les hauteurs de Morlautern. Informé du mouvement de cette dernière, le général Meynier porta d'abord la brigade Cavrois à sa rencontre; mais, dès qu'il eut découvert le mouvement des colonnes de gauche, il lui ordonna de se retirer, ce qu'elle ne fit pas sans perte, ayant été vivement poursuivie jusqu'à Tripstadt.

Les trois bataillons de Jordy, ainsi abandonnés à la ferme d'Eselsfurth, cherchèrent à gagner Lautern; mais le prince de Hohenlohe les avait déjà tournés avec 20 escadrons; et le général Wolfradt, soutenu d'une partie de la colonne autrichienne, débouchant par la route de Hochspeyer, leur avait coupé la retraite sur Tripstadt.

Ces braves gens, ne voyant plus de moyen de salut, résolurent de vendre chèrement leur vie, et se formèrent en carré dans la plaine de Kayserslautern: là, après avoir repoussé plusieurs charges des hussards de Blucher, de Wolfradt et des dragons de Katte, ils furent enfoncés, sabrés et détruits.

La brigade Cavrois, en se retirant de Kayserslautern, avait été serrée de près par Blucher

jusqu'à Epensteig sur la route de Pirmasens ; son arrière-garde, laissée à Hoheneck, fut coupée, prise ou dispersée.

Cette malheureuse affaire, où des détachemens morcelés furent successivement accablés, coûta plus de 4 mille hommes aux Français : les débris de la division Meynier se retirèrent sur Pirmasens et Tripstadt ; celle des gorges à St.-Lambert et Elmstein ; St.-Cyr à Muschbach ; Desaix, avec la droite, resta dans sa position.

L'événement prouva ce que peut une armée en prenant l'initiative avec toutes ses forces, contre un seul point d'une ligne dégarnie. La division Meynier fut écrasée par 25 mille Prussiens, tandis que 30 mille Français restaient dans l'inaction depuis Weidenthal jusqu'à Spire. Cet échec n'eut cependant aucun résultat ; car le prince de Hohenlohe lui-même n'était pas soutenu, et son expédition n'avait en vue aucun objet remarquable. Dans le fait, on doit observer que l'armée austro-prussienne, supérieure en forces durant tout le mois de juin, attendit pour attaquer sérieusement, que la majeure partie se fût portée sur Kreutznach et Trarbach, et lui eût enlevé le moyen de pousser ses succès. Suites de cette affaire

Après cette expédition, le corps auxiliaire autrichien repassa le Rhin ; les Français au contraire renforcèrent la division des gorges, qui chassa,

le 1er octobre, les Prussiens de Turckeim, Hochspeyer, Tripstadt et Kayserslautern, tandis que Desaix les inquiéta dans la vallée du Rhin.

Fautes des Alliés.

Toutefois, ces combats où coulait le sang de tant de braves, ne décidaient rien : l'armée prussienne eût mieux fait de marcher en masse dès le mois d'août par Cussel sur Mertzig, afin de tourner cette partie de l'armée de la Moselle qui tenait imprudemment Trèves, de la rejeter sur les Ardennes ou Coblentz, de concert avec Melas et Nauendorf, et de se lier ensuite à la grande armée autrichienne par Bastogne et les sources de l'Ourthe. Les Alliés, par cette simple manœuvre, eussent rassemblé 130 mille hommes dans une position centrale; et, quoiqu'il fût déjà tard pour espérer de grands succès après toutes les fautes commises, il eût été encore possible qu'une victoire sur la Meuse, sauvât la Hollande, une partie de la Belgique, Trèves et Luxembourg.

Il est vrai que dans cet intervalle, l'armée du Rhin serait peut-être venue devant Mayence; mais le duc de Saxe-Teschen avec une partie de son cordon, n'eût-il donc pas été en mesure de la tenir en respect dans un bon camp retranché? D'ailleurs, il ne fallait pas plus de huit à dix jours pour frapper le coup décisif, et le pis-aller pour les Alliés, eût été d'en venir à une retraite au-delà du Rhin, que le mauvais emploi de leurs masses laissait déjà prévoir.

Environ 35 mille Français restèrent impunément à Trèves pendant deux mois entre 65 mille Austro-Prussiens qui occupaient le Palatinat, et 80 mille Autrichiens campés sur les bords de l'Ourthe et à Luxembourg. L'existence de ce corps caractérise à la fois le génie des généraux alliés et le système de guerre de position dont ils étaient engoués.

La retraite de Clairfayt change la face des affaires sur la Moselle.

La reprise de Lautern par la gauche de l'armée de Mœllendorf fut une espèce d'adieu de l'armée prussienne aux républicains ; car, dès-lors il ne se passa rien d'important. La victoire de Dueren et la retraite de l'armée de Clairfayt changèrent entièrement la situation des affaires entre le Rhin et la Moselle.

Les généraux Nauendorf et Melas qui avaient contenu l'armée de Moreaux de front, en même temps que Mœllendorf la menaçait sur la droite, furent contraints par ce mouvement rétrograde à se replier de Kaisersesch et de Hildesheim sur Andernach et Coblentz.

Les républicains préparaient tout de leur côté pour profiter de cet état de choses. Les représentans et les généraux des armées du Rhin et de la Moselle instruits par le comité que le moment de frapper était arrivé, se réunirent enfin à Bitche le 3 octobre, pour combiner le mouvement sur la Nahe qu'ils auraient pu entreprendre six semaines plutôt. Deux divisions de la dernière de

ces armées, restant sur la gauche de la Moselle aux ordres de Taponier, épièrent l'instant de faire leur jonction avec la droite de Jourdan qui se dirigeait vers Coblentz. Collaud couvrit au centre les routes de Castellaun et Simmern. Les trois divisions de droite sous le général Ambert se rabattirent de Trèves sur Birkenfeld.

Ces premiers mouvemens achevés, un nouveau conseil tenu le 11 près de Lautreck fixa au 17 l'attaque de Kalkreuth et la réunion des deux armées. Les divisions du Palatinat se présentèrent vers Gœllheim; celles des Vosges à Obermuschel et Alsenborn. Les divisions Ambert et Renaud, durent attaquer Kreutznach, le 17 octobre: soutenues par celle de Desbureaux qui s'avança à Boukenau.

etraite des Alliés derère le Rhin

Cette opération donna lieu à quelques chicanes de postes, dont l'histoire ne saurait recueillir les détails. L'armée prussienne, hors d'état de lutter contre une telle réunion de forces, se replia sous Mayence.

Dans la situation respective des partis, les Français pouvaient craindre que l'armée impériale, laissant 30 mille hommes vers Ehrenbreitstein pour surveiller la Lahn et le passage de Neuwied, n'en jetât 50 mille sur Mayence et ne débouchât de cette place, tandis que le prince de Hohenlohe sortirait de Manheim avec les Prussiens, afin de tomber avec 120 mille hommes

sur les armées de Moreaux et de Michaud. Ce mouvement, qui fut exécuté avec tant de succès à la fin de 1795, n'eût pas été moins convenable dans la circonstance. Mais les Autrichiens, sollicités de venir au secours du duc d'Yorck, sur les bords du Waal, étendirent leur droite aux ordres de Werneck du côté de Wesel et d'Arnheim; et engagés ainsi sur une direction opposée, ne purent point songer à une offensive sur la Moselle. Les Prussiens d'ailleurs ayant bien plus à cœur de se retirer de la lutte que de la prolonger par une entreprise audacieuse, se décidèrent bientôt à repasser le Rhin.

Cette résolution parut d'autant plus excusable d'après ce qui s'était passé au mois de septembre en Pologne, où le roi de Prusse avait levé le siége de Varsovie. Il fut même un instant question de détacher le prince de Hohenlohe avec 20 mille hommes sur la Vistule, lorsque la mémorable victoire de Suwarof mit un terme à cette double guerre. Les Prussiens restèrent alors cantonnés sur la rive droite du Rhin entre Mayence et Francfort. L'invasion de la Hollande les engagea plus tard à s'étendre pour former un cordon vers Wesel et couvrir la Westphalie, jusqu'au moment où ils conclurent la paix.

Les armées françaises du Rhin et de la Moselle, alors réunies, attaquèrent la tête de pont de Manheim, et préparèrent l'investissement de

Les Françа resserrent Mayence (la tête de

pont de Manheim.

Mayence, qu'elles exécutèrent sur la rive gauche malgré la rigueur d'un hiver qui rendit cette opération une des plus pénibles de la guerre. Plusieurs attaques eurent lieu sur les postes extérieurs de Zahlbach et de Weissenau; la garnison fit aussi plusieurs sorties vigoureuses.

Positions pénibles durant l'hiver.

Le général Kléber prit le commandement du corps de siége, composé d'abord des divisions Desaix, St.-Cyr et Desbureaux. On assura la position des troupes par des ouvrages qui semblaient vouloir renfermer Mayence dans une autre forteresse. On y travailla aussi long-temps que la rigueur de la saison le permit, et durant une grande partie de l'année suivante. (*Voyez pl. XIII.*) Les détails de cette opération appartenant plus à l'arme du génie qu'à l'histoire générale, je me dispenserai de les rapporter; mais je ne tairai pas la gloire que les troupes acquirent par la résignation et le courage avec lesquelles elles supportèrent les travaux et les privations pendant le plus rude hiver du siècle. Un quart des hommes du corps de blocus fut constamment aux hôpitaux, et la moitié périt de misère et de froid, suites déplorables du désordre qui régnait alors dans toutes les parties de l'administration. A ces fatigues, à ces cruelles privations, se joignaient encore les chances des combats journaliers avec les Autrichiens, qui cherchaient à troubler les postes avancés ou les tra-

vailleurs. L'affaire la plus remarquable fut celle du 1er décembre à Zahlbach.

Les travaux furent commencés le 8 novembre devant la tête du pont de Manheim que l'ennemi évacua le 27 décembre de peur que la retraite de la garnison ne fût interceptée par les glaces du Rhin.

Rhinfels était occupé depuis le 2 novembre. Le général-major Rescius qui commandait ce fort, l'évacua contre tous les ordres, et les Français, en ayant pris possession, le firent sauter. Le commandant fut traduit à un conseil de guerre et condamné; mais cela ne fit pas rendre une tête de pont, qui offrait beaucoup d'avantages aux Alliés s'ils voulaient franchir de nouveau le fleuve, et reporter la guerre en Belgique. Prise de Rhinfels. Investissement de Luxembourg.

Le blocus de Luxembourg où le vieux maréchal Bender s'enferma avec 10 mille hommes, ne fut pas moins pénible durant l'hiver que celui de Mayence. Le général Moreaux y mourut, et Ambert qui le remplaça eut à lutter contre une garnison nombreuse, des privations affreuses, et toute l'intempérie de la saison.

CHAPITRE XL.

Opérations sur la ligne des Alpes depuis le mois de juillet. — Les Napolitains débarquent à Livourne. — Nouveau projet de Bonaparte pour la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura. — La réaction, qui suit la journée du 9 thermidor, en arrête l'exécution. — Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon. — Ses projets sur la Méditerranée. — Les deux armées françaises entrent en cantonnemens. — Les Autrichiens veulent s'emparer de Savone; ils sont prévenus et battus à Carcare et Cairo par Masséna et Laharpe. — Fin de la campagne.

Positions des armées des Alpes et d'Italie.

Le détachement de 10 mille hommes envoyé vers la mi-juin sur le Rhin, ayant tout à coup réduit l'armée des Alpes à environ 22 mille combattans dont 800 de cavalerie, pour tenir tous les débouchés depuis le pays de Gex jusqu'à la vallée de la Stura; le général Dumas fut obligé de renoncer à l'offensive, de confier la garde de Lyon et de Briançon à cinq bataillons de réquisition, et de redoubler d'activité

pour conserver jusqu'au retour des neiges les postes avancés qu'il avait gagnés sur la chaîne supérieure des Alpes. Appelé ensuite dans la Vendée où il n'apparut qu'un instant, il eut pour successeur les généraux Guillaume et Moulins qui bornèrent leurs efforts à remplir le même but.

L'armée d'Italie, malgré la désertion des réquisitionnaires, présentait un effectif bien plus imposant, puisqu'il dépassait 80 mille hommes. A la vérité, sur ce nombre 15 mille remplissaient les hôpitaux, 8,300 se trouvaient dans les dépôts, et 22 mille formaient les garnisons des places et postes maritimes, depuis Marseille jusqu'à Menton. Toutefois il restait encore 35 mille combattans à l'armée; ceux-ci étaient disposés de la manière suivante: Masséna à droite, occupait Loano et Bardinetto avec 18 mille hommes; la division Macquart au centre, tenait avec 10 mille hommes Limone et Tende; 6 mille hommes sous Garnier et Serrurier, formaient la gauche, qui s'étendait jusqu'au col de Fenestre.

On a vu dans la première période qu'un corps de 18 mille Napolitains était attendu à l'armée austro-sarde. Depuis long-temps les préparatifs de la cour des Deux-Siciles remplissaient les gazettes d'Italie; mais on n'en avait encore senti aucun effet sur le théâtre de la guerre. Enfin, une petite escadre napolitaine, aux ordres du contre-amiral Forteguerri, mouilla à Livourne Mesures des Alliés.

le 3 août, avec 1,200 hommes de cavalerie destinés à joindre l'armée combinée; le corps principal, assemblé dans la même vue aux confins des états romains, ne parut jamais. La conspiration découverte dans les premiers jours d'avril, en avait d'abord suspendu la marche; le mécontentement qui continuait de régner à Naples et dans les garnisons, y fit renoncer entièrement. En effet, la Reine et Acton étaient l'objet d'une haine universelle; les innovations faites, par les généraux Salis et Bourcard, avaient aliéné les troupes (1), et la révolution comptait plus d'un partisan dans le tiers-état, et même jusque dans les rangs de la noblesse où le favori était envié.

La cour de Turin qui avait vu forcer trois barrières de ses états, au moment où l'île de Sardaigne s'insurgeait contre son vice-roi (2), où ses alliés d'Italie l'abandonnaient, et où les vic-

(1) Ces officiers d'origine suisse, étaient de bons tacticiens dans l'acception donnee à ce mot; c'est-à-dire, sachant bien les ordonnances de manœuvres. Avec l'expérience de la guerre, ils eussent fait de bons généraux divisionnaires; mais leur discipline minutieuse fatiguait les Napolitains aussi enclins à l'indolence qu'ils le sont peu à la docilité.

(2) Les habitans animés d'un si bon esprit lors de l'expédition de Truguet devant Cagliari, mécontens aujourd'hui des mesures fiscales de l'administration et du caractère du vice-roi, s'insurgèrent contre lui, dispersèrent sa garde et le retinrent prisonnier. Toutefois cet événement n'eut aucune suite sérieuse : la cour s'étant empressée de faire droit à quelques réclamations, tout rentra aussitôt dans l'ordre.

toires des armées françaises dans le Nord lui laissaient peu d'espoir d'être secourue par l'Autriche; tomba dans un abattement difficile à dépeindre : mais revenue un peu de sa frayeur, elle espéra défendre le bassin du Piémont, en donnant tous ses soins pour renforcer ses armées régulières de quelques levées extraordinaires. Comme tous les rois faibles qui marchent entre la pusillanimité et l'arbitraire, Victor Amédée chercha dans des sources empoisonnées l'origine des revers dont son armée venait d'être frappée, et crut en découvrir les causes dans la trahison, quand on ne pouvait en accuser que le système de ses généraux et le défaut d'accord entre ses Alliés et ses propres troupes. On lui signala des conspirateurs et des traîtres, où il n'y avait que des hommes faibles : le chevalier de St.-Amour qui avait rendu Saorgio, le lieutenant-colonel Mesmer qui n'avait pas défendu le fort de Mirabouc, furent fusillés. Une commission particulière revêtue de l'autorité du sénat, fut érigée par lettres-patentes, pour la recherche des auteurs d'une prétendue conspiration tendant à renverser le trône; et tandis que le sang de têtes plus imprudentes que coupables coulait dans Turin, et que la terreur y comprimait tous les esprits, le clergé fomentait dans 22 districts une levée en masse, qui prétendait non-seulement

chasser l'armée des Alpes de la vallée d'Aoste; mais encore reprendre le Petit-St.-Bernard.

L'archiduc Ferdinand, sur les vives sollicitations de la cour de Turin, avait fait filer quelques renforts de troupes autrichiennes sous Ceva, et s'était déterminé à former un cordon qui s'étendait depuis cette place par Alexandrie jusqu'à Turin, en vue d'interdire l'accès de la Lombardie aux Français, et de les enfermer dans le bassin de Coni.

De son côté, après trois mois de travaux qui ne furent pas interrompus par la plus légère escarmouche, le général Colli étant parvenu à élever un bon système de défense sous la protection des places de Coni, Mondovi et Ceva, attira à lui les corps d'Argenteau et de Provera, établit environ 20 mille hommes dans les camps de Borgo-St.-Dalmazzo, et de la Madona del Olmo sous Coni, et se crut en état de tenir tête à son adversaire, peut-être même de reprendre l'offensive. Mais on verra bientôt que ce ne fut pourtant pas à lui que l'honneur de frapper les premiers coups fut réservé.

Les Français reprennent l'offensive.

Les petits succès remportés par les républicains, depuis l'ouverture de la campagne, contribuaient d'autant plus à enflammer leur ardeur, que les autres armées les éclipsaient de beaucoup: déjà ils accusaient hautement la pusillani-

mité de leurs généraux. Forcés de céder à ce cri unanime d'impatience, ceux-ci résolurent enfin de se mettre en mouvement ; mais alors la saison était trop avancée pour hiverner dans le cœur du Piémont : l'on n'avait plus que l'espoir de s'emparer de quelque place voisine pour la démanteler aussitôt après, et d'ajourner à la campagne suivante l'invasion de l'Italie.

Nouv[eau] plan [de] Bonapa[rte]

Bonaparte que l'inexécution de son premier plan n'avait pas dégoûté, en présenta un second pour attaquer Demont. Il se flattait que l'armée des Alpes, en longeant la rive gauche de la Stura, franchirait les revers de la montagne à droite de la place à l'abri de son canon, et lui couperait toute communication avec Coni en s'emparant du pas de l'Ours et de la butte des Châtaignes. Il comptait que l'armée d'Italie, coopérant par sa gauche à l'entreprise sur Demont, porterait sans obstacle son centre et sa droite dans la plaine de Coni. On avait estimé la résistance de la première de ces places à quinze jours, ce qui laissait, au pis-aller, le temps de la démanteler et de revenir prendre ses quartiers d'hiver dans le comté de Nice, au cas qu'on ne pût cantonner en Piémont. D'après ce plan, où il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître la rectitude des conceptions militaires de son auteur, un corps de 16 mille hommes de

l'armée des Alpes, devait combiner ses opérations avec celle d'Italie, pour arriver devant Demont et Château-Dauphin, après s'être rendu maître de la vallée de la Stura et de la naissance de celles de la Grana, de Mayra et de Wraita.

La marche de ce corps divisé pour cette opération en deux sections, partagées elles-mêmes en plusieurs colonnes, devait s'effectuer en échelons par la gauche, la droite refusée; en sorte que si la première colonne de la division de la Stura éprouvait des obstacles, celles de Mont-Dauphin pussent les lever en se rabattant sur les postes opposés à cette division.

L'équipage de siége filait par Jausier. Les trois divisions de l'armée d'Italie, fortes ensemble de 30 mille hommes, manoeuvrant au contraire par la droite renforcée, avaient ordre de pénétrer en même temps de Vinay sur la droite de la Stura, du col de Finestra par Vaudier et Vastoria; enfin de Robillante à Borgo-San-Dalmazzo.

Cette dernière, forte à elle seule de 20 mille hommes, dont 2 mille de cavalerie conduite par le général en chef, après s'être emparée de Rocca-Sparviera, aurait détaché un corps à Borgo pour se lier avec la division d'Oneille, de manière à assurer les convois et à ouvrir une communication avec elle par la plaine.

Le but de cette division était de donner à

l'ennemi des inquiétudes sur Coni, de balayer l'intervalle entre la Stura et le Gesso, et de protéger la droite de toutes les attaques : c'était, à proprement parler, la division d'appui, le corps d'observation chargé de tenir l'ennemi en échec et d'assurer le siége de Demont.

Il paraît par des dispositions secondaires de ce plan dont il nous est parvenu seulement des fragmens imparfaits, que l'invasion de l'Italie aurait été soutenue des renforts tirés des Pyrénées Orientales, et qu'on eût remplacés à cette armée avec des troupes venant des côtes de l'Océan. On a pensé aussi que la proposition de démanteler Demont, n'était qu'un prétexte, mais que l'auteur du plan avait l'intention de pousser jusqu'aux murs de Turin.

Robespierre le jeune et ses collègues ayant soumis ce projet au comité de salut public, celui-ci en ordonna la prompte exécution. Dumerbion prescrivit à Masséna de se porter devant Ceva pour observer le corps de Colli qui occupait le camp retranché de cette place ; Macquart reçut ordre de se rendre le 25 juillet à Limone, d'où il devait se porter par Vernante à Roccavione, entre les gorges de Possio et de Vermegnana. L'exécution en est ordonnée.

De son côté, le général Petit-Guillaume rédigea ses instructions pour une attaque générale depuis la vallée de St.-Etienne jusqu'au mont Viso.

Mouvemens des deux armées françaises.

Tout s'ébranla en même temps : le général Gouvion, formant l'extrême droite de l'armée des Alpes, descendit le col de Laniel sur trois colonnes, enleva les postes de Lusta et de la Chanal, et culbuta le camp du baron Latour sur le mont Viso ; le général Vaubois poussa dans la vallée de Mayra jusqu'à Rua-Cervetta, et l'adjudant-général Chambaud, renforcé par trois bataillons de l'armée d'Italie, poursuivit l'ennemi dans la vallée de la Stura jusqu'à Sambucco que 500 grenadiers occupèrent.

Colli est poussé sur Borgo-St.-Dalmazzo.

Pendant ce temps le général Macquart, commandant le centre de l'armée d'Italie, était en pleine marche, et joignit, le 26 juillet, l'avant-garde du corps de Colli campé à Borgo-St.-Dalmazzo : elle abandonna sans résistance les postes de Roccavione et de Robillante, et se retira en toute hâte derrière le Gesso dont elle rompit le pont. Les républicains couronnèrent toutes les montagnes qui bordent sa rive droite. L'aspect des plaines qu'il arrose, couvertes alors de riches moissons, enflammait encore leur courage ; ils brûlaient d'en venir aux mains, et les échos répétaient les chants précurseurs de la victoire ; mais leur attente fut encore déçue par l'événement même qui remplissait leur patrie d'allégresse ; je veux dire la chute de Robespierre.

Le comité ordonne de

Dans un gouvernement démocratique toute révolution produit une réaction ; or celle du 9

thermidor en amena une terrible. La hardiesse des entreprises militaires, bien ou mal dirigées, avaient signalé le règne de la terreur; il était possible que celui qui lui succédait, fût plus avare du sang des soldats. Les représentans craignant donc que le succès d'une bataille ne répondît pas aux espérances qu'ils en avaient conçues, jugèrent prudent de renoncer à une expédition commencée avec la participation du comité de salut public, mais sous l'influence des trois meneurs dont la tête venait de tomber sur l'échafaud. Dumerbion enjoignit à Macquart et à Masséna de reprendre leurs anciennes positions, et Vaubois rappela ses détachemens sur sa ligne. L'effet de ce contre-ordre intempestif équivalut à une défaite : la retraite du centre de l'armée d'Italie s'opéra en désordre; le général Lebrun, chargé de la couvrir, prit poste sur les hauteurs en avant de Limone, tandis que le gros de la division alla s'établir aux cols de Tende et de Couture, où il resta sous les ordres du général Bargnier jusqu'au retour des neiges. suspendre l'opération

Colli, qui aurait dû suivre vivement les Français dans leur retraite, ne s'avança qu'avec précaution, et lorsqu'ils eurent repassé le col de Tende, il prit des mains du duc d'Aoste le commandement en chef de toutes les troupes cantonnées sur la ligne.

Cause de ce contre-ordre.

Ce que les représentans n'avaient que trop bien prévu ne manqua pas d'arriver. Robespierre jeune, s'étant rendu à Paris pour entretenir sans doute son frère des opérations des deux armées républicaines, subit le même supplice. Aussitôt des réclamations s'élevèrent de toutes parts; les départemens, les places dégarnies de troupes, les proconsuls dont on avait heurté l'autorité, affectèrent de croire ou crurent réellement que les plans, dont l'armée espérait avec raison les plus brillans succès, faisaient partie de la conjuration du dictateur renversé. A les entendre, il ne s'agissait rien moins que de livrer l'armée de la république pieds et poings liés à ses ennemis; l'on n'avait laissé Toulon sans garnison, qu'afin d'y faciliter la rentrée des Anglais.

Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon.

Un des plus ardens antagonistes du projet, était Jean-Bon-St.-André que le comité de salut public, malgré la part qu'on lui imputait, à la perte de la bataille navale du 4 juin, venait de déléguer à Toulon pour tâcher de relever la splendeur de cet établissement. Ce commissaire, guidé sans doute par d'anciens mémoires déposés aux archives de la marine, s'était mis en tête de se rendre maître de la Méditerranée, sans égard aux circonstances qui la rendaient tributaire de la marine anglaise; et sollicitait l'envoi de l'escadre de Brest. Il prétendait que les Anglais seraient hors d'état de résister à une escadre de

35 vaisseaux, et fondait ce jugement sur ce que, dépourvus de ports dans cette mer, ils seraient dans l'impossibilité de se réfugier et de se radouber chez les autres.

Ces suppositions spécieuses, bien que présentées avec une sorte d'éloquence, tombaient à la discussion. On oubliait que tous les ports de l'Italie et de l'Espagne étaient ouverts aux Anglais; que Bastia et St.-Florent se trouvaient en leur pouvoir; que Carthagène, Tarragone, Barcelone, Port-Mahon, Gibraltar leur offraient assez d'établissemens pour mettre à l'abri des flottes entières et faciliter leur radoub; que l'escadre de lord Howe, attaquant avec avantage celle de Brest dans la traversée, ne manquerait pas de la suivre et de l'anéantir si elle tenait la mer; ou de la bloquer de concert avec les flottes de Hood et de Langara, si elle se réfugiait à Toulon. Rien n'empêchait l'Angleterre et l'Espagne de tenir 50 vaisseaux dans la Méditerranée et autant sur l'Océan, où il ne serait resté désormais aucun bâtiment français, tandis que les dernières ressources de la république eussent été entassées dans la rade d'Hyères.

Sans doute des vaisseaux bloqués à Brest n'étaient guères plus utiles qu'enfermés dans Toulon. Mais ils ne couraient pas du moins les chances du trajet, et restaient disponibles pour des

expéditions plus avantageuses sur l'Océan ou dans les deux Indes.

Au surplus, la présence du délégué de la Convention rendit quelque activité aux travaux du port; et, à part l'exagération de ses projets, sa mission ne fut pas sans résultats heureux. Ses plaintes seules contre les auteurs du plan qui contrariait ses vues, et qui disposait d'une partie des forces affectées à la défense des côtes, faillirent devenir funestes en privant la France, par une circonstance bizarre, des services que le général Bonaparte commençait à lui rendre.

Combat de Garessio.

Tandis que le comité de salut public flottait entre le désir de profiter de ses succès et la crainte de se compromettre, le duc de Montferrat, qui s'était donné beaucoup de peine pour organiser la levée en masse de sa province, se présenta, le 4 août, en ordre processionnel, sous la bannière de la Vierge, avec 10 à 12 mille paysans soutenus de quelques bataillons de ligne, devant Garessio. Les éclaireurs de la 46e brigade, étonnés de ce spectacle nouveau, dans une saillie de valeur folle, caractéristique de l'esprit du temps, passèrent leurs fusils en bandoulières, et marchèrent en dansant à la rencontre de ces ennemis de nouvelle espèce. Le combat ne fut ni long ni sanglant : les soldats de la Vierge prirent la fuite, après quelques décharges mal ajustées.

Les républicains, dédaignant de tels prisonniers, se contentèrent de rapporter en guise de trophée, la bannière de la patrone qui les avait si mal protégés.

Cet échec justement mérité dégoûta, à ce qu'il paraît, la cour de Turin des levées en masse, et la détermina à rester désormais sur la défensive. Il n'y eut plus alors, durant six semaines, sur toute la frontière du Piémont, qu'une guerre de postes, propre tout au plus à former des troupes; et dont les minces avantages furent constamment du côté des républicains.

Cependant le comité de salut public entraîné par toutes les absurdités répandues contre le plan d'invasion, non content d'en suspendre l'exécution prescrivit par un arrêté solennel du 21 août;

1° La réunion des armées d'Italie et des Alpes sous un même chef, mais non sur un même point;

2° La réunion des représentans du peuple près ces deux armées et à Toulon, en un seul conseil;

3° La cessation des opérations offensives en Piémont, en se bornant à garder les passages principaux des Alpes, sans discontinuer toutefois de harceler l'ennemi;

4° De laisser 8 à 10 mille hommes à Toulon,

6 mille à Marseille, une force suffisante à Nice et à Oneille;

5° De saisir la première occasion de reprendre la Corse, en y portant une masse de forces imposantes.

Projets des Alliés sur Savone.

L'armée républicaine, ainsi enchaînée par le gouvernement, reprit la défensive au moment où les Alliés formaient au contraire une entreprise sérieuse. Convaincus que les Français n'avaient acquis d'ascendant sur l'armée austro-sarde que par les facilités que procurait Gênes pour l'arrivage des subsistances, ils résolurent de s'emparer du fort de Savone, dont la possession offrait un moyen très-commode de communiquer avec les escadres d'Espagne et d'Angleterre en croisière dans ces parages; en même temps qu'elle intercepterait au contraire les communications des républicains avec la capitale de la Ligurie. Ce projet, à la vérité, se trouvait en contradiction formelle avec les démarches récentes des Anglais; car d'un côté l'amiral Hood venait d'annoncer la levée du blocus de Gênes, et de l'autre le ministre Drake, modérant ses prétentions, de reprendre le caractère diplomatique qu'il avait un instant abandonné; mais ces démonstrations n'étaient sans doute qu'un piége tendu à la bonne foi du sénat.

En effet, l'archiduc Ferdinand, gouverneur

général de la Lombardie, rassembla à Tortone, vers le 10 septembre, un corps d'élite de 12 bataillons et 6 escadrons avec une artillerie considérable, dont il confia le commandement au comte de Colloredo. Ce corps, qui devait être renforcé par les régimens de cavalerie napolitaine débarqués à Livourne et en marche pour Voghera, se dirigea par la vallée de la Bormida sur Carcare, séparé seulement de celle de Finale par la montagne de San-Giacomo, près de laquelle les Français avaient des avant-postes. Ce mouvement qui, dans l'état des affaires était hasardé, ne menait à rien qu'à étendre le front des armées austro-sardes pour le plus grand intérêt des Anglais. En effet, l'occupation de Savone n'avait d'autre résultat que de gêner le cabotage des Génois avec la France, et ce mince avantage ne balançait pas l'inconvénient de prolonger, de tout l'intervalle entre Ceva et la mer, la ligne déjà trop étendue des Alliés.

A la vérité on pouvait faire de cette entreprise une opération majeure; mais il fallait pour cela que les 6 mille Anglais, jetés en Corse, débarquassent sur les côtes de Gênes avec les bataillons corses à leur solde, et quelques milliers de Napolitains. De pareilles forces basées sur Gênes, secondées d'une si puissante escadre, et appuyées par un mouvement général des Austro-Sardes vers Ceva, eussent donné une toute autre

tournure à la guerre : entraîner Gênes dans la coalition, ouvrir son port aux Alliés, mettre ses forts et ses arsenaux à leur disposition, enfin refouler l'armée républicaine sur Nice, tels en eussent été les résultats probables. Mais formée par une division autrichienne, cette entreprise paraissait plus nuisible qu'utile aux défenseurs du Piémont. La raison militaire conviait bien plus tôt à joindre ce renfort de Colloredo aux corps de Colli et d'Argenteau pour attaquer Saorgio et reprendre la ligne de la Roya.

Nonobstant cette faute dans la direction primitive, le projet eût peut-être rempli l'objet désiré, s'il eût été exécuté avec assez de célérité; mais il échoua par sa lenteur et la publicité que la cour de Turin lui donna. On eût dit que ce corps était chargé de laver l'affront de ses armes, et Colloredo lui-même se plaisait à recueillir d'avance les hommages qu'on lui adressait comme à un libérateur. Sa marche qui devait être rapide fut lourde et traînante; il établit son quartier-général à Carcare, et attendit pour se porter sur Savone qu'on eût rendu le chemin de Cairo praticable à son artillerie de réserve. Cette précaution, par trop minutieuse, puisqu'il s'agissait moins d'un siége que d'une surprise, le perdit.

Dispositions de Dumerbion pour le déjouer.

Dumerbion, jugeant qu'il ne fallait pas lui laisser le temps d'achever ses derniers préparatifs, quoique à peine remis d'une attaque de

goutte, monta à cheval le 14 septembre, et chargea Bonaparte d'ordonner en son nom les préparatifs de cette courte expédition. Le général Macquart fit des démonstrations sur Limone, et Serrurier sur Vinadio : une brigade fut laissée vers Garessio. Dix-huit bataillons et un régiment de dragons, formant environ 14 mille hommes détachés de la division Masséna, suivirent la colonne du quartier-général dans la direction de St.-Pantaléon, et arrivèrent le 15 septembre à Melogno; le général Cervoni gagna avec 3 mille hommes, par le revers opposé de la montagne, le contrefort qui sépare les deux Bormida. Son mouvement donna de l'inquiétude à Argenteau qui se porta en toute diligence avec une partie des troupes de Mondovi dans le camp retranché de Ceva contre lequel on n'avait pour cette fois aucun projet.

Combats de Carcare et de Cairo.

Le gros des Français se présenta devant San-Giacomo. Les Austro-Sardes surpris évacuèrent leurs postes avec une telle précipitation qu'on ne les atteignit que dans la plaine de Carcare. Là le comte de Wallis, qui venait de prendre le commandement, paraissait déterminé à accepter le combat, lorsque la colonne de Cervoni s'empara du château de Cosseria. Dans une position si critique, le nouveau général en chef renfermé avec ses 10 mille hommes dans les gorges de la Bormida, se retira avec précipitation pour éviter

des fourches caudines. Le 21 septembre, on se mit à sa poursuite dès le matin; mais on ne put l'atteindre que deux heures avant la chute du jour. Son arrière-garde, consistant en quatre bataillons et un régiment de hulans commandée par le général Hiller, avait pris position sur le rideau entre la Rochetta et Cairo dans un coude de la Bormida, l'infanterie à droite et à gauche de la gorge. Laharpe, à la tête de l'avant-garde, soutenu du 9e régiment de dragons aux ordres du général Beaumont, aborda la droite de la ligne, tandis que Cervoni marchait baïonnette croisée sur la gauche. Le choc fut rude, la cavalerie impériale culbutée et l'infanterie enfoncée. La nuit seule mit fin au combat: le comte de Wallis en profita pour se retirer sur Acqui, où il rappela le régiment de Reiski laissé d'abord vers le Tanaro pour se lier avec Argenteau.

Les Français, maîtres du champ de bataille, entrèrent à Dego; mais ne jugeant pas devoir maintenir durant l'hiver un poste si avancé au revers de l'Apennin, ils l'abandonnèrent le lendemain après en avoir détruit les magasins. Le gros de l'armée se porta par Melogno, San-Giacomo, Settepani à Finale où Masséna plaça son quartier-général: Laharpe par Montenotte sur Savone, dont il s'empara le 24 sans coup férir. Cependant on abandonna bientôt ce poste, comme trop éloigné, et on lui préféra celui de Vado

qui, offrant les mêmes avantages du côté de la mer, se liait mieux avec la position principale de San-Giacomo.

Cette affaire où les Austro-Sardes perdirent plus de 800 hommes, détruisit de fond en comble les beaux projets des coalisés. L'amiral Hood qui s'était déjà rendu de sa personne à Gênes avec Hotham et Nelson, tout stupéfait de cette nouvelle, envoya le ministre Drake à Milan témoigner son mécontentement à l'archiduc Ferdinand, lui dire qu'il allait faire rentrer son escadre dans les ports de la Corse, enfin le menacer de publier sa correspondance avec les généraux autrichiens, pour montrer à l'Europe entière que la faute en était à eux, si la campagne s'était passée en de vains simulacres de guerre. Mais il s'en tint à ces menaces; car une pareille publication eût été plus défavorable au cabinet de St.-James qu'à ses alliés; en effet, le sort de Wallis à Loano en 1795, et le résultat de l'entreprise de Beaulieu sur Gênes, en 1796, prouvèrent assez que la direction naturelle d'une armée autrichienne n'est pas sur les bords de la rivière de Gênes.

Le conseil aulique, honteux toutefois de cette équipée, dépêcha en Italie le prince de Rosemberg pour faire une enquête sur les causes de ce revers, apporter aux généraux l'ordre de répa-

rer leurs bévues en cherchant à s'ouvrir une communication sûre avec les escadres combinées; mais la saison devenait rigoureuse, et l'armée austro-sarde démoralisée n'en fut pas moins paralysée pour le reste de la campagne. Wallis ne bougea point du camp d'Acqui; et les républicains restèrent en possession du poste qu'il eût été si facile aux ennemis de conquérir en prenant de plus justes mesures.

Mesures du sénat de Gênes.

A la nouvelle de l'irruption de Masséna et de Laharpe sur son territoire, le sénat de Gênes alarmé fit de fortes proclamations pour assurer sa neutralité, défendit aux citoyens d'obtempérer à aucune réquisition de subsistances ou de corvées qui faciliteraient les parties belligérantes; et adressa au ministre Tilly d'énergiques réclamations.

Salicetti et Albitte, commissaires de la Convention près l'armée, n'eurent pas de peine à persuader que loin d'avoir aucun projet hostile on s'était borné à déjouer ceux de l'ennemi; donnant la prompte évacuation de Savone comme une marque de déférence pour la république, ils parvinrent ainsi à calmer les esprits.

Tilly, dont le comité paraissait déjà mécontent, fut remplacé quelques jours après par Villars, et même mis en arrestation à Gênes.

Pendant que tous ces événemens se passaient

en Ligurie, le général Macquart avait poussé quelques forts détachemens du côté de Robillante dans le double but de détourner l'attention de Colli et de ramasser des subsistances. Serrurier qui avait succédé à Garnier dans le commandement de la division de gauche en fit autant vers Vinadio; et par une circonstance singulière, l'armée des Alpes portait en même temps plusieurs petites colonnes sur les vallées de la Wraita, de Mayra et de Suze, où les brigades Gouvion et Vaubois livrèrent du 14 au 18 septembre différens combats aux Sardes; le seul remarquable fut celui du 14, dans lequel ces derniers perdirent le général St.-Martin et 200 prisonniers.

D'ailleurs l'occupation de Vado mit fin à la campagne. L'amiral Hood, déjà avancé en âge, ne voyant plus de lauriers à cueillir dans ces parages, retourna en Angleterre. Fin de la campagne.

L'armée victorieuse prit de son côté des cantonnemens où les maladies épidémiques semèrent le ravage. Elle fit une perte non moins sensible par l'arrestation de Bonaparte qui avait été le directeur des opérations de cette campagne : le comité de salut public, instruit des projets qu'il avait rédigés de concert avec Robespierre le jeune et Riccord, le soupçonna de complicité avec le tyran, et le suspendit de ses fonctions; les nouveaux commissaires de la Conven-

tion mieux informés de la tâche honorable qu'il avait remplie avec tant de zèle et de dévouement, le rendirent bientôt à la liberté; mais sa réintégration fut le prix plus tardif de nouveaux services. Le rôle qu'il joua à cette armée prouve que si beaucoup de généraux du second rang s'éclipsent au premier, un génie supérieur ne peut rien quand il est forcé de remettre aux autres le soin d'apprécier ses projets et de les exécuter.

Dumerbion, que son grand âge rendait peu propre à cette guerre pénible, obtint avec peine sa retraite et remit le commandement à Schérer; ce dernier le rendit bientôt à Kellermann, et remplaça Pérignon aux Pyrénées Orientales.

L'armée des Alpes conserva ses postes le reste de la campagne, et par les nouveaux détachemens qu'elle envoya à celle d'Italie fut réduite à une simple division qui continua à rester sous les ordres du général Moulins.

Les armées, séparées par les Hautes-Alpes, prirent des quartiers d'hiver que l'extrême rigueur du froid rendit fort paisibles de part et d'autre.

CHAPITRE XLI.

Opérations aux Pyrénées depuis le mois d'août. — Combats de Terradas et St.-Laurent-de-Muga. — Prise de Bellegarde. — Affaire de Montroich. — Bataille de la Muga, Dugommier et La Union sont tués. — Pérignon prend le commandement des Français. — Déroute de l'armée espagnole. — Capitulation de Figuères. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, ayant enlevé le camp de St.-Martial, la vallée de Bastan, St.-Sébastien et Fontarabie, s'avance sur Pampelune, puis se replie sur Ernani, St.-Sébastien et la Bidassoa.

Après la reddition de Collioure, la rentrée en ligne de la division Sauret, et l'expédition de Cuesta en Cerdagne, les armées n'avaient changé en rien les positions indiquées au chapitre 34. A la suite de la défaite du Boulou et de la perte de Collioure, il semblait que les Espagnols dussent essuyer de plus grands revers : différentes circonstances se réunirent pour les tirer d'embarras ; d'abord, les généraux français employèrent jusqu'à 20 mille hommes à l'investissement

étroit de Bellegarde, qu'ils voulaient réduire par famine; et s'enlevèrent par-là tout moyen de continuer l'offensive (1). Dugommier commit de plus une faute grave, laissant la côte garnie jusqu'à Agde, bien que l'ennemi après sa déroute du Boulou, fût loin de songer à des débarquemens, toujours précaires, difficiles, et dont les Français n'avaient rien à redouter. La Union, d'un autre côté, ne respecta point la capitulation de Navaro; et, non content d'incorporer sa division avant de l'avoir échangée, il refusa, dit-on, de rendre les prisonniers français qu'il devait renvoyer. Enfin, les Catalans, aussi bien disposés à défendre leur territoire qu'ils le sont peu à envahir celui de leurs voisins, prirent les armes selon leur coutume, dès que leurs pénates furent menacés : les habitans de plusieurs cantons, conduits par leurs curés ou leurs alcades, marchèrent à l'ennemi, à l'exemple des vaillans défenseurs de Barcelonne, dans la guerre de la succession.

La Union

Ainsi, le général espagnol, favorisé par l'inac-

(1) De 68 mille hommes qui composaient l'armée républicaine :
13 mille étaient en Cerdagne sous Doppet;
10 mille répartis dans les places et postes de la côte;
20 mille autour de Bellegarde et au camp de Cantalup;
22 mille en observation sous Augereau et Pérignon;
3 mille de cavalerie sous le général Dugua, cantonnés.

tion de son adversaire, était parvenu, après trois mois de soins, à retremper le moral de son armée; et, se voyant de nouveau supérieur au corps républicain qui couvrait l'investissement de Bellegarde, il crut pouvoir changer de rôle et reprendre l'offensive. Quoique la place tînt encore, on savait qu'elle était réduite à la dernière extrémité, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour la sauver; La Union forma donc le projet de la débloquer, ou tout au moins de la ravitailler. Les deux armées se trouvaient en présence : rien ne paraissait plus facile que d'obtenir ce résultat, en faisant effort contre la droite des Français. Le général adopta ce système; mais, indépendamment de ce qu'il combina mal l'emploi des forces rassemblées pour cet objet, il destina plus du tiers de son armée à des démonstrations sur Manora, Villaroba, Cantalup, au col de Bagnols, sur les hauteurs de Culera, où il n'y avait que des postes français; embrassant par ces attaques isolées, tout l'espace de Campredon jusqu'à la mer.

tente de débloquer Bellegarde.

13 août.

Nonobstant cela, il ne lui restait pas moins de 20 mille hommes, dont 6 mille de milices, pour son entreprise principale contre l'aile droite de Dugommier, qui occupait la montagne de Terradas, le pont de Grau, et la fonderie de St.-Laurent de la Muga : mais, quoiqu'elle fût dirigée contre la seule division Augereau et une

brigade du centre, fortes à peine de 10 mille combattans, le manque de concert la fit échouer. Voici, au surplus, le dispositif arrêté.

s dispositions pour l'attaque.

Le lieutenant-général Courten devait attaquer la montagne de Terradas, et marcher ensuite sur la fonderie de la Muga : la seconde colonne, conduite par le brigadier Perlasca, devait attaquer les batteries du pont de Grau par le flanc gauche, tandis que le général Izquierdo assaillirait leur droite, avec les 3e et 4e. Après la prise des batteries, ces trois colonnes avaient l'ordre de seconder l'attaque de la première. Enfin, le maréchal-de-camp Godoy chercherait à tourner la position de la Muga, et à tomber sur les derrières des républicains.

Dans ces entrefaites, le général Belvis, avec 4 mille hommes de pied et 1,300 chevaux, devait forcer le camp de Cantalup, et pousser droit sur Bellegarde, s'il en trouvait l'occasion, pendant que d'autres détachemens feraient des démonstrations sur le col de Bagnols. L'amiral Gravina fut invité à concourir au succès de l'entreprise, en inquiétant Port-Vendre et Collioure.

es colonnes éprouvent divers contretemps.

Rien n'était prévu au camp français ; et, si les Espagnols avaient opéré avec vigueur, nul doute qu'ils n'eussent lavé l'affront du Boulou et délivré Bellegarde. Les colonnes arrivèrent sans obstacle, le 13 août au petit jour, aux points qui leur avaient été assignés. Courten engagea le combat

avec la brigade Lemoine, la replia sous ses batteries, et les enleva ensuite l'arme au bras. Les Français poursuivis se réfugièrent sur le flanc des hauteurs de la chapelle de la Magdeleine, et sur la crête de la butte verte où ils la tinrent en échec. Perlasca ne débuta pas moins heureusement : il délogea, sans coup-férir, le poste du pont de Grau, où ses instructions lui prescrivaient d'attendre la division d'Izquierdo. Celui-ci, quoique contrarié dans sa marche par la résistance des chasseurs de Bon, arrivait devant St.-Laurent-de-la-Muga, lorsque la colonne de Cagigal, qui avait filé par la chapelle St.-Georges, battue par la brigade Davin, l'engagea à suspendre son attaque jusqu'à la réunion des autres colonnes. Ce contre-temps en amena un autre : Godoy qui s'avançait par la gorge d'Albanias, informé de la retraite de Cagigal, craignit de se compromettre en continuant sa marche, et attendit de nouveaux ordres. L'ensemble de l'opération fut ainsi détruit, et prépara la défaite de ceux qui, peu d'instans auparavant, comptaient sur la victoire.

La bonn contenanc d'Augerea achève le défaite.

Augereau, informé des progrès de l'ennemi, n'en fut point intimidé. Le général Mirabel reçut ordre de fondre à la baïonnette sur la colonne d'Izquierdo, arrêtée maladroitement devant la fonderie ; puis de gagner la gorge qui conduit au village de Terradas pour s'y réunir au général

Lemoine, et prendre de concert avec lui les Espagnols en queue, tandis qu'Augereau lui-même les attaquerait en front avec la brigade Guyeux. Ces sages dispositions furent exécutées avec une précision admirable. Izquierdo et Perlasca, culbutés, abandonnèrent Courten à ses propres forces; et Lemoine, secondé par ces attaques et par un détachement du centre, lui reprit alors ses batteries : l'adjudant-général Bon descendit la montagne, et se précipita sur Godoy qui jusqu'alors s'était cru en sûreté. En moins d'une demi-heure, les cinq colonnes espagnoles changèrent d'attitude : La Union fut assez prudent pour ne pas mettre leur courage à une dernière épreuve; et, désespérant de faire engager de nouveau celle de la gauche, il ordonna à Courten de se retirer dans les lignes. Ce mouvement s'exécuta en assez bon ordre, sous la protection de la division portugaise de Forbes.

Belvis est repoussé par la gauche.

Quant à la colonne de Belvis, dès que ses troupes et celles de Taranco parurent à la hauteur de Cantalup, le général Sauret envoya à leur rencontre neuf compagnies de grenadiers et six bataillons aux ordres des généraux Micas et Causse, qui, les attaquant par leur droite, les forcèrent à une retraite précipitée dans la direction d'Espolla; elles n'en eussent pas été quittes à bon marché, si le comte de Gand, avec les émigrés, n'avait tenu vigoureusement la redoute

qui couvre cette position, et donné le temps à Taranco de le rejoindre.

Cette affaire, qui coûta environ 800 hommes à chacun des partis, fut toute à l'avantage des républicains : elle exalta leur enthousiasme, en même temps qu'elle augmenta le découragement de leurs ennemis. Toutefois, Dugommier ne se faisant pas illusion sur les véritables causes de sa victoire, resserra sa ligne. La fonderie de la Muga, après avoir été brûlée et ruinée de fond en comble, fut évacuée par Augereau, qui, renforcé de 1,500 hommes de la division de gauche, vint prendre position sur les hauteurs de Darnuys. Celle-ci quitta le camp de Cantalup, et s'établit sur les hauteurs du *Cancer*, pour mieux se lier à la division Pérignon. En même temps, les 12 bataillons de chasseurs de l'armée furent réunis en un seul corps dit d'avant-garde, et placés à droite du château ruiné de Montroich, en avant de celui de Buscaros et de l'Estrade, à droite de la grande route. Suites de ce combat.

Ces divers changemens, faits en vue de rendre la ligne plus formidable, et de resserrer de plus en plus Bellegarde, produisirent l'effet désiré. Cette place, réduite par la famine, se rendit au bout de quelques semaines, après avoir souffert un blocus de cent trente-quatre jours. Reddition de Bellegarde. 17 septemb.

Le comte de La Union qui n'avait osé pendant tout ce temps, faire que deux tentatives Singulière manœuvre

des Espagnols par leur droite. pour la sauver, imagina quelques jours auparavant de manœuvrer; mais, aussi peu heureux en tactique qu'en stratégie, il fit exécuter à sa droite un changement de front, qui en porta l'extrémité sur les hauteurs de Campmani, en face de Montroich; de sorte que cette aile forma un crochet en avant, relativement au reste de la ligne, et devint pour ainsi dire perpendiculaire au centre des Français, qui pouvait l'accabler. Cette position, par trop extraordinaire, ayant donné lieu à mille observations dans l'armée espagnole, le général en chef qui ignorait encore la reddition de Bellegarde, voulut faire avancer son centre dans l'alignement de la droite, en le portant sur la montagne de Montroich, au revers occidental de laquelle campaient les bataillons de chasseurs de l'adjudant-général Bon.

Ils sont honteusement repoussés à Montroich. 21 septemb. Le brigadier Taranco, avec 4 mille hommes d'élite, soutenus de la majeure partie du centre aux ordres du maréchal-de-camp Godoy, fut chargé de cette opération. Les versans orientaux de la montagne n'étant gardés que par des postes d'avertissement, ses troupes parvinrent sans peine jusqu'au sommet, où elles s'entassèrent sans ordre. Mais ayant été assaillies en flanc et à l'improviste par le bataillon qui gardait le château, au moment où les chasseurs s'ébranlaient pour les charger, une terreur panique se communiqua comme l'éclair à toute la colonne:

les Espagnols ne jugeant pas la force de l'ennemi, prirent la fuite et furent reconduits l'épée dans les reins jusqu'au bord du Llobregat et sur les hauteurs de Campmani; trop heureux d'y être protégés par les batteries de la rive droite, et recueillis par le régiment portugais d'Oporto.

La Union demande sa retraite.

Le triste résultat de cette dernière tentative découragea entièrement le comte de La Union. Il sollicita, pour la forme, une démission qu'on ne lui accorda pas; et dans l'excès de son ressentiment, il menaçait de décimer les bataillons qui ne désigneraient pas de coupables. Les deux principaux furent punis de mort: les autres, privés de toutes marques distinctives ou décorations militaires, après avoir défilé honteusement devant l'armée, reçurent ensuite, comme une grace, la permission de faire amende honorable en combattant aux avant-postes: enfin, la peine de mort fut prononcée contre quiconque abandonnerait à l'avenir ses drapeaux durant l'action.

Premières ouvertures pour la paix, sans résultat

Les plaintes continuelles du général en chef sur les mauvaises dispositions de ses troupes, les revers qui se succédaient aussi rapidement en Navarre qu'en Roussillon, l'impossibilité bien avérée de recruter l'armée, le désordre des finances; tout cela réuni ne contribua pas peu à faire désirer à la cour un rapprochement. Le comité de salut public avait en Catalogne un agent

du trésor pour l'entretien des prisonniers. Le comte de La Union se servit de son entremise pour faire des ouvertures à son adversaire, qui, d'après l'avis du comité, renvoya la négociation aux représentans en mission près de l'armée (1). Bientôt le cabinet de Madrid déclina ses propositions. Il consentait, dit-on, à reconnaître la république française, à condition qu'elle rendît les deux enfans de Louis XVI, et qu'elle formât au Dauphin, dans les provinces limitrophes de l'Espagne, un établissement où ce prince régnerait souverainement. On peut juger comment fut accueillie une proposition qui tendait au morcellement de la France victorieuse. Le comité de salut public, dans le transport de son indignation, manda aux représentans qui la lui avaient transmise : « C'est à notre artillerie à ré» pondre; disposez tout, et frappez! »

Stagnation des armées.

Soit que Dugommier se fût flatté que les négociations entamées auraient une autre issue, soit qu'il se vit dans l'impossibilité d'envahir la Catalogne faute de munitions de guerre et de bouche, l'armée républicaine resta dans une stagnation complète jusqu'à la mi-novembre

(1) C'est sans doute à ces pourparlers qu'il faut attribuer le bruit de la défection de Dugommier, répandu à la même époque dans l'armée espagnole : le caractère de ce républicain suffirait seul pour prouver combien il était peu fondé.

qu'elle attaqua les Espagnols sur toute la ligne.

Cette entreprise était hasardeuse; car si la supériorité du nombre était du côté des Français, l'armée ennemie avait l'avantage de la position et toutes les ressources de l'art. La Union, influencé par l'émigré Campana, avait un faible particulier pour les retranchemens et les batteries; mais il les perchait de préférence sur des crêtes où leur feu plongeant produisait peu d'effet (1). Soixante et dix-sept redoutes ou batteries armées de 250 pièces, et disposées sur une double ligne, depuis Espolla au pied du col de Bagnols, par Campmani, jusqu'à St.-Laurent-de-Muga, présentaient toutefois un front d'autant plus redoutable, qu'elles avaient un profil assez élevé, et semblaient à l'abri de l'attaque la plus audacieuse. Ajoutez à cela que le vaste camp retranché de Figuères offrait un dernier refuge en cas de malheur. Une attaque de front paraissait impraticable, car il n'était pas vraisemblable qu'on se rendît maître de deux lignes de redoutes, à la vue d'une armée disposée tout exprès pour les défendre. Une tentative contre le flanc droit eût été périlleuse, on eût risqué de se faire acculer à la mer; celle contre la gauche était préférable, parce qu'en cas de réussite

Dugommier projette l'attaque des retranchemens espagnols de la Muga.

(1) Mémoires manuscrits de Morla, et du général Pérignon.

elle établissait les vainqueurs sur les communications de l'ennemi; mais elle n'en présentait pas moins d'obstacles, et il fallait compter beaucoup sur la valeur des troupes pour l'ordonner : la chance la plus favorable, dont on pût se flatter, reposait sur le système du général ennemi, la dispersion de ses bataillons dans une multitude de postes, et le peu de talent qu'il avait montré jusque-là dans l'emploi de ses forces.

Dispositions de Dugommier

Le plan du général Dugommier semblait se réduire à enlever aux Espagnols, dans la première journée, la ligne extérieure de leurs redoutes. L'aile droite forma trois attaques; la première sous le général Davin, partant de Coustonge, après avoir replié tous les postes qui se trouvaient devant elle, et franchi les montagnes escarpées de St.-Sébastien-de-la-Muga, devait se réunir à Augereau, et marcher de concert avec lui sur Terradas et la Magdeleine, clef des positions de cette partie : la brigade Guyeux, restée à Darnuys, assaillirait alors la fonderie. L'aile gauche sous la conduite du général Sauret, se chargea d'attaquer, à la même heure, les postes de Villarnadal et de St.-Clemente, et de forcer les retranchemens de Campmani, de concert avec une partie du centre; tandis que la brigade Victor, partant de Collioure, tiendrait en échec la droite de l'ennemi du côté de Bagnols. Au centre, la division Pérignon, la cava-

lerie aux ordres du général Dugua, et 16 pièces d'artillerie légère sous le général Guillaume, devaient servir de réserve, seconder l'attaque de Campmani et se porter, en cas de succès non balancés, sur les redoutes qui couvraient la route et le pont du Llobregat; toutes les troupes destinées à cette entreprise ne s'élevaient pas à 30 mille hommes. Le général Doppet reçut l'ordre de la favoriser par une attaque en Cerdagne.

Journée d[u] 17 novemb[re]

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, les colonnes s'ébranlèrent, et avant l'aube du jour, les batteries de gros calibre, placées sur la montagne Noire commencèrent à jouer pour protéger la marche de la division de gauche.

Augereau bat Courte[n]

A l'extrémité opposée, le général Davin parti de Coustonge, ayant forcé successivement les postes de Notre-Dame-del-Fau, des chapelles de Carbonils et de St.-Georges, parvint, après dix-huit heures de marche et de combat dans les rochers, à opérer sa jonction avec le général Augereau en débouchant près de la chapelle de la Magdeleine. Celui-ci filant à la faveur de l'obscurité, entre la fonderie de la Muga et Massanet, tourne les camps de l'ennemi; égorge le poste du pont de la Muga à St.-Sébastien; et gravit audacieusement la montagne, qui lui est disputée par une fusillade assez vive. Les troupes redoublent d'ardeur; la Magdeleine est enfin emportée; les colonnes réunies se dirigent sur le

Roc-Blanc; et les dispositions sont prises pour seconder le général Guyeux, qui, de Darnuys, s'était avancé directement contre la fonderie.

Le lieutenant-général Courten, débordé par sa gauche, donne sur-le-champ l'ordre de la retraite; et rallie ses troupes, non sans peine, à quelque distance de là : quoiqu'il eût près de 10 mille hommes à opposer à la division Augereau, il n'osa attaquer les postes dont il venait d'être expulsé, avant d'avoir reçu les renforts demandés dès le commencement de l'action à son général en chef.

La gauche est repoussée par les Espagnols.

L'attaque de Sauret ne prit pas une tournure si favorable. La Union, instruit dans la nuit des préparatifs des Français, avait envoyé son chef d'état-major Morla vers Amarillas, chargé de la défense du centre depuis Campmani jusqu'à Llers. Le projet de cet officier était de tenir ferme dans ces positions, pour donner à Vives le temps de tomber sur Sauret avec les 10 mille hommes qui composaient l'aile droite. Heureusement pour les Français, que ce mouvement ne s'exécuta point avec la précision nécessaire; mais ils n'en furent pas moins engagés avec forces supérieures, et repoussés.

La difficulté des lieux avait déterminé Sauret à se diviser en trois colonnes, pour favoriser la marche et le déploiement; mais le général Guillot s'étant égaré avec sa brigade, les autres,

arrivés en présence des redoutes ennemies de Vilarscoli et Campmani, se virent dans la nécessité d'attaquer seules, et le firent sans succès. Taranco ayant de même contenu la colonne Victor à Espolla, le vicomte de Gand profita de ces avantages, déborda Sauret par la gauche et menaçait même de le prévenir au camp de Cantalup, lorsque des détachemens s'y jetèrent à propos, et le défendirent avec courage.

Dugommier tué; Pérignon le remplace.

Le centre, dont les efforts auraient dû seconder Sauret, ne put rien entreprendre : non-seulement Amarillas contenait ses colonnes, entre Campmani et le Llobregat; mais Dugommier, s'étant transporté dans ces entrefaites aux batteries de la montagne Noire, pour juger le mouvement de l'ennemi, y fut tué par un obus sur les dix heures. Cet événement malheureux jeta une fatale incertitude dans les opérations, jusqu'à ce que les représentans eussent investi Pérignon du commandement provisoire. Alors une nouvelle attaque fut ordonnée : mais Morla et Amarillas lui ayant opposé la même vigueur, elle n'obtint pas plus de succès que la première. Tout ce qu'on put faire, fut de dégager Sauret en menaçant le vicomte de Gand avec six bataillons qui le décidèrent à la retraite, et protégèrent le retour de la division française dans sa position : une autre brigade marcha au soutien

de la colonne du général Victor, qui reprit sans grande perte son premier poste.

Augereau culbute Courten, et lui enlève ses redoutes.

Cependant, Augereau ne s'était point contenté de ses premiers avantages : après avoir laissé reprendre haleine à ses troupes, il marcha de nouveau à l'ennemi. La grande redoute établie pour couvrir la fonderie, défendue par 1,200 hommes, opposait à la colonne de Guyeux une résistance que celle-ci ne pouvait vaincre. Le général Beaufort reçut ordre de la seconder, et d'attaquer ce formidable ouvrage de front, en même temps qu'il serait tourné par les chasseurs. Les Espagnols cédèrent enfin à un effort si bien combiné; Courten rallia les débris de sa division entre Escaulas et Figuères, abandonnant cinq redoutes, son artillerie, ses effets de campement et 1,200 prisonniers. Ainsi, malgré l'échec de la gauche, la journée fut toute à l'avantage des républicains; car le mouvement imaginé par Morla n'ayant eu aucun résultat, celui d'Augereau au contraire devint décisif, et il ne s'agissait plus que d'en recueillir le fruit.

Nouveau projet des républicains

Pérignon jugea sagement que son prédécesseur avait commis une faute en établissant ses troupes sur une ligne parallèle, et négligeant de renforcer sa droite où se trouvait le point le plus favorable à l'offensive. Il arrêta donc, pour le 20, de nouvelles dispositions qui attestent

la précision de son coup-d'œil militaire. Les brigades Guillot et Chabert, tirées du centre et de la gauche, furent désignées dans la journée du 19 pour renforcer le général Augereau au Roc-Blanc, et le mettre à même d'accabler Courten déjà entamé l'avant-veille; tandis que des démonstrations dirigées vers Espolla, fixeraient l'attention de l'ennemi sur l'extrémité opposée.

Cette résolution devait obtenir un succès d'autant plus certain, que La Union, au contraire, rassuré par la mort de Dugommier, restait oisif à Figuères, laissait ses troupes dispersées dans cent postes divers, et s'obstinait à rejeter les sages propositions de Morla. Cet habile officier voulait évacuer toutes les batteries le 19, afin de rassembler 20 mille hommes, et de tomber sur le centre et la gauche des Français, de les accabler, de s'emparer de la chaussée de Bellegarde, et de refouler leur droite dans les montagnes où elle eût été inévitablement prise ou dispersée. La fortune, fidèle aux républicains, ne permit pas l'adoption d'un plan si funeste pour eux : le général espagnol, perdant son temps en mesures défensives les plus minutieuses, se contenta d'envoyer quatre bataillons à Llada; et ne tarda pas à payer chèrement son obstination.

Le 20 au point du jour, Augereau s'ébranla; l'avant-garde, soutenue d'un bataillon de grena- Bataille du 20 novemb

diers et de la brigade Guillot, fut chargée d'enlever la redoute en face du village d'Escaulas. Un bataillon conduit par l'aide-de-camp Verdier, appuyé de la brigade Chabert, devait se porter sur Laval, et attaquer le camp de Llers. La brigade Guyeux avait ordre de soutenir la première comme réserve, et celle du général Davin, de tenir la fonderie de la Muga, ainsi que les postes de la Magdeleine et du Roc-Blanc, sur lesquels l'ennemi aurait pu opérer un retour offensif.

Au centre, le général Beaufort devait attaquer de front avec la brigade Bannel les redoutes de Passimilians et de Fipans que le chef de brigade Royer prendrait de revers avec ses chasseurs, en tournant la montagne Noire. La brigade Martin se borna à faire de fausses attaques vers Canadal.

Enfin, le général Sauret, sur la gauche, avait pour instruction de ne sortir de son camp qu'avec deux brigades et 300 chevaux pour attirer l'attention de l'ennemi sur les fronts de St.-Clemente et de Villarscoli.

Brillante attaque de N.-D.-del-Roure et Llers.

L'attaque eut lieu le 20, comme elle avait été arrêtée. L'adjudant-général Bon, avec ses chasseurs défila par des sentiers pour ainsi dire impraticables, passa plusieurs fois la Muga dans l'eau jusqu'à la ceinture, gravit la montagne d'Escaulas sous le feu terrible des batteries espagnoles, et enleva à la baïonnette la fameuse re-

doute du centre. L'intrépide Bon, de concert avec le général Guillot, appuyé de la brigade Guyeux, comme réserve, s'élança sur la redoute de Notre-Dame-del-Rour, revêtue en maçonnerie, armée de 25 pièces de canon et défendue par des détachemens aux ordres de Cagigal et de Godoy. Le combat sans être sanglant fut quelque temps incertain.

Le comte de La Union, apprenant à Figuères que l'action était engagée sur toute sa ligne, accourut en toute hâte à la redoute del Roure, au moment où elle était ainsi assaillie. Voulant faire une sortie sur les Français, il tomba frappé d'une balle, et ses troupes découragées par cet événement autant que par ce qui se passait à la gauche, et par l'audace des assaillans, prirent en désordre le chemin de Figuères. La perte de cette redoute que les Espagnols regardaient comme inexpugnable, abrégea la résistance des trois autres, et bientôt le pont de Molins fut forcé. La Union est tué.

De son côté, la colonne de Verdier et de Chabert, n'avait pas rempli sa tâche avec une valeur moins brillante; elle aborda le camp de Llers à la baïonnette, mit en fuite les brigades Perlasca et Puerto qui le défendaient, et leur laissa à peine le temps d'enclouer l'artillerie. En vain un corps considérable venant de Figuères voulut rétablir le combat; entraîné par les fuyards, il fut refoulé dans la place et y entra pêle-mêle avec eux.

Attaques au centre.

Tandis que tout ceci se passait à la droite des Français, le général Beaufort menait ses attaques de front. La colonne du général Bannel ayant enlevé la redoute de Passimilians et le chef de brigade Royer celle du Rocher, malgré la vive résistance de leurs garnisons, les troupes de Las Amarillas évacuèrent successivement leurs retranchemens, et les firent sauter. Presqu'au même instant, une vingtaine de redoutes disparurent et ne laissèrent aux vainqueurs que des amas de décombres. Las Amarillas ne pouvant plus passer à Pont-de-Molins fit le tour par Peralada, et se replia sur les collines, près de Vilabertran.

Déroute des Espagnols.

Alors le désordre et la confusion furent portés au comble dans l'armée espagnole, privée de chef pendant plusieurs heures. Le prince de Montforte auquel l'ancienneté eût dévolu le commandement provisoire s'y était constamment refusé : Las Amarillas autorisé par son exemple et peu jaloux de se charger d'un si lourd fardeau en pareille occurrence, fit d'abord des difficultés, puis se décida à l'accepter, afin de ne pas augmenter les fâcheux résultats de la défaite. Il marqua la retraite sur Figuères, en faisant un long détour pour échapper à la cavalerie française qui débouchait déjà dans la plaine avec l'artillerie légère par Esterella et le pont de Molins.

A peine Courten eut-il formé l'aile gauche sous

le canon de la place, qu'on vit descendre en colonne les chasseurs de Bon et les brigades Guyeux et Guillot qui vinrent se ranger fièrement en bataille devant elle. Le lieutenant-général Mendinueta voulut un instant les arrêter avec sa cavalerie; mais chargée par les chasseurs de la Gironde, elle disparut aussitôt du champ de bataille; ce qui donna la facilité de s'emparer de deux redoutes qui battaient le grand chemin par où s'avançaient les colonnes de Beaufort. Courten, convaincu qu'il ne pourrait tenir devant les républicains avec des troupes découragées, abandonna les hauteurs d'Avignonet et fit part de sa position à Las Amarillas, au moment où celui-ci apprenait que les Français chassaient le brigadier Molina du poste de la Pedrera. Lorsque ces fâcheuses nouvelles parvinrent au commandant en chef, il délibérait avec ses généraux s'il défendrait le camp retranché établi sous Figuères entre Avignonet et Siéra Mijana, s'il se retirerait jusques sous Girone, ou enfin s'il s'arrêterait en intermédiaire sur la Fluvia. On sent qu'un avis pareil tranchait la question : la retraite fut donc résolue à l'unanimité jusqu'à Girone; Courten reçut l'ordre de la couvrir, en se portant à gauche, et Izquierdo d'aller prendre poste en toute hâte au pic d'Oriols, avec 4 mille hommes de pied et 3 mille chevaux, pour assurer le passage de la rivière à Bascara.

Opérations la gauche vers Bagnols

Cette retraite précipitée faillit devenir funeste à la droite espagnole qui, amusée par les démonstrations de Sauret et sans nouvelle de ce qui s'était passé à sa gauche, avait gardé ses positions, depuis la batterie de Pignon jusqu'à Rabos. Encore une heure et elle se trouvait prise; car, tandis que le comte de St.-Hilaire, le vicomte de Gand et le brigadier Taranco, enhardis par la feinte timidité des attaques des brigades Micas et Pelletier sur Villarscoli et Rabos, allaient donner tête baissée dans le piége, la brigade Victor débouchait de Bagnols sur leurs derrières et s'apprêtait à leur couper la retraite. Heureusement l'ordre de se retirer sur Massarach parvint à temps au lieutenant-général Vives; il ne put cependant l'exécuter sans perte; car, aussitôt que le mouvement rétrograde fut prononcé, Sauret fit pousser par Micas la brigade de St.-Hilaire et les émigrés de la légion de la Reine jusqu'à St.-Clemente, et la brigade de Taranco sur Massarach par le général Pelletier : ce dernier opéra sa jonction avec les troupes de Victor, à peu de distance de ce village, et força son adversaire d'abandonner plusieurs pièces de canon.

Vives poursuivi, mais non entamé, ayant réuni 9 mille hommes et 32 pièces de canon sur les hauteurs de Malvicina, ne prétendait pas seulement se maintenir dans cette position devenue classique par l'importance qu'y attachait le

maréchal de Vauban (1); il proposa même de les diriger sur Figuères, sans égard à ce qui se passait sur sa gauche; il fallut que Las Amarillas lui réitérât l'ordre de se retirer. On sent ce que cette division serait devenue, si Augereau et Beaufort se fussent portés sur son flanc gauche. Pour avoir différé son mouvement de quelques instans, son artillerie ne put le suivre et fut envoyée à Roses; ses troupes n'arrivèrent à Girone qu'après une marche forcée de vingt-trois heures.

Telle fut dans son ensemble la fameuse journée du 20 novembre, qui ouvrit les portes de l'Espagne aux républicains, et prouva l'insuffisance des retranchemens pour garder une ligne tant soit peu étendue. La perte des Espagnols fut considérable, encore qu'on eût fait peu de prisonniers. La cause de cet acharnement fut justifiée; en se retirant, le 19 novembre, des redoutes de la Magdeleine et de la Salud qui étaient minées, les Espagnols les firent sauter au moyen de mèches dont l'effet lent et certain creusa le tombeau des vainqueurs sur le théâtre même de leur gloire: plusieurs soldats républicains tombèrent

(1) Cette position se compose d'une chaîne de cinq à six collines situées au milieu du Lampourdan, et dans une direction parallèle à la mer. Vauban la donnait comme un poste de refuge pour les armées françaises en Catalogne; mais il fallait être maître de la mer, sans cela elle eût été dangereuse.

victimes de cette ruse de guerre, à peine concevable entre peuples civilisés.

Positions des vainqueurs.

Le lendemain de la bataille l'armée française s'établit à la vue de Figuères. Augereau appuya sa droite à la Magdeleine, et sa gauche à Pont-de-Molins. Un corps considérable de sa division établi à Villa-Franca coupa les communications de cette forteresse avec les débris de l'armée battue. Le général Beaufort, commandant le centre, couvrit le pont de Ricardel et la grande route. Sauret prit poste à St.-Clemente. La brigade Victor s'avança vers la côte entre Llanca et Cadaques, puis occupa les hauteurs qui dominent Roses.

Nouvelle position des Espagnols.

Las Amarillas, après avoir réuni les restes de son armée, mis garnison dans les châteaux de Girone, et envoyé le général Izquierdo prendre le commandement de Roses, s'établit à Costeroches, deux lieues en avant de Girone, et plaça son avant-garde à Oriols. Il aurait encore pu en imposer aux Français; car, pour pénétrer en Catalogne avec quelque sûreté, il fallait se rendre maître de Figuères ou de Roses, et les républicains n'étaient ni assez forts, ni assez abondamment pourvus de munitions, pour commencer le siége de l'une ou l'autre de ces places, dans l'arrière saison, et à la vue d'une armée ennemie. Mais les chefs, comme les soldats espagnols, avaient perdu toute confiance, et s'accusaient réciproquement de leurs défaites. La désertion

faisait de grands ravages dans les corps, et atteignait même les officiers.

Informé de la détresse de son adversaire, le général français poussa dans la nuit du 23 au 24 novembre une reconnaissance dans Figuères, où elle fut reçue aux acclamations des habitans, et força la garnison à se renfermer précipitamment dans le fort. Ce fait, rapporté à Pérignon, lui prouva qu'il serait facile de l'intimider, en lui envoyant une sommation. Après deux jours de pourparlers, la capitulation fut signée le 27 novembre à Pont-de-Molins. Une garnison de 9,400 hommes dans la place réputée la plus forte de l'Espagne, munie de toutes les munitions de guerre et de bouche nécessaires, eut la honte de déposer les armes devant un corps à peine double d'elle, et qui ne l'avait point encore investie. Le gouverneur Valdès, qui consentit à cette honteuse transaction, s'était distingué à Toulon, et sa conduite antérieure donna lieu de croire qu'il se laissa gagner par les généraux républicains; condamné à mort, à sa rentrée en Espagne, sa peine fut commuée en une détention perpétuelle: quelques personnes, pour le justifier, ont affirmé que sa place ayant servi de refuge à tous les fuyards, il ne pouvait plus compter sur sa garnison, et en perdit la tête; d'autres affirment que cet événement fut le résultat des progrès que les maximes démocratiques avaient faits parmi les troupes espagnoles. Quoi

Prise de Figuères.

qu'il en soit, le Roi s'en prit au marquis de Las Amarillas, le fit arrêter, et ordonna une enquête sévère de sa conduite.

Attaque de Roses.

La prise de Figuères procura non-seulement des approvisionnemens de toute espèce aux Français, mais encore les rendit maîtres de la plaine du Lampourdan fertile en grains et en vins. Cette riche conquête détermina le siége de Roses. Pérignon, laissant donc la division Augereau concentrée sous Figuères, avec des postes sur le Manol, dirigea aussitôt sa gauche renforcée contre cette première place, dont il compléta l'investissement le 28. Mais Izquierdo, qui y commandait 4 mille hommes, bien différent de Valdès, offrit un contraste extraordinaire en défendant une mauvaise bicoque, pendant soixante-dix jours de siége, contre la même armée qui venait de prendre sans coup férir une des plus fortes places de l'Europe.

La ville de Roses, bâtie sur le bord du golfe auquel elle a donné son nom, n'est entourée que d'une double muraille, sans fossé, ni chemin couvert; elle se trouve commandée par une citadelle, et celle-ci l'est elle-même par le fort de la Trinité, assis sur une montagne escarpée qui découvre au loin la mer.

La garnison de la ville, de la citadelle et du fort, n'était pas moindre de 4,800 hommes, et c'était tout ce qu'exigeait le développement de

leurs ouvrages. Avec la faculté d'être ravitaillée, remplacée ou retirée par l'escadre de l'amiral Gravina, on sent, malgré l'imperfection des fortifications, combien elle avait de moyens de contrarier les attaques des Français. Elle fut en outre secondée par la rigueur de la saison qui rendit les travaux d'approche encore plus rudes; mais les soldats républicains, qui avaient montré une valeur si brillante dans le cours de cette campagne, mirent le sceau à leur gloire par la persévérance et le zèle avec lesquels ils poussèrent le siége au milieu des frimas et des neiges; et leurs adversaires, rivalisant avec eux dans cette occasion, firent de cette opération, d'ailleurs secondaire, un fait d'armes digne de remarque. Le fort de la Trinité fut réduit le 7 janvier 1795, et, dès ce moment, tous les efforts des Français se tournèrent contre la place. Le 25, onze batteries, dont une de 18 pièces de 36 et de 24, battirent en brèche et ruinèrent ses dernières défenses. La garnison, menacée d'un assaut, s'embarqua dans la nuit du 2 au 3 février, et ne laissa que 300 hommes pour couvrir sa retraite. Ces derniers battirent la chamade le lendemain, et demeurèrent prisonniers.

Inaction de l'armée

L'armée espagnole plongée dans l'abattement ne fit, pendant les soixante-dix jours que dura le siége, aucune tentative pour forcer les Français à le lever. Bien que la cour eût placé tout son espoir dans le lieutenant-général Urrutia qu'elle

donna pour successeur au comte de La Union : son activité ne réussit pas à la mettre assez tôt en état de prendre l'offensive. Tout ce qu'il put faire fut de la réorganiser et de la porter à St.-Estevan, de placer son avant-garde à Oriols dans une position qui, dominant Bascara et la Fluvia, lui assurât tous les avantages des affaires de postes.

Ainsi se termina la campagne aux Pyrénées Orientales. On voit que les Français prirent complétement leur revanche sur les Espagnols, et que, maîtres du Lampourdan et de deux excellentes places, ils n'avaient rien à désirer pour ouvrir avec éclat la campagne suivante.

Opérations aux Pyrénées Occidentales (1).

Dispositions défensives du général espagnol.

On a terminé la première période sur cette ligne, au moment où la perte des débouchés de la vallée de Bastan et l'échec de la Croix-des-Bouquets, avaient déterminé le cabinet de Madrid à remplacer le général Caro par le comte de Colomera. Ce nouveau général en chef, par déférence pour le ministère, consentit à se maintenir dans la vallée de Bastan : mais, ne se dissimulant pas combien sa ligne était aventurée, il engagea les habitans à s'armer et à se joindre à lui pour défendre leurs foyers, à l'imitation de leurs ancêtres dans les guerres de Louis XIV. Sa procla-

(1) Consultez la planche III *bis*.

mation ne produisit aucun effet. Les hommes prennent rarement de ces résolutions énergiques, s'ils ne sont sûrs de trouver un appui dans l'armée de ligne; et les habitans de cette vallée avaient de trop bonnes raisons pour se livrer aveuglément aux promesses d'un général qui se disposait à battre en retraite.

Trompé dans son attente par l'apathie de ces auxiliaires, le comte de Colomera recommanda la plus grande vigilance au lieutenant-général Urrutia qu'il chargea du commandement de la vallée; et masqua les cols de Berderis, d'Ispeguy et de Maya, au moyen des dispositions suivantes. Le marquis de St.-Simon fut placé à Arquinzu, à gauche de Berderis, couvrant la fonderie d'Engui avec 1,600 hommes de la légion royale des Pyrénées et du régiment de Zamora. Erazun et Arizcun furent occupés par le gros de la division; son avant-garde tint le col et le fort de Maya; le maréchal-de-camp Filangieri garda avec trois bataillons le roc Commissari et la gorge d'Olhet. Il était aisé de voir que la position de St.-Simon, quelque forte qu'elle fût, se trouvait dénuée de soutien: soit que Moncey en fût instruit, soit qu'il jugeât l'importance de préluder à l'attaque de la vallée de Bastan, en s'emparant d'un poste qui prenait à revers tous les autres camps d'Urrutia, il fit assaillir le front des émigrés par la brigade Digonet, tandis que Latour-d'Auvergne les tournait avec ses grenadiers. Trop de précipitation de la part

du général Digonet donna l'éveil, avant que cette dernière colonne eut achevé son mouvement. Les émigrés, à moitié surpris, se défendirent d'abord avec courage ; mais, instruits de l'arrivée de Latour-d'Auvergne, ils eurent le temps de se retirer sur Irouita, vivement harcelés par les républicains, et avec perte de 2 à 300 hommes.

Projet des Français pour l'invasion.

Encouragés par ces succès, et convaincus qu'il était temps de prendre l'offensive, les Français assemblèrent un conseil de guerre, qui résolut de pénétrer en Espagne. La division Moncey, consistant en 13 bataillons et 800 chevaux, devait descendre en quatre colonnes, de Berderis, Ispeguy, Elorieta et Maya, dans la vallée de Bastan; et opérer ensuite sa réunion avec les neuf bataillons de la division Laborde. Vers la côte, le général Frégeville, avec autant d'infanterie et 200 chevaux, devait passer la Bidassoa, aussitôt que les deux premiers corps auraient effectué leur jonction. Pendant que ces efforts se feraient au centre et à la droite, les généraux Mauco et Marbot, avec la division de St.-Jean-Pied-de-Port, tiendraient en échec les 10 mille Espagnols répartis dans la vallée de Roncevaux et au camp de Lindous, sous les ordres du duc d'Ossuna.

Tout se mit en mouvement dans la nuit du 24 juillet.

Combat dans la vallée de Bastan,

La première colonne de Moncey, composée de trois bataillons, 100 chevaux et deux pièces de 4, conduite par le général Digonnet,

après avoir enlevé la redoute qui fermait le col d'Ispeguy, se porta sur Erazun et Arizcun, secondé par deux bataillons descendus du col d'Elorieta : le chef de brigade Lefranc, partant de Berderis avec trois bataillons, balaya les postes de Mendizabal. Après avoir forcé les gorges d'Arizcun où les ennemis s'étaient rassemblés, les deux colonnes de Digonnet pénétrèrent dans ce village; et y ayant opéré leur jonction, poursuivirent leur marche sur Ellisondo. Le général Moncey conduisit la troisième colonne, forte de six bataillons, 600 chevaux et six bouches à feu, sur le col de Maya où l'on croyait trouver l'ennemi en forces : mais le comte d'Urrutia, intimidé par les mouvemens menaçans qui s'opéraient autour de lui, l'avait fait évacuer, ainsi que le fort même, contre lequel Latour-d'Auvergne se dirigea avec 16 compagnies de grenadiers. Moncey poursuivit alors sa marche sur Ellisondo où la division fut réunie. Les Espagnols inférieurs en nombre, débordés de tous côtés et n'ayant de réserve nulle part, ne firent pas la résistance à laquelle on s'attendait généralement.

Prise d Commiss et de Be

Dans ces entrefaites, la division Laborde reçut l'ordre d'attaquer les retranchemens de la montagne de Commissari, et le camp retranché de Berra. Cette expédition offrait des obstacles multipliés; car il s'agissait d'enlever deux mamelons

d'un accès très-difficile, couronnés chacun par une redoute, liés entre eux par un retranchement et défendus par des batteries à tous leurs accès : ce poste intéressant était confié au brigadier Cagigal avec environ 800 hommes. (*Pl. III.*)

Laborde, après une reconnaissance, estimant avoir assez de forces pour assaillir en même temps cette position par le centre et les ailes, partagea sa division en trois colonnes. Le général Dessein, partant de Mandale à la droite, se dirigea avec trois bataillons contre l'espèce de courtine qui liait les deux redoutes : quatre bataillons au centre, sous la conduite du général Laborde, se portèrent par la gorge d'Olhiet entre la redoute et le camp des grenadiers et chasseurs espagnols : enfin, deux bataillons à la gauche, sous les ordres du général Cambray, après avoir forcé le passage à l'est de la Rhune et le petit camp retranché de Berra, devaient gagner les hauteurs de ce bourg.

Le général Dessein arriva au point d'attaque sous le feu croisé des batteries, força la courtine, et se jeta sur la redoute étoilée. Laborde, après avoir coupé la communication des retranchemens du rocher, avec le camp de Berra, y entra à la baïonnette; et, sans reprendre haleine, gagna le haut de la montagne. Le brigadier Cagigal, jeune militaire distingué par son courage,

assailli dans l'ouvrage étoilé par ces deux colonnes, s'y défendit en désespéré, et fut fait prisonnier après avoir vu tomber la moitié des siens. Dans le même moment, le général Cambray prit la redoute de *Marie-Louise*, et couronna les hauteurs de Berra.

C'en était assez pour déterminer l'évacuation d'Echalar, de Berra, de Lesaca, et de la vallée de Lérin; tous ces postes furent abandonnés par les troupes d'Urrutia, Mendizabal et le marquis de St.-Simon, accablés sur leurs flancs, ne pouvant plus communiquer directement par Berra avec Yrun et St.-Martial, se virent forcés à se retirer sur St.-Esteven. La moitié de cette faible division du centre occupa les hauteurs d'Almendos; et l'autre couvrit les sommités de la vallée de Lérin. La brigade de l'aile gauche qui tenait Biriatu, se trouvant en l'air sur la rive droite de la Bidassoa, reçut également l'ordre de repasser cette rivière, de placer des batteries sur tous les points accessibles, et de défendre le passage à la faveur des palissades dont on avait barricadé son lit.

Outre la perte de 400 prisonniers, les Espagnols eurent encore à regretter tous leurs magasins, boulangeries et ambulances. Les Français, au contraire, établis en forces au centre de la ligne ennemie, eurent dès-lors la faculté de combiner leurs efforts sur la droite des lignes d'Yrun, avec

les deux divisions dont la jonction s'effectua le 27 juillet à Lesaca.

olomera ›bstine à ir la ligne de la idassoa.

Quoiqu'averti des dangers qui le menaçaient par la trouée faite à sa ligne, le comte de Colomera ne jugea point encore devoir effectuer sa retraite. Comptant beaucoup trop sur la perfection du camp de St.-Martial, auquel l'armée n'avait cessé de travailler depuis quinze mois, il prescrivit au lieutenant-général Gil d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, exigea d'Urrutia de se maintenir sur la Bidassoa, dont la rive gauche était hérissée de batteries, et crut par ces dispositions être en mesure de braver l'orage prêt à fondre sur lui.

position Français ır écraser gauche à ·Martial.

Muller, pressé par les représentans et enhardi par ses succès, prend l'avis d'un conseil de guerre, et se décide à attaquer ces retranchemens qu'il a si heureusement tournés.

La position des divisions Moncey et Laborde, semblait l'inviter à les réunir à St.-Esteven, pour tomber par les sources de l'Urumea dans la vallée d'Ernani; ou à faire rabattre la première sur Lesaca, pour y joindre Laborde et marcher de concert sur la montagne d'Haya, afin de menacer l'unique retraite des Espagnols par Oyarzun. Le premier mouvement eût procuré plus d'avance sur l'ennemi; mais il parut sans doute décousu et dangereux, puisqu'on serait descendu des montagnes sans artillerie, au milieu d'une

armée amplement pourvue de tout. On préféra le dernier, qui donnait le moyen de combiner une attaque simultanée avec la division Frégeville, restée devant la Bidassoa, et qui assaillirait de front le camp de St.-Martial. Mais il fallait, pour exécuter cette manœuvre, ramener la division Moncey sur Lesaca, par les chemins affreux de la montagne d'Atchiola. Elle partit, à cet effet, le 27 juillet, et marcha sans relâche pendant trente-deux heures, pour parcourir ces sept lieues de terrain. L'attaque fut fixée au 1er août; et il était convenu que dès la veille Moncey s'emparerait de la montagne d'Haya. Le malheureux retard, occasionné par cette pénible marche, fit que les deux divisions arrivèrent trop tard pour remplir entièrement leur but; car le temps nébuleux, et la fatigue, ayant empêché d'escalader cette montagne le 31 juillet, on dut remettre l'attaque au 1er août.

Prise de camp et Fontarab

Ignorant toutefois ce retard, Frégeville s'était mis en marche comme il en était convenu le 31 juillet. Après avoir laissé deux bataillons en observation au pas de Bioby, il avait remonté la Bidassoa avec sept autres, qui se dirigèrent sur Biriatu et le bac de Boga; franchirent la rivière, malgré les palissades, et assaillirent à revers les batteries du camp de St.-Martial.

Le général Gil, bien qu'il eût 10 bataillons et mille chevaux, ne fit qu'une molle résistance:

il est vraisemblable qu'il reçut avis de la marche de Moncey, et que la situation désespérée où il se fût trouvé en prolongeant sa défense, le détermina à une prompte retraite. Ses troupes ébranlées par l'apparition des Français sur les hauteurs d'Haya, n'attendirent d'ailleurs pas ses ordres, et prirent la fuite sur Oyarzun. L'arrière-garde, seule, fit sa retraite avec la plus grande fermeté, et malgré l'explosion prématurée du magasin à poudre, qu'on fit sauter pour ainsi dire dans ses rangs.

Au bruit de cette explosion, signe infaillible de la déroute, la colonne de Moncey redoublant d'ardeur, descendit en toute hâte la montagne de Haya sur les derrières de l'ennemi, pour lui couper la retraite, que Frégeville retardait en le harcelant sur la grande route de Bayonne à Madrid. Gil eut beaucoup de peine à gagner Ernani, et dut son salut aux belles manœuvres de sa cavalerie commandée par le maréchal-de-camp Mirau, et de la contenance vraiment digne d'éloge des bataillons de Reding, gardes Wallones et Ultonia. Son parc ne put dépasser Irun, et y fut recueilli par les républicains avec plusieurs magasins auxquels il n'eut pas le temps de mettre le feu; l'artillerie des redoutes devint également la proie des vainqueurs qui évaluèrent leurs prises à plus de 200 pièces.

La division Frégeville prit poste sur les hauteurs en arrière d'Oyarzun; celle de Moncey, à Yrun, d'où il envoya sommer Fontarabie. Cette place qu'on avait moins bien soignée que les retranchemens de la Bidassoa, et dont l'alcade était, dit-on, partisan des républicains, se rendit sur-le-champ; la garnison déposa les armes.

Le lendemain de ce brillant combat, Muller donna ordre aux divisions Laborde et Frégeville de se porter sur Ernani, et au général Moncey de former l'investissement de St.-Sébastien. Le comte de Colomera avait abandonné cette position, et s'était retiré à Tolosa. Les Français s'y établirent sans obstacles. Moncey après s'être emparé de Renteria et du port du Passage, somma St.-Sébastien, défendu par une garnison de 1,700 hommes. Latour-d'Auvergne envoyé comme parlementaire, profitant habilement de la terreur qu'inspirait l'apparition subite de l'armée française sur les glacis, ainsi que de la mésintelligence qui régnait entre les magistrats et le gouverneur, homme faible et pusillanime, détermina ce dernier à capituler. La division Moncey prit possession de la place le 4 août, et la garnison fut envoyée en France. Prise de St.-Sébastien. 4 août.

Le général Frégeville, ayant poussé le 9 août la brigade du général Merle en reconnaissance sur Tolosa qu'occupait l'avant-garde espagnole, le comte Colomera crut voir toute l'armée répu- Colomera abandonne Tolosa et fait une retraite excentrique.

blicaine en mouvement; et, ne voulant pas s'exposer à recevoir le choc, abandonna sa position. Cette retraite prématurée entraînait de graves inconvéniens; car pour couvrir à la fois les routes de Pampelune et de Madrid, il fut obligé de diviser le peu de troupes qu'il lui restait. Environ 3 mille hommes se retirèrent sur la première, le reste alla prendre position sur les hauteurs de Montdragon. L'avant-garde qui occupait Tolosa devait protéger la marche divergente en défendant ce poste aussi long-temps que possible; mais, à l'apparition des Français, les chasseurs catalans ayant lâché pied, tout prit la fuite, à l'exception de la cavalerie du général Mirau, qui se replia en bon ordre, et trouva l'occasion de charger avec succès l'infanterie légère, qui s'abandonnait à la poursuite avec plus d'ardeur que de prudence.

La prise de Fontarabie et de St.-Sébastien où l'on trouva une grande quantité d'artillerie, d'approvisionnement de guerre et de bouche et d'objets pour la marine, tira l'armée française de la pénurie où elle s'était trouvée jusqu'alors. Plus d'inquiétudes pour les subsistances ni d'embarras pour les charrois; ses parcs et ses ambulances étaient en sûreté, et rien ne semblait désormais pouvoir s'opposer à sa marche, aussitôt qu'elle aurait fait tomber Pampelune. Mais l'attente des secours en marche de l'ouest, et un peu de cir-

conspection, empêchèrent l'armée de profiter de l'épouvante que ces succès avaient répandue chez ses ennemis.

Tant de revers plongèrent le cabinet de Madrid dans le plus grand embarras. Les hommes d'état les plus recommandables ne voyaient de remèdes à tous les maux prêts d'accabler la monarchie que dans la paix; mais le duc d'Alcudia et quelques conseillers gagnés par l'or de l'Angleterre, s'y opposaient encore. On détourna l'attention du peuple en imputant à la trahison, des revers qui n'étaient que les fruits de l'impéritie du général en chef. Une circonstance particulière donna une couleur de vérité aux assertions du comte de Colomera. On a déjà dit que les états de la province de Guipuscoa s'étaient refusés aux levées d'hommes réclamées par le général Caro à l'ouverture de la campagne. Le refus d'obtempérer à cette réquisition n'était nullement un acte de rébellion, puisque les priviléges de cette province l'exemptaient de milices : mais aussitôt que, par la prise de Fontarabie et de St.-Sébastien, les Français eurent le pied en Espagne, les États prévoyant que la petite armée de Colomera ne pourrait garantir le pays d'une occupation étrangère, firent valoir aux vainqueurs l'opposition qu'ils avaient mise aux levées demandées, et pour s'affranchir des taxes ou contributions vexatoires imposées aux pays conquis, de-

Mesures arrêtées p[ar] la cour d[e] Madrid.

mandèrent que la province fût considérée comme un état libre, et indépendant de la monarchie espagnole.

Cette négociation, que les représentans en mission auprès de l'armée présentèrent comme un élan sublime vers la liberté, et dont ils n'avaient point démêlé le véritable objet, échoua sur le point d'être conclue. Quelques dépêches des membres de la junte venant à être interceptées la découvrirent, et attirèrent sur le pays toutes les calamités qu'elle désirait lui épargner.

Les représentans, humiliés d'avoir été joués par cette assemblée provinciale, déployèrent une sévérité féroce, digne du régime de terreur qui pesait alors sur la France. Une colonne mobile fut envoyée à Guetaria où les États étaient assemblés; ils furent cassés, et la guillotine élevée sur la place de St.-Sébastien, au mépris des capitulations, frappa les nobles et les prêtres avec autant d'acharnement qu'on aurait pu en déployer dans la Vendée. Le représentant Pinet surtout s'acquit dans ces contrées une réputation qui le disputait à celle de Carrier, et força le gouvernement de céder à la clameur publique en le rappelant au sein de la Convention.

De son côté, Colomera attentif à tirer parti de tout ce qui pouvait atténuer les torts de sa retraite, cria à la félonie et déroula aux yeux du ministère un plan de conspiration qui ne tendait

à rien moins qu'à renverser le trône et à transformer la Péninsule en une vaste république. On crut urgent d'étouffer ces germes de sédition, et les malheureux Guipuscoans qui avaient échappé au fer de la guillotine tombèrent sous celui des exécuteurs espagnols.

Après ces sanglantes expéditions, on implora la bénédiction divine sur les armes castillanes. Des prières publiques furent ordonnées, pendant neuf jours, dans toutes les églises du royaume, et l'on songea enfin à prendre des mesures propres à arrêter l'invasion. Un conseil extraordinaire fut convoqué : après un mûr examen des difficultés qu'éprouvait le recrutement du 30[e] homme décrété dès le commencement de l'année, et du peu de troupes disponibles dans l'intérieur, ce conseil adopta l'idée d'une levée en masse proposée par Caro. Bien qu'il fût trop tard pour obtenir de cette mesure tout le fruit qu'on s'en promettait, l'empressement des Biscayens à marcher prouva que, prise à temps, elle eût sauvé la ligne de défense qu'on venait de perdre.

Au reste, l'indécision du général français, la mésintelligence qui régnait entre lui et les représentans, favorisèrent beaucoup ces levées en donnant le temps de les organiser, et firent plus en faveur de Colomera que les 200 gardes-du-corps, le petit nombre de wallons recrutés à la hâte, et les

paysans de la Biscaye ou de la province d'Alava qui renforcèrent son cordon.

Cependant l'armée française ne pouvait prétendre se maintenir à Tolosa sans avoir soumis Pampelune; et le siége de cette place offrait de grandes difficultés. L'armée républicaine n'avait point de grosse artillerie; elle manquait de moyens de transports et de vivres, parce qu'on les avait consommés pendant les six semaines écoulées à discuter un nouveau plan de campagne, et à faire des courses sur la rive droite de l'Orio.

Positions fautives et disséminées des Espagnols.

Le comte de Colomera eut donc tout le loisir d'organiser ses forces et de les disposer sur sa nouvelle ligne. La distribution qu'il en fit était mal entendue. Au lieu de les réunir aux sources de l'Agra, couvrant Pampelune et menaçant le flanc gauche de son adversaire, il en forma une espèce de cordon, depuis la vallée de Roncal sur les confins de l'Aragon jusqu'à l'embouchure de la Deba. Le corps principal fort de 4 mille hommes de troupes de ligne et du double de paysans, campa sur les montagnes d'Elosna aux ordres des lieutenans-généraux Gil et Ruby; 2,500 hommes de troupes de ligne et environ 5 mille miliciens de Biscaye furent disséminés dans les postes intermédiaires. Le général Urrutia fut chargé de garder les têtes de vallées qui versent leurs eaux dans l'Agra, avec 6 à 7 mille hommes de ligne et

autant de levées ; enfin le duc d'Ossuna, avec la droite restée intacte, conserva tous ses postes dans les vallées de Salazar, d'Irati, de Roncevaux et d'Erro.

Muller est remplacé par Moncey.

Muller, contrarié dans ses projets par les représentans, et peut-être trop sensible à leurs emportemens, résigna le commandement, et préféra servir comme simple divisionnaire dans une autre armée. Le général Moncey qui le remplaça, ayant enfin été délivré de la présence du représentant Pinet, songea à réunir la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été disséminée sur Guetaria et autres postes de la côte, en retirant l'avant-garde de la division Frégeville à Andoin, et le corps de bataille à Ernani derrière l'Orio, afin de mieux le lier à la division Laborde, et d'attendre pour continuer l'offensive les 15 bataillons envoyés de la Vendée. Il s'en était expliqué ouvertement dans un conseil où tous ses généraux furent consultés; mais le représentant Garrau s'y opposa sous prétexte que la conquête de Tolosa avait trop fait de bruit pour abandonner cette ville sans y être forcé par les événemens de la guerre. Il fallut donc attendre la décision du comité de salut public qui loin d'approuver la marche rétrograde, autorisa seulement l'évacuation de Guetaria, et prescrivit de réunir les divisions Frégeville et Laborde, de les porter avec célérité par Lans et Lecumberry sur Pampelune, tandis que les divi-

sions de la gauche chasseraient les Espagnols d'Orbaizeta, de Roncevaux et de Burguette.

Projet des Français sur la droite des Espagnols.

Ce projet qui consistait à écraser la droite de l'ennemi, comme on venait déjà d'accabler son centre et sa gauche, était conçu sur de bons principes : mais l'exécution, confiée à dix colonnes morcelées, opérant sur un rayon de 25 lieues par des vallées dénuées de communications transversales, était sujette à bien des obstacles, et fournit matière à plus d'un commentaire.

Le général Moncey soumit son plan d'exécution le 7 septembre à un conseil de guerre qui l'approuva, et l'envoya ensuite au comité dont il obtint également le suffrage. Il consistait à présenter des têtes de colonne aux principaux points de la ligne ennemie ; d'en faire attaquer quelques-uns, et de former, par la réunion de plusieurs divisions, un corps d'élite qui se frayerait un passage de vive force, et prendrait position entre la droite des Espagnols et la place de Pampelune. A cet effet, une partie de la division Marbot devait se porter par Otchagavia sur Villanueva, pour tourner les troupes du duc d'Ossuna établies à Orbaizeta et Roncevaux ; tandis que la brigade Roucher se dirigerait sur la fonderie par le mont Abody. Le général Mauco, avec cinq bataillons, s'avança par le grand chemin d'Orisson sur Altobiscar, pour assaillir de front le camp de Lindus tenu par Mendizabal, en même temps que trois

bataillons détachés sur Berderis et Almendos inquiéteraient ses flancs. Ces troupes devaient ensuite harceler l'ennemi, dès qu'il ferait quelque mouvement pour éviter d'être tourné, soit par la colonne Marbot, soit par celle de 13 bataillons, 200 chevaux et une batterie légère qui, sous la conduite de Laborde, devait déboucher de Bellate vers Lans, en chasser la brigade Filangieri, se porter sur les derrières du duc d'Ossuna, puis lui couper toute communication avec Pampelune, en s'établissant entre Cubiry et Burguette. Cinq bataillons, partant de Maya, furent destinés à flanquer cette dernière colonne, et à prendre position à Aoyca, aux ordres du général Digonet. Enfin l'aile droite seconda l'entreprise par un mouvement sur les montagnes de Gority.

On voit, par la distance des colonnes et les obstacles insurmontables qui les séparaient, combien il eût été facile à Urrutia de faire échouer cette entreprise. Il ne s'agissait pour cela que d'abandonner à temps quelques vallées, et de se concentrer dans la plaine de Pampelune, afin de repousser successivement, avec la masse de ses forces, toutes les colonnes, à mesure qu'elles déboucheraient des vallées de Roncevaux, d'Erro, d'Euguy et de Lans. Mais il en fut autrement : les Espagnols se crurent inattaquables derrière des retranchemens ; et partout ils furent battus, culbutés, malgré les dispositions trop étendues de leurs adversaires.

Premiers mouvemens des divisions républicaines.

Une attaque de cette nature exigeait beaucoup de mouvemens préparatoires. Tout étant disposé, et une partie des renforts de la Vendée, parmi lesquels se trouvaient quelques débris des vétérans de la garnison de Mayence, étant arrivée, on employa les journées des 15 et 16 octobre à rapprocher les colonnes des points d'attaque.

Le général Frégeville concentra neuf bataillons à Arezo, le 16; et les dirigea par Gority et Arriba sur Lécumberry; il enleva le premier de ces postes à la suite d'un engagement assez vif, et l'ennemi lui disputa faiblement le dernier.

Pinet, ayant réuni cinq bataillons à Zubietta, se dirigea sur Aoyca (1). Sa destination était de menacer par la Tassa les derrières du corps qu'assaillait Frégeville, et de lier les communications de celui-ci avec le centre: ce qui, dans un mouvement offensif aussi prononcé, paraissait du moins inutile.

Le général Laborde, parti le 15 d'Ellisondo, se dirigea par le col de Belate sur Lans, que les troupes de Filangieri lui cédèrent après une faible résistance; il y opéra sa jonction avec les brigades Castelvert et Dumas fortes de neuf bataillons, qui de Baigory avaient marché sur le col de Berderis,

(1) Il ne faut pas confondre ce bourg d'Aoyca, qui se trouve près du port de Zubiette, avec celui de Aoys, sur la rivière d'Irati, à l'est de Pampelune, dont il sera aussi fait mention.

et chassé les Espagnols de ce poste par une attaque combinée des plus chaudes. Cette réunion de 20 bataillons d'élite forma le corps qu'on nomma *Colonne infernale*, par allusion à la valeur éprouvée des troupes qui le composaient. Il se mit en mouvement dans la nuit, et malgré la difficulté des chemins, arriva de bonne heure devant Euguy, où Filangiéri avait réuni environ 2 mille hommes. Le général Laborde lança sur eux les grenadiers et les chasseurs : quoique les Espagnols prissent la fuite sans attendre le choc, néanmoins ils ne purent éviter la rencontre des premiers, qui les culbutèrent, et leur enlevèrent deux pièces de canon.

Pendant que ces divers mouvemens s'exécutaient, le général en chef Moncey, s'avançait au centre avec la division Mauco, sur le plateau de Yeropil; guettant l'instant de descendre dans la vallée, et d'assaillir Orbaizeta de front, dès que Marbot, arrivé à sa destination, l'attaquerait à revers.

Ce dernier, après avoir gravi avec la division de gauche, les monts d'Hori, d'où surgissent la Nive, l'Yrati et plusieurs affluens du Cassan, parvint à déloger l'ennemi d'Otchagavia à la suite d'un vigoureux combat.

Le général Urrutia, menacé sur tous les points de sa ligne, et ignorant encore que Filangiéri eût été forcé dans Lanz et à Euguy, s'imagina que les

Français méditaient un coup de main sur Orbaizeta et concentra sa petite réserve à Altobiscar, en renouvelant l'ordre à ses généraux de tenir ferme à leurs postes.

Combat de Viscarette. 17 octobre.

Le 17, jour fixé pour l'attaque, la colonne infernale se mit en marche dans l'intention de rabattre à gauche sur Burguette, et rencontra, sur les hauteurs de Viscarette, le petit corps de Filangiéri, renforcé par un détachement qu'Urrutia lui avait envoyé en toute hâte. C'était un léger obstacle pour cette masse d'élite : Laborde, sans attendre que son adversaire fût entièrement formé, ordonna à la 40e demi-brigade et au 4e bataillon du Gers de l'attaquer de front, et à Latour-d'Auvergne de le tourner avec ses 20 compagnies de grenadiers. Après un choc des plus rudes et une résistance honorable, les Espagnols s'enfuirent, laissant le champ de bataille jonché de morts ; les républicains firent 700 prisonniers ; le reste se sauva, à la faveur des ténèbres, dans la vallée de Roncevaux, où il rejoignit la division du duc d'Ossuna. Les vainqueurs, au lieu de continuer leur route par Mispiritz sur Espinal, pour suivre les traces de l'ennemi, demeurèrent au bivouac devant Viscarette, et portèrent la brigade Castelvert à Cubiry, afin de couper la route directe de Pampelune.

Marche du centre et de

Sur ces entrefaites, les divisions Mauco et Marbot, marchant pour ainsi dire à la même

hauteur, refoulèrent presque sans combat les troupes de Cagigal, de St.-Simon et de Mendizabal, dans la vallée de Roncevaux; ce qui détermina le duc d'Ossuna à rappeler tous ses postes et à évacuer Burguette, après en avoir incendié les grands magasins. La gauche sur Orbaizeta

Marbot, partant d'Otchagavia, avait partagé sa division en trois colonnes. Les deux de gauche, conduites par ce général lui-même, se dirigèrent sur Villanueva, au versant des hauteurs en arrière de Burguette. Elles atteignirent leur destination après une marche pénible, mais sans événement remarquable, n'ayant poussé devant elles qu'un détachement de 300 Espagnols. Le général Roucher descendu des montagnes d'Abodi avec la brigade de droite, s'avança par la vallée d'Anhescoa, puis se rabattit sur la fonderie d'Orbaizeta, en vue de couper la retraite à la brigade Zéréceda qui la défendait, et que la division Mauco devait assaillir de front par Yeropil. Ce mouvement ne fut point exécuté à point nommé : soit que les deux colonnes françaises attendissent l'une sur l'autre pour s'engager, soit qu'elles n'arrivassent pas ensemble, elles donnèrent à ces 2,500 Espagnols presque enveloppés, le temps de gagner le pas de Navato, et de décamper par la vallée d'Yrati sur Aoys.

Ainsi, à la fin du troisième jour, bien que l'armée française eût délogé l'ennemi de ses po- Retraite des Espagnols.

sitions, elle n'avait pu parvenir à le couper de la place qu'il couvrait. Le duc d'Ossuna pressé sur ses deux flancs par Laborde et Marbot, prévenu à Cubiry et menacé de l'être à Erro, tandis que Mauco le poussait de front, fut assez heureux de gagner Aoys, et de se rallier par un détour des plus pénibles, au reste des troupes d'Urrutia, retiré dans les plaines de Pampelune.

Résultats de cette affaire.

Les républicains n'avaient donc remporté qu'une demi-victoire, heureuse à la vérité, puisqu'elle fit tomber en leur pouvoir 40 pièces d'artillerie, 1,500 prisonniers, la mâture d'Yrati, et les fonderies d'Euguy et d'Orbaizeta, qui, depuis le commencement de la guerre, avaient été l'objet de tant d'expéditions infructueuses. Pour la rendre décisive, il eût fallu poursuivre l'ennemi, ne lui donner aucun repos, lui livrer une bataille sous les murs de Pampelune, avant qu'il eût le temps de revenir de sa première stupeur, et telle était l'intention de Moncey. Un ouragan épouvantable vint l'arrêter au milieu de ses succès : une pluie battante, accompagnée de grêle et de vent, qui dura plusieurs jours sans discontinuer, et reprit encore la même fureur après un moment de relâche, refroidit l'ardeur des troupes, et les fit beaucoup souffrir en rendant le transport des malades et des vivres impossibles.

L'armée fit d'abord halte aux points où elle se trouvait, puis à la suite d'une nouvelle disposi-

tion, Frégeville resta à Lecumberry; Marbot vint s'établir dans le val de Lans. Laborde garda la vallée d'Euguy jusqu'à Larosoain. Mauco prit le commandement de la gauche vers Burguette et Orbaizeta. Un mois se passa à observer Pampelune, et à évacuer les fers, bois de construction et outils des ateliers espagnols; un seul combat sanglant s'engagea le 24 et 25 novembre, entre la division Marbot et le corps espagnol qui couvrait Pampelune, et qui, victorieux le premier jour, fut culbuté le lendemain d'Olague et Sorauren. Il n'y eut d'ailleurs dans cet intervalle que de misérables affaires de postes livrées sur le front des deux armées, à l'effet de protéger la spoliation impolitique de ces beaux établissemens.

Urrutia ne négligea pas ce délai précieux, afin de ramener l'ordre dans ses troupes. Il les établit sous Pampelune, entre l'Yrati et l'Ibèro; la droite à Urros, la gauche à Cavalca, son avant-garde sur la droite de cette dernière rivière. La garnison de la place fut portée au complet de 10 mille hommes, au moyen des milices, et l'on en perfectionna tous les ouvrages. Nouvelles positions des Espagnols.

Colomera, pendant tout ce laps de temps, ne fit aucun mouvement en faveur de sa droite, et resta comme enseveli dans les positions de Montdragon et de Bergara, sans essayer de se réunir à Urrutia en manœuvrant entre l'Ega et l'Ibèro, ni de pénétrer dans la vallée de Bastan pour in-

quiéter le flanc droit de l'armée républicaine. Il semblait attendre de la rigueur de la saison, ce qu'un général actif eût voulu ne devoir qu'à ses combinaisons. Enfin, ce moment arriva. On se trouvait déjà à la mi-novembre; Moncey était convaincu qu'il ne pouvait se maintenir, ni assiéger Pampelune, sans livrer une bataille décisive, qu'Urrutia était en mesure de recevoir avec des chances égales. Le général français calcula aussi que la saison était trop avancée pour permettre le transport dans les montagnes de l'immense attirail nécessaire à un siége, et que, hors d'état de tirer aucun profit d'une victoire, il ne fallait pas courir la chance d'une défaite. Il résolut donc de se retirer sous St.-Sébastien, après avoir ruiné les défenses de l'ennemi, brûlé les fonderies d'Orbaizeta et d'Euguy; dévastation d'autant plus fatale que ces établissemens, consacrés à l'artillerie de la marine espagnole, avaient servi depuis cinquante ans dans les intérêts de la France, et devaient lui être encore utiles le jour où l'Espagne reviendrait à sa politique naturelle.

es Français entrent en cantonnemens.

Ce mouvement rétrograde était délicat; car il fallait l'exécuter en présence d'Urrutia, qui épiait le moment de tomber sur l'armée française, et préludait à des opérations plus sérieuses par des affaires de postes, où il avait remporté déjà quelques avantages. Afin de l'assurer, la division Frégeville eut ordre de filer par Irurzun sur

Montdragon, pour déposter le corps espagnol qui était resté dans le Guipuscoa; en même temps que la division Laroche, récemment formée des bataillons venus de l'ouest, se dirigerait sur Bergara en deux colonnes, par Placencia et Azcoytia.

Cette combinaison n'obtint pas tout le succès qu'on en espérait : l'avant-garde d'Urrutia, forcée à Irurzun, se replia sur son corps de bataille; mais Frégeville, faute de guides, ne put gagner à temps Montdragon, pour couper la retraite de la division Ruby que le général Laroche avait surprise et battue devant Bergara; ni à celle de Gil repoussée de Placencia par le général Schilt, et qui se rallia à la première vers Salinas; elles en furent quittes pour quelques pièces de canon.

Quoi qu'il en soit, les Français profitèrent de l'espèce d'incertitude où ces événemens jetèrent Urrutia, pour effectuer leur retraite, et s'établir ainsi qu'il suit : Frégeville avec 16 compagnies de grenadiers et 9 bataillons à droite de Tolosa entre Azpeytia et Albistour; la division Laroche entre ce dernier village et Lisarza; Marbot couvrant avec 14 bataillons Ernani, St.-Sébastien, le port du Passage et Fontarabie; Laborde occupant la vallée de Bastan et de Lérin avec 18 bataillons; enfin la division Mauco tenant le camp des Aldudes et le col de Berderis.

Le rigoureux hiver, qui valut à l'armée du Nord la conquête de la Hollande, rendit à celle des

Pyrénées un repos d'autant plus précieux, que les hostilités au milieu des neiges et des précipices glacés eussent peut-être entraîné sa ruine; et qu'une épidémie cruelle y exerçait déjà de grands ravages.

Ainsi, malgré les bévues du comte de Colomera, graces à la rigueur de la saison, les Espagnols reprirent, à la fin de la campagne, à peu près les mêmes positions qu'ils avaient à l'ouverture. Leur droite demeura à Orbaizeta et Euguy, le centre aux sources de l'Urumea; leur gauche à Lecumberry et au col d'Arraiz.

CHAPITRE XLII.

Campagne d'hiver de l'armée du Nord. — Les Alliés commettent la faute d'évacuer Nimègue, quoiqu'ils eussent la facilité de le soutenir et de le ravitailler. — Grave capitule après une résistance honorable. — Le duc d'Yorck remet le commandement au général Walmoden; et part pour l'Angleterre. — Vaine tentative d'un passage du Waal. — L'armée du Nord prend des cantonnemens derrière ce fleuve. — Propositions de paix du Stathouder, rejetées par le comité de salut public. — Un froid rigoureux donne accès en Hollande aux républicains; ils passent la Meuse et le Waal sur la glace; s'emparent de l'île de Bommel et du fort St.-André. — Les Alliés, se retirant derrière l'Yssel, abandonnent la province de Hollande à son sort. — Le Stathouder s'embarque pour l'Angleterre. Révolution à Amsterdam. Soumission des sept Provinces-Unies.

L'ARMÉE républicaine aux ordres de Pichegru, après une campagne pénible et glorieuse, sem- Les Français resserrent Nimègue.

blait être arrivée au terme de ses travaux dès que Grave aurait capitulé. Un vieux brigadier suisse nommé Debons, défendait cette place avec une opiniâtreté peu commune et qui contrastait singulièrement avec la faiblesse des commandans de Bois-le-Duc et de Venlo. A la vérité le gouvernement français pouvait désirer encore que l'armée soumît Nimègue, dont la position gênait le flanc des quartiers d'hiver des armées républicaines établies le long du Rhin. Situé à la rive gauche du Waal, non loin du fort de Schenk et de Tolhuys, où le fleuve se divise en trois bras, Nimègue offrait à la fois aux Alliés une tête de pont avantageuse pour déboucher en Brabant, et une barrière contre les entreprises des Français au-delà du Waal (1). Sa chute eût complété l'imposante ligne de défense que les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse devaient garder depuis Mayence jusqu'à Bois-le-Duc; car bien que Breda et Berg-op-Zoom tinssent encore à l'extrême gauche, il n'était guère à craindre qu'une armée coalisée voulût, comme Dumouriez, se jeter dans le cul-de-sac du Biesbos.

En attendant que la tournure des événemens permît de songer à une conquête dont le plus

(1) Consultez les cartes du Brabant par D'heulland ou Capitaine, celle de Hollande par Muller.

entreprenant n'osait point se flatter; le gros de l'armée du Nord s'était rassemblé devant Nimègue. Delmas vint prendre position vis-à-vis de Thiel; Bonnaud campa à Bonningen; Souham s'établit à Molden et Ters. Le pont sur la Meuse fut transféré de Teffelen à Ravenstein.

Le 27, on s'avança sur la place, à la suite d'un léger engagement. La brigade Compère, de la division Moreau s'y porta de Kranenbourg et appuya la droite au Waal vers Oey. Les brigades Jardon, Macdonald et Dewinter, sous les ordres de Souham, formaient le centre entre Beeck et Nerbos. La division Bonnaud se liait à gauche, jusqu'aux environs de Hees; enfin un détachement de la division Delmas fermait la ligne jusqu'au Waal à Werm. La division Salm bloqua Grave sur les deux rives de la Meuse : celle de Lemaire resserra Breda. Moreau après avoir pris possession de Venlo, jeta un second pont sur la Meuse vers Knicq et se dirigea sur Clèves, où il se mit en communication avec la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse. Quelque temps après, ce général prit le commandement en chef, en remplacement de Pichegru qui se retira à Bruxelles pour cause de maladie, et Vandamme se chargea de celui de sa division. 27 octobre

Pendant que l'armée française s'apprêtait ainsi à faire tomber successivement les boulevards des Mesures i[illegible] signifiant[illegible] des

Alliés pour sauver la Hollande.

Provinces-Unies, les Alliés ne prenaient aucune mesure propre à en retarder la perte. Les levées sollicitées par le Stathouder, dès le mois d'août, n'avaient rien produit; de faibles emprunts qui ne furent pas même remplis, ne pouvaient point sauver la Hollande, quand la majorité de ses habitans secondait les républicains de ses vœux. La province de Frise même, loin de consentir aux efforts demandés, représenta ouvertement la nécessité de renoncer à l'alliance anglaise pour se jeter dans les bras de la France.

Les dispositions militaires ne promettaient pas de plus heureux résultats. Ce n'est pas en plaçant des camps défensifs derrière des rivières, et poussant de faibles avant-gardes à une ou deux marches de soi, pour décamper ensuite au premier avis de l'approche de l'ennemi, qu'on sauve les empires! C'est en imitant les grands capitaines habiles à saisir l'instant opportun de prendre l'initiative, même dans des situations désespérées; en agissant en un mot comme Frédéric-le-Grand à Leuthen (1).

---

(1) Frédéric revenant de Saxe où il s'est débarrassé de l'armée combinée à Rosbach, court dégager le duc de Bevern pressé en Silésie par 90 mille Autrichiens; il arrive quelques jours après la défaite de ce général sous les murs de Breslau, et parvient à peine à réunir 30 mille hommes. Le Roi juge que tout est perdu s'il

Les généraux alliés, loin de suivre ce sublime exemple, ne surent que battre en retraite avec 130 mille combattans de troupes superbes et une immense supériorité en cavalerie. Parce que l'ennemi a sur eux quelque supériorité numérique, on les voit se tapir tantôt derrière une rivière, tantôt derrière l'autre. La Meuse, l'Ourthe, la Roër, la Dommel, le Waal, leur offrent tour-à-tour d'inutiles refuges : ils se jettent sous Maëstricht, sous Breda, sous Bois-le-Duc, sous Nimègue, sans jamais entreprendre la plus petite opération pour en écarter l'ennemi. Ils oublient enfin que si la guerre est dans les jambes, c'est quand le général sait les faire mouvoir à propos; et prouvent que, si l'histoire militaire ne leur est pas étrangère, ils n'ont du moins tiré aucun fruit de ses leçons.

Cependant les Alliés n'ayant rien tenté d'utile et de glorieux jusqu'au mois d'octobre, la retraite de l'armée impériale au-delà du Rhin rendait la chose plus difficile, et la tâche imposée au duc d'Yorck très-dangereuse. Il était à crain-

---

attend l'ennemi ; en le prévenant au contraire on peut manœuvrer de manière à n'avoir qu'une partie des forces impériales à combattre. Frédéric marche au prince de Lorraine qui campe avec 80 mille hommes sur une étendue de trois lieues, se jette sur son extrême gauche, culbute sa ligne d'un bout à l'autre, et en huit jours refoule le prince Charles en Bohême avec perte de 40 mille hommes.

dre en effet que l'armée de Sambre-et-Meuse, secondant désormais celle de Pichegru, ne tombât sur le flanc droit des forces cantonnées derrière le Waal. A la vérité Clairfayt était toujours maître de reprendre alors l'offensive, soit en filant par sa gauche vers Mayence et débouchant de nouveau sur la Moselle avec les Prussiens, soit en marchant au contraire du côté de Wesel avec le gros des forces impériales, et se réunissant de nouveau au duc d'Yorck. Le premier de ces projets eut mieux convenu dans l'intérêt particulier d'une cause germanique; le second, bien qu'il offrît quelques avantages momentanés, n'était pourtant qu'une opération secondaire pour le cabinet de Vienne, et ne pouvait que retarder un instant la perte du Stathouder. On prit entre ces deux partis un terme moyen, pire qu'une résolution hardie : il fut arrêté que la droite des Autrichiens sous Werneck se rapprocherait d'Arnheim, qu'un corps aux ordres des généraux Alvinzy et Sporck, passant à la solde anglo-hollandaise, s'établirait même sur le Waal.

Projet pour dégager Nimègue.

Les généraux alliés ne pouvant méconnaître entièrement l'importance de la conservation de Nimègue, se réunirent à Arnheim pour aviser aux mesures capables de le sauver. Ce conseil de guerre, où Clairfayt et le prince d'Orange assistèrent, décida que le général Werneck jetterait un pont sur le Rhin aux environs de Wesel, dé-

boucherait sur la rive gauche du fleuve, contre le flanc droit de l'armée du Nord, et serait ensuite renforcé par les Hanovriens si sa tentative prenait une tournure favorable.

Le point n'était pas mal choisi; le Rhin forme vers Buderich une île, au moyen de laquelle on pouvait facilement déboucher, et où il était aisé de mettre un pont à couvert par quelques retranchemens : mais il fallait réunir toutes les forces disponibles sur le Bas-Rhin et y jeter 80 mille hommes au lieu d'y porter un simple détachement. La postérité aura peine à croire que des généraux, d'ailleurs si méthodiques, aient osé pousser une division de 20 mille hommes au-delà d'un grand fleuve, au milieu de deux armées victorieuses, devant lesquelles 150 mille Alliés ne s'étaient pas cru en sûreté.

Cependant, les Français, profitant des fautes de leurs ennemis, avaient ouvert la tranchée à peu de distance des ouvrages extérieurs, et menaçaient Nimègue d'un bombardement. C'était une opération hasardeuse, et dont le duc d'Yorck aurait pu les faire repentir en agissant avec un peu plus d'énergie, car la place n'était investie que sur la rive gauche du Waal. L'armée combinée, forte d'environ 50 mille hommes (1) can-

Les Françai se disposen à l'attaque du camp retranché.

(1) Le duc d'Yorck avait au moins 30 mille hommes, sans les Hollandais à sa droite et les 15 mille Autrichiens à sa gauche.

tonnée entre cette rivière et le Leck, conservait, au moyen d'un pont de bateaux et d'un pont volant, la facilité de rafraîchir la garnison de la place, ou même d'en déboucher à volonté sur le corps de siége, assez mal établi dans ses lignes. Pour compléter l'investissement, les Français eussent été obligés de faire passer le Waal à une force au moins égale : mais, outre la difficulté d'exécuter un semblable passage à la vue d'une armée, ce corps eût été compromis et sa perte inévitable en cas d'échec. Convaincus de l'impossibilité d'un siége en règle, les républicains avaient toutefois résolu d'attaquer de vive force le camp retranché qui couvrait la ville, afin de resserrer leur ligne d'investissement, et d'en imposer à l'ennemi. La fortune et la terreur de leurs armes les dispensèrent de cette dangereuse entreprise.

Les Alliés l'évacuent et font une sortie inutile.

Depuis le 3 novembre, le général Walmoden, croyant inutile de laisser autant de troupes dans Nimègue, avait fait repasser le fleuve à la moitié de son corps, et remis le commandement du reste au général anglais de Burgh. Cependant, le duc d'Yorck et le prince d'Orange, étant venus le même jour visiter la forteresse, ordonnèrent une sortie pour le lendemain. Cette opération, comparée au peu d'intérêt que l'on mit ensuite à la conservation de la place, fut une boucherie inutile : exécutée par neuf bataillons

et 15 escadrons, elle eut le résultat de toutes les sorties, qui, faites à l'improviste, repoussent d'abord les postes, et sont ensuite ramenées dans la place avec perte, par des forces supérieures (1). Le duc retourna à son quartier-général d'Arnheim, plus incertain que jamais s'il exposerait son armée pour conserver la place. Un événement difficile à prévoir le dispensa de prendre un parti.

Les Français avaient établi à l'extrémité de la ligne d'investissement, une forte batterie, destinée à inquiéter les ponts de communication entre la place et l'armée anglaise. Les canonniers de Souham ne tardèrent pas à couler plusieurs pontons. Le général Burgh, surpris de cet événement, et peu disposé à compromettre ses troupes, après avoir réparé à la hâte les dommages du pont, abandonna Nimègue, dont il laissa la garde au général Haack et à 3 mille Hollandais. Les républicains s'apercevant de cette évacuation, redoublent aussitôt leur feu, et plusieurs incendies se manifestent à la fois dans la ville. Le gouverneur interdit, fait un rapport exagéré

Le pont du Waal est rompu par les batteries républicaines.

Les Alliés évacuent de même la place.

(1) A quoi bon exposer les neuf bataillons qui exécutèrent cette sortie? Si c'était pour dégager Nimègue, on aurait dû y en employer 40; mais alors il ne fallait pas évacuer, huit jours après, cette place qui n'était ni assiégée, ni même investie, car c'était une tête de pont importante, que l'on pouvait tenir long-temps.

de l'état des choses au prince d'Orange, et en reçoit l'autorisation de se retirer, dès qu'il se croira en danger d'être pris. Il n'attend pas l'extrémité. A peine a-t-il donné les ordres d'enclouer l'artillerie, et de retirer les troupes des ouvrages avancés, qu'il repasse le Waal de sa personne. La confusion s'introduit bientôt dans la place; les troupes se précipitent en désordre sur le pont, et on le brûle, avant que l'arrière-garde ait défilé. Une partie du régiment de Stuart est obligée de capituler; celui de Bentink retardé dans sa marche, espérant encore échapper, s'embarque sur le pont volant: mais le câble ayant été rompu, il ne peut gagner la rive droite du Waal, et le courant l'entraîne sur un banc de sable, où le général Souham envoye le lendemain des bateaux, pour le ramener prisonnier.

La diversion de Werneck est culbutée par Vandamme.

Tandis que ces événemens inexplicables se passent à Nimègue, le corps de Werneck se préparait à la dangereuse diversion dont on vient de parler. A cet effet, ce général avait jeté son avant-garde sur la rive gauche du Rhin à Buderich où elle se retranchait dans l'île, en attendant que les puissances intéressées décidassent aux frais de qui on jetterait le pont sur le grand bras du fleuve.

Pendant que ce détachement ainsi exposé, s'occupait du soin de se couvrir contre les entreprises d'un ennemi infatigable, les Alliés s'éten-

dant par leur gauche, opéraient la jonction des Hanovriens avec le corps destiné au passage. Mais, le même jour, on apprit la reddition de Nimègue, dont le sort était aisé à prévoir depuis si long-temps. Pour comble de disgrace, à peine Werneck en reçut-il la nouvelle que l'impétueux Vandamme parut devant Buderich à la tête de la division Moreau. Les retranchemens étaient encore imparfaits; les reconnaître, les assaillir fut l'affaire d'un instant. Les postes autrichiens furent culbutés, et cette avant-garde, forcée à repasser le Rhin sur un pont volant, ne regagna pas la rive droite sans essuyer une perte sensible.

Cet événement acheva de balayer la rive gauche du Rhin et du Waal, qui, par la prise de Nimègue, offrait alors toute la sécurité désirable pour donner un moment de repos à l'armée française. Il ne restait en effet aucune entreprise à sa portée, que de soumettre Breda; et la division Bonnaud fut chargée de compléter l'investissement et l'attaque de cette ville.

Jusqu'alors, les conquêtes rapides des armées républicaines n'avaient enrichi que les administrations et quelques pillards. Sept mois de bivouacs continuels avaient totalement usé les vêtemens des troupes : elles étaient couvertes de haillons, de vermine et de gale. Les moyens manquaient pour procurer aux soldats, les effets d'équipement les plus indispensables. Les fati-

gues d'une campagne aussi active, augmentées par la pénurie des subsistances, avaient réduit les troupes à un état qui réclamait fortement leur entrée en quartiers d'hiver.

Tentative sur l'île de Bommel.

A ces privations, doublées par la rigueur d'un hiver précoce, il faut ajouter les débordemens du Waal, enflé par des pluies abondantes, et la difficulté des communications. Mais tous ces obstacles n'étaient rien aux yeux des membres du comité de salut public : habitués à la résignation et au dévouement des soldats républicains ; comptant beaucoup sur l'élan que des succès multipliés leur avaient imprimé; ils repoussèrent les représentations les plus sages, et ordonnèrent le passage du Waal.

Le gouvernement était excité à suivre sa marche victorieuse, par les conseils intéressés du général Daendels, officier de mérite, mais passionné, et qui, exilé de son pays pour avoir pris une part trop active à la révolution de 1787, ne soupirait qu'après le triomphe de son parti, et ne partageait point les craintes de ses collègues sur le résultat d'une opération dont il demandait que la direction lui fût confiée. Il ne se proposait rien moins que de percer jusqu'au cœur de la Frise, avec une seule division de patriotes bataves et de troupes françaises. Carnot même, doué de l'instinct naturel de la guerre, bien plus que de principes fixes et solides, se

laissa entraîner comme tous ses collègues : loin de s'opposer à l'exécution de cette pointe, dont la folie ne le cédait en rien à celle de Dumouriez, il l'appuya de tout son crédit.

Daendels fit réunir, en conséquence, un grand nombre de bateaux au fort de Crevecœur, et dans les anses de la rive gauche de la Meuse. Les matériaux propres à la construction d'un pont furent rassemblés à Bois-le-Duc.

On décida de tenter deux attaques secondaires sur Kokerdum, et le fort St.-André, tandis que la principale serait dirigée contre Bommel : la largeur du fleuve, l'insuffisance des bateaux qu'on avait réunis, la difficulté d'un passage successif à la vue d'un ennemi couvert par tous les accidens d'un pays coupé, protégé par de nombreuses batteries et des retranchemens, en rendaient le succès fort douteux.

Tout étant disposé le 12 décembre, les troupes républicaines se jetèrent au point du jour à bord des embarcations et commencèrent leur périlleux trajet. Le général Vandamme fit heureusement le sien vers Kokerdum où quelques compagnies de grenadiers passèrent le Waal dans des bateaux, enlevèrent plusieurs prisonniers hanovriens, et enclouèrent quatre canons. Mais l'alarme s'étant répandue parmi les troupes alliées, elles accoururent sur le point de débarquement, et les républicains croyant avoir rempli leur 12 décemb[re]

mission se retirèrent ; cette escarmouche coûta néanmoins la vie au général de Busch.

L'attaque du côté de St.-André eut de plus fâcheux résultats pour les assaillans ; les Alliés avertis, se tenaient sur leurs gardes, et toutes les batteries du fort étaient prêtes à tirer. Quelques bateaux furent coulés, d'autres n'abordèrent que pour voir tomber aux mains de l'ennemi le petit nombre de soldats qu'ils portaient.

Quant à la principale attaque sur l'île Bommel, à peine reçut-elle un commencement d'exécution. La bonne contenance des troupes du prince de Hesse-Darmstadt, et le sort des premières embarcations, dégoûtèrent les plus résolus. Daendels, effrayé lui-même des obstacles qu'il rencontrait, vint annoncer au général en chef, qu'il était urgent d'abandonner l'entreprise, attendu que l'ennemi tirait un trop grand avantage de sa position. Moreau, dont les idées étaient déjà fixées sur l'inutilité, et même le danger d'une tentative décousue et arrêtée contre son gré, s'empressa de donner ordre d'y renoncer. Ainsi on obtint, par la force des circonstances, des cantonnemens que l'humanité, la prudence, et l'intérêt de l'armée s'accordaient à réclamer. Elle n'en jouit pas long-temps ; des événemens au-dessus des combinaisons humaines vinrent bientôt l'arracher à ce repos, pour lui faire achever la conquête de la Hollande.

Le duc d'Yorck parti pour l'Angleterre est remplacé par Walmoden.

Après toutes les échauffourées dont nous venons de rendre compte, le duc d'Yorck ayant mis ses troupes en cantonnement entre l'Yssel et le Rhin, et croyant peut-être sa tâche remplie (1), partit le 2 décembre pour l'Angleterre. Il laissa au général Walmoden le commandement le plus difficile; car les troupes anglaises restèrent sous les ordres du général Harcourt, dans une sorte d'indépendance; et le général Alvinzy, qui commandait le corps autrichien entre Arnheim et Wesel, ne voulait se prêter qu'aux opérations susceptibles d'entrer dans les vues et les convenances de l'armée impériale. En ajoutant à cet état de choses, le funeste système des cordons, on peut penser quels succès ou pour parler plus juste quels revers une telle armée pouvait attendre.

(1) Bien des militaires qui voient du machiavélisme dans les moindres démarches de l'Angleterre, sont persuadés que le cabinet de St.-James enchaîna son général par des instructions, qui tendaient plus à conserver sa belle armée qu'à s'opposer à l'invasion de la Hollande; dans l'espoir d'en tirer le plus grand fruit dès que les Français mettraient le pied dans Amsterdam. Prendre la flotte du Texel comme celle de Toulon, avoir un prétexte de s'emparer du cap de Bonne-Espérance et de l'île de Ceylan; tel fut, selon ces calculateurs, le plan de conduite du ministère britannique.

Des renseignemens inexacts nous avaient donné le même soupçon; mais nous nous sommes convaincus du contraire, et l'arrivée du corps de Werneck sur le Bas-Rhin, due aux interventions de ce cabinet, prouve assez qu'il n'avait pas des idées aussi reculées dans l'avenir.

La fortune, quoique capricieuse, favorise rarement ceux qui la dédaignent ou sont inhabiles à profiter de ses faveurs : elle se rangea constamment, dans cette campagne, sous les drapeaux français. Au moment où tout le monde pensait que les opérations étaient terminées, et que la Hollande, si difficile à envahir dans les temps ordinaires, se croyait à l'abri de tout danger par la crue des grands fleuves qui la traversent, par les eaux et les forteresses dont elle était couverte; une violente gelée survenue inopinément permit aux républicains de manœuvrer avec leur artillerie sur les canaux, les fleuves, les rades, et les inondations.

Celui-ci voyant la Meuse prise prépare sa retraite.

Le général Walmoden, voyant la Meuse déjà prise sur son front, tandis que le Rhin et le Waal chariaient encore derrière lui; conçut de vives et justes inquiétudes : il apercevait tout-à-l'heure sa ligne découverte, et sa retraite à-peu-près impossible. Ses terreurs redoublèrent encore, en apprenant que le pont d'Arnheim avait été emporté par les glaces; et que l'ennemi commençait des mouvemens inquiétans sur toute la ligne. Dans cette position, il n'y avait qu'une prompte retraite qui pût le sauver : et, en vue de la rendre plus facile, il commença par faire passer toute sa grosse cavalerie de l'autre côté du Waal; puis à évacuer ses magasins et ses hôpitaux, d'Arnheim sur Deventer. En même temps, il

prescrivit au prince de Hesse-Darmstadt, campé dans l'île de Bommel, de l'abandonner, au premier avis du passage de la Meuse.

Delmas passe la Meuse gelée et attaque l'île de Bommel.

Cette rivière, qui chariait depuis la mi-décembre, fut entièrement gelée le 23. Pichegru venait de reprendre depuis huit jours le commandement de l'armée. Le froid continuant à être très-vif, il donna ordre aux divisions de gauche d'attaquer les lignes de Breda, et au centre de s'emparer de l'île de Bommel, qui n'était plus gardée que par une chaîne de postes hollandais; le corps hessois chargé de la défendre, et l'artillerie de position, ayant été dirigés vers Thiel.

Le 28 décembre, la glace étant assez forte, Delmas franchit la Meuse, à la tête des brigades Daendels et Osten; le thermomètre descendait à 17 degrés. L'attaque exécutée principalement vers Crevecœur, Empel, et le fort St.-André, eut le résultat qu'on doit attendre de tout effort contre un cordon d'avant-postes. Les Français ayant surpris les grand'gardes, leurs deux colonnes, dont l'approche avait été cachée par des digues, passèrent alors promptement. Le centre des Hollandais prit la fuite, et fut vivement poursuivi dans la direction de Bommel; les bataillons d'Orange, Frise, Hohenlohe et Debons, furent presque tous pris. Ceux qui se trouvaient à la droite, vers Heusden, se reti-

Déroute des Hollandais.

rèrent sans combattre sur le gros de l'armée hollandaise à Gorcum : et ceux qui étaient vers le fort St.-André, se replièrent de même sur Thiel, après avoir inutilement tenté de filer par Rossum, vers Hervinen.

Le découragement suit ordinairement les surprises : les gardes-suisses, et autres corps hollandais cantonnés derrière le Waal, furent entraînés par les fuyards de la première ligne; en sorte que les Français passèrent de même ce fleuve sans résistance. Une partie des Bataves se sauva jusqu'aux portes d'Utrecht. Le général Constant, qui voulait d'abord prendre poste à Thiel, et attendre des renforts que le général Dalwig eût pu lui envoyer de Buren, fut entraîné à Gorcum, où il joignit le corps du prince d'Orange.

Le Waal n'étant pas solide, les Français ne peuvent pousser leurs succès.

Les Français, outre les 60 pièces de canon qui restaient en batterie, et qui ne tirèrent pas un seul coup; ramassèrent 1,600 prisonniers, et s'emparèrent d'un parc de réserve hollandais à Wardenbourg, sur la rive droite du Waal. Si leur attaque avait été conduite avec célérité et par des forces suffisantes, tous les cantonnemens de l'aile droite alliée, entre le Waal et le Leck, eussent été perdus; car ce dernier fleuve chariant encore, ne leur eût laissé aucun moyen de salut, puisqu'on ne pouvait ni le passer en bateaux ni établir un pont.

Par suite de ce coup de main, la ligne des Alliés se trouvait enfoncée, et Pichegru, en se jetant avec la masse de ses forces, par la trouée entre Thiel et Gorcum, sur le flanc droit de Walmoden, l'aurait accablé, avant qu'il n'eût le temps de gagner le Rhin. Mais le général français n'osa pas se jeter dans une direction si dangereuse, et le Waal n'étant pas encore pris assez solidement pour y passer avec du canon, il rappela ses troupes dans l'île de Bommel, laissant environ 2 mille hommes sur la rive droite du fleuve, à Thiel et Wardenbourg, où ils commencèrent à se retrancher autant que le froid le permit.

Cependant Walmoden, informé que les Hollandais avaient pris la fuite devant une poignée de républicains qui ne songeaient point à se porter plus avant, ordonna d'attaquer ceux-ci dans leurs nouveaux postes, sans leur laisser le temps de s'y fortifier. A cet effet, les brigades Dundas et Wurmb se mirent en marche le 30 décembre sur Thiel : la première par Meteren; les Hessois par Wardenbourg. Les Français, à peine couverts derrière de méchans abatis, furent repoussés de ces différens postes, ou plutôt ils les évacuèrent sans empêchement, et repassèrent le fleuve. Ce petit retour de fortune permit alors aux Alliés de reprendre pour quelques jours leurs anciens cantonnemens, entre la Linge et le Waal.

Ils sont forcés à se replier.

Bonnaud et Lemaire attaquent les lignes de Breda.

Pendant que ceci se passait à la gauche de l'armée du Nord, la division Bonnaud, secondée d'une partie de celle de Lemaire, attaquait la droite de la ligne hollandaise de la Merck, sur trois colonnes. La première força la brigade du général Butzlar à se jeter dans Willemstadt; une autre qui était en l'air vers Terheyde, n'ayant pu gagner cette place à temps, capitula en rase campagne, et fut prisonnière. La seconde colonne se dirigea entre Breda et Gertruydenberg, s'empara du fort de Hellhover, et répandit l'alarme dans les environs. Enfin, la troisième attaqua la ligne de Langstadt, s'empara des postes de Capelle et de Wasbick, et acheva l'investissement de Breda.

Grave capitule enfin.

Le lendemain 29 décembre, la place de Grave, bloquée depuis deux mois et demi, bombardée pendant trois semaines, et réduite en un monceau de ruines, se rendit par famine; le commandant Debons et le major Gros son conseil, méritèrent par cette belle défense, l'estime même de leurs ennemis, et en partagèrent la gloire avec la garnison composée d'un régiment suisse et de quatre compagnies de Waldeck. La brigade Salm, disponible par cette capitulation, se dirigea aussitôt dans l'île de Bommel.

Walmoden veut concentrer les forces alliées.

Tant de désastres avaient mis de la mésintelligence entre les généraux alliés. Walmoden aurait voulu concentrer ses forces sur le Waal, entre

Nimègue et St.-André, pour faire tête aux Français prêts à franchir le fleuve; mais le prince d'Orange, plus jaloux de couvrir la route directe d'Amsterdam, où la moindre incursion pouvait allumer un incendie révolutionnaire, s'opposa à cette sage mesure, et prescrivit même au prince de Hesse-Darmstadt de se rapprocher de Gorcum, afin d'être à portée de le soutenir. Bien que les craintes de l'héritier du stathoudérat fussent excusables, il n'était pas naturel de penser que les Français hasardassent une course sur la capitale, tant qu'il y aurait une armée sur leurs communications.

Aussi Walmoden dégoûté par ces entraves, abandonnant dès-lors l'armée hollandaise à son sort, resserra derrière la Linge les cantonnemens des Anglais, des Hanovriens et des Hessois, et les fit couvrir à gauche par le corps autrichien du général Sporck, qui vint border le Waal de Lendt à Panerden. Le froid continuant à être très-vif, il désespéra même de garder cette ligne; et traça, le 2 janvier, l'instruction pour le cas de retraite. Dès que les républicains se présenteraient pour forcer le passage du Waal, l'armée devait lever ses cantonnemens, et se replier de l'autre côté du Rhin avec son artillerie et ses munitions: l'extrême droite, composée d'Anglais et de Hessois, par Beusekom et Cuilenbourg; les Anglais du centre à Wil, au-dessous de Rhenen;

Il se sépare des Hollandais et prend une nouvelle ligne.

les Hanovriens par Wageningen; les Autrichiens à l'extrême gauche, par Panerden.

Bientôt après, considérant le danger auquel la brigade Dundas restait exposée sur la langue de terre de Neer-Betuve, il en retira toute son aile droite, et ne laissa sur les rives du fleuve, que des postes d'avertissemens, soutenus par des détachemens intermédiaires, et une petite réserve d'un bataillon et 250 chevaux à Meteren. Ces dispositions ne furent pas les dernières : car, le 5, les Français ayant poussé une reconnaissance vers Thiel, le parc d'artillerie, stationné près de là, prit l'épouvante, et entraîna l'armée dans sa déroute. Avec des troupes si peu sûres, le successeur du duc d'Yorck crut ne pouvoir prendre trop de précautions; et, sans attendre l'attaque des Français, leur fit passer le Rhin.

Retraite derrière le Rhin.

Alors son armée fut répartie en cinq divisions. La première, composée d'Autrichiens aux ordres du général Sporck, ne changea pas de position. La seconde, formée d'Hanovriens sous le général Hammerstein, occupait l'espace compris entre Wageningen et Rhenen, ayant sa retraite marquée par Isendorn. La troisième, toute anglaise, commandée par le général Coots, s'étendit d'Orchten à Ravensvay. La quatrième, composée d'Anglais et d'auxiliaires, sous le général Dundas, occupa l'espace entre Wycke et Vianen. Enfin, la cinquième, consistant dans le

contingent hessois du général Dalwig, resta en avant-garde pour observer les rives du Waal, depuis Thiel jusqu'à Opynen. Le quartier-général fut transféré à Amerongen.

A la vérité, cette nouvelle ligne n'était guère plus sûre que celle de la Linge, qu'on venait de quitter; puisque les divisions étaient obligées, pour s'éclairer, de tenir leurs avant-postes entre le Rhin et le Waal; mais la peur ne raisonne pas, et une armée démoralisée ne se trouve en sûreté, que lorsqu'elle est hors de la vue de l'ennemi.

Positions des républicains.

Pendant que tout ceci se passait chez les Alliés, l'armée française avait un peu étendu ses cantonnemens. La division Moreau, à droite, tenait depuis Xanten jusqu'au fort de Schenck, à l'ancienne séparation des bras du Rhin. Celle de Souham, commandée alors par Macdonald, occupait le pays entre la Meuse et le Waal, depuis Millingen jusque vers Thiel. Le centre, composé des divisions Delmas et Salm, gardait l'île de Bommel. Bonnaud bloquait Breda, du côté de Gertruydenberg; et Lemaire, du côté de Berg-op-Zoom. C'est dans ces positions, que les républicains attendant le froid avec autant d'impatience que d'autres troupes désirent la belle saison, soupiraient après le moment où la gelée serait assez forte pour franchir le Rhin sur la glace, vers Nimègue, et porter le dernier coup aux

Alliés; car Pichegru ne l'eût pas franchi sur sa gauche, sans se placer dans une fausse position.

Propositions de paix du Stathouder.

L'historien Lacretelle, dont le témoignage mérite toute confiance, assure qu'à cette époque, le Stathouder proposa la paix, offrant de reconnaître la république et de payer 200 millions; mais, le comité dont l'ambition fut excitée par de tels offres, s'exagérant encore la certitude et la richesse de sa proie, y répondit avec le même dédain qui coûta si cher à Louis XIV. La proposition était cependant de nature à séduire; car, la conquête de la Hollande dépendait de la prolongation indéfinie du gel, sur laquelle il paraissait téméraire de baser un plan (1). La paix au contraire donnait tout ce qu'on devait raisonnablement espérer : en rétablissant la neutralité, elle arrachait le Stathouder à l'alliance de 1788; et pouvait même amener l'union des deux républiques, aussitôt que la conjoncture serait propice à un grand effort maritime dans l'intérêt des deux nations. Jusques-là elle mettait les colonies, la marine et le cap de Bonne-Espérance à couvert de toute tentative de la part des Anglais. Enfin dispensant la France de tenir 50 mille hommes en Hollande, elle ajoutait à cet avan-

(1) Nous ignorons la date précise de ces propositions : elles furent sans doute faites avant les grandes gelées, entre le passage de la Meuse et celui du Waal.

tage, celui de raccourcir le front d'opérations des armées républicaines et de le restreindre désormais à l'intervalle de Bâle à Coblentz, ou même de Mayence à Strasbourg; circonstance d'autant plus décisive que dès-lors un rapprochement avec la Prusse devenait infaillible.

Le comité ne tint aucun compte de ces importantes considérations, et paraît avoir été guidé dans cette conjoncture par la crainte que le Stathouder ne cherchât seulement à gagner du temps, pour attendre le dégel ou des secours de ses alliés. Le comité au contraire entrevit dans la poursuite de ses succès l'espoir d'attacher irrévocablement la Hollande à son char en la transformant en république démocratique. Les hommes d'état jugeront, s'il n'eût pas été plus avantageux à cette époque de neutraliser ce pays, que de s'en constituer le gardien; et si un système de propagande était préférable à un allié naturel qui, après le traité de Bâle, n'aurait pas manqué de rentrer dans le système de la France. Le comité les rejette.

Quoi qu'il en soit, Pichegru et les représentans répondirent aux députés du Stathouder qu'ils traiteraient dans Amsterdam; et les fleuves venant à geler, comme on n'en avait pas eu d'exemple depuis un siècle, donnèrent heureusement au gouvernement français l'occasion de justifier la fierté de ses décisions.

Enfin, l'époque si désirée arriva. Le 8 janvier, Passage du Waal.

la division Salm, ayant passé le Waal vers Bommel, poussa des partis à Metteren et Geldermalen. La brigade Dewinter, du corps de Macdonald, le franchit près de Thiel, de concert avec les troupes de Delmas qui envoya des reconnaissances sur la Linge. Le 10, la droite des Français passa le Waal sur plusieurs colonnes, au-dessus de Nimègue; la brigade Reynier, à Oey; celle de Jardon, à Kokerdum; la division Moreau, à Millingen.

Les postes de Sporck furent jetés sur Arnheim; la gauche des Français repoussa aussi ceux des Anglais. La brigade Dewinter marcha de Thiel vers Aelst, pour se joindre à celle de Reynier.

Conseil de guerre des Alliés.

Une circonstance extraordinaire favorisa beaucoup la réussite de ces opérations. Le prince d'Orange, les généraux Walmoden, Harcourt, Abercrombie et Alvinzy, s'étaient réunis le 7 janvier; et, regrettant d'avoir abandonné la ligne de la Linge, ils avaient résolu de la reprendre avant qu'elle ne fût occupée en forces. Abercrombie devait s'y porter le 8 avec un gros corps anglais et une division hesso-hanovrienne: déjà, plusieurs bataillons de ces derniers étaient revenus de Wyck sur Buren; mais le reste des troupes ne parut point, et l'on en ignore la cause. Il faudrait avoir été témoin de la confusion et de la négligence qui régnaient dans cette armée, pour s'en faire une idée.

Jaloux de réparer ce contre-temps, Abercrombie promit d'entrer en action le 10, avec intention de tenir parole. En effet, non-seulement il se concentra sur la rive gauche du Rhin; il réunit encore la division de Burgh à Zoelen, pour donner la main aux généraux Wurmb et Dundas, qui avaient marché à Buren, et poussé des partis sur Capelle. Mais, lorsqu'il se mit en marche avec sa colonne principale, Abercrombie rencontra la gauche de la division Macdonald vers Linden où il comptait trouver les postes hanovriens : malgré sa surprise, le général anglais tint tête à des forces supérieures, et se retira avec une légère perte sur Rhenen, où il passa le Leck.

Abercrombie est poussé au-delà du Leck.

Les corps de Dundas et de Wurmb, qui se trouvaient encore le 10 au soir à Buren, reçurent l'ordre de repasser aussi pendant la nuit : il est inconcevable qu'ils n'aient pas été enlevés par Macdonald, Salm et Delmas. L'armée française se borna à occuper toute la ligne de la Linge.

Ainsi, tandis que les brigades d'avant-garde autrichiennes, étaient exposées sur le canal de Panerden devant toute la division Moreau, le général Abercrombie s'engageait dans un faux mouvement contre le centre; les troupes de Dundas et de Wurmb, compromises, repassaient le Rhin à minuit vers Cuilenbourg; et les deux tiers des forces alliées étaient tranquilles dans leurs can-

tonnemens derrière le Leck, entre Wageningen et Arnheim.

Opérations de la gauche Prise de Heusden.

Pendant ces opérations, les divisions Bonnaud et Lemaire formant l'extrême gauche, avaient mis à profit la gelée et la terreur des ennemis, pour enlever les forts de Lovenstein et de Worcum, au second confluent de la Meuse et du Waal; de manière que Heusden, investi depuis neuf jours, capitula le 14, et que Willemstadt se trouva étroitement bloqué.

Walmoden abandonne la Hollande et se retire sur l'Yssel.

Dans un tel état de choses, il n'y avait qu'une bataille qui pût décider du sort de la Hollande; mais, comment la livrer avec une armée démoralisée, composée d'alliés pleins de méfiance les uns envers les autres et s'accusant réciproquement de leurs malheurs? On préféra donc se reposer sur le bord de l'abîme; dans l'espoir qu'un dégel, annoncé par la hausse du thermomètre, mettrait bientôt un terme aux succès des Français. Cependant ceux-ci ayant fait mine de passer le Leck vers Arnheim, au-dessus de la séparation de ce bras du Rhin, et le froid reprenant plus d'intensité, le général Walmoden craignit de voir sa position tournée et sa communication compromise; il se décida à faire exécuter un changement de front en arrière, qui, portant son armée sur l'Yssel, depuis Arnheim jusqu'aux environs de Zutphen, le sépara entièrement des Hollandais, et livra leur pays à la merci de Pichegru.

Les opérations de l'armée alliée ne méritent plus, dès ce moment, d'être rapportées : elle se retira derrière l'Ems, dans un état affreux. Les Hanovriens et les Hessois étaient découragés par cent combats dont ils avaient toujours payé les frais, et où ils furent constamment engagés par postes contre de fortes colonnes : d'un autre côté les Anglais, fatigués de privations et de marches par des temps affreux (1), sentaient le mauvais emploi qu'on avait fait d'eux depuis la malheureuse affaire de Turcoing; et le désordre inséparable du peu de discipline qui régnait alors dans ces troupes, fut porté au comble par le découragement et le mécontentement. Etat affr de l'arm alliée.

Nous allons indiquer succinctement les succès rapides et peu disputés de l'armée victorieuse.

Le 14 janvier, elle prit position derrière le Leck et le Rhin. Le général Bonnaud s'approcha de Gertruydemberg, et s'empara de vive force de quelques ouvrages dépendans de cette place. La droite de l'armée anglaise se retira le 15 de la province d'Utrecht. Elle évacua Wyck, Durstede, et Rhenen : les Français l'y suivirent, et entrè- Prise d'Utrech

(1) Le temps était mauvais pour les Français comme pour les autres; mais indépendamment que la victoire double les forces morales, on sait que le service d'une armée en retraite et constamment sur la défensive, expose à bien plus de fatigues, excite bien plus de murmures parmi les troupes.

rent le 16 à Wageningen. Des députés vinrent ce jour là, chez le général Salm, proposer une capitulation pour cette province.

Le 17, la brigade Salm occupa Utrecht; le général Vandamme entra à Arnheim. L'armée de Sambre-et-Meuse, n'ayant plus d'ennemis à redouter, s'étendit sur la gauche, et releva dans le pays de Clèves les troupes de l'armée du Nord.

Le 18, la brigade du général Reynier entra à Amersfort; la division Macdonald prit position derrière les lignes du Grebbe, la droite à Rhenen, et la gauche au Zuyderzée; la division du général Moreau la remplaça sur le Rhin et appuya sa gauche à Wageningen.

Le Stathouder se réfugie en Angleterre.

Le Stathouder abandonné par l'armée du général Walmoden, obligé de renoncer à tout espoir de traiter avec la France, se trouvait dans le plus cruel embarras. Il ne lui restait que l'alternative de se jeter dans Berg-op-Zoom, Gorcum ou Flessingue, pour s'ensevelir sous les débris de sa puissance, ou de quitter la partie pour chercher un refuge en Angleterre. Son choix ne pouvait être douteux : chef d'une république turbulente, il n'ignorait point que les conflits de 1787 lui avaient aliéné une très-grande partie des habitans, et que son autorité, toute limitée qu'elle fût, paraissait encore trop lourde à ces riches marchands. Ce n'était ni sa patrie ni le trône de ses ancêtres qu'il avait à défendre; bien loin de

là, en s'obstinant à rester, ce prince exposait la Hollande à être déchirée par la guerre civile, et il prit sa résolution en philosophe.

Persuadé que les Français ne tarderaient pas à se rendre maîtres des Sept Provinces, Guillaume se présenta le 17 janvier aux Etats-généraux, et ensuite à ceux de Hollande pour leur communiquer la résolution de retirer à ses fils le commandement militaire, et de s'éloigner avec eux du pays pour lequel il croyait avoir fait tout ce qui était en son pouvoir; puis il quitta La Haye et s'embarqua à Scheveningen.

Les Etats de Hollande décrétèrent à l'instant que les troupes ne résisteraient plus aux Français, et des commissaires furent désignés pour accorder à ceux-ci, à titre de garantie, tous les points dont la remise serait jugée nécessaire; ils se rendirent sur-le-champ au quartier-général de Pichegru.

Révolutio à Amsterdar

Tandis que ceci se passait dans la résidence du Stathouder, la plus grande fermentation se manifestait à Amsterdam. La bourgeoisie désarmée en 1787, et jalouse à l'excès des prérogatives de la maison d'Orange, saisit avec empressement l'occasion d'opérer une révolution dont elle se promettait les plus doux changemens. Le règne des théories démocratiques était alors dans toute sa force : indépendamment de l'état hostile dans lequel l'administration stathoudérienne se trou-

vait nécessairement placée envers les patriotes de 1787, ceux-ci espéraient tout de l'application des doctrines de l'égalité.

Au milieu de ce chaos, le général Pichegru et les représentans jugèrent à propos d'envoyer le 18 un parlementaire au conseil municipal pour l'engager à maintenir l'ordre. Le capitaine Krayenhoff, aide-de-camp du général Daendels, chargé de cette mission, avait trouvé la bourgeoisie attroupée, réclamant ses armes, et demandant de toutes parts que la régence résignât son autorité. Le comte de Golowkin, commandant militaire, dut en faire autant après avoir donné ordre à sa faible garnison de partir. Un détachement de hussards commandé par un autre patriote batave entra le 19 à Amsterdam, suivi de près par le général Daendels lui-même. Tous ceux qui avaient eu à souffrir de la révolution de 1787, furent portés en triomphe par leurs partisans. A Leyde et Harlem la réaction fut aussi complète, et s'effectua sans excès ni aucune circonstance digne de remarque.

Entrée des Français dans cette capitale.

Le lendemain 20 janvier, le général Pichegru accompagné des représentans Bellegarde, Lacoste, et Joubert fit son entrée dans Amsterdam. Les Français y furent reçus en libérateurs, et des acclamations universelles accompagnèrent la marche des commissaires de la Convention jusqu'au palais qui leur avait été préparé. Le

nom de Pichegru se mêlait aux cris de *vive la liberté! vive la nation française!* qui retentissaient de toutes parts.

La conquête de cette capitale l'une des plus riches de l'Europe devenait extrêmement importante par les immenses ressources qu'allait y trouver l'armée du Nord. Elle faisait d'ailleurs espérer la prompte soumission des Provinces-Unies; et la possession de ce pays, que le commerce avait élevé à un si haut degré de splendeur, allait consoler momentanément la France de bien des sacrifices. Résultats de ces événemens.

Le comité de salut public avait quelque droit de s'enorgueillir d'un pareil résultat, en songeant avec quelle gloire il vengeait la France de ces Etats-généraux, si insolens envers Louis XIV, et si puissans lors des négociations d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle. Carnot vint effectivement au nom de ce comité, demander pour l'armée du Nord un témoignage de reconnaissance nationale auquel il comptait bien prendre part: c'était une juste réparation des tracasseries qu'on lui suscitait chaque jour, en lui reprochant sa coopération aux mesures cruelles qui avaient préparé cette brillante série de succès. La Convention, séparant toutefois la cause d'un de ses membres de celle des armées, décréta avec acclamations que celles du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessaient de bien mériter de la patrie.

L'enthousiasme de cette assemblée augmenta encore quelques jours après, lorsqu'une députation hollandaise, envoyée pour la féliciter de ses travaux, parut le 28 janvier à la barre. Nous citerons quelques passages du long discours qu'elle prononça pour prouver à quel point les principes de la révolution française s'étaient propagés chez ses voisins : « Dans l'ivresse universelle que font éprouver les événemens glorieux qui immortalisent à jamais les armées françaises, les députés des patriotes bataves, accompagnés des infortunées victimes de la révolution de 1787, s'empressent d'apporter à l'assemblée nationale l'expression fidèle de leurs vœux et de leur joie.

» Elles sont donc enfin réalisées, ces promesses acquittées aujourd'hui par la bravoure d'un peuple de héros! Le Stathouder est en fuite, et l'Anglais pâlit d'épouvante et d'étonnement.

» Elles se réalisent ces promesses faites depuis si long-temps par les patriotes bataves, de se montrer dignes de recouvrer leur liberté, d'y concourir du moins de tout leur pouvoir!....

» Partout l'insurrection éclate et le patriote secoue l'horrible chaîne qui le comprimait; partout le Français libérateur est béni : vos armées marchent aux acclamations d'un peuple reconnaissant; Amsterdam la populeuse, Amsterdam a fait retentir jusqu'aux nues le

» bonheur de sa délivrance; elle a invité les » Français à entrer dans ses murs; elle les a » reçus en amis et en frères.

» Citoyens représentans, si ce tableau est fi» dèle, s'il n'est que l'exposé des faits, hésiterez» vous à mettre le sceau à vos dispositions géné» reuses, en remettant à la Hollande devenue » libre par vos mains, le prix, l'inestimable prix » de l'indépendance nationale, le seul moyen de » rendre cette brillante conquête réellement » utile à la France et funeste aux despotes, dont » les derniers efforts vont sans doute se réunir » bientôt pour tenter de vous l'arracher.

» Pour le commun bonheur des deux républi» ques, pour leur intérêt réciproque et surtout » pour le maintien de ce que vous devez atten» dre de nos efforts, nous vous demandons, lé» gislateurs, nous demandons à la représenta» tion nationale de la France, qu'elle daigne » laisser, au peuple libre de nos villes et de nos » campagnes, le choix le plus prompt de ses » autorités constituées.... »

Ainsi la Hollande voulait bien tenir des Français ce qu'elle prenait pour de la liberté; mais elle ne voulait pas renoncer à toute ombre d'indépendance, et ce sentiment naturel ne pouvait être improuvé. Cependant la chose était difficile; car, en continuant d'occuper son territoire, on attentait à cette indépendance, et on lui imposait

des chaînes, qui, pour être plus volontaires, n'en étaient pas moins réelles. En l'évacuant, on la mettait de nouveau à la merci de l'Angleterre; et le seul moyen d'éviter cette alternative embarrassante eût été de traiter à temps et sur des conditions convenables avec le Stathouder.

Barrère, qui présidait alors la Convention, répondit toutefois au nom de cette assemblée : « que l'intention de la représentation nationale » était de se montrer généreuse et grande à l'é» gard des Hollandais, et que ceux-ci pouvaient » compter sur toute sa bienveillance. »

Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que ces promesses n'étaient pas si aisées à tenir, et qu'entraînés par force dans les intérêts maritimes de la France, ils en partageraient tous les désastres, pour n'avoir point su démêler leurs véritables intérêts à une époque plus opportune, et dans une attitude moins humiliante.

La gauche passe le Bies-Bos et s'empare du grand arsenal de Dordrecht.

Quoi qu'il en soit, rien ne s'opposait désormais à la marche de l'armée victorieuse, la gauche s'avança aisément à la hauteur du reste de la ligne sur le Grebbe.

Le golfe de Bies-Bos était pris par les glaces comme tous les fleuves de la Hollande, et assez solidement pour y passer la plus grosse artillerie. La division du général Bonnaud, qui venait de s'emparer le 19 de la ville de Gertruydemberg et d'en faire la garnison prisonnière sur parole,

traversa ce lac le lendemain, et vint prendre possession de Dordrecht. Cette ville avait l'un des arsenaux les mieux fournis de la Hollande; les Français y trouvèrent 600 pièces de canon la moitié en bronze; 10 mille fusils neufs, et des magasins de vivres et de munitions de guerre pour une armée de 30 mille hommes.

Son entrée à La Haye.

Le 22 janvier, les troupes de cette même division entrèrent à Rotterdam. Mais fuyant aussitôt le séjour de cette ville non moins mal saine qu'opulente, elles s'avancèrent sur La Haye dès le lendemain. Le Stathouder, en quittant cette ville pour passer en Angleterre, avait lui-même recommandé aux Etats-généraux de bien recevoir les Français, espérant par ce moyen éviter un bouleversement intérieur et une réaction qui mettrait des obstacles à son retour. Les commissaires de la Convention s'installèrent au palais même du Prince, que Pichegru plus sage leur avait abandonné; mais, pour déguiser néanmoins aux yeux de l'armée française et du peuple hollandais, le faste orgueilleux de cette démarche qui contrastait singulièrement avec la simplicité républicaine qu'ils affectaient, ils firent placer sur le frontispice une inscription gravée en lettres d'or, où ils exprimaient le désir *de transformer ce magnifique palais en cristal pour que le peuple pût être témoin de toutes leurs actions.*

Formation d'un nouveau gouvernement.

Le but que Guillaume s'était proposé en engageant les Hollandais de son parti à se soumettre de bonne grace, fut loin d'être rempli. Tous ceux qui étaient connus par leur attachement à la maison d'Orange perdirent leurs emplois; plusieurs membres des Etats-généraux furent même rayés de la liste; et l'assemblée ainsi refondue reçut le titre d'*Etats-généraux régénérés*. Le grand pensionnaire Van Spiegel se trouva remplacé par Peter Paulus qui avait pris une part active à la révolution de 1787.

Les nouveaux Etats expédièrent des ordres pour que tous les commandans des places fortes eussent à les rendre aux Français, aussitôt que ceux-ci se présenteraient. Les troupes hollandaises, traitées désormais en alliées de la république, ne furent point désarmées. Les généraux se contentèrent de leur faire prêter le serment de ne plus porter les armes contre les Français. Les quatre régimens suisses que la république entretenait, furent licenciés après plusieurs mois de négociations; quelques corps allemands subirent le même sort ou furent rappelés par leurs princes.

Réquisitions pour les besoins de l'armée.

Cependant l'armée du Nord, victorieuse des Anglais, des Autrichiens, des Hollandais et des élémens, n'en était pas moins dans une situation déplorable. La misère affreuse dans laquelle elle se trouvait plongée, dès la fin du siége de Nimè-

gue, n'avait fait qu'augmenter pendant le mois qui venait de s'écouler, en marches si pénibles. Ces soldats qu'un membre de la Convention voulait proclamer des héros, et qui méritaient bien en effet ce titre par la rare constance et l'intrépidité dont ils venaient de faire preuve, n'étaient la plupart que des spectres décharnés. Il ne paraissait pas moins urgent de pourvoir à leur habillement qu'à leur subsistance : les délégués de la Convention empressés de soumettre au gouvernement batave le tableau de leurs besoins, obtinrent aussitôt la réquisition des vivres, fourrages, habits, toiles et souliers, nécessaires à l'entretien de l'armée qui, au moyen de ces secours, se remit promptement.

Occupation d'Helvoetsluis.

Dans ces entrefaites, la division du général Bonnaud après s'être emparée de La Haye, s'était portée sans perdre une minute sur Helvoetsluis, où elle trouva 600 Français détenus qui, à l'aide du gouverneur patriote, s'étaient armés, et avaient pris un dépôt anglais de pareille force. Les princes de Salm-Salm et Hohenlohe et un aide-de-camp du général Clairfayt, arrivés dans le port pour s'embarquer, tombèrent à cette occasion au pouvoir des Français, et furent envoyés en grande pompe à Paris par les commissaires conventionnels.

D'un autre côté, la division Macdonald, après

s'être emparée de Woerden, le 21 janvier, avait pris position entre cette ville et Amersfort. Celle du général Moreau fut placée derrière la ligne du Grebbe entre Rhenen et Amersfort. La division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Arnheim.

La cavalerie française prend la flotte batave gelée dans le Texel.

Un nouveau prodige allait signaler cette campagne déjà si étonnante. Pichegru avait envoyé dans la Nord-Hollande des détachemens de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait y être à l'ancre et de s'en emparer. C'était la première fois qu'on imaginait de prendre une flotte avec des hussards : cependant cette tentative réussit au-delà de toute espérance; les Français traversèrent au galop les plaines de glace, arrivèrent près des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et s'emparèrent sans opposition de l'armée navale. Cette expédition, où tout sembla s'opérer par enchantement, fit à Pichegru une gloire inouie : il fut pendant deux ans le héros du jour, et il faut convenir que si ses débats avec Hoche, et son éloignement constant des champs de victoire de l'armée du Nord, ont autorisé la critique que nous nous sommes permise, il sembla dans cette circonstance mériter la réputation que sa conduite antérieure mettait en droit de contester. Toujours sévères dans nos jugemens, nous cher-

cherons de même à être justes; aucune injure, aucun ressentiment personnel ne saurait nous influencer.

A la vérité, les commissaires de la Convention, Bellegarde, Richard et Gillet ne furent pas étrangers à l'exécution de ces différentes entreprises ordonnées par le comité de salut public, et la gloire du triomphateur devait pour le moins être partagée entr'eux et les généraux habiles dont il se trouva heureusement secondé.

La province de Zélande capitula dans le même temps; cependant on eut beaucoup de peine à y arriver, parce que les bras de mer, qui séparaient ses îles, n'étaient pas entièrement gelés. Capitulation de l'île de Zélande

L'armée anglaise, retirée derrière l'Yssel, ne paraissait pas déterminée à défendre les bords de ce fleuve.

Les Français restèrent quelques jours derrière les lignes du Grebbe, où quelques généraux étaient d'avis de s'arrêter, pour ne pas trop morceler leurs troupes.

Les Anglais ayant évacué Zwoll et Campen, lorsque l'avant-garde de Pichegru se présenta à Nardewick, cette circonstance le détermina à faire marcher de suite sur l'Yssel. La division Macdonald reçut ordre de prendre position entre Campen, Zwoll et Deventer; le général Moreau à Zutphen et Deventer; quant à la division de gauche de Sambre-et-Meuse, elle eut ordre d'oc-

cuper Doesbourg, et de garder le canal de l'Yssel et celui de Pannerden où elle avait déjà des troupes.

Ces divisions arrivèrent dans leurs positions du 3 au 6 février. Un bataillon de grenadiers et deux escadrons de chasseurs de la brigade Reynier, qui furent envoyés en reconnaissance sur Almelo et Hardenberg, chassèrent les Anglais de Twente. Leur terreur fut si grande, que, lorsqu'ils apprirent qu'une patrouille française s'était montrée à Hardenberg, ils évacuèrent en désordre Coewerden. Le même bataillon de grenadiers s'empara de cette place le 11 : le dégel ayant rendu les routes presqu'impraticables, il chemina près de deux lieues, dans l'eau jusqu'à la ceinture, pour aller prendre possession de cette ville fortifiée.

es Français ccupent la Frise et roningue.

La Frise et Groningue étaient les seules des Provinces-Unies, qui restassent encore à soumettre. Les Anglais occupaient partie de la dernière. Quoique, pour les en déloger, il fallût étendre beaucoup l'armée et l'exposer à quelques revers, si les Alliés se fussent concertés pour l'attaquer conjointement avec des renforts autrichiens; des raisons politiques exigeaient cependant qu'on y fît passer des troupes françaises. La division Macdonald y fut envoyée, et pour protéger son mouvement, une seconde division tirée de l'armée de Sambre-et-Meuse se

réunit à celle qui occupait déjà Arnheim et à celle du général Moreau, pour former un corps d'observation sur la rive droite du Rhin, appuyant d'un côté à Emmerich que les Autrichiens avaient évacué, et bordant, de l'autre, la frontière jusqu'à Enscheede.

Le 19, les troupes françaises entrèrent à Groningue. Les Anglais, pensant qu'il n'y était venu que des partis, ne renoncèrent pas à conserver les forts qui couvraient cette province du côté de l'Allemagne : mais, le 28, immédiatement après l'arrivée de la brigade Reynier, ils furent attaqués et battus vers l'écluse de Besterzil, où ils étaient occupés à construire une redoute et une batterie, ce qui détermina le lendemain l'évacuation des postes de Nieuw-Schanz et Oude-Schanz. On leur prit dans l'affaire, ainsi qu'à la poursuite, 300 prisonniers, beaucoup d'équipages et trois pièces de canon, sans compter ce qu'ils ne purent détruire dans les forts.

Les Français s'avancèrent ensuite jusqu'à l'Ems où le dégel les arrêta. Dans le même temps, le général Moreau chassa les ennemis du comté de Bentheim, s'empara du château de ce nom, fit 600 prisonniers et prit du canon.

Ils reviennent sur leur droite.

Le territoire des Provinces-Unies se trouvant alors évacué, l'armée, par un mouvement inverse, revint sur sa droite, où il importait désor-

mais de faire face à la grande armée impériale dans le duché de Berg.

Les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui avaient passé le Rhin pour occuper le comté de Zutphen et une partie de l'Over-Yssel, repassèrent sur la rive gauche : elles suivirent les mouvemens que Jourdan fit en remontant ce fleuve, pour se rassembler entre Dusseldorf et Coblentz, et remplacer, autour de Luxembourg, l'armée de la Moselle, appelée à joindre celle du Rhin devant Mayence.

Ainsi, après huit mois d'une campagne jusqu'alors sans exemple, les armées républicaines, qui, peu de temps auparavant, craignaient pour leurs propres frontières, semblaient menacer de dicter des lois à l'Europe.

L'Angleterre sut bientôt se consoler de l'espèce d'affront que ses armes venaient d'essuyer. Convaincue que les revers de ses alliés pouvaient tourner à son profit, elle ne fit plus d'effort pour les secourir, et s'empressa même de rappeler ses troupes du continent, dès qu'elle en trouva l'occasion ou le prétexte plausible. Les Hanovriens rentrèrent dans leurs foyers. Les sept corps d'émigrés s'embarquèrent à Stade pour les Antilles ou pour les côtes de Bretagne. Les drapeaux qu'on avait vu fuir à Turcoing, Malines et Dommel; qui n'avaient pu se maintenir ni sur la

Meuse ni sur le Waal, furent transportés ensuite sur les rives de l'Océan indien; et, flottant bientôt dans toutes les possessions hollandaises, apprirent à l'Europe ce qu'elle doit en redouter. Le ministère britannique ne se donna pas même la peine de déguiser les espérances que sa position lui faisait concevoir. « Les Français sont » maîtres de la Belgique, s'écria lord Grenville, » en faisant au parlement un tableau de la si- » tuation des affaires : mais peu nous importe; » ils seront forcés de la rendre à la paix. Nous » avons pris 26 vaisseaux et les établissemens les » plus importans des deux Indes, qui nous as- » surent désormais l'empire des mers. » Paroles prophétiques qui, pour avoir été momentanément en contradiction avec les faits, ne s'en accomplirent pas moins par la suite.

Quelles que fussent d'ailleurs les fautes primitives dans l'emploi des forces des deux partis, la postérité rendra justice aux généraux qui se distinguèrent durant cette campagne mémorable, Kléber, Jourdan, Moreau, Reynier, Macdonald, Bernadotte, Championnet, Schérer, Souham et Lefebvre seront toujours cités avec honneur dans les fastes militaires de la France (1). Du

(1) Nous avons déjà cité, en rapportant les opérations des autres armées, les noms de ceux qui s'illustrèrent sur le Rhin, en Italie et aux Pyrénées.

côté des Alliés, Beaulieu, Clairfayt, Kaunitz, Alwinzy, le prince Frédéric d'Orange, Hammerstein, firent souvent oublier par de beaux faits d'armes particuliers, les fautes du système général de leurs chefs.

Cette campagne fera époque dans l'histoire des nations, comme dans celle de l'art militaire. Elle se distingua des précédentes par les énormes masses qui commencèrent à être mises en action, et par la manière dont elles furent employées. Ces masses ne pouvant plus traîner les immenses attirails de campement, bivouaquent partout où elles s'arrêtent : dépourvues de magasins, elles dévorent les pays où elles passent : on ne peut plus les solder qu'en assignats, et malgré l'extrême dépréciation de ce papier (1), le tarif de la solde reste le même; en sorte que les militaires, dénués de tout, se voient plongés dans la plus profonde misère. Un patriotisme pur soutient les soldats républicains; car, jamais ils ne coururent à la victoire plus gaîment et sans commettre moins d'excès. Des volumes entiers ne suffiraient point pour consacrer tous les actes

(1) Il fut un moment où la solde d'un officier ne montait pas à plus de 3 francs par mois. On fut obligé pour les tirer du plus affreux dénuement de leur accorder en 1795 le tiers de leurs appointemens en numéraire, et un capitaine toucha alors 70 francs par mois.

d'héroïsme et de désintéressement qui les immortalisèrent. L'histoire en recueillera les principaux traits : elle racontera, par exemple, avec quelle résignation de paisibles citoyens arrachés de leurs foyers, transformés en soldats par une loi; après avoir bivouaqué un mois entier dans le terrible hiver de 1794, sans bas, sans souliers, privés même des vêtemens les plus indispensables et forcés de couvrir leur nudité avec quelques tresses de paille, franchirent les fleuves glacés, et pénétrèrent enfin dans Amsterdam, sans commettre le moindre désordre. Cette cité fameuse par ses richesses, et qui devait s'attendre à moins de ménagemens, vit avec une juste admiration, dix bataillons de ces braves à demi-nus, entrer triomphans dans ses murs au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux, et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique, au milieu de la neige et de la glace, et attendant avec résignation sans laisser échapper un murmure, qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. Tels furent les premiers soldats de la république; tous les partis leur doivent cette justice; et si l'indiscipline s'introduisit dans plusieurs corps, l'esprit de faction en fut la cause; elle n'alla jamais, d'ailleurs, jusqu'à leur faire oublier ce qu'ils devaient aux lois de l'humanité; et, il faut en convenir, ce fut bien long-temps après,

quand l'abondance succéda à la pénurie, que des chefs insoucians donnèrent l'exemple du désordre.

Avant d'entreprendre le récit de la campagne suivante, nous esquisserons d'abord ce qui se passait dans l'intérieur de la France et aux Colonies : nous terminerons ensuite le tableau de 1794, par un aperçu de l'insurrection de Kocziusko et des victoires de Suwarof qui mirent fin à la Pologne.

CHAPITRE XLIII.

Principaux événemens de l'intérieur et de la Vendée dans cette seconde période. — Agitation des partis dans la Convention. — Nouvelle organisation du comité de salut public. — Procès de Carrier. — Inaction des républicains en Vendée; les royalistes en profitent pour se réorganiser. — Influence de Bernier dans l'Anjou; ses règlemens dévoilent son ambition; il établit un papier-monnaie. — Charette, non moins avide d'autorité, éclate contre Stofflet; la dissension entre ces deux chefs est portée au plus haut degré. — Attaque des camps retranchés. — Démarches de Puisaye pour organiser l'armée bretonne. — Il se rend en Angleterre pour solliciter des secours. — Hoche vient prendre le commandement de l'armée des côtes de Brest. — Etat des affaires à la fin de la campagne. — Evénemens maritimes.

La chute de Robespierre, si désirable sous tant de rapports, n'en exposa pas moins la république à trois chances également funestes. Il était à craindre en premier lieu, que la Convention, trop

pressée de substituer la modération à la terreur, ne remplaçât la dictature révolutionnaire par l'anarchie dans l'autorité; moins insupportable pour les citoyens; mais d'autant plus dangereuse pour l'état, qui se trouvait engagé dans une lutte gigantesque, et avait besoin de toute sa force pour en sortir victorieux. On redoutait aussi qu'en poursuivant les auteurs des massacres de Nantes, de Lyon, de Toulon et d'Arras, elle n'excitât les départemens à des réactions odieuses, source inépuisable de troubles et de guerres intestines. Enfin, il n'était pas moins à craindre que le parti royaliste, d'abord étranger à ces chocs, ne ralliât tous les intérêts opposés à ceux de la république, et ne parvînt ainsi à la renverser. Mais, si la fortune la préserva de tant de malheurs, elle ne put cependant la garantir des atteintes que ce parti continua à lui porter.

État de la France après la mort de Robespierre

Le supplice des triumvirs ne rendit à la France qu'un calme passager assez semblable à la stupeur. Les partis s'observaient : les prisons, ouvertes pour les 100 mille suspects dont elles furent encombrées, n'attendaient plus que des coupables : la guillotine avait suspendu ses effrayantes exécutions. Déjà, le gouvernement révolutionnaire allait être mitigé : un décret du 3 septembre donna une nouvelle organisation aux comités du gouvernement; et décida que celui de salut public serait renouvelé par quart,

le 15 de chaque mois, et que les membres sortis ne pourraient être réélus qu'un mois après (1). En attendant l'abolition du tribunal de sang, on destitua et mit en jugement son affreux accusateur public; on choisit des juges et des jurés, plus respectés par l'opinion publique : les biens des condamnés, non émigrés, furent rendus à leurs héritiers : on réduisit le nombre des comités révolutionnaires de Paris; le décret qui accordait quarante sols par jour aux prolétaires délibérans dans les assemblées de sections, fut rapporté. La Convention accorda des encouragemens aux savans, aux artistes et aux gens de lettres; proclama la liberté des cultes; retira le décret qui défendait de faire des Anglais prisonniers; nomma une agence d'approvisionnement, sous la surveillance des comités. Mais ces mesures de détail ne pouvaient seules faire avancer le char révolutionnaire, au milieu des obstacles qui encombraient sa route; et l'horizon était encore surchargé de nuages.

Efforts des Jacobins pour ressaisir le pouvoir.

La faction, connue sous le nom de *Queue de Robespierre*, méditait dans l'ombre les moyens de ressaisir le pouvoir. Plusieurs députés montagnards, revenus des armées et des départemens, où ils avaient exercé le proconsulat, avides

(1) Voyez pièces justificatives, n° 3.

de puissance, ou excités par l'espoir de prévenir les dangers d'une réaction royaliste dont ils avaient tout à redouter, travaillaient ouvertement à reprendre la suprématie dans les comités, à la Convention et dans les clubs. Déjà, même, par l'organe des Jacobins, ils avaient demandé, le 25 août, la continuation du gouvernement révolutionnaire. « Ils n'ont abattu le tyran, di-
» saient leurs orateurs, que pour nous ramener
» insensiblement à l'aristocratie. Prenez garde,
» patriotes purs! vous qui avez servi la répu-
» blique avec énergie; ils méditent déjà votre
» procès! La commune seule pouvait mettre un
» frein à leur fureur réactionnaire : qu'on la ré-
» tablisse dans toute sa force, ou nous sommes
» perdus. Encore un coup énergique, et la ré-
» publique est sauvée! »

La terrible explosion de la poudrière de Grenelle, arrivée en même temps, donna lieu à mille conjectures; et, aux yeux même de la Convention, elle passa pour une œuvre de perfidie, tendant à exciter un mouvement. On dénonça de toutes parts, des menaces faites aux députés thermidoriens; et la tentative d'assassinat commise sur Tallien, dévoila le projet d'une réaction.

Rapport de Robert Lindet sur l'état de la France.

Les comités ne s'abusaient pas entièrement sur la disposition des esprits, et sur les dangers de la chose publique. Le rapport, fait le 20 sep-

tembre par Robert Lindet, signala le mal, sans indiquer toutefois les moyens d'en atténuer les effets. Il n'y en avait qu'un; celui de recourir, dans cette crise, au remède qui sauva Rome tant de fois. Mais comment proposer un dictateur, à une époque où ce nom seul passait pour un blasphème? Une telle résolution n'entrait dans la tête d'aucun républicain. Il fallut donc adopter le système des contre-poids, qui tend à détruire les factions par elles-mêmes, qui exige beaucoup de tact et d'habileté, et devient souvent fatal à celui qui dirige le balancier.

Des attaques réitérées contre Billaud-Varennes, Barrère, Collot-d'Herbois et d'autres membres des anciens comités, jointes à la mise en accusation de Carrier, indiquaient assez que la vindicte publique n'était pas satisfaite. D'un autre côté, les Jacobins, résolus de prendre leur défense, ne se bornaient plus à de vains discours, ils agissaient; Tissot et Trouville travaillaient à soulever les faubourgs de la capitale. Dès les premiers jours de novembre, tout annonçait une irruption prochaine : des attroupemens menaçans se formaient autour de leur club; un comité insurrecteur s'établissait au centre du faubourg St.-Antoine; les députés de la Montagne, enfin, prenaient une attitude plus fière. Les comités de salut public et de sûreté générale, réunis, ordonnèrent la clôture de cette société factieuse qui, depuis trois ans, tenait la France asservie,

Attaques contre les anciens membres des comités

16 novemb

et dont les délibérations l'emportèrent souvent sur les actes de l'autorité; la Convention se hâta de les approuver, et les Jacobins furent fermés pour ne plus se rouvrir. On arrêta Tissot, Trouville, Raisson et plusieurs autres chefs; mais l'orage, écarté pour quelque temps par ces mesures énergiques, n'en devait éclater qu'avec plus de fureur.

Rappel des soixante-douze conventionnels bannis.

Dans cet état de fermentation, une nouvelle lutte paraissant inévitable et prochaine, le parti modéré s'empressa de rappeler les soixante-douze députés proscrits à cause de leurs relations avec les Girondins, et soustraits au supplice par l'intervention de Robespierre. Cet acte de justice nationale avait encore un autre but, celui de s'assurer la majorité; et, jusques-là, c'était fort bien : mais en tolérant par son silence les excès des fougueux réactionnaires du Midi, la Convention s'aliéna les cœurs des républicains, qui crurent voir dans cette conduite le projet de les livrer au fer des royalistes.

Ainsi, malgré les chants d'allégresse, inspirés par la chute d'un système odieux, la Convention, semblable à un vaisseau désemparé après la tempête, errant au gré des vagues encore mutinées, flottait incertaine au milieu des factions qui cherchaient à s'emparer du timon des affaires.

Position critique du gouvernement.

Tous les ressorts du gouvernement semblaient s'être brisés avec la verge de fer du comité. En passant des mains des décemvirs à celles d'une

assemblée débile et tracassière, l'autorité publique tomba dans la langueur. Le comité, renouvelé chaque mois, agit sans plan ni vigueur. Dans son enthousiasme pour les doctrines démocratiques, la Convention avait substitué aux différens ministères, des commissions nombreuses, entre lesquelles elle répartit les attributions administratives. C'était sans doute un mal : mais, comme il procura des emplois aux partisans de la Montagne, et fut pallié par l'énergie du comité directeur, l'on s'en aperçut à peine durant le règne de la terreur. Ce fut tout autre chose, lorsqu'après le 9 thermidor, on abandonna les erremens de la faction terrassée, et qu'on voulut imprimer à toutes les branches du service public une marche régulière, avant d'avoir créé des moyens : alors on reconnut le défaut d'unité, à l'incohérence et aux lenteurs d'exécution.

Les armées seules conservèrent encore une attitude imposante, tant qu'au milieu du désordre de l'administration, Carnot, dont personne ne révoquait en doute la capacité, fut à la tête de la section d'où émanaient tous les ordres relatifs aux opérations (1).

(1) Un bureau topographique, institué dans l'origine pour fournir au comité de salut public les cartes et renseignemens nécessaires, devint sous la direction de Carnot le centre de toutes les opérations militaires. Le général de brigade Clarke en fut d'abord le chef. Là se centralisèrent les rapports des généraux et ceux des re-

Embarras des finances.

A mesure que l'autorité perdait de sa force, le zèle des contribuables se refroidissait, et les besoins de l'état croissaient en raison du déficit qu'éprouvait le trésor public. L'émission démesurée des assignats, annonçant une prochaine banqueroute, tenait le gouvernement dans la plus affreuse perplexité. La victoire avait, il est vrai, porté de grandes armées au-delà des frontières; mais, pour les y soutenir et conserver l'ascendant qu'elles avaient sur les ennemis extérieurs, il fallait songer à les payer bientôt en numéraire : obligation impérieuse, sacrée, à laquelle les économistes les plus hardis n'osaient songer sans frémir, autant pour la patrie, que pour les pays qu'on allait être contraint de dépouiller.

Déjà, la Belgique, où les agens de Cambon avaient donné lieu à tant de plaintes au commencement de 1793, se trouvait en butte aux arrêtés vexatoires des représentans en mission. Un de ceux-là traduisait au tribunal révolutionnaire,

---

présentans en mission près des armées; de là émanèrent aussi les instructions du gouvernement et les plans de campagne.

Cet établissement dont on ne saurait nier les avantages, et qui rendit d'importans services, eût été bien plus efficace encore, si on se fût attaché à mettre à sa tête un militaire plus habile que celui qui le dirigea d'abord. Clarke n'avait ni l'expérience ni le génie de la guerre.

tout belge convaincu d'avoir refusé des assignats pour leur valeur nominale; un autre interdisait le moindre commerce avec l'ennemi. En France, le papier baissait toutes les heures, et n'avait plus de valeur approximative, du jour au lendemain.

Troubles du Midi.

De cette pénurie générale, autant que de la marche ambiguë du gouvernement, naquirent bientôt des désordres très-graves dans l'intérieur. Ils furent, dans le Midi, et particulièrement à Lyon, Toulon et Marseille, cause et prétexte de nouveaux troubles. C'est surtout dans cette dernière ville, où la révolution fut accueillie avec tant d'enthousiasme en 1790, siége du fédéralisme en 1793, que les montagnards tentèrent de fixer en 1794 le foyer de la révolution jacobine. Là, deux hommes qui s'étaient déjà acquis dans le parti une affreuse célébrité, Reynier et Voulland, s'apprêtaient à répéter les scènes du 2 septembre, et recrutaient une horde de fédérés, pour marcher au secours de leurs frères de la capitale, opprimés, disaient-ils, par la Convention. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine, que les représentans parvinrent à comprimer les factieux et à retarder l'explosion.

Politique extérieure

Pendant la durée de cette période, la politique extérieure n'occupa que faiblement la Convention; et, depuis le discours prononcé par Robespierre, au mois de novembre précédent, dix mois s'étaient écoulés, sans aucun débat sur

hardi d'émettre 6 millions de papier-monnaie dont le cours serait forcé; et au moyen duquel il serait facile d'assurer une solde à l'armée, et d'acquitter exactement les réquisitions frappées pour son entretien. Cette mesure réussit mal, comme nous le verrons dans la suite : des désordres eurent lieu entre les paysans, et les soldats de Stofflet munis de ces nouveaux assignats; et la haine des chefs éclata avec plus de violence.

La Convention modifie son système. Du côté des républicains, la chute de Robespierre apporta un changement dans le système adopté par la Convention. Les commissaires de la faction jacobine furent rappelés : l'affreux Carrier quitta Nantes; Bourbotte et Bô, hommes plus modérés, qui le remplacèrent, cédant à la clameur publique, firent arrêter et mettre en jugement les membres du tribunal de sang, exécuteur de ses volontés. Plus tard, Carrier lui-même porta sa tête coupable à l'échafaud; et, dans la mémorable séance du 3 octobre, à laquelle ce procès donna lieu, Thurreau, accusé de toutes parts d'être l'auteur du système des colonnes infernales, fut décrété d'accusation.

Déjà, depuis quelque temps, le commandement des armées des côtes de la Rochelle et de Brest avait été rendu au général Canclaux, que l'on a vu éloigné l'année précédente, à la suite de ses débats avec Rossignol; mais qui, plus sage

et plus modéré qu'habile capitaine, avait les qualités nécessaires pour ramener l'ordre.

Le départ des meilleures troupes pour l'Espagne et pour Trèves, ne lui inspirait pas assez de confiance pour attaquer et poursuivre sans relâche un ennemi prompt à se relever de ses défaites, et le système destructeur abandonné peut-être au moment où l'on en eût obtenu des résultats, ne pouvait plus être repris sans inconvénient.

Toutefois, s'il restait beaucoup à faire pour réduire ce pays dévasté à l'obéissance, il semblait du moins aisé de le contenir; car il ne s'agissait que de lui couper toute communication avec la mer et la Loire : chose facile, au moyen des camps retranchés.

La chouannerie s'établit en Bretagne.

La répression de la chouannerie offrait plus de difficultés : le théâtre des hostilités s'était étendu dans toute la presqu'île du Cotentin, et par-delà la Mayenne. Le général Canclaux, et le général Moulins (1) commandant l'armée des côtes de Cherbourg, devaient combiner leurs opérations, afin d'étouffer, dès l'origine, des rassemblemens qui se propageaient avec rapidité et menaçaient déjà Paris.

(1) Le frère aîné de celui qui se tua à Chollet, et qui, depuis, fut l'un des cinq directeurs de la république. Il passa ensuite à l'armée des Alpes, et Hoche vint le remplacer en Bretagne.

Etat des républicains

A ne consulter que les états de situation, il y avait plus de 80 mille hommes dans les trois armées employées à cette guerre de détail, qui n'offrit, depuis le mois de juillet jusqu'à la fin de l'année, que quatre à cinq combats dignes d'être nommés (1). Mais on sait assez que, sur ce nombre, il y avait moitié de non-combattans : le reste, malingre, en proie à une gale opiniâtre, fruit de la malpropreté des paysans bretons, languissait dans les dépôts et les hôpitaux.

Attaque de leurs camps retranchés.

Charette, étonné du long repos qui succédait à une campagne d'hiver si active, attribua ce système à la faiblesse de son adversaire (2); et résolut d'enlever le camp de la Roulière, en avant de Légé. Les troupes qui l'occupaient, parcourant les cantons voisins, y enlevaient toutes les ressources, et menaçaient les royalistes du Bas-Poitou, d'une ruine prochaine. Se débarrasser d'un voisin si incommode, et rejeter dans Nantes la terreur qu'il répandait dans les cantons royalistes, était un avantage trop évident pour ne pas légitimer l'entreprise. Le général Jacob qui commandait ce camp étant absent, et la

(1) Carnot affirma, dans la séance du 3 octobre, qu'il y avait 120 mille hommes sur les côtes de l'Océan ; mais il faut croire que ce rapport à la tribune fut exagéré à dessein.

(2) Ce repos des républicains, après leurs succès, a été attribué à tant de causes contradictoires, qu'il restera probablement un mystère pour la postérité.

garnison composée de recrues, ce coup de main réussit le 4 septembre par surprise : il n'aurait rien eu de particulier, si, pendant que les vainqueurs s'amusaient à piller, une colonne mobile, sortie de Montaigu, ne fût tombée sur leurs derrières, et n'eût été sur le point de leur arracher la victoire. Charette échappa à ce danger par sa présence d'esprit, et remporta, après un combat très-vif, un second avantage sur cette colonne, qu'il rejeta à Montaigu avec perte. L'armée royaliste, après cet exploit, reprit le chemin de ses foyers.

Combat de Fréligné.

Cependant, quelques papiers trouvés à la Roulière ayant découvert à Charette que le projet de Canclaux était de l'affamer, en avançant peu-à-peu ses camps dans l'intérieur de la Vendée, il rassembla de nouveau son armée le 13, décidé à attaquer le camp de Fréligné, dont il était le plus incommodé. Le 15 septembre, les royalistes l'assaillent sur trois de ses fronts ; mais ils trouvent cette fois, des gens prêts à les recevoir. Les chefs de brigade, Prat et Mermet, se défendent avec autant de valeur que d'intelligence : couverts par un large fossé et un parapet fraisé, ils résistent pendant cinq heures à tous les assauts, et jonchent le fossé de royalistes. Toutefois ces deux officiers ayant été tués au fort de l'action, le reste de leur petite troupe perdit son énergie, et se laissa égorger. Le fils de Mermet,

âgé à peine de 14 ans, attaché au corps de son père expirant, y fut haché en pièces, et mourut en criant *vive la république!* exemple déplorable de l'exaltation des partis, dans ces horribles guerres! Quelques soldats échappés à cette boucherie, croyant se sauver à St.-Christophe du Ligneron, y tombèrent dans une embuscade où ils périrent jusqu'au dernier.

Dissension parmi les chefs vendéens.

Charette n'avait pas attendu ce second avantage pour rappeler à Stofflet les obligations du pacte de Jalais, et le requérir de se joindre à lui. Le garde-chasse, non moins ambitieux, et aussi capable peut-être de commander que l'ex-lieutenant de vaisseau, refusa, sous divers prétextes, d'agir de concert avec lui. Toutefois, ne voulant point encore rompre ouvertement, il ordonna une diversion contre le camp de Chiché, dont les colonnes mobiles inquiétaient l'arrondissement de Châtillon.

Combat de Chiché.

Le 10 du mois de septembre, tout ce qui était classé dans 27 communes partit pour cette expédition, au nombre de 4 mille hommes, sous la conduite des divisionnaires Renou et Guichard. Etabli sur une hauteur et muni d'artillerie, le camp républicain n'était susceptible d'être enlevé que par surprise; mais les royalistes, ayant mis trop de lenteur dans leur marche, n'arrivèrent qu'au jour au pied de la position. Un des chefs, craignant de se compromettre par une attaque

intempestive, ne voulut point passer outre, et laissa l'autre courir avec 2,400 hommes à l'escalade, qui fut repoussée.

Par hasard, un gros détachement sorti du camp de bonne heure en vue de battre la campagne, surprit la division de réserve dans la vallée où elle faisait halte, au moment que l'autre commençait son attaque. La surprise fut égale des deux côtés, et tourna contre toute probabilité, à l'avantage des royalistes; car la colonne qui attaquait le camp, ayant rétrogradé aux premiers coups de fusil qu'elle entendit sur ses derrières, mit le détachement républicain entre deux feux, et l'anéantit presque entièrement, tandis que la garnison ne faisait rien pour éviter aux siens une catastrophe qu'elle ignorait.

Combat d[e] Noir-Lieu

Le général Grignon commandant le camp de Vérine, prit au reste, quelques jours après, revanche complète de cette échauffourée, en enlevant le poste de Noir-Lieu, où le divisionnaire Renou avait placé son quartier-général.

Le reste de la campagne s'écoula plus en intrigues qu'en combats, et peu s'en fallut que Charette et Stofflet n'en vinssent aux mains, au sujet des mesures prescrites par le dernier, pour l'introduction du papier-monnaie.

La dissen[-]sion redo[uta-]ble.

Charette, non content de protester contre ce système qui, selon lui, transformait les martyrs de la royauté en troupe de mercenaires, pré-

sentait d'ailleurs le règlement comme un attentat aux stipulations de Jalais, où chacun s'était interdit la faculté de rien innover, sans le consentement des trois armées. Il cita Stofflet à comparaître devant son état-major et celui de Sapinaud, pour rendre compte des motifs qui l'avaient porté à une démarche si décisive. Bernier était trop rusé, pour ne pas prévoir l'issue d'une telle sommation; et le sort de Marigny était encore trop récent, pour s'exposer ainsi au ressentiment d'un adversaire vindicatif. « Gardez-vous de donner dans le piége, dit-il à Stofflet : c'est moins » pour connaître les motifs de votre conduite, » que pour avoir l'occasion de vous faire arrêter, » que Charette vous adresse cette insolente » sommation : jaloux de ce que vous avez plus » de soldats que lui, c'est à votre autorité et » non à vos règlemens qu'il en veut. »

Charette fait condamner Stofflet.

Stofflet, entraîné par ces puissans motifs, refuse de se présenter. Alors, les états-majors des deux armées, convoqués à Beaurepaire, quartier-général de Sapinaud, prennent un arrêté foudroyant, qui annule l'émission du papier-monnaie, et les titres que s'arroge Stofflet, déclare le pacte de Jalais rompu; enfin, annonce la ferme résolution *de combattre, avec les deux armées réunies, tout ambitieux qui, de son autorité privée, se saisirait d'un pouvoir illégal.*

Ce manifeste était une déclaration de guerre,

et peu s'en fallut qu'elle n'éclatât. Le curé de St.-Laud ne manquait pas de motifs pour répondre à ces accusations : il le fit avec énergie et dignité.

« Le style de l'arrêté de Beaurepaire, écrivit-» il, la tournure des phrases, la singularité des » expressions, m'ont fait croire un instant que » la main d'un fourbe avait imité vos signatures, » et tenté de nous désunir. Vous parlez de griefs; » je n'en connais aucun. Ma volonté est celle du » conseil qui me guide : ma conduite n'en est que » le résultat; je n'en suis comptable qu'à Dieu » et au Roi. Je pourrais donc, comme son gé-» néral, garder le silence, et attendre que les » événemens vous eussent conduit, ainsi que » moi, au tribunal de l'Eternel, ou devant le » trône de nos Rois, pour procéder à ma justifi-» cation.

» Quels sont ces griefs? l'émission d'un pa-» pier-monnaie, malgré la protestation des ar-» mées? Je n'en connais aucune qui soit collec-» tive. La papier fut d'abord admis à l'armée du » centre; Charette seul le rejeta. Mais si les » chefs du centre ont eu le droit de changer d'o-» pinion, n'avons-nous pas celui de persévérer » dans la nôtre? Cette émission est le fruit de la » réflexion : le malheur des temps l'a fait naître; » c'est pour l'adoucir que nous y avons eu re-» cours. Ce gage, ce papier, n'entre dans nos

» mains que pour refluer dans celles du pauvre :
» il rassure les créanciers de l'Etat : il est le prix
» du sacrifice des propriétaires et du cultivateur,
» le salaire des travaux de l'artisan, et la juste
» récompense du courage de nos braves soldats.
» Cette solde n'est pas le prix de leur sang,
» mais le soulagement à leurs besoins : ils n'en
» combattent pas moins, pour Dieu et le Roi.
» Sont-ce donc là des moyens suborneurs, in-
» ventés par le plus orgueilleux et le plus vain
» despotisme? Les soldats des Turenne, des
» Condé, des Villars, n'étaient-ils pas soldés?
» *Nos émigrés ne le sont-ils pas eux-mêmes, par*
» *les richesses de Catherine, de Pitt et de la Hol-*
» *lande?* Cette solde avilit-elle le courage, les
» sentimens et la noblesse?

» Si les trois armées ne font plus un même
» corps; si chacun reprend sa force et sa forme
» première, le conseil de l'armée d'Anjou peut
» donc exécuter ce qu'il croira juste, utile et
» convenable pour le bien de son arrondisse-
» ment, sans qu'on puisse s'y opposer.

» Peut-il exister un Français, ami de son Roi
» et du bon ordre, qui veuille lancer au milieu
» de nous de nouveaux brandons, si propres à
» susciter les feux d'une division intestine? S'il
» en existe, il payera de sa tête son imprudente
» et aveugle audace.

» Eloignons de nous les esprits turbulens :

» que tout ambitieux qui tentera de s'élever sur » la ruine des autres, soit puni sur-le-champ : » qu'une explication franche, loyale et réci» proque, dissipe tous les nuages.

» Elevé par la confiance des peuples à la di» gnité de général, je soutiendrai ce titre par » les voies légales. Je repousserai mes ennemis. » Je punirai les traîtres et les artisans de dis» corde, et je procurerai le bien public, par » tous les moyens qui seront en mon pouvoir. »

Après de semblables débats, comment se flatter de rétablir l'harmonie entre des hommes divisés par un schisme si scandaleux? Quel espoir de salut reste-t-il à leur cause si une autorité supérieure ne vient étouffer ces intérêts privés, et ramener les efforts de tous vers le but primitif de l'insurrection?

Toutefois, Stofflet ayant cédé deux arrondissemens de son territoire pour éviter une rupture ouverte, leur haine resta encore concentrée, et ce fut peut-être un malheur pour le parti, puisque ces chefs n'en devaient pas moins succomber successivement sous les coups des républicains, sans se prêter mutuellement aucun secours.

Efforts de Puisaye pour organiser l'armée bretonne.

A mesure que le feu de la guerre civile se ralentissait dans la Vendée, faute d'alimens, il prenait de l'intensité dans la presqu'île du Cotentin, où Puisaye commençait à donner plus de développement à l'insurrection bretonne. L'é-

poque où cet homme habile dans l'art de l'intrigue va s'élever au premier rang des chefs de parti, nous a paru la plus convenable pour esquisser son caractère et ses projets.

Portrait de ce chef.

Proscrit à la suite de sa levée de boucliers en faveur des Girondins (1), défait près de Vernon, et voyant sa tête mise à prix, il s'était réfugié dans les départemens d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan. Là, errant de château en château, de chaumière en chaumière, il avait eu l'occasion d'apprécier l'esprit du peuple breton, et la haine vouée, dans les campagnes, au despotisme conventionnel : bien qu'il fût étranger à ces contrées, ignorant leur idiome (2), il osa concevoir l'espérance de donner suite au plan gigantesque de Larouairie, dont il avait recueilli quelques détails dans ses courses.

Doué d'un physique imposant, d'une éloquence persuasive, actif, infatigable, simple quand il fallait se faire des amis, fier et irascible lorsqu'il trouvait des rivaux ; il semblait destiné à relever les espérances déçues par la perte de Bonchamps, d'Elbée, Lescure et Larochejacquelin.

---

(1) Tome 3, chapitre 19.

(2) Le bas-breton ressemble plus aux langues du Nord, qu'à la française : c'est un mélange de gaulois avec l'idiome des Saxons, des Danois, des Normands.

Quelques nobles, séduits par son extérieur, autant que par son esprit, n'hésitèrent pas à reconnaître son autorité, et à le ranger au nombre de ces hommes privilégiés que la nature appelle à commander.

Ses premières tentatives.

Puisaye rôdait aux environs de Rennes, lors de l'expédition des Vendéens, à la fin de 1793. Ses partisans, non contens de lui attribuer une grande part à cette entreprise, pensent qu'elle eût été couronnée du plus brillant succès, si l'on se fût emparé aussitôt de la capitale de la Bretagne, comme il en avait donné le conseil. Mais, soit qu'il n'eût pas alors tout le crédit dont il jouit dans la suite; soit que les royalistes de cette province perdissent l'occasion d'organiser une armée bretonne, en courant joindre isolément les colonnes de Larochejacquelin, cette incursion n'amena, comme on sait, que des désastres.

État de la Bretagne.

Les cinq départemens de la Bretagne, coupés de montagnes boisées, ne comptaient pas moins de 2 millions et demi d'habitans : c'était le triple de la Vendée. Le peuple qui en couvre la surface, simple, ignorant, d'autant moins disposé à sortir de ses campagnes, que son langage met obstacle à toutes communications avec ses voisins, est entêté, brave, dévoué. Les royalistes pouvaient beaucoup espérer, si, maîtres de Rennes, ils parvenaient à introduire dans cette province le service militaire obligé, comme cela s'était pra-

tiqué dans l'Anjou et le Poitou. A la vérité on eût rencontré bien des entraves dans les départemens d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure, dont la population, influencée par celle des capitales, penchait pour la république; mais le Morbihan, les Côtes-du-Nord, partie du Finistère, et les environs de Laval, donnaient de plus grandes espérances.

Des bandes s'y organisent.

D'ailleurs, la Bretagne fourmillait de contrebandiers désœuvrés qui, au temps où chaque province française se trouvait soumise à des lois fiscales différentes, vivaient des fruits d'un commerce frauduleux, exigeant à la fois beaucoup d'adresse et d'audace. Ces hommes robustes et déterminés, des pêcheurs, des paysans simples et grossiers, des matelots classés, des réfractaires de la réquisition, excités par la noblesse et le clergé, résistèrent d'abord aux lois tyranniques de la Convention; et, après avoir secoué le joug de l'autorité, épousèrent la cause royale, avec toute la fureur dont ils étaient susceptibles.

Des meurtres particuliers, des pillages de voitures publiques, des attentats nocturnes, avaient d'abord signalé ces bandes (1). Après

---

(1) Elles prirent le nom de *Chouans*, de celui que les paysans donnaient à quatre frères qui furent leurs premiers meneurs. Ces contrebandiers, faisant leurs courses de nuit, étaient comparés à des *chats-huans*; et le surnom en resta à leur troupe.

l'expédition des Vendéens sur la rive droite de la Loire, beaucoup de royalistes dispersés à Savenay se réunirent à elles, et leur donnèrent plus de consistance.

Georges Cadoudal, Lemercier (1), échappés aux désastres du Mans et aux prisons de Brest, secondés du marquis d'Allègre, émigré Toulonnais compagnon de leur captivité, avaient formé dans le Morbihan trois divisions, de mille à 1,200 aventuriers. Cet exemple fut suivi dans d'autres cantons par Boulainvilliers, Silz, Labourdonnaye; de même que par Boishardy, dans le département des Côtes-du-Nord; par Tristan, Turpin, Sarrazin, et Cacquerey, entre la Mayenne et la Vilaine.

Frotté cherche à soulever la Normandie.

Un mouvement semblable venait d'être organisé en Normandie, par les soins du comte de Frotté arrivé récemment de l'armée de Condé. Les mêmes intérêts de la noblesse se retrouvaient ici comme dans les autres provinces, et se renforçaient d'un bon nombre de mécontens, que le système de la terreur et les réquisitions arbitraires avaient excités. Plusieurs divisions furent organisées secrètement, entre la Loire et la Seine: mais, contrariées par l'esprit républicain

(1) Georges est devenu assez célèbre par le projet qu'il forma en 1803 d'enlever Bonaparte, alors premier consul. Lemercier était un jeune homme de mérite, aimant l'étude et la guerre.

des habitans des villes, la surveillance des autorités et l'activité des troupes conventionnelles, elles ne s'assemblèrent jamais que partiellement, et n'entreprirent que des coups de main, sans combinaison comme sans résultat.

État de ces partis.

Tantôt à la tête de cent hommes, tantôt à la tête de mille, bientôt après isolés et poursuivis, ces chefs ne perdaient aucune occasion de frapper sur des cantonnemens compromis, ou d'enlever les caisses et les autorités républicaines.

Près de 30 mille hommes s'étaient ainsi constitués en guerre ouverte avec le gouvernement conventionnel; les uns, par esprit de vengeance; d'autres, par l'appât du gain; le plus petit nombre, par dévouement pour ses chefs. Ceux-ci donnaient l'exemple de l'acharnement et de la barbarie : indignés des horreurs commises par Carrier, Hentz et autres délégués du comité de salut public; ayant tous des parens ou des amis à venger, ils se faisaient un horrible plaisir du droit de représailles. Loin de nous, la pensée de les justifier; bien moins encore, de prétendre que leur conduite ne fut en quelque sorte atténuée par celle qu'on tint à leur égard. Un premier tort, dans les guerres civiles, en amène un autre; des flots de sang coulent pour expier une démarche inconsidérée; et, dans la Vendée, les partis n'eurent rien à se reprocher.

Donner à ces bandes de chouans une organisation solide, les ployer à la discipline, les soumettre à un frein, rattacher tous les fils de cette grande chaîne à une organisation commune, n'était pas chose facile. Puisaye se flatta d'y parvenir, en cherchant à s'emparer de Rennes; le mauvais succès de son entreprise, légèrement indiqué au chapitre 35, et les contrariétés qu'il éprouvait de la part de subalternes peu dociles, lui en dévoilèrent toutes les difficultés. Ses rapports avec Tinteniac, envoyé par le gouvernement anglais, lui découvrirent un moyen plus sûr de parvenir à ses fins. Puisaye tente de les organiser.

L'île de Jersey était pleine d'émigrés bretons: Pitt, dans l'espoir d'en tirer parti, avait demandé au Parlement l'autorisation et les fonds nécessaires pour en former des légions soldées; et la première fut confiée au marquis Dudresnay, ancien officier de la maison du Roi. Cet homme vain, pusillanime, qui, par un oubli criant des convenances, se trouvait à la fois colonel à la solde anglaise, et investi par les princes de l'éminent emploi de gouverneur de la Bretagne, n'était rien moins que capable de justifier les espérances placées en lui. Ses relations avec Jersey.

Puisaye ayant reçu de lord Balcaras, gouverneur de Jersey, et de ce marquis Dudresnay, plusieurs communications directes, s'en prévalut adroitement pour faire insinuer aux chefs de la Il proclame l'insurrection.

chouannerie qu'il était leur intermédiaire naturel avec les princes et le ministère britannique; et ils reconnurent insensiblement son autorité. Alors, il se déclara ouvertement; arrêta, au commencement de juillet 1794, un règlement d'organisation, assembla un conseil pour la direction des affaires, publia des proclamations, au nom des princes; distribua des brevets de maréchal-de-camp aux chefs de division, et des grades inférieurs, à ceux qui les sollicitèrent. Toutefois, la fermeté et la surveillance de Canclaux et des autorités d'Ille-et-Vilaine empêchèrent long-temps le feu de se propager, en mettant obstacle aux grands rassemblemens : enfin, l'arrivée de Hoche augmenta encore les difficultés de cette entreprise.

Il se rend à Londres pour y chercher appui.

Puisaye, loin de se laisser effrayer par ces entraves, se persuade que l'Angleterre étant intéressée au succès de la cause royale, c'est par le cabinet de St.-James qu'il obtiendra, en un clin-d'œil, ce crédit si difficile à acquérir dans le désordre des guerres civiles, en même temps que le noyau de forces régulières indispensable pour étendre et consolider l'insurrection. Encouragé par différens messages du ministre Dundas, qui manifestait l'intention de soutenir les royalistes, Puisaye ne voit de salut qu'à Londres, et s'embarque aussitôt, dans l'intention d'y ranimer les espérances, et d'y réveiller tous les intérêts mé-

connus, ou les haines assoupies. Après avoir investi Cormatin, son major-général, de la présidence du conseil qu'il a lui-même institué, il fait voile vers la Tamise.

L'éloignement de tous les princes français ne le décourage point; il écrit au comte d'Artois; puis dans l'ivresse d'une ambition démesurée, il s'adresse à Dundas, à Grenville, à Pitt même; enfin aux ministres de toutes les puissances en guerre avec la France; espérant trouver en eux des appuis généreux, et des protecteurs désintéressés. Il n'oublie rien de ce qui peut les stimuler; son imagination ardente est prompte à trouver des fictions quand il s'agit de persuader ce qu'il croit lui-même : ou plutôt en cherchant des motifs de conviction, il finit par substituer un état de choses imaginaires à des réalités.

« On connaît maintenant la disposition des » esprits, disait-il aux ministres; les Français » sont partagés entre la crainte et l'espoir. Les » Bretons, assurés que les Anglais pourront se » maintenir parmi eux et à leur aide, se déclareront franchement pour leur Roi. Otez la » crainte des vengeances, substituez-y l'assurance d'une protection stable et constante: » une proclamation tiendra lieu de 30 mille hommes : 20 mille habits rouges, distribués aux » insurgés, en feront voir cent mille. Que la » force réelle soit de 10 mille hommes, il n'y

» aura pas une goutte de sang répandue : qu'elle » soit de 6 à 7 mille hommes, elle sera stricte- » ment suffisante. » Etrange aberration que celle de vouloir faire avec 10 mille habits rouges, ce que l'Europe entière n'avait point réussi à opérer, et de prétendre y parvenir sans verser une goutte de sang.

Conférences avec Pitt. Projet soumis.

Cependant Pitt, loin de repousser un tel auxiliaire, lui accorde des conférences officielles avec Grenville et Dundas. Le plan qu'il leur soumet consiste à débarquer entre Cancale et Paimpol, avec 1,200 hommes de cavalerie légère, 1,500 canonniers, 7,500 hommes d'infanterie; puis de se diriger en quatre marches sur Rennes, où l'on se maintiendrait jusqu'au printemps, employant l'hiver à organiser la Bretagne. Enfin, il insistait pour qu'on promît l'oubli du passé, que les dépenses de l'armée fussent payées, et qu'on prît possession de la Bretagne au nom de Louis XVII.

S'il faut avouer qu'une telle expédition offrit des chances de succès, elle n'était cependant pas si facile à exécuter, qu'on l'imaginait. L'Angleterre, dont les forces étaient employées en Hollande et sur différens points du globe, ne disposait pas d'une masse de troupes, pareille à celle qu'on demandait; et il fallait du temps pour rassembler tout ce qu'exigeait une telle entreprise, impossible d'ailleurs à réaliser avant le printemps suivant.

D'un autre côté, le bruit des démarches de Puisaye se répandant, comme l'éclair, dans les coteries d'émigrés, y réveille les petites passions, les intérêts privés, et l'orgueil. Sans approfondir le mérite de ses plans, on n'examine que les défauts du personnage; on scrute sa conduite aux premiers jours de la révolution. Il a voté avec le tiers-état dans l'assemblée constituante; c'est donc une vipère dangereuse, qu'il faut rejeter du sein d'une noblesse qui se croit irréprochable. Une dernière étincelle de patriotisme jaillit de ces têtes exaltées par l'adversité, et vient se mêler aux mouvemens de jalousie et de méfiance: ceux même qui n'ont pas craint d'applaudir à la livraison de Toulon, accusent Puisaye de vouloir remettre les ports et les places de Bretagne à l'Angleterre; et le signalent comme un traître, ou comme un homme dangereux.

Les émigrés le soupçonnent et le contrarient.

Tel était l'état des affaires de l'Ouest, à la fin de 1794. En l'examinant avec attention, on reste convaincu qu'il y avait encore de grands élémens de résistance; et peut-être même qu'en les employant habilement avec le concours de la guerre étrangère, il n'eût pas été impossible de faire triompher la cause des royalistes. Le seul moyen d'y réussir, était incontestablement d'établir une autorité centrale, qui réunît tous les pouvoirs; et de la confier à un chef capable de diriger vers un même but, tant d'intérêts et d'amours-propres

État des choses à la fin de la campagne.

divisés. Il n'y avait qu'un prince de la maison de Bourbon, qui pût prendre assez d'empire pour y parvenir; et parmi ceux-ci le duc d'Enghien était le seul en état de jouer ce rôle. Si ce prince débarquant avec quelques milliers d'hommes eût réuni dans un même conseil Puisaye, Charette, Bernier, Stofflet, Sapinaud, Scepeaux, afin de ne former qu'une armée, dont les ailes eussent été confiées à des lieutenans-généraux vigoureux, aidés de bons conseils, et responsables sur leur tête de la moindre négligence dans l'exécution des ordres, il serait difficile de calculer ce qu'il en fût arrivé. A de telles résolutions on substitua des agences secrètes, établies à Paris par le Régent; et qui, sans autre arme que l'intrigue, prétendant opérer la restauration par la capitale, contrarièrent les chefs militaires et augmentèrent les élémens de discorde.

Au milieu des obstacles que lui opposait l'égoïsme, Puisaye donnait de trop belles espérances pour ne pas trouver quelque crédit près des ministres anglais; et les princes français étaient tout disposés à investir de leur confiance, quiconque laissait entrevoir la moindre possibilité de relever le trône. Nous verrons donc dans la relation de la campagne suivante, quels furent les résultats de ses menées; il est temps de jeter nos regards sur les colonies, où la guerre n'offrit pas, dans cette période, des événemens

assez remarquables pour leur consacrer un chapitre particulier.

Colonies.

On a vu, au chapitre 35, le changement notable que la soumission de Toussaint avait apporté dans la situation des affaires à St.-Domingue, et comment les Anglais, trop prompts à se flatter de cette conquête, se trouvaient réduits à une défensive pénible dans la partie de l'Ouest. Les Anglais éprouvent des revers à St.-Domingue.

La province du sud s'était maintenue contre tous leurs efforts. Rigaud, secondé merveilleusement par l'impétueux général Beauvais, lutta avec succès contre les progrès menaçans des Anglais. Il fit arrêter et conduire en France Montbrun, bien qu'il lui eût amené à Jacmel les débris sortis du Port-au-Prince, après l'évacuation de cette ville. Sa première opération offensive fut dirigée contre Léogane, qu'il emporta d'assaut dans la nuit du 6 au 7 octobre. Indulgent envers les ennemis, il fut sévère envers les hommes de sa caste, implacable envers les blancs pris les armes à la main ou revêtus d'uniformes anglais; tous ceux qu'il rencontra ainsi, furent fusillés sans rémission.

Une corvette capturée dans le port, et la prise d'un convoi d'armes, accrurent considérablement ses forces. Vainqueur à Tiburon le 29 dé-

cembre, il bloqua ensuite les Anglais dans la Grande-Anse, et les confina bientôt dans les remparts qui leur avaient été livrés. Désespérant de lutter contre un ennemi si redoutable, les insulaires mirent sa fidélité à l'épreuve, et lui offrirent, dit-on, 3 millions pour résigner le commandement; mais leurs efforts demeurèrent infructueux.

Une petite guerre, moins meurtrière qu'accablante pour les Européens, s'engagea entre les postes des deux partis, et se prolongea jusqu'à la paix avec l'Espagne : elle ne mérite aucune place dans l'histoire.

Santhonax est acquitté.

Santhonax, mis en jugement, venait d'être acquitté, et se préparait à retourner triomphant à St.-Domingue. Sa défense fut remarquable, car il persuada à ses juges, que les noirs sauraient se rendre dignes de la liberté, et que le crime dont on l'accusait, préparait à la France la colonie la plus puissante des Indes-Occidentales.

Expédition à la Guadeloupe

Nous avons déjà dit qu'une expédition sortie à la fin d'avril, avait porté Victor-Hugues avec 12 à 1,500 hommes à la Guadeloupe. Ce commissaire, chargé de l'administration des Iles-sous-le-Vent, arrivé le 3 juin en vue de l'île, et la trouvant contre son attente entièrement au pouvoir des Anglais, prend sur-le-champ une résolution hardie : il débarque près de la Pointe-à-Pitre, le 6, enlève d'assaut le fort de Fleur

d'Epée, et par ce coup de vigueur fait capituler immédiatement ceux de St.-Louis et du gouvernement; de sorte qu'en un instant les Français se virent maîtres de la Pointe-à-Pitre et de Grande-Terre.

L'amiral Jervis, instruit de l'apparition de l'escadrille, partit sur-le-champ de la Barbade, et n'arriva le 7, que pour être témoin du succès des républicains et bloquer leurs transports.

Le général Grey, voulant tenter de reprendre cette colonie, débarqua le 19 à l'Anse-Canot; puis, fit attaquer le fort de Fleur-d'Epée et le morne Mascot. Mais Hugues, renforcé des mulâtres et de quelques noirs armés, déjoua ces tentatives, et força enfin les Anglais à la retraite. Grey, laissant au général Graham le soin de disputer le peu de terrain qui lui restait dans l'île, retourna dans les possessions anglaises, pour rassembler de nouveaux moyens, ou attendre les renforts qu'il avait sollicités. Hugues, poussant ses avantages, obligea, peu de temps après, le général Graham à lui abandonner la colonie par capitulation; et acquit, dans cette campagne, la réputation d'un homme de tête.

A la première nouvelle des contrariétés que ses projets sur les Antilles éprouvaient, le gouvernement anglais avait fait partir un second armement pour les Indes-Occidentales; mais ces

renforts ne purent arriver à temps pour empêcher l'évacuation de la Guadeloupe.

Opérations dans la Méditerranée.

La guerre maritime n'eut d'ailleurs aucune opération remarquable. Le succès de la croisière du contre-amiral Perrée, qui reprit à Tunis une frégate enlevée par les Anglais à Toulon, et rendit au pavillon français quelque crédit sur les côtes barbaresques, fut balancé par la perte de deux petits bâtimens de la croisière du capitaine Blondeau dans l'Archipel. Le contre-amiral Nieilly, plus heureux, s'empara du vaisseau l'*Alexandre*, avec lequel il rentra à Brest.

Croisières dans le Nord

Les Anglais tenaient toujours des forces supérieures dans la Manche, où une escadre portugaise vint mouiller, moins en vue de renforcer la grande flotte de lord Howe, que de payer ainsi une sorte de tribut à la suprématie insulaire.

Une escadre particulière croisa, de concert avec l'amiral Kanikof, dans la mer du Nord, où des divisions légères, sorties des ports français, avaient porté l'effroi parmi les nombreux bâtimens destinés à voguer vers la Baltique.

CHAPITRE XLIV.

Précis des affaires de Pologne. — Kocziusko vainqueur à Raslawice et battu à Sekoczyn, force le roi de Prusse à lever le siége de Varsovie. Moins heureux à Maciowice, il est vaincu et pris par le général Fersen. — Suwarof s'avance, défait Syrakowsky à Brzesc, et Mokronowsky à Kobilka. — Il emporte Praga d'assaut. — Soumission entière de la Pologne.

Le second partage de la Pologne s'était effectué sans opposition, lorsque six mois après, un événement inattendu vint troubler quelque temps les puissances qui l'avaient opéré (1).

Les troupes combinées étaient répandues dans les provinces où, comme cela arrive toujours, les cantonnemens pesaient sur les peuples.

Le prince Repnin commandait sur les frontières de Lithuanie depuis Minsk jusqu'à Riga. Le comte

(1) Nous croyons devoir rappeler, qu'écrivant l'histoire des guerres de la révolution française, ce chapitre accessoire ne renfermera pas autant de détails que les précédens. On peut consulter pour les opérations la carte du duché de Varsovie par Engelhardt ou celle de Pologne par Nordmann.

Iwan Soltikof avait sous ses ordres le corps de Wolhynie et de Podolie, où se trouvait la majeure partie des 16 mille Polonais soumis à Catherine. D'un autre côté Suwarof commandait, à Cherson, une petite armée chargée d'observer les Turcs, et, en leur en imposant, de donner plus de poids aux négociations entamées par Kutusof pour décider la Porte Ottomane à se déclarer contre la France. Enfin, le général Igelstrœm occupait Varsovie et les provinces de la république laissées à Stanislas, avec un corps qui se liait aux deux divisions prussiennes du général Schwerin. Celui-ci gardait la Prusse méridionale et les bords de la Narew; le général Wolsky commandait autour de Varsovie : un cordon de troupes de Frédéric-Guillaume s'étendait le long de la nouvelle frontière jusqu'à l'ancien royaume de Prusse vers Kowno.

La position d'Igelstrœm était éminemment délicate; chargé de veiller à l'exécution du traité d'alliance du 14 octobre 1793, et de prêter appui au gouvernement des confédérés de Targowice, il n'avait que des sacrifices à exiger, et encourut la haine des partisans mêmes de Stanislas. Plusieurs historiens l'ont accusé d'être dur et barbare; tout prouve, au contraire, qu'il ne déploya que la fermeté indispensable dans l'exercice de son pénible emploi. Son embarras était d'autant plus grand qu'il n'occupait point Var-

sovie en vainqueur, mais bien comme allié, et que le plus petit dérangement de troupes, le moindre ordre, devait être concerté avec le conseil permanent et les autorités polonaises, dont les sentimens envers lui étaient plus que suspects. En effet, tous les partis étant également froissés, les esprits fermentaient, et l'orage s'amoncelait de toutes parts. Cependant Igelstroem, cédant aux instances des Polonais, avait fait sortir ses troupes de la capitale à l'exception de deux bataillons, pour en soulager, disait-on, les habitans, et mettre fin à de justes récriminations: mais il insistait sur la réduction de l'armée stipulée par les traités.

L'excès de l'infortune abat souvent le courage, mais un de ses effets non moins ordinaires, est de porter l'ame aux plus grandes entreprises, et il décida les Polonais à tenter un dernier effort pour reconquérir leur indépendance.

L'obligation où les Alliés se trouvaient d'occuper en même temps les provinces qui leur étaient échues en partage, et de contenir les autres, laissa entrevoir la possibilité de les accabler en détail, ou de les forcer à un rassemblement qui faciliterait l'insurrection générale.

Une grande incertitude plane encore sur l'origine de cette trame. Selon les uns, elle serait l'ouvrage de Kocziusko qui, après avoir été en 1793

à Constantinople et en France (1), serait revenu à la fin de l'année, aux environs de Sandomir, chez la princesse Czartorinska, mûrir son projet, et concerter les mesures nécessaires à sa réussite. S'il faut s'en rapporter au général Pistor, chef de l'état-major du corps russe, cette révolution serait le résultat d'un complot habilement ourdi entre les patriotes, les partisans de Stanislas, et les confédérés de Targowice (2). D'autres affirment enfin que les maux qui pesaient sur la Pologne ayant touché une foule de citoyens, ils députèrent vers Kocziusko à Leipzig, pour l'inviter à venir se mettre à leur tête (3), et nous nous arrêterons à cette version comme à la plus vraisemblable.

[...]patriotes [...]olonais [...]nvoient [...]s agens à [...]cziusko Leipzig.

Ce général, qui s'était fait remarquer en 1792, à l'affaire de Dubienka, avait reçu au corps des cadets une éducation qu'il alla perfectionner en France. Mal accueilli de Stanislas à son retour, il passa en Amérique, où il combattit sous les ordres de Washington. Instruit, brave, loyal, il prouva dans toute sa carrière qu'il était animé des sentimens les plus généreux, et que les Polonais n'au-

(1) Histoire des campagnes de Suwarof en 3 vol. in-8°.

(2) Mémoires sur la révolution de Pologne, trouvés à Berlin.

(3) Histoire de la révolution de Pologne.

Ttableau historique de Ségur.

raient su faire un meilleur choix. Il s'était retiré à Leipzig avec Ignace Potocky, et Hugues Kolontay, quand les agens des conjurés vinrent lui faire part des vues et des espérances de leurs compatriotes. La nécessité de s'expliquer et de prendre connaissance de l'état des choses, décida Kocziusko à se rendre sur la frontière à la fin de 1793, dans l'espoir d'y entretenir des relations avec les principaux conjurés. Les renseignemens qu'il en reçut le confirmèrent dans l'opinion que le moment d'agir n'était pas encore venu; car si les passions étaient exaltées, rien n'était réglé ni prévu pour en diriger et seconder l'effet.

Toutefois, quelques espérances restaient aux Polonais : l'Autriche ne s'était point encore prononcée contre eux, et si la guerre de France empêchait le cabinet de Vienne de rien entreprendre en leur faveur, elle occupait assez sérieusement la Prusse, pour la mettre hors d'état de leur op poser de grands moyens. D'ailleurs, des nuages élevés entre la Russie, la Suède et le Danemarck, laissaient entrevoir la possibilité d'une utile diversion; enfin, si les Turcs, qui avaient tant fait pour la république en 1769, s'armaient dans ces circonstances bien plus décisives, il ne paraissait pas impossible de mettre obstacle au démembrement de la Pologne.

Cependant la présence de Kocziusko, sur les frontières, ayant porté ombrage aux puissances

partageantes, il passa en Italie pour assoupir leur défiance. Les conjurés, impatiens de ces délais, et pressés par de nouvelles mesures, symptômes de dangers plus prochains, envoyaient courrier sur courrier à Kocziusko pour presser son retour, et délibérèrent s'ils hâteraient l'exécution de leur projet, ou s'ils l'ajourneraient : on s'arrêta au premier parti; les préparatifs furent faits, et Kocziusko revint d'Italie.

La majeure partie de l'armée polonaise, laissée à Stanislas après le démembrement de la république, se trouvait cantonnée autour de Lublin, où le général Rachmanof l'observait avec 2 mille hommes.

Plusieurs régimens, dont le roi avait ordonné la réduction ou le licenciement, se refusaient à cette mesure. Déjà même on assurait que la brigade des gardes, bien qu'elle eût amalgamé ses troisièmes bataillons, n'échapperait point au malheur commun, et ce bruit, fondé ou non, répandu avec malignité, devint tout à-la-fois la cause et le prétexte d'une explosion soudaine. Le colonel Madalinsky cantonné à Pultusk, pressé d'effectuer le renvoi de ses lanciers, lève enfin le masque, rassemble ses escadrons, et part pour la Gallicie, en grossissant sa troupe de quelques bataillons rencontrés sur son passage.

Kocziusko proclame à Cracovie

Au même instant Kocziusko, accompagné de plusieurs officiers et d'une petite escorte, entre

à Cracovie le 23 mars, en fait fermer les portes, et y proclame l'acte d'insurrection. l'acte d'insurrection

Au premier avis de cette levée de boucliers, le général Igelstrœm, craignant que l'exemple ne devînt contagieux, fit entrer à Varsovie huit bataillons de grenadiers et 15 escadrons, prescrivit à quelques détachemens de poursuivre Madalinsky sur la Narew, et porta les brigades Denisof et Rachmanof, sur Kazimirs, avec l'ordre d'y passer la Vistule, afin de soutenir les détachemens qui avaient évacué Cracovie et Opatow; ces derniers durent se concentrer à Radom; enfin le général Chrouczow, après avoir d'abord suivi Madalinsky sur la Narew, reçut l'instruction de passer la Vistule près de Modlin, et de venir cantonner autour de la capitale.

Ces dispositions étaient d'autant plus urgentes que Madalinsky, après avoir enlevé quelques détachemens du cordon prussien aux environs de Mlawa, s'était rabattu subitement sur Wyszogrod, où il venait de passer la Vistule, dans l'intention sans doute de s'approcher de la capitale par Blonie : mais, la voyant alors trop bien gardée, il prit par Rawa et Opotschno la direction de Cracovie.

Le général russe ne fut pas plutôt instruit de cette nouvelle direction, qu'il détacha la brigade Tormasof pour suivre les insurgés; le général Denisof ne tarda pas à la joindre, et ayant rallié

à lui les détachemens de Cracovie et de Rachmanof, il vint prendre position à Skalmirs.

Sur ces entrefaites Kocziusko, informé que la brigade polonaise de Walewsky (1) avait été repoussée d'Opatow par Rachmanof, et se dirigeait vers lui, sortit de Cracovie, la joignit à Slomniki; et se voyant à la tête d'environ 5 mille hommes, y compris quelques centaines de paysans armés de faux, résolut d'aller à la rencontre des Russes.

Combat de Raslawice où les Russes sont battus.

Denisof, tourmenté par de fausses alarmes, crut, en se divisant, envelopper son adversaire; il détacha donc un petit corps à Koczisky le long de la Vistule, resta avec son centre à Skalmirs, et porta Tormasof avec 3 mille hommes sur Raslawice. A peine celui-ci fut-il en présence de Kocziusko qu'il voulut l'attaquer, et sans égard à son infériorité, prétendit déborder ses deux ailes, en même temps qu'un petit détachement assaillirait son centre. Protégé par un bois et un ravin qui le mettait à l'abri de l'une des colonnes ennemies, le général polonais culbuta d'abord le centre, puis, secondé par Zayonscheck, repoussa la gauche; enfin la droite, arrêtée longtemps par le ravin, fut accablée à son tour. Tormasof mis en déroute, eût été détruit, si Denisof,

(1) Cette brigade était commandée par Mangette.

informé de l'affaire ne fût venu avec le corps de Skalmirs recueillir ses débris; il arriva à l'entrée de la nuit, et se replia le lendemain dans sa première position. Ce revers, qui coûta 7 à 800 hommes aux Russes, eut des suites importantes; car il décida des premiers succès de l'insurrection. On en rejeta, avec quelque raison, la faute sur Denisof qui, dans la situation des affaires, loin de se diviser, aurait dû marcher sur Raslawice avec tout son corps fort d'environ 8 mille hommes.

Dispositio défensive d'Igelstrœ

Le premier avis de cet échec parvint à Igelstrœm, à l'instant même où l'on découvrait la conspiration. Sa position devenait des plus critiques: en vain prit-on soin de faire désavouer par Stanislas, l'acte proclamé à Cracovie, et d'appuyer ses déclarations par les ministres des Puissances intéressées : ces démarches n'étaient point capables d'apaiser la révolte; la voie des armes devait seule en décider, et la victoire de Kocziusko en rendait l'issue douteuse. Contraint de renforcer Denisof, Igelstrœm n'eut d'autre ressource que d'attirer sur la Vistule quelques petits détachemens épars jusqu'à Slonim et Brzesc; ils reçurent l'ordre de s'avancer en toute hâte et de garder les passages de Sandomir et de Pulavy.

La brigade Chrouczow cantonnée autour de Varsovie, fut portée sur la Pilicza pour soutenir Denisof au besoin, et empêcher Kocziusko

de gagner la capitale par une marche dérobée; ce qui semblait d'autant plus facile que le général russe, persistant à rester à Skalmirs, laissait à découvert la route directe par Jedreszow. Quelques critiques, jugeant la conduite d'Igelstrœm uniquement sous le rapport militaire, ont cru qu'il aurait dû sortir de Varsovie avec tout son corps, rallier ces différentes brigades, et tomber sur Kocziusko, qu'il eût aisément accablé; mais, sa mission était de contenir la Pologne, et le plus sûr moyen d'y allumer un incendie général eût été incontestablement d'en laisser la capitale à la merci des conjurés. On croit toutefois que, moins soigneux d'en garder toutes les avenues, il aurait dû prescrire la jonction des corps de Denisof et Chrouczow afin d'attaquer les insurgés.

Révolte à Varsovie. Les Russes en sont chassés.

La nouvelle du succès de Raslawice répandue à Varsovie le 12 avril, y excita un enthousiasme général. Le 17, au point du jour, la brigade des gardes polonaises, instiguée par ses officiers, se jette sur la maison du gouverneur et à l'arsenal. Le combat s'engage, et bientôt le peuple y prend part.

Le général Igelstrœm qui avait à se méfier des gardes, des habitans et des ennemis du dehors, s'était établi imprudemment au centre le plus resserré de la capitale, avec deux bataillons répartis en plusieurs postes. Une seconde brigade surveillait les gardes Dialinsky et la partie sud de la

ville; une troisième la barrière de Wola, les gardes à cheval et le quartier ouest, pour communiquer avec la campagne. Enfin un quatrième détachement observait l'arsenal, les gardes de la couronne et la barrière de Zakroczyn, où campait un petit corps prussien d'environ mille hommes sous le général Wolsky.

Les gardes Dialinsky, évitant par un détour le gros de la brigade Milaschewitz, tombèrent sur sa réserve composée de trois compagnies qui gardaient la rue du faubourg de Cracovie près du corps des Cadets, et secondées des habitans, marchèrent contre Igelstrœm qui, attaqué en même temps du côté de l'arsenal, se trouva tout-à-coup isolé avec un seul bataillon. Le général Milaschewitz périt dans ce combat. Le brigadier Nowiczky, qui lui succéda, perdît la tête : au lieu de suivre les insurgés pour les prendre entre deux feux, il craignit de s'engager dans les rues, et sortit par la barrière de Jérusalem ou de la Potence, avec quatre bataillons et cinq escadrons. Le commandant d'une autre brigade fut pris par des bourgeois, et le détachement du faubourg de Wola resta paisible dans la position, en attendant qu'on vînt l'y assaillir. La moitié d'un bataillon, sortant sans armes de l'église de Leschno, fut massacrée, le surplus se défendit bravement; mais son chef le général Tischzow étant frappé d'un boulet, il déposa les armes.

Tout l'effort des insurgés tomba alors sur Igelstrœm et les deux bataillons dispersés autour de son quartier, où une vive fusillade se prolongea jusqu'à la nuit.

Le général Nowiczky, ne pouvant se dissimuler la faute qu'il avait commise de sortir de la ville ne tarda pas à se convaincre qu'il ne lui restait d'autre parti que d'y rentrer sur-le-champ. Au lieu de s'y porter lui-même avec toutes ses forces, il se contenta néanmoins d'y renvoyer trois bataillons qui pénétrèrent jusqu'au palais de Saxe: mais, ces troupes privées de leur chef, s'en laissèrent imposer par une bande d'insurgés qui leur envoya quelques coups de canon à mitraille; bientôt elles s'arrêtent; plusieurs soldats se jettent ça et là dans les maisons, et le gros de la colonne rejoint hors la ville le détachement du général Nowiczky, qui se retire alors vis-à-vis Karczew, en remontant la Vistule.

Le major Titow, plus hardi que ce dernier, quitta le camp prussien où il s'était d'abord réfugié, pénétra en ville par la rue de Zakroczyn, avec son bataillon de grenadiers, et rejoignit le général Igelstrœm à l'entrée de la nuit.

Le combat recommença le lendemain, et dura toute la journée. Enfin, après trente-six heures d'efforts inutiles, le gouverneur, n'ayant plus autour de lui que 7 à 800 hommes, épuisés de faim et de fatigue, adopte l'avis du général Pistor, cher-

che à se faire jour, et parvient heureusement à gagner le camp prussien, avec lequel il se replie sur Zakroczyn, où il est joint par le détachement qui avait paisiblement évacué le faubourg de Praga. Là, Igelstrœm apprit l'étrange conduite du général Nowiczky et sa marche sur Rycziwol, ce qui le décida à repasser la Vistule et à se diriger sur Lowicz, afin d'y rassembler ses divers détachemens.

La perte des Russes, dans ces deux journées, ne s'éleva guères à plus de 2 mille hommes (1) tués ou prisonniers; mais les suites en furent décisives, et le feu de l'insurrection se propagea avec la rapidité de l'éclair. Le général Jasinsky attaqua le régiment qui gardait Wilna, et souleva la Lithuanie.

Kocziusko espérait sans doute, comme les autres conjurés, que tous les corps de l'armée polonaise répandus dans les provinces, même ceux soumis à Catherine depuis un an, auraient le désir et le temps de se rallier à lui; mais il n'en arriva qu'une partie. Ces troupes, d'abord sous les ordres du prince Dolgorouky, avaient

(1) Lacretelle, dans son introduction à l'histoire du directoire exécutif, parle de 3 mille prisonniers et 6 mille morts, ce qui, sur neuf bataillons, dont cinq se sauvèrent, serait un peu extraordinaire; l'effectif des Russes avant l'affaire, n'excédait pas 5 mille hommes d'infanterie et 1,500 chevaux.

passé sous ceux de Soltikof; elles occupaient les provinces cédées, conjointement avec les troupes russes qui les surveillaient. La brigade cantonnée à Dubno s'insurgea en effet, et fut recueillie à Wilkomir par le général Grochowsky qui commandait la division de Lublin. Les brigades de chevau-légers de Bohlinsky, de Braslaw, aussi bien que celle de Novi-Mirgorod aux confins de la Turquie, suivirent son exemple et se réunirent les unes à l'armée de Kocziusko, les autres à la division de Lithuanie, à l'exception des cadres des deux dernières. L'infanterie n'eut pas le même succès que les chevau-légers : la difficulté de se mouvoir avec assez de rapidité pour échapper à la poursuite de la cavalerie ennemie, ou d'autres causes qui nous sont inconnues, tinrent les bataillons dispersés dans leurs cantonnemens.

Cependant les Russes, obligés de se rassembler en corps d'armée et de détacher la division Derfelden au secours de Denisof, craignirent avec raison que ces troupes ne prissent enfin le même parti.

Bien que l'armée de Catherine fût mieux constituée et plus aguerrie que celle de ses ennemis, elle ne se dissimulait point l'embarras de garder une vaste étendue de pays, de surveiller 18 mille hommes qui se trouvaient dans ses rangs, de secourir Igelstroem, et d'en imposer aux Turcs,

dont elle avait à craindre que la politique ne changeât à la nouvelle de ces événemens. L'impératrice sut conjurer habilement l'orage, en ordonnant à Suwarof de rassembler un corps sur le Dniester, de pénétrer en Podolie, et d'y désarmer les régimens polonais dont on se défiait.

Désarmement du corps polonais de Podolie par Suwarof.

Ce général si justement célèbre par son grand caractère, son génie et son originalité, rassembla 12 mille hommes qu'il porta à point nommé le 26 mai sur les différens cantonnemens polonais autour de Titeow, Biala-Czerkow et Boguslaw, où il les désarma; donna des congés à ceux qui ne voulurent pas servir la Russie, et dirigea les autres sur différens régimens où ils furent incorporés.

Ces opérations se firent sans résistance notable; les Polonais surpris par la rapidité de sa marche et tournés, ne purent échapper à leur sort par une prompte réunion, et furent désarmés brigade par brigade au nombre de 8 mille.

Le comte de Soltikof ne fut pas moins heureux du côté de Zaslaw, où il fit déposer les armes à plusieurs régimens.

Ces opérations, conduites avec autant de célérité que de vigueur, eurent une importance majeure; car, outre les cadres d'excellentes troupes qu'elles enlevèrent aux insurgés, elles mirent obstacle au soulèvement de la Wolhynie et de la Podolie.

Mesures prises par Kocziusko pour régulariser l'insurrection.

Cependant Kocziusko ne négligeait rien de ce qui pouvait accélérer le dénouement de sa grande entreprise. Favorisé par la levée des paysans du palatinat de Cracovie, il s'était avancé dans les premiers jours de mai sur Starzew espérant se renforcer de celles du palatinat de Sandomir; mais il n'en put obtenir que de faibles ressources. Les Russes au contraire ayant réuni sous Denisof tous les corps qui se trouvaient entre Lublin et Varsovie, le généralissime résolut d'attirer à lui le corps de Grochowsky, de prendre en l'attendant la position de Palanièce, et de vaquer dans l'intervalle aux soins importans que nécessitait l'organisation de la Pologne.

Le gouvernement fut confié à un conseil; et Stanislas, traité avec tous les égards dus à son rang, n'y eut cependant aucune part. Mais ce n'était pas tout; il s'agissait de lever une armée. La nature du pays, sa population disséminée, le peu de ressources qu'il offre pour l'armement et l'équipement, présentaient des difficultés que le séjour des troupes étrangères dans une partie des provinces augmentait encore.

Cependant au bout de quelques semaines on avait créé une armée de 40 mille hommes: malheureusement on fut forcé de les diviser pour faire face partout. Ce nombre d'ailleurs ne parut pas suffisant à Kocziusko pour braver les efforts des puissances qu'on allait avoir à combattre.

La difficulté des levées d'hommes ne fut pas le seul obstacle qu'éprouvèrent les insurgés, celui des finances était au moins aussi embarrassant. Il ne restait que la ressource d'un papier-monnaie; mais privée de commerce, de ports, de places de change; déchirée au dedans par les factions, accablée par l'énormité des charges publiques, livrée à la merci d'un million de juifs dont la rapacité accordait peu de confiance à un papier sans garantie, la Pologne ne pouvait attendre que de tristes résultats d'une mesure, qui parut bientôt odieuse au plus grand nombre, et ne procura que des ressources éphémères.

Ajoutons à ces difficultés que la nation polonaise, si redoutable au temps où la cavalerie décidait tout en campagne contre les incursions des Turcs et des Hongrois, avait cessé de l'être depuis que l'infanterie forma l'arme principale, et que les opérations, soumises à l'influence de l'art, exigèrent des connaissances positives pour les fortifications, l'artillerie, la tactique et la science des marches. A part quelques gentilshommes éclairés, le plus grand nombre était resté par son éducation fort en arrière des autres nations de l'Europe. Enfin un tiers-état nombreux et actif, ne suppléait pas, comme dans les autres pays, à ce qu'il manquait d'officiers pour fonder et diriger les établissemens militaires, ou compléter les cadres triplés de l'armée.

Empêcher dans de telles circonstances, l'invasion d'un pays plat et ouvert, dénué de tout point d'appui, n'était pas chose facile contre les armées européennes les plus braves et les plus aguerries. Aussi Kocziusko ne tarda pas à se convaincre qu'il avait entrepris une tâche au-dessus de ses moyens; toutefois avant de se résigner aux arrêts du destin, il voulut encore tenter la fortune.

La position centrale de la Pologne, au milieu de ses ennemis, eût été plus favorable que nuisible, si la nation avait possédé quelques bonnes places, et que tous ses moyens de défense eussent été organisés et proportionnés aux attaques : c'est-à-dire, si elle avait eu l'armée permanente de 150 mille hommes que comportait sa population. Alors, il eût été facile de laisser à quelques divisions la défense du point le mieux couvert par des forteresses, et de porter alternativement en campagne une masse imposante, contre des ennemis divisés et séparés par des espaces immenses. Mais dans la situation actuelle des choses, il fallait bien former plusieurs corps pour tenir tête aux ennemis, et les empêcher d'occuper les provinces qui devaient recruter et alimenter l'armée.

esures des liés contre insurgés. Les Puissances alliées mirent dans leurs préparatifs toute l'activité qu'exigeaient d'impérieuses circonstances. Dès que Frédéric-Guillaume fut informé de la révolution de Varsovie, il ré-

solut d'aller lui-même à la tête de 30 mille hommes assiéger cette ville. Déjà le général Fawrat, ayant réuni une division aux frontières de la Haute-Silésie, s'avançait du côté de Czentochau et de Siewierz sur Pilica et Cracovie. Catherine, de son côté, ordonna au général Suwarof de rassembler les forces russes éparses sur cette frontière, et d'entrer sur-le-champ en Pologne.

Kocziusko est battu par les Alliés à Sekoczyn.

Nous avons laissé Kocziusko devant Denisof à Palaniéce, dans la direction de Sandomir, où, adossé à la Vistule, il attendait la division que lui amenait le général Grochowsky.

Dès que leur jonction fut opérée, le général en chef crut devoir prendre l'offensive; mais Denisof, ne pouvant s'exposer à être pris entre deux feux, s'était replié sur Sekoczyn pour se joindre aux Prussiens. Kocziusko, mal informé, ignorait, dit-on, la présence de l'armée de Frédéric-Guillaume dans les environs de Czarnoviec, lorsqu'il se décida à attaquer les Russes. Arrivé en présence de Denisof à Sekoczyn, vers le déclin du jour, il apprit dans la nuit qu'il aurait affaire à trop forte partie, et, renonçant dès-lors à son entreprise, il s'établit à Gebsche et Raska. Les Alliés l'y attaquèrent au lever de l'aurore; 15 bataillons et 16 escadrons prussiens assaillirent sa gauche; 14 bataillons et 34 escadrons russes tinrent en échec son centre et sa droite. Après un combat qui ne fut pas un instant douteux, Kocziusco

débordé, commença sa retraite, qui eût dégénéré en déroute sans la bonne contenance du prince Sangusko, et sans la fatigue des Prussiens qui avaient marché cinq heures avant de combattre.

Zayonscheck est battu à Chelm.

Cet échec fut d'autant plus sensible, que les Prussiens s'emparèrent aussitôt après de Cracovie; et que dans le même moment Zayonscheck fut battu à Chelm. Ce général suppléait à la faiblesse des moyens mis à sa disposition, par des talens naturels et une grande activité. On l'avait détaché à Lublin pour organiser les levées de cette province importante, et tenir tête aux corps ennemis rassemblés près de Kowel. Contrarié par les événemens et des entraves sans fin, il ne put réunir à sa brigade que 2 mille paysans mal armés, et alla s'établir, avec environ 5 mille hommes, près de Dubienka sur le Bug. Il n'avait d'abord devant lui qu'un détachement aux ordres du général Zakrewky; mais, informé que Derfelden accourait avec sa division pour le renforcer et prendre l'offensive, il voulut sagement prévenir cette jonction : malheureusement le manque absolu de pontons, de chevalets, d'ouvriers, pour jeter un pont sur la rivière, l'en empêcha.

Réduit à faire face à l'orage après la réunion des deux colonnes russes, Zayonscheck choisit près de Chelm un poste avantageux; son adver-

saire, sans s'arrêter aux obstacles d'un terrain marécageux, l'attaqua le 8 juin, le battit et le força à se retirer derrière Lublin, après lui avoir fait essuyer une perte assez sensible. Le résultat le plus fâcheux de ce revers, fut un mécontentement parmi ses troupes qui manifestèrent le désir de rejoindre Kocziusko, en qui seul on avait confiance. Zayonscheck, ainsi forcé de repasser la Vistule, abandonna tout le pays de la rive droite à la merci de Derfelden, et vint s'établir près de Warka sur la Pilicza, puis à Golkow.

Derfelden ne le suivit point, et se contenta de faire des courses dans les environs de la capitale. Rappelé bientôt par des ordres supérieurs, il se rapprocha de Slonim pour attaquer les insurgés de Lithuanie, qui pressaient de toutes parts le faible corps du prince Repnin.

Les armes polonaises avaient été, en effet, plus heureuses en Samogitie et dans le département de Wilna. Jasinsky était parvenu à y former un corps assez nombreux. Gedroyce soulevait la Courlande, et faisait des incursions jusqu'à Dunabourg et aux portes de Riga. Grabowsky pénétrait dans le gouvernement de Minsk, où, à la vérité, il ne tarda pas à être enveloppé et pris. Succès des Polonais en Samogitie

Toutefois, des succès si divergens n'étaient que secondaires, à l'instant même où la capitale se trouvait menacée par une armée considérable. D'ailleurs, Jasinsky fut remplacé par Wielhorsky,

homme faible et timoré, qui n'eut rien de plus pressé que d'évacuer toute la Lithuanie pour se retirer à Grodno. Le conseil, cédant à la clameur publique, lui donna à la vérité pour successeur Mokronowsky, dont l'énergie et les talens militaires, contestés par quelques officiers, furent élevés jusqu'aux nues par d'autres; mais cela ne remédia pas au mal.

Ainsi, après une petite guerre sans fruit, le conseil de gouvernement se vit bientôt dans la nécessité d'appeler cette division au secours de Varsovie où il convient de reporter un instant nos regards.

Révolte dans Varsovie.

Différens partis s'y étaient formés, jusque dans les patriotes appelés à la tête des affaires. Les uns voulaient les mesures les plus énergiques pour soutenir l'insurrection; d'autres penchaient pour un régime plus modéré: malheureusement ceux-ci étaient soupçonnés de connivence avec Stanislas. Les premiers réclamaient la punition des Polonais accusés de trahison contre la patrie, comme un garant de tranquillité pour l'avenir. Les chefs étaient en fuite, à l'exception d'un seul; mais plusieurs subalternes attendaient dans les prisons l'issue de leur procès, à l'instruction duquel on procédait, selon ces patriotes, avec trop de lenteur.

Tout-à-coup le peuple se rassemble, dresse des échafauds dans les rues, force les prisons, et par

une cruelle imitation du 2 septembre, livre au supplice plusieurs des accusés : heureusement, du moins, le nombre des victimes se borna à une douzaine d'individus.

Cette révolte attribuée aux menées de Kolontay, attira l'attention de Kocziusko. Il fit rechercher et punir les instigateurs de l'émeute. Ses démarches attestent la pureté de ses sentimens; mais bien que l'ordre fut rétabli dans la capitale, les ressources s'épuisaient dans le pays, le discrédit du papier-monnaie augmentait les embarras, et les sacrifices de toute espèce exigés de la nation, pour ainsi dire en pure perte; car déjà il ne restait plus le moindre espoir de réussite.

Les Alliés resserrent Kocziusko dans Varsovie.

Dans cet intervalle, les Alliés formaient le projet d'attaquer Varsovie vers lequel ils commençaient à refouler l'armée insurgée. Tous les corps russes épars dans cette contrée, sous les ordres de Denisof et d'Igelstrœm, venaient de passer sous ceux du général Fersen, et ne comptaient pas au-delà de 13 mille hommes, auxquels Frédéric-Guillaume en joignit 20 mille. On sait que Zayonscheck, réuni à la gauche de Kocziusko, s'était campé à Golkow pour couvrir la capitale entre les routes de Gora et de Rawa. Attaqué ici par Fersen, le 8 et 9 juillet, il fut contraint de se retirer au camp de Wola sous

Varsovie, où le gros des forces se réunit. La droite, d'abord aux ordres de Mokronowsky, passa ensuite sous ceux de Poniatowsky à Babia et Gorze; Zayonscheck, avec le centre, à Czyste; Kocziusko étendit la gauche jusqu'à la Vistule.

Frédéric-Guillaume l'y suivit de concert avec le général Fersen, dans l'intention d'assiéger le camp retranché. Cette entreprise n'était pas facile, 25 mille hommes en défendaient les approches, et bien que l'armée combinée montât à 35 mille combattans, la partie pouvait être regardée comme égale, tant que des circonstances étrangères aux corps respectifs n'en dérangeraient pas les proportions.

Les mois de juillet et d'août se passèrent ainsi sans événemens dignes de remarque. Le roi de Prusse, convaincu de l'insuffisance de ses moyens, faisait venir un équipage de siége des arsenaux de Thorn, Graudentz et Dantzig, et resserrait tous les jours, en l'attendant, les insurgés polonais dans leur camp; il les délogea de Wola où il vint asseoir le sien. Kocziusko, espérant inquiéter sa gauche, ordonna à Poniatowsky de s'établir sur les hauteurs de Babia où les Prussiens l'attaquèrent; le prince ne les défendit pas aussi bien qu'on aurait pu l'attendre; il en fut chassé avec perte de huit pièces de canon, et eût essuyé une défaite totale si Kocziusko, accouru sur les lieux,

n'avait arrêté l'ennemi par de sages dispositions. Dombrowsky prit alors le commandement de cette aile droite.

Cependant le convoi prussien remontant péniblement la Vistule, avait atteint Wraslaweck, entre Thorn et Varsovie, quand un simple gentilhomme nommé Mniewsky, insurgeant les paysans des environs de Kowal, tomba sur l'escorte, la dispersa, détruisit tous les approvisionnemens qu'il contenait, et battit les Prussiens à Nieszewa. Le général Schwerin, détaché à sa poursuite, le força bientôt à se jeter sur la Wartha. Mais le mal était fait; le siége de Varsovie devenu impossible, et le feu de l'insurrection communiqué jusqu'à Posen, dont les habitans renforcèrent Mniewsky à Kollo où il parvint à se maintenir au moyen de leur assistance. Prise d'un convoi prussien par les insurgés.

Frédéric-Guillaume, avec des communications si peu sûres, craignant la répétition des scènes de Champagne, prend aussitôt la résolution de lever un siége qu'il n'a plus le moyen de continuer, et part le 6 septembre pour la Wartha, abandonnant une partie de ses dépôts et de ses hôpitaux. Fersen de son côté, se replie sur Kozeniza, en remontant la rive gauche de la Vistule. Les Alliés renoncent au siége de Varsovie.

Cette retraite des ennemis fit le plus grand honneur à Koeziusko et aux Polonais, mais elle n'améliora pas leur position. L'Autriche, décidée à prendre part au partage, se préparait à occuper

les palatinats de Lublin et de Sandomir, tandis que d'un autre côté de nouvelles divisions russes pénétraient en Lithuanie et en Wolhynie.

Suwarof est chargé de réduire les Polonais.

En effet, le général Suwarof, après le désarmement des régimens dont nous avons parlé avait d'abord cantonné ses troupes entre le Dniepper et le Bug, vers Niemerow et Braslaw, où il attendait de nouveaux ordres. Chargé dans cette position d'observer les Turcs du côté de Bender, de maintenir dans le devoir les provinces acquises par le dernier partage, il se contentait de remplir ce double but, et laissait aux généraux Fersen et Derfelden le soin de continuer la guerre de concert avec les Prussiens. Mais la lenteur du siége de Varsovie, la nouvelle des succès de l'insurrection en Lithuanie, les avis des levées ordonnées par Kocziusko, décidèrent enfin Catherine à prescrire au général Suwarof de partir avec tout ce qu'il pourrait rassembler de troupes, et de pousser la guerre avec vigueur. Il se réunit le 1er septembre à Kowel, avec les divisions Buxhowden et Markof, puis se dirigea à la tête de 14 mille hommes sur Kobrin.

Positions des insurgés

A cette époque, les forces polonaises se trouvaient réparties à-peu-près comme il suit : Sirakowsky devait suspendre, avec 10 mille hommes, la marche de Suwarof vers Brzesc. Mokronowsky et Gedroyce, à la tête d'un autre corps, gardaient Grodno contre la colonne de Derfelden et

celle qui avait occupé Wilna. Un détachement, établi sur les bords de la Narew, surveillait les Prussiens à Thorn; et, dans la Prusse occidentale, Poninsky, avec 4 mille hommes, observait le général Fersen sur la Haute-Vistule. Dombrowsky organisait l'insurrection du département de Posen, pour tenir tête à l'armée prussienne, et devait être soutenu par Poniatowsky détaché sur la Kamiona avec 6 mille hommes. Enfin Zayonscheck, avec sa division et une réserve, restait au camp de Varsovie, afin de porter des renforts où le besoin l'exigerait.

Il semble qu'il eût été plus convenable de réunir toute l'armée pour tenir la campagne, et se porter rapidement et successivement sur les corps de l'ennemi; rien n'assure qu'on eût réussi; mais on ne devait rien espérer non plus de ces petites divisions agissant isolément, à cinquante lieues l'une de l'autre, contre des forces supérieures. Ce qui pouvait arriver de plus heureux, était de les rallier, après plusieurs revers, sous les murs de Varsovie; or, il valait mieux les tenir ensemble dès le principe, et laisser battre la campagne à quelques colonnes ennemies, pendant qu'on aurait accablé les autres successivement. On objecterait en vain que la division des forces était plus propre à prolonger une guerre de détail, dernière ressource du faible, et à laquelle le caractère du peuple polonais, ses

institutions et les localités étaient d'ailleurs peu favorables; un tel argument ne saurait détruire nos observations, fondées sur les principes de l'art militaire et assez justifiées par les événemens. Nous ajouterons même qu'il eût toujours été temps de nationaliser la guerre, lorsqu'on aurait vu l'insuffisance des efforts réunis : il fallait donc, par toutes ces raisons, commencer à la faire en règle, puisque c'était le moyen le plus sûr de sauver le pays.

Les insurgés sont battus par Suwarof à Krupezice.

Varsovie était encore dans l'ivresse de la levée du siége, lorsqu'on y reçut la fâcheuse nouvelle que Sirakowsky avait été battu par Suwarof au-delà du Bug. En effet, ce dernier, après avoir séjourné quelques jours à Kowel, afin d'y préparer les vivres nécessaires pour un mois, s'était dirigé sur Brzesc. Le pays à traverser étant épuisé, soit pour l'approvisionnement des corps insurgés, soit pour celui du camp de Varsovie et de la capitale même, le général russe n'eut pas à regretter les momens employés à cette précaution. Sirakowsky mal servi par ses espions, n'eut aucun avis de son approche; on savait confusément qu'une colonne ennemie venait de ces côtés; mais comme on n'en connaissait ni la force ni les projets (1), le général polonais crut devoir

(1) Nous devons le supposer ainsi, puisqu'il croyait n'avoir affaire qu'à Derfelden.

l'attendre au-delà du Bug. Son avant-garde ayant été surprise à Kobryn par Suwarof lui-même à la tête de mille cosaques d'élite, les deux partis se trouvèrent bientôt en présence à Krupezice, au confluent des ruisseaux marécageux de Muchawetz et de Trostianizza.

Les insurgés, protégés par ces obstacles et par une artillerie formidable, espéraient combattre avec succès, ou tenir du moins tête à l'ennemi : mais le vainqueur d'Ismaël n'était pas homme à reculer devant de semblables difficultés. L'impossibilité de se faire suivre par l'artillerie, le danger de défiler par petits pelotons, à l'aide de fascines ou de branches jetées sur le marais en avançant, rien ne put ralentir son ardeur. Il parvint à déboucher sur deux colonnes avec l'infanterie de Buxhowden et quatre pièces de bataillon traînées à bras; la cavalerie fit une demi-lieue pour tourner le bois sur les flancs. Sirakowsky, assailli avec tant de vigueur, songea à la retraite et forma trois carrés pleins, flanqués par ses escadrons. Cet ordre de marche ne le sauva point; chargées à plusieurs reprises par la cavalerie russe, ses masses furent enfoncées et obligées de se jeter dans les bois. Le détachement laissé au couvent de Krupezice, pour couvrir la retraite, y fut forcé, et les Polonais perdirent au moins un millier d'hommes avant de trouver à Brzesc, un refuge derrière le Bug.

Suwarof ne les y laissa pas long-temps tranquilles; un de ces juifs officieux, dont la Pologne fourmille, lui ayant appris l'état de délabrement de son adversaire et l'existence de deux gués au-dessus et au-dessous de la ville, il se mit en marche pour l'attaquer le 19 septembre.

Combat de Brzesc où les Polonais sont battus de nouveau.

Le général Schewitsch avec 25 escadrons et quelques cosaques passa au-dessous de Brzesc. L'infanterie du général Buxhowden, soutenue de celle de Potemkin, franchit le gué à gauche, et le général Islenief flanqua ce mouvement avec 13 escadrons et la majeure partie des cosaques. Sirakowsky qui attendait les Russes par la chaussée, n'avait rien disposé contre une attaque de flanc. A l'aspect des colonnes ennemies qui se jetaient à l'eau et franchissaient audacieusement le Bug, il voulut battre en retraite sur trois colonnes dans l'ordre serré qu'il avait adopté au combat du 17. Le général Islenief atteignit d'abord la première avec la cavalerie de la gauche, et parvint à l'entamer, après plusieurs charges valeureuses où les carabiniers russes souffrirent beaucoup, ce ne fut cependant qu'à l'arrivée de Buxhowden avec quatre bataillons de chasseurs et de l'aile droite du général Schewitsch, que cette colonne céda le champ de bataille; elle rejoignit, non sans grande perte, les deux autres, qui avaient gagné dans l'intervalle la position de Koroschin à une lieue en arrière.

Un nouveau combat s'engagea ici, les Polonais voulant continuer leur retraite furent assaillis par Schewitsch : la colonne de gauche prise à son tour en front et en flanc, fut enfoncée et en majeure partie sabrée, après des efforts glorieux pour les deux partis. Islenief gagnant de son côté le flanc droit de l'ennemi, et quatre bataillons de chasseurs se précipitant dans le bois qui conduisait sur la ligne de retraite en vue de s'emparer du pont qui coupe la route, le désordre devint général, tout s'enfuit sur Dobryn, et chercha un refuge dans les bois situés entre Janow et Biala. Quatre mille hommes sabrés ou pris, et 28 pièces de canon, furent les fruits de cette victoire, qui couvrit de gloire la cavalerie russe. Sirakowsky se réfugia à Sielce avec des débris dont la force ne montait pas à 3 mille hommes. Suwarof attendant des rapports de ce qui se passait du côté de Fersen et de Derfelden, dont il n'avait pas la moindre nouvelle, craignit de s'engager plus avant avec les 10 mille combattans qui lui restaient, et campa à Therespol.

A la nouvelle de ce désastre, Varsovie fut plongé dans une profonde consternation, Kocziusko résolut aussitôt de renforcer Sirakowsky de 6 mille hommes, d'attirer à lui le corps de Mokronowsky, par Grodno sur Bielsk, afin d'attaquer Suwarof de concert : mais ce plan fut bientôt dérangé par l'avis certain que Poninsky

n'avait pu empêcher le passage de la Vistule à Fersen.

Le général Fersen passe la Vistule.

Ce général russe, instruit en effet de la marche de Suwarof sur le Bug, avait pris le parti d'aller à sa rencontre, soit qu'il en eût reçu l'ordre, soit qu'il ne se crût pas en sûreté isolé sur la Haute-Vistule, ou qu'il jugeât l'importance de se concentrer pour frapper des coups décisifs. Après avoir employé quelques jours à donner le change à Poninsky, en lui inspirant des alarmes sur différens points, notamment sur Pulavy, il profita de la dispersion du petit corps polonais pour surprendre le passage à Kozienice, le 25 septembre; opération qui ne laissait pas d'être difficile, vu qu'il manquait d'équipages de pont, et ne possédait qu'un petit nombre de barques.

Plan défensif de Kocziusko.

Contrarié dans toutes ses entreprises, Kocziusko prévit que sa cause serait désespérée, s'il ne parvenait à empêcher la jonction de Fersen et de Suwarof et à les battre séparément. Il courut donc à Lukow se mettre à la tête des 8 mille hommes de Sirakowsky, se dirigea vers Ockrscha, où il ordonna à Poninsky de venir le rejoindre, et à Zielensky de lui envoyer encore quelques milliers d'hommes, dans l'intention de tomber sur Fersen, et s'il était possible de le rejeter derrière la Vistule. Cette résolution était d'autant plus sage qu'on serait revenu ensuite sur Suwarof de concert avec Mokronowsky. Toutefois il est

juste d'observer que dans une entreprise si décisive où il s'agissait de l'existence de la Pologne, ce fut une faute de ne pas employer toutes les troupes disponibles aux environs de Varsovie, attendu que cette capitale n'aurait rien eu à redouter durant le peu de jours nécessaires pour décider la querelle (1).

Quoi qu'il en soit, Kocziusko se vit cruellement déçu de ses espérances. A peine fut-il arrivé le 3 octobre, en présence de Fersen, que celui-ci résolut de l'attaquer pour se débarrasser de lui dans le mouvement qu'il projetait sur Brzesc.

Kocziusko, inquiet, envoya dans la nuit ordre sur ordre à Poninsky de venir le rejoindre; mais, éloigné encore de huit lieues du champ de bataille, ce dernier ne put arriver pour prendre part à l'action décisive qui allait s'y livrer.

Bataille d Maciowic où Kocziusk est battu fait prisonnier pa Fersen.

Fersen, de son côté, redoublait d'activité: instruit que Poninsky n'était point encore en ligne, il disposa tout pour attaquer les Polonais avant le jour. Denisof se mit en marche à l'entrée de la nuit, en vue de tourner leur gauche; le

(1) L'historien du maréchal Suwarof prétend que Kocziusko crut n'avoir affaire qu'à la moitié du corps de Fersen, supposant l'autre encore derrière la Vistule pour occuper Poninsky, ce qui expliquerait mieux le projet du général polonais; mais, cette assertion est contraire aux relations mêmes de Kocziusko.

reste du corps ayant moins de chemin à parcourir s'ébranla après minuit pour les assaillir de front.

Leur généralissime désirait éviter une affaire tant que sa jonction avec Poninsky ne serait pas effectuée; mais ne connaissant pas au juste l'emplacement de sa division, il espérait la voir arriver d'un moment à l'autre, et ne pouvait se décider à faire un pas rétrograde, dont il entrevoyait toutes les suites fâcheuses. Cet espoir le décida donc à accepter bataille le 4.

Les forces étaient à-peu-près égales : Fersen avait 18 bataillons, 43 escadrons et six pulks de cosaques, qui, vu leur extrême faiblesse, n'excédaient guères 11 à 12 mille hommes; Koczciusko avec le détachement de Zielinsky en comptait environ 10 mille; toutefois ses soldats n'étaient pas à comparer aux vétérans de Fersen. Le choc fut cependant assez rude ; Kocziusko repoussa d'abord les attaques de front; mais la gauche, que Poninsky aurait dû appuyer, se trouvant dégarnie par son retard, Denisof parvint à la culbuter (1). La cavalerie russe débordant ce flanc sème bientôt l'épouvante et la mort dans toute

(1) Poninsky fut accusé à tort de ce retard; il s'en justifia en prouvant qu'un des ordres avait été intercepté par les Cosaques, et qu'il avait reçu l'autre à huit lieues du champ de bataille, quand il n'était plus temps.

la ligne; chacun fuit, et Kocziusko se consume en vains efforts pour rallier son centre et couvrir la retraite. Blessé deux fois, abandonné des siens, entouré par des cosaques, il succombe enfin sous un troisième coup, et tombe sans connaissance au pouvoir des Russes, dont les officiers, appréciateurs du courage et de l'infortune, furent généreux après la victoire, en s'empressant de le secourir. Sirakowsky, Knesewitsch, et plusieurs autres braves partagèrent son triste sort.

Ainsi tomba le plus ferme appui de la Pologne. Le conseil de gouvernement ne manquait pas d'hommes à talens, mais tous n'étaient pas énergiques, et le découragement fut bientôt général; les Autrichiens profitant de ce fatal événement entrèrent alors en Gallicie, et occupèrent les palatinats de Lublin et de Sandomir. Désespoir des insurgés.

En vain les succès des Français en Belgique, en Italie et en Espagne promettaient une heureuse diversion, elle était trop éloignée pour relever les affaires des insurgés, parmi lesquels la mésintelligence commençait à s'introduire: tout espoir du côté de la Turquie et de la Suède s'évanouit également, et il ne restait plus d'autre parti que de prolonger la défense autant que possible. Le conseil conféra le commandement suprême à Wawrzesky, général plus versé dans l'administration que dans l'art de la guerre, et dont la nomination mécontenta l'armée.

Zayonschek à qui on avait laissé le commandement par intérim, voyant les forces de la république réduites à moins de 33 mille hommes mal armés et sans vivres, proposa au conseil de porter la division Poniatowsky sur Kamiona, à seize lieues en avant de Varsovie, de laisser Mokronowsky et Dombrowsky maîtres de tenir la campagne; tandis que lui-même avec les débris des corps de Kocziusko et sa division, forts d'environ 7,400 hommes, viendrait prendre position à Praga, et mettre en état de défense ce faubourg et les bords de la Vistule. Toutes ces propositions furent adoptées, et chacun se mit en devoir de les exécuter.

Ianœuvres e Suwarof our empêcher la réunion des insurgés sous Varsovie.

Tandis que Fersen remportait une victoire si décisive à Maciowice, Suwarof dévoré d'impatience, attendait à Brzesc des nouvelles de ses tentatives pour franchir la Vistule. Il en reçut le premier avis par le général d'Harnoncourt qui commandait le cordon autrichien en Gallicie; mais des prisonniers l'ayant informé quelques jours après des succès de son lieutenant, il se mit aussitôt en devoir d'en profiter.

A cet effet, il se porta à Janow, ordonna à Fersen de se rapprocher de lui, et manda à Derfelden de marcher sur Bielsk.

De son côté, le conseil de Varsovie, sentant trop tard qu'il n'avait de ressources que dans la prompte réunion des débris de ses différens

corps, avait ordonné à Mokronowsky de se replier sur la capitale où le sort de la Pologne allait se décider. Suwarof ne tarda pas à être informé de ce projet, et comme il n'avait point d'espoir d'entamer à lui seul les troupes réfugiées sous Varsovie, il imagina de se réunir à Fersen pour tomber sur Mokronowsky et lui couper la retraite. Il dirigea à cet effet ce général sur Stanislawow, à l'embranchement des routes de Bialistock et de Brzesc, où les deux corps se réunirent le 23 octobre au nombre d'environ 20 mille hommes. Aussitôt Fersen partit pour Okuniew, et Suwarof pour Kobilka, dans l'espoir de tomber sur le flanc des colonnes qu'il supposait entre Wyzkow et Varsovie. Son attente ne fut point trompée : Mokronowsky après avoir franchi le Bug se rendait sur trois colonnes à Varsovie ; il conduisait celle de droite par Jablona, le centre aux ordres de Gorzinsky tenait la route principale ; la gauche aux ordres du général Mayen flanquait le chemin direct par Kobilka et Ossen. Il paraît que ce dernier ne soupçonnant pas la présence de Suwarof, ne s'attendait guères à être assailli. Ses troupes subdivisées en trois détachemens furent rencontrées en marche. Suwarof après avoir cheminé toute la nuit donna avec ses cosaques et la brigade de cavalerie de Stahl sur le premier détachement qui se forma d'abord, puis continua sa route. Le général Isle-

Combat de Kobilka où Mokronowsky est défait par les Russes.

nief attaqua alors la colonne de droite; la seconde fut abordée par les hussards et les carabiniers; la dernière à gauche étant plus forte que les autres, on chargea les généraux Potemkin et Schwitsch du soin de la combattre. Elle fit d'abord quelque résistance; mais la première colonne étant battue, et Islenief ayant envoyé quelque renfort à Potemkin, celui-ci redoubla d'énergie et la culbuta : les Polonais comptaient se sauver à la faveur des bois; la bravoure de la cavalerie russe leur en ôta les moyens; carabiniers, hussards et cosaques mirent à l'envi pied à terre, et pénétrèrent dans la forêt le sabre à la main, de concert avec les chasseurs à pied. Potemkin ayant pris soin de faire gagner la tête de la colonne pour lui couper la retraite, elle fut presqu'entièrement détruite ou prise avec neuf pièces de canon et ses drapeaux. Mayen s'enfuit dès le commencement du combat.

Gorzinsky, au premier avis de l'attaque, voulait marcher sur Kobilka; mais la direction du feu lui indiquant la mauvaise tournure de l'affaire, il se contenta de regagner Varsovie, où Mokronowsky arriva de son côté. Cette nouvelle défaite qui coûta près de 4 mille hommes aux Polonais, acheva de jeter l'épouvante à Varsovie, où les désastres de Brzesc et de Maciowice avaient déjà glacé les courages.

Plan de Zayonschek. Les hommes les moins clairvoyans ne pressen-

taient que trop le sort réserve à la patrie. Les plus braves loin d'en être ébranlés résolurent de vendre chèrement leur vie. Zayonschek était de ce nombre. Il proposa au conseil de laisser quelques milliers d'hommes observer les Prussiens, d'en rassembler 26 mille, et de tomber avec eux sur Suwarof qui n'était point encore réuni à Derfelden.

Le conseil n'osant adopter ce parti conforme aux règles de la guerre et de la politique, résolut d'attendre derrière les mauvais remparts de la capitale le coup mortel qu'on se préparait à lui porter.

Suwarof, ayant été joint quelques jours après à Kobilka par le corps de Derfelden, se vit alors à la tête de 25 mille hommes, déduction faite de quelques brigades laissées sur les derrières.

Résolution énergique de Suwarof

La saison commençant à devenir très-rigoureuse, ce général, dont le coup-d'œil sûr et rapide se dément rarement, jugea bien qu'il serait difficile de cantonner sans repasser le Bug, et qu'en s'y décidant on laisserait aux insurgés le temps et les moyens de se renforcer, d'organiser leur défense pour le printemps et de traîner la guerre en longueur. La seule entreprise capable d'y mettre fin était d'occuper Varsovie. Deux partis se présentaient à son choix, l'un de passer la Vistule et d'assaillir la vaste enceinte de cette ville sur la rive gauche, l'autre d'emporter le

faubourg de Praga, et de réduire la capitale en la menaçant d'un bombardement. Plusieurs militaires auraient donné la préférence au premier parti, parce qu'il eût facilité la jonction avec les Prussiens et assuré les moyens d'enfermer les débris de l'armée polonaise dans la capitale; mais, pour cela, il eût été indispensable de tenir 15 mille hommes devant Praga, ou bien d'en venir définitivement à l'attaque de cette tête de pont. En l'enlevant au début, on parvenait d'emblée au résultat désiré : car, bien qu'il restât alors la Vistule à franchir et la capitale à soumettre, celle-ci n'ayant aucune défense du côté de la rivière, il était facile de prévoir qu'elle ne soutiendrait pas un bombardement.

Il attaque et prend le faubourg de Praga.

Suwarof n'hésita pas long-temps; habitué par les assauts d'Oczakof et d'Ismaël aux combinaisons de ces sortes de tentatives, il fit préparer, dès son arrivée à Kobilka, les fascines et les échelles nécessaires à cette attaque de vive force.

La tête de pont de Praga consistait en une enceinte en terre non achevée, en avant de laquelle se trouvait un camp retranché; ces ouvrages informes, construits à la hâte sur un terrain sablonneux, presque tous sans revêtement, étaient d'un abord d'autant plus facile qu'ils offraient un développement considérable et peu de relief. Deux cavaliers moins défectueux que le reste, en couvraient les points saillans. Douze à 15 mille

Polonais, découragés par tant de désastres, harassés de fatigues, en proie à la faim et au froid qui devenait très-vif, gardaient cette ligne étendue (1). Pour quiconque ne connaissait pas la démoralisation de cette armée, ce n'en était pas moins une force imposante; car enfin, elle se trouvait derrière des retranchemens et sous la protection d'une artillerie nombreuse.

Environ 25 mille Russes se présentèrent le 2 novembre à portée de canon de Praga, et dans la nuit suivante élevèrent trois grandes batteries avec une promptitude qui en imposa aux défenseurs; tout en leur faisant croire qu'on procèderait à un cheminement régulier. Il n'en fut rien; le 4, avant le jour, les soldats de Suwarof coururent à l'assaut sur sept colonnes, d'après les dispositions arrêtées (2). Soit que les insurgés se gardassent mal à cause du froid excessif, soit qu'ils s'attendissent bien plus à un siége régulier qu'à une attaque de vive force, ils n'avaient rien disposé pour recevoir les assaillans qui n'éprouvèrent point la résistance à laquelle leur courage s'attendait. Les colonnes pénétrant de toutes parts dans le camp, leur audace

(1) L'historien de Suwarof porte les insurgés à 30 mille, les Russes à 22 mille. La relation d'un général polonais porte ses forces à 10 mille, les Russes à 40 mille. Nous avons dû prendre un terme moyen dans ces versions évidemment exagérées.

(2) Voyez pièces justificatives, n° 4.

s'accroît avec ce premier succès : elles poussent les Polonais dans l'enceinte du faubourg : là on combat corps à corps, le tumulte, la confusion redoublent le carnage ; chacun pense à regagner les ponts de la Vistule où le désordre est sans exemple, le vainqueur frappe à coup sûr. Zayonscheck blessé est entraîné par les fuyards ; Jasinsky et Grabowsky trouvent une mort honorable ; les ponts sont rompus ; 2 à 3 mille hommes s'échappent à peine ; le reste est pris ou tué ; une grande partie du faubourg construite en bois devient la proie des flammes.

Cet événement mémorable, que l'histoire impartiale présentera comme une preuve de l'énergie et du coup-d'œil militaire de Suwarof, fut terni par plusieurs traits de barbarie ; mais loin que la faute en soit à ce grand capitaine, on sait assez qu'elle fut celle d'une soldatesque exaspérée par le récit de la révolte du 17 avril et du massacre de ses frères.

Le surlendemain 6 novembre, Varsovie se rendit par capitulation, et Suwarof y fit son entrée triomphante à la tête de la division de Potemkin, suivie du corps de Derfelden. Les débris de l'armée insurgée rassemblés aux ordres de Wawrzezky sur la rive gauche de la Vistule, voulurent bien tenter encore de tenir la campagne de concert avec Poniatowsky et Dombrowsky ; mais, suivis de près par Fersen et les

Prussiens, ils se désorganisèrent peu à peu, faute de soutien.

Telle fut la fin de cette expédition où Suwarof déploya l'activité et l'énergie qui l'ont toujours caractérisé.

Alors le projet des trois puissances ne rencontra plus d'obstacles : le roi Stanislas appelé d'abord à Grodno, alla finir ses jours en Russie; et le partage total de la Pologne fut arrêté.

Ainsi se termina ce grand drame politique, qui exerça tant d'influence sur les destinées ultérieures des états européens, et donna lieu plus tard à de si cruelles guerres.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

SUR LA CAMPAGNE DE 1794.

Le chapitre suivant qui faisait partie du tome 6 du Traité des Grandes Opérations militaires, *seconde édition*, publiée en 1810, a paru assez intéressant pour les gens de l'art; et nous avons cru bien faire en le reproduisant ici.

On trouvera déjà dans les chapitres historiques l'indication des causes principales qui ont décidé les événemens. Il me restera seulement à présenter quelques réflexions sur l'ensemble des opérations, et à les rapporter aux principes de l'art.

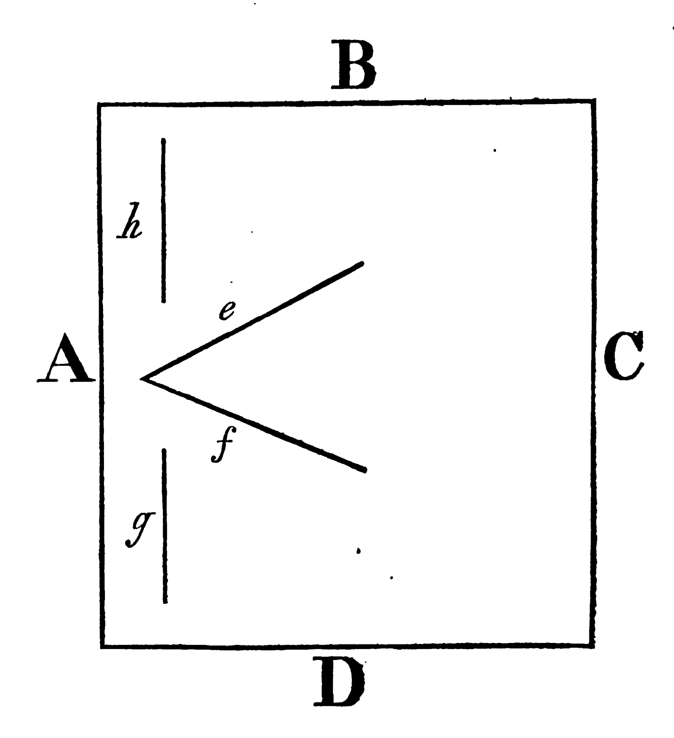
Les premières positions et les premiers plans des deux partis ont offert les mêmes erreurs qui furent si fatales à ceux qui les commirent dans la campagne précédente. Les Autrichiens formaient toujours des plans gigantesques, et prenaient par contraste des mesures défensives du plus grand ridicule. Les mêmes hommes qui faisaient le projet de dicter des lois dans Paris, employaient la moitié des forces qui leur étaient nécessaires pour réussir dans ce projet, à couvrir des provinces et des routes que personne n'aurait songé à inquiéter, s'ils avaient fixé l'attention de l'ennemi par un de ces mouvemens concentriques, et par une de ces attaques décisives qui déterminent le succès de toute une cam-

pagne. On couvrait Luxembourg par 20 mille hommes, tandis que, comme forteresse, elle n'avait pas besoin d'être couverte ; et comme point stratégique, elle ne l'était pas suffisamment par un corps aussi faible, qui ne pouvait pas sauver les communications d'une armée, lorsque les forces mises en action sur cette ligne d'opérations, ne montaient pas à moins de 300 mille combattans.

Le théâtre de la guerre, appuyé d'un côté à la mer du Nord, permettait ainsi d'appliquer la combinaison que j'ai pressentie dans le Traité des Grandes Opérations militaires, chap. 14 et 31. L'armée, qui aurait voulu opérer en grand et d'après les principes, devait chercher à s'établir sur l'extrémité ennemie qui était opposée à la mer, afin de refouler une partie des forces de son adversaire sur un obstacle insurmontable, et de les placer ainsi dans la chance ruineuse de mettre bas les armes.

Si l'ennemi avait divisé ses corps sur une ligne étendue avec un but défensif, l'armée pour opérer en règle eût établi sa masse au centre, et formé une ligne d'opération intérieure.

Ce point central pour établir une masse intérieure contre des parties isolées, était la haute Meuse pour l'offensive des Alliés, et la Sambre pour l'offensive des Français, on aurait présenté ainsi à-peu-près les mêmes dispositions que celles de la figure suivante.



A était la frontière de France, B était la mer du Nord, la masse centrale, *e. f.*, pouvait battre alternativement les corps *g. h.* renforcer surtout le point *e*, en l'établissant sur l'extrémité de la ligne *h*, qu'un revers pouvait alors jeter sur la mer et anéantir; c'était dans tous les cas ce qu'il y avait de plus important à tenter, ce qui offrait les chances les plus certaines de succès, et qui

eût exposé à bien moins de risques que les entreprises qui furent formées.

L'application parfaite des plus grands principes de guerre sera toujours de donner une direction concentrique à ses forces sur une extrémité de la ligne ennemie, et préférablement encore sur le centre lorsque les parties sont morcelées. Il faut y frapper de grands coups, et savoir ensuite se diviser à propos pour profiter de la victoire, en opérant des mouvemens bien combinés, contre des forces qui, se trouvant elles-mêmes isolées, n'ont plus de moyens de concentration. Cette vérité a été démontrée par la campagne de 1806 : nous avons vu l'armée française répandue en cantonnemens de paix, depuis les frontières de Bohême jusqu'au lac de Constance, arriver par des marches combinées, vers Bamberg, se concentrer plus encore vers Géra, vaincre alors à Iéna, reformer ensuite deux masses principales avec des divisions légères, pour harceler et enlever d'autant plus sûrement les colonnes prussiennes qui cherchaient leur salut par des directions divergentes ou excentriques d'après le beau système de Bulow.

On a vu combien les plans des deux partis en 1794 ont été différens de ce qu'ils auraient pu être. Celui des Français que les écrits du jour ont porté jusqu'aux nues, et ont appelé un agrandissement de l'échelle des combinaisons, ne

méritait point ces éloges exagérés (1). S'il eut de bons côtés, si plusieurs opérations firent honneur à Carnot, à Moreau, à Reynier et à Jourdan, il eut aussi de grands défauts que nous avons déjà signalés. D'ailleurs, de temps immémorial on s'est battu en même temps en Italie, sur le Rhin et en Flandre ; dans la guerre de sept ans, la ligne s'étendait sans interruption depuis Wesel par Francfort sur Erfurt, Leipzig et les frontières de Bohême jusqu'à Olmutz ; je ne vois donc pas que l'on ait rien agrandi en 1794. Si l'on a voulu parler de la division d'une même armée en tant de corps isolés, opérant sur une même

---

(1) On s'est trompé sur les opérations de cette période, au point que dans un ouvrage d'ailleurs estimable, écrit par M. de T...., on lit la phrase suivante : « Cet art militaire des armées germani- » ques, qui consistait surtout dans le choix des positions et dans » l'ensemble des mouvemens rapprochés et soutenus l'un par l'au- » tre ; ce système qui avait résisté aux promptes manœuvres des » armées de Frédéric, ne trouvait plus son application contre les » mouvemens combinés de deux armées qui occupaient en même » temps tous les postes sur un front de 40 lieues ! »

Quel terrible abus du talent de faire des phrases ! Où, M. T.... a-t-il donc appris que l'ensemble des mouvemens rapprochés et soutenus l'un par l'autre ne fût pas réellement le secret de la guerre ? De telles opérations ne sont-elles pas la même chose que les mouvemens combinés qu'il vante lui-même. D'ailleurs où M. T.... a-t-il découvert que dans la guerre de sept ans, Daun, Landon, Soltikof, Soubise et Broglie aient fait leurs opérations avec ensemble, rapprochés et soutenus l'un par l'autre. Il est bien plus dans l'erreur encore d'attribuer à une telle cause les revers des coalisés en 1794.

frontière, on a présenté comme une chose merveilleuse, une disposition qui, dans le fait, est vicieuse, et qui a été jugée dès-lors.

L'armée de Pichegru divisée en deux corps, et celle des Ardennes et de la Moselle se réunirent à Bruxelles, comme Frédéric parti d'abord de quatre points, concentré ensuite sur deux, se réunit avec Schwerin à Prague en 1757 (Traité des grandes Opérations militaires, chapitre 11, 1re partie): mais cette réunion que l'on a tant vantée, aurait pu être beaucoup mieux exécutée en 1794, et je vais m'efforcer d'en convaincre mes lecteurs.

Quoique les panégyristes de Pichegru aient affirmé qu'il arriva à l'armée sans autres instruc-

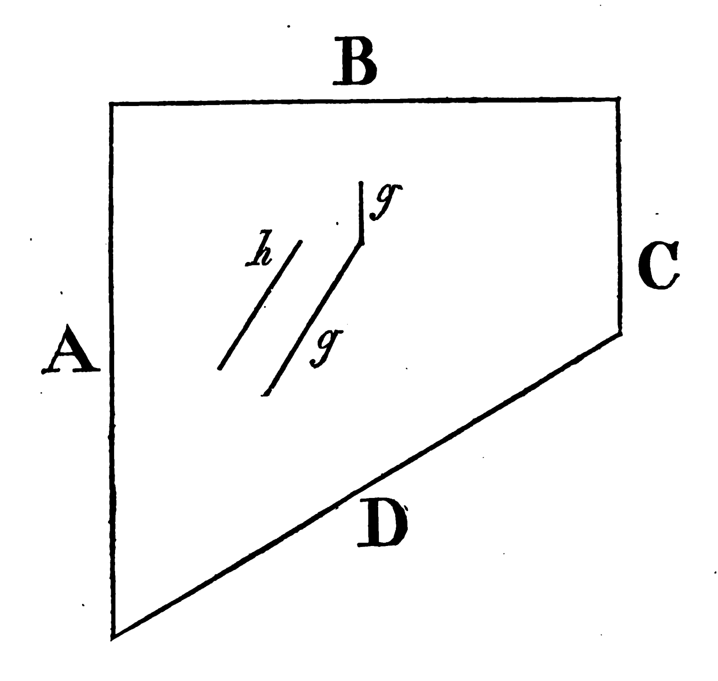
---

Ce fut justement le contraire. L'auteur serait bien en peine de citer une combinaison pareille dans toute la campagne; en trouvera-t-il dans les efforts isolés de Clairfayt à Courtray et à Ypres, dans le morcellement du centre à Turcoing, ou dans ces combats partiels du duc d'Yorck dans le Brabant? M. T.... a pu ne pas connaître les événemens, mais il n'aurait jamais dû oublier les principes au point de prétendre qu'un mouvement fait ensemble, soutenu et rapproché, devait céder à ceux qui seraient exécutés sur un front de 40 lieues. On verra que les Français opérèrent avec beaucoup plus d'ensemble que les Alliés, et c'est ce qui les fit réussir; ce n'est pas l'art militaire germanique qui eut tort, ce furent les Germains qui oublièrent l'art militaire de Gustave, de Marlborough, d'Eugène, de Montecuculli, de Traunn, de Frédéric, et qui lui substituèrent le beau système de cordon de Lascy. D'après les maximes de M. T.... ils auraient dû réussir en grand, puisque non contens d'un front de 40 lieues, ils avaient une ligne de 160 lieues depuis Bâle à Ypres.

tions que celle de vaincre, nous pensons le contraire. Carnot n'était sans doute pas homme à tracer méthodiquement le plan de toute une campagne; mais il était tout aussi loin de ses vues et de son ambition de ne pas faire émaner de son comité militaire qui dirigeait tout, les ordres nécessaires pour les mouvemens de l'armée la plus nombreuse et la plus importante que la France eût sur pied. Dans tous les cas, il paraît que le plan du comité fut d'abord de délivrer Landrecies par une attaque du centre, et de manœuvrer ensuite par ses deux ailes sur Mons et Charleroi d'un côté, sur Courtrai, Ypres et Ast de l'autre. Projet dont on a eu occasion de démontrer le danger, et qui n'eût pas amené une réunion à Bruxelles, si, au lieu de Cobourg, on avait eu pour adversaire le vainqueur de Lignitz ou celui de Castiglione. Pour appliquer les vrais principes de stratégie à la situation respective des deux partis au milieu d'avril, il eût fallu que Pichegru fît des démonstrations avec sa gauche contre le corps qui menaçait Landrecies, filer vivement avec le centre, la droite et l'armée de Charbonnier sur Binck, culbuter et enlever le prince de Kaunitz, et revenir ensuite avec la même vigueur sur le prince de Cobourg. Il aurait ainsi écrasé avec 110 ou 120 mille hommes l'extrême gauche de l'ennemi; Jourdan, prenant en même temps une direction concen-

trique avec lui, aurait du être dirigé sur la Sambre un mois plus tôt, alors, ces 160 mille hommes placés, la gauche vers Maubeuge, la droite gagnant la direction de Hall et de Bruxelles, se seraient emparés des communications de l'ennemi, et auraient forcé Cobourg à combattre pour les regagner. Cette opération seule eût donné la Belgique presque sans coup férir; au lieu que 60 mille victimes des deux partis payèrent les fautes de combinaisons qui balancèrent les succès pendant si long-temps.

La mer du Nord, les frontières de France, la ligne de la Sambre et les points de Liége et de Namur où les Autrichiens devaient diriger leur retraite, formaient un trapèze comme la figure suivante.



La ligne qu'on aurait prise sur la Sambre, et ensuite sur Hall, eût été la même que celle *gg*, et les Alliés se seraient trouvés dans la position *h* jetés dans l'angle AB, formé par la mer du Nord, et perdus sans ressources en cas d'une défaite. Les Français n'avaient rien à risquer dans cette entreprise : protégés par les places de Maubeuge, Philippeville, Givet, Sedan, Mézières, ils auraient eu cent points de retraite depuis

la Meuse jusqu'à Metz, et ils les eussent couverts par leur mouvement même.

L'opération que je viens d'indiquer aurait eu le même succès, et eût été moins longue encore dans son exécution, si Pichegru, au lieu d'aventurer sa gauche comme il le fit, l'avait rassemblée vers Cambrai, et si, appuyant toutes ses forces et celles de l'armée des Ardennes sur Guise, il avait attaqué avec 120 mille hommes le corps du prince de Cobourg posté entre Nouvion et Cateau, pour couvrir l'investissement de Landrecies. Les troupes de la gauche auraient contenu, par de fausses attaques, le corps du duc d'Yorck en l'attirant même à leur poursuite sur Cambrai. Pichegru, manœuvrant ainsi avec sa masse contre 40,000 hommes seulement, et changeant de front à droite, aurait rejeté Cobourg sur la Sambre et dégagé Landrecies. Le corps du duc d'Yorck qui se trouvait vers Cambrai, et celui de Clairfayt qui était vers Tournay, auraient été rejetés alors dans le même angle AB formé par la mer du Nord, coupés de leurs communications par 180,000 hommes, et isolés sans retour du reste de leur armée. Pour juger du résultat qu'aurait eu une opération pareille, il suffit de voir quel fut celui des entreprises incohérentes sur la West-Flandre, et de la marche tardive que l'on exécuta ensuite sur la Sambre avec la moitié seulement des forces que l'on aurait dû y porter dès le principe.

Au lieu de combiner ainsi la mise en action de ses masses sur les points qui auraient assuré les grandes chances, le général Pichegru attendit que les Allés eussent investi Landrecies, pour attaquer leur ligne d'observation sans que les 60 mille hommes de sa gauche y prissent part. Malgré cette faute, on aurait encore pu réussir, si on n'avait pas attaqué l'ennemi sur tous les points, et que l'on eût au contraire accablé un des deux corps seulement; mais il fallait, suivant la manie à la mode, attaquer tout le front à la fois; on fut battu à Catillon et à Troisville: était-il possible de ne pas l'être avec des dispositions pareilles?

Le vrai remède à tous les revers que l'on avait déjà essuyés à la fin d'avril était encore de se porter en masse sur Cobourg, ou sur Kaunitz isolés, on s'imagina au contraire faire une merveille en longeant la mer du Nord avec 50 mille hommes pour déborder une armée de 150 mille combattans, et en se plaçant entre cette armée et la mer, de manière à y être culbuté par une marche rapide, sans que la présence des forces sur la Lys dût inquiéter en rien les Alliés (1).

---

(1) On a présenté comme une manœuvre incomparable celle par laquelle Pichegru porta quelques divisions entre la mer et une masse quatre fois plus forte que la sienne. Il suffit de lire les campagnes de Napoléon contre les Prussiens, et la manœuvre qu'il voulut

Pourquoi les Français ne firent-ils pas un mouvement semblable par leur droite, contre la gauche de Cobourg ? Ils auraient au moins menacé les communications des Autrichiens en conservant les leurs et sans courir le risque d'être jetés à la mer. Nous en avons déjà assez dit sur cette opération pour la faire juger.

On maintint ces dispositions fautives encore après la prise de Landrecies. Pichegru redoubla même sa faute en partageant son centre pour en faire marcher la moitié sur Courtray. 80 *mille hommes furent ainsi employés mal-à-propos dans le cul-de-sac, entre l'Escaut, la mer du Nord et Dunkerque, où ils ne pouvaient rien faire d'important, fussent-ils allés jusqu'à Anvers. On ne s'en va pas dans les marais de la Zélande, quand le salut de l'ennemi dépend du point de Liége.*

En jetant un coup-d'œil sur l'ensemble des mouvemens, on verra également que Jourdan, combattant pour un accessoire vers Arlon pendant le mois d'avril et de mai, n'annonçait guère une réunion avec la gauche de Pichegru,

---

exécuter contre le général Beningsen, au mois de février 1807, pour juger la course sur la West-Flandre. Ce sera d'ailleurs toujours opérer contre les principes que de se placer, même à forces égales, entre un obstacle insurmontable et le gros des forces ennemies. On doit au contraire chercher à rejeter son adversaire dans une telle position, et à le repousser sur cet obstacle : la mer du Nord valait mieux pour les Français que toute l'armée de Pichegru.

courant sur la Lys et menaçant Ypres. La réunion à Bruxelles ne fut donc point le résultat d'un premier plan vastement médité ; elle fut amenée par les circonstances et par le revers essuyé sous Landrecies le 26 avril, puisque ce fut le 30, à la nouvelle de ce revers, que Carnot sentit qu'on avait besoin de l'armée de la Moselle pour renforcer ce point. Au reste, cette réunion à Bruxelles n'aurait jamais réussi, si le prince de Cobourg avait su comment, avec une masse centrale, on peut empêcher l'exécution d'une telle manœuvre; surtout lorsqu'une des deux parties qui doivent se joindre, commence ses mouvemens un mois avant l'arrivée de l'autre.

S'il était important que les armées françaises se réunissent à Bruxelles, il était bien plus simple de commencer, comme nous l'avons dit, par les établir en masse intérieure, la gauche vers Maubeuge, le centre vers Mons, la droite vers Soigne et Hall, la réserve vers Binch et Charleroi. Un trait de plume eût suffi alors pour opérer cette réunion décisive, et dans des circonstances bien plus favorables, tandis que pour la faire réussir, il fallut plus tard le sang de 30 mille braves, et des fautes énormes sur lesquelles on ne devait pas calculer.

De toutes les opérations de cette campagne, l'entreprise sur Ypres (le 1er juin), fut une des

plus blâmables, et il paraît certain que la faute en fut tout entière à Pichegru. Cette marche excentrique qui rendait inutile pour long-temps une si grande et belle partie de la France, aurait eu des résultats fâcheux, si Cobourg, quittant aussitôt son camp de Tournay avec 50 mille hommes, se fût porté en deux marches sur l'armée de la Sambre. Il pouvait arriver le 3 juin au matin, au moment où Kaunitz et le prince d'Orange attaquaient et battaient les Français. Réuni alors à ces deux corps et à Beaulieu, le prince de Cobourg, fort de 110 mille combattans, eût achevé l'entière défaite de cette armée que l'arrivée tardive de Jourdan n'eût plus été à même de sauver. On ne peut pas surtout calculer quel aurait été le résultat de ce mouvement, si, au moment où Desjardins repassait la Sambre en désordre, 50 mille Autrichiens fussent arrivés sur Thuin ou Beaumont.

Je ne m'étendrai pas sur les détails d'exécution ni sur les combinaisons des combats; on les trouve assez caractérisés dans le cours de la narration; mais je ne puis me dispenser de payer aux généraux Moreau, Regnier et Souham, les justes éloges que mérite la bataille de Turcoing (18 mai). Ils sauvèrent incontestablement, par une résolution prise à propos, les troupes que l'on avait si fort exposées à Courtray. Néanmoins, il faut convenir que leur résolution eût

été inutile sans la faute inconcevable que les Alliés commirent en voulant réunir à point nommé, au milieu des forces ennemies, des colonnes multipliées qu'on pouvait aisément réunir en un jour sur l'Escaut, pour les porter ensuite ensemble sur Turcoing et Bondues.

On ne peut rien dire sur la bataille de Tournay (22 mai): ce fut un carnage sans plan et sans but, de l'aveu même des deux partis.

L'expédition sur Bruges et sur Ostende, qui donnait une direction divergente à des forces dont la marche concentrique pouvait procurer des succès inouis, contre un ennemi qui avait la manie de se morceler et de faire face partout, n'est pas la moins extraordinaire de cette campagne, on ne doit pas l'attribuer aux généraux, car l'ordre en vint du comité de salut public (1).

Les fautes générales commises au Nord, s'appliquent également aux armées des Ardennes et de la Moselle : on n'en fit qu'un accessoire pendant deux mois, tandis que c'était le point décisif. De là provinrent l'arrivée si tardive de Jourdan sur ce théâtre, et les scènes meurtrières qui

(1) Le général Reynier m'a assuré que le plan beaucoup plus sage de marcher par la droite sur Ath pour se lier avec l'armée de Sambre-et-Meuse, était de Carnot, et cela est vraisemblable; il est alors assez étonnant que deux jours après il soit venu du comité des ordres si contraires. Ce serait une preuve que Carnot n'y décidait pas toujours des opérations.

ensanglantèrent si long-temps les rives de la Sambre.

La bataille de Fleurus fit honneur à l'armée française, particulièrement à Kléber et à Lefebvre. Les dispositions de Jourdan, quoique sujettes à quelque blâme, ne furent pas sans mérite, et il montra beaucoup de sang-froid et de fermeté dans le moment critique où ses deux ailes étaient forcées. La position défensive était difficile, soit qu'on voulût rester en croissant, les deux ailes appuyées à la Sambre, soit qu'on voulût combattre en ligne parallèle adossée à cette rivière. Si les Autrichiens avaient su profiter des avantages qu'ils avaient, comme assaillans, contre une armée en position sur une ligne trop étendue, il est plus que vraisemblable qu'ils eussent réussi à en accabler le point important. Il est hors de doute que pour ne pas abandonner ce résultat au hasard et aux fautes de l'ennemi, il eût mieux convenu aux Français de prendre l'initiative, et de marcher contre l'armée impériale. Cela était d'autant plus faisable, que Charleroi ayant alors capitulé, on n'avait plus à craindre que l'ennemi communiquât avec cette place, et que l'on pouvait même s'en servir pour appuyer la gauche qu'on aurait refusée, afin d'agir avec d'autant plus de forces sur Lambusart, Fleurus et Frasne, où toutes les

divisions auraient dû concentrer leurs efforts. Par cette manœuvre, l'armée française n'aurait eu à combattre que la gauche et une petite partie du centre des Autrichiens, dont la droite n'eût jamais pu vraisemblablement regagner la route de Bruxelles, puisqu'elle remontait la Sambre vers Fontaine-l'Evêque et Andelues. D'ailleurs, par ce changement de front à gauche, on se serait assuré de la route directe de Namur à Liége, qui était, comme nous l'avons déjà si souvent répété, le point décisif pour les communications des Impériaux.

Après la bataille de Fleurus, les Alliés commirent la faute de laisser un corps au mont Palisel, sous les ordres du prince d'Orange. Il est assez étonnant que Jourdan ait porté cinq divisions sur cette direction, tandis qu'il eût convenu d'attaquer auparavant les Impériaux à Braine-la-Leud avec toutes ses forces, en cherchant à les gagner par la droite sur Wavre et Indoigne. Les deux divisions de Favreau et de Schérer étaient suffisantes pour tourner Mons. L'armée impériale ainsi débordée par sa gauche, et battue sur cette direction de Indoigne n'aurait jamais pu regagner le Rhin sans faire des sacrifices énormes, puisqu'on aurait pu la prévenir de plusieurs marches sur Tirlemont et Liége. Il était imprudent et inutile de courir en même

temps vers Hâvre et Mons, vers Seneff et Nivelles, vers Sombref et Gembloux, sur des directions tout-à-fait divergentes. Kléber au lieu d'être dirigé sur Mons avec la gauche, devait marcher sur Braine-le-Comte, le centre de l'armée sur Nivelles, la droite très-renforcée aurait pu alors gagner Wavre, tout ce qui se trouvait d'ennemis à Mons, Breguigni, Roenla et Meulde eût été inévitablement perdu.

En suivant le tableau des mouvemens sur la carte, on est étonné de l'enchevêtrement des armées, et on ne peut concevoir qu'après des événemens aussi importans, les Français n'aient pas tiré parti de leurs succès et du morcellement des forces ennemies pour couper et enlever un seul de ses corps qui furent si souvent compromis.

Lorsque le prince de Cobourg eut quitté Tournay, en ne laissant que le duc d'Yorck et Clairfayt devant l'armée de Pichegru, celui-ci devait sentir que les grands coups allaient se frapper sur la Sambre et sur la Meuse. Au lieu de rester huit à neuf jours sans rien entreprendre et de se porter ensuite sur Oudenarde, Pichegru aurait donc bien opéré plus en grand s'il était venu avec son armée par Tournay, sur Ath, remplacer la gauche de Jourdan, et mettre ainsi ce général en état de rassembler toutes ses forces avec les divisions de Schérer et Favreau pour

couper toute retraite à l'armée impériale, en la prévenant à Liége ou à Tirlemont (1).

Je sais bien que le comité ordonna à l'armée du Nord un faux mouvement sur Bruges, aussi je n'en attribue la faute qu'à celui qui en fut l'auteur, et j'indique seulement ce qu'il y avait de mieux à faire pour appliquer ce principe incontestable : d'*établir sa masse sur une des deux extrémités de la ligne ennemie, et de choisir à cet effet celle qui conduit le plus promptement sur ses communications, afin de s'en emparer et mettre les grandes chances de son côté* (2).

Au lieu d'opérer de cette manière, les deux armées françaises firent un pont d'or à l'ennemi, et le laissèrent partir pour Liége.

Enfin, la séparation des deux armées aussitôt après leur réunion à Bruxelles fut encore une faute grave. Les Alliés avaient pris une ligne divergente, il fallait bien opposer une division d'observation aux Anglais et aux Hollandais, mais il était contraire à tous les principes de leur opposer la grande armée de Pichegru; on aurait

(1) On trouvera de fréquentes répétitions relativement à ce point de Liége; mais il est impossible de les éviter. Il est de fait que ce point étant la clef de toutes les opérations qui eurent lieu depuis le 26 avril jusqu'à la retraite de Cobourg derrière la Meuse, tous les raisonnemens doivent s'y rattacher, et qu'on ne peut éviter de le citer souvent.

(2) Voyez chapitre 4.

dû en diriger les deux tiers de concert avec Jourdan pour frapper un coup décisif contre l'armée impériale sur la Meuse, afin de chercher à gagner la ligne du Rhin avant elle, et à lui rendre toute retraite impossible. De grandes forces étaient inutiles vers Anvers, Malines et Breda, où des places nombreuses, les obstacles du terrain et les grandes embouchures des fleuves rendaient les opérations difficiles. La clef du Brabant était sur la Meuse, et plus le duc d'Yorck aurait persisté à rester en avant vers Malines, plus sa perte eût été certaine si on avait porté de grands coups à l'armée impériale vers Maëstricht.

Observations sur la seconde période.

Cette période comprend depuis le long séjour des deux armées vers Anvers et Liége jusqu'à la fin de la campagne.

Ce séjour me paraît inexplicable surtout relativement à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il était d'autant plus urgent de frapper sur ce dernier point qu'on n'avait plus qu'un pas à faire pour rejeter les Autrichiens au-delà du Rhin; cette opération une fois achevée, on aurait eu bon marché de tous les Anglais et des Hollandais qui auraient voulu tenir entre le Waal et Anvers.

Au lieu de s'empresser à déterminer le succès de toute la campagne, on resta six semaines sur

la Meuse dans une inaction qui aurait pu devenir fatale, puisqu'on laissa à l'ennemi le temps de se retrancher, de se renforcer, et même de combiner un mouvement de ses trois armées. Il n'en fit heureusement rien, on devait néanmoins ne pas laisser la chose au hasard, et il convenait de rassembler le gros des deux armées sur l'extrême droite pour rejeter les Autrichiens sur la Zélande.

Si les Français ne croyaient pas qu'il fût plus conforme aux principes et plus dans leur intérêt de chercher ce grand résultat, et s'ils préféraient maintenir l'isolement des deux armées pour se borner à repousser celle des Impériaux au-delà du Rhin, ils auraient pu au moins le faire au mois de juillet, comme au mois d'octobre, et l'armée d'Yorck eût été alors fortement compromise ou forcée à se sauver sans combattre jusqu'à l'Yssel; cette retraite même aurait pu devenir impossible, puisque la masse des Français, après avoir rejeté les Autrichiens au-delà du Rhin, auraient été à Arnheim aussi vite que les Anglais. Il ne serait donc resté à ces derniers d'autre ressource qu'un rembarquement pour lequel rien n'était disposé sur aucun point. En admettant, contre toute vraisemblance, que cette opération fût possible, les Français n'en auraient pas moins atteint leur but, qui était l'expulsion des Autrichiens au-delà du Rhin, et la conquête de la Hollande.

Toutes ces belles chances pouvaient être perdues par les deux mois de séjour à Liége, dont il serait très-difficile de donner un motif. Attendit-on si long-temps les 20 mille hommes que le général Schérer devait amener de Valenciennes? Mais, pour un si faible secours, on s'exposait à ce que les Autrichiens se fissent joindre dans quelques marches par le duc d'Yorck à Ruremonde, et par 50 mille Prussiens venant de Trèves par Bastogne. S'ils avaient fait ce mouvement, les Alliés auraient encore une fois tenu la position centrale la plus avantageuse avec 170 mille hommes, ce qui eût bien pu leur faire gagner une bataille, et les ramener dans deux jours à Namur et Charleroi.

Puisque les Alliés ne savaient pas faire de ces mouvemens rapides et hardis, et qu'ils ne voulaient pas apprendre *que le moyen de défendre un pays est de combattre en masse sur le point stratégique décisif qui en est la clef*, les Français pouvaient bien ne pas ignorer que la clef de toutes les Provinces-Unies était à Liége, et Pichegru aurait bien pu envoyer d'Anvers 20 mille hommes à Jourdan pour faire frapper deux mois plutôt les coups qui devinrent moins décisifs à mesure qu'ils furent différés, mais qui le furent néanmoins assez pour être les plus importans de la campagne. Perdre une semblable occasion dans la journée même, c'est commettre une faute;

la perdre pendant deux mois entiers, c'est la commettre soixante fois. Nous avons déjà vu que le représentant Gilet en fut la première cause; mais s'il trouva des obstacles imaginaires à un passage qui fut exécuté plus tard, il n'en est pas moins vrai que l'affaire traîna long-temps, puisque l'armée arriva déjà le 27 juillet à Liége, que la conférence chez le général Jourdan n'eut lieu que le 20 août, et que le passage ne fut exécuté que le 18 septembre. Le comité qui, dit-on, voulait diriger toute la marche des armées, ne donna l'ordre d'attaquer que par ses dépêches du 5 septembre. Alors il fallait sans doute attendre l'arrivée des colonnes de Schérer, puisqu'elles étaient déjà en marche, et qu'on pouvait déterminer l'instant de leur arrivée.

Toujours animé du même esprit et guidé par le même mobile, je ne puis me dispenser au contraire de rendre justice aux opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse à la fin de septembre (1).

---

(1) En faisant des objections sur la direction des grandes opérations, et en les rapportant aux principes, je ne prétends pas atténuer la gloire des armées qui ont vaincu si souvent; loin de moi une telle pensée! Les généraux, les officiers et les soldats combattent là où on les fait engager, ce n'est pas leur faute si leurs efforts n'ont pas été toujours dirigés vers le plus grand but, cela prouve au contraire que c'est à eux que la France est redevable de ses premiers succès.

En opérant par la droite sur l'Ourthe et l'Availle pour s'établir sur l'extrémité importante de la ligne ennemie et pour menacer ses communications, Jourdan opéra par le même principe qui a motivé mes observations après la bataille de Fleurus, lorsqu'au lieu de pousser toute son armée également sur la droite, ce général, au contraire, en jeta la moitié sur Mons par sa gauche, et perdit tous les fruits de sa victoire.

Si les Français avaient employé à Fleurus le même système offensif que sur l'Ourthe, et qu'ils eussent gagné cette première bataille, par un effort sur Lambusart et Sombref, on ne peut pas calculer quels en eussent été les résultats. La position des Autrichiens était alors bien autrement aventurée sur la Sambre et le Piéton, qu'elle ne le fut ensuite vers Maëstricht, ayant un appui sous le canon de cette place, et même une retraite sous celui de Wesel ou de Nimègue, s'il eût fallu en venir là. Le prince de Cobourg n'avait aucune de ces ressources à Fleurus, puisque prévenu sur la Meuse, il l'eût été partout. Il lui aurait fallu deux grandes victoires pour se sauver, et son armée n'aurait eu de salut que dans ses baïonnettes, ce qui est toujours une chance bien douteuse.

L'affaire de Juliers ou de Duren, fit le même honneur aux Français que celle de l'Availle; elle était calquée sur le même plan. Seulement paraît-

il que l'on aurait pu se dispenser de porter autant de monde à la gauche sous Kléber et Lefebvre, qui attaquèrent vers Linnich et Heinsberg : il aurait fallu laisser une division de démonstration vers Linnich, deux vers Aldenhofen et porter les six autres à Duren. Il était inutile de chasser le centre des Autrichiens qui était en avant de la Roër vers Aldenhofen, car il eût été perdu si Latour accablé par six divisions à Duren eût été rejeté sur Cologne. Plus le centre de Clairfayt aurait eu de succès contre la division d'observation laissée devant lui, plus sa perte eût été certaine : il se fût trouvé dans la même position que Provera marchant sur Mantoue pendant la bataille de Rivoli, avec la seule différence que celui-ci avait un motif de chercher à s'avancer sur la place, tandis que les Autrichiens sur la Roër n'avaient aucune raison d'aventurer leur centre.

Les Français avaient d'autant plus de motifs de rabattre Kléber sur Linnich, Lefebvre devant Aldenhofen et Jourdan avec son corps de bataille réuni à Schérer, sur Duren et Norvenich, qu'à cette époque leurs troupes tenaient le Limbourg et Trèves, et que ce mouvement décisif ne les eût exposés en rien, tandis que l'armée impériale aurait été dans une position désespérée.

Je ne dirai plus rien de l'expédition de Hollande, elle fut faite à propos et bien dirigée, nous avons vu par le récit des événemens com-

bien ce pays fut mal défendu, les troupes françaises s'y couvrirent d'une gloire immortelle par leur courage et par leur dévouement à supporter les dangers, les privations et les fatigues.

Observations sur les opérations des armées coalisées.

J'ai déjà dit dans la première partie que les lignes d'opérations les plus avantageuses pour les Alliés étaient celle de Luxembourg par Mézières sur Reims, et celle de Maubeuge par Avesnes sur Laon (1). Si cette dernière n'était pas la plus avantageuse pour les Autrichiens dans l'hypothèse du point de départ du Rhin, elle l'était dans la position effective des armées, dont la plus grosse masse était en Flandre depuis 1793.

Un corps léger campé vers Valenciennes et le Quesnoy aurait suffi pour empêcher les incursions en Belgique de concert avec les garnisons.

(1) Je n'indique cette dernière ligne qu'à cause du rassemblement effectif de la plus grosse masse des Alliés en Flandre. Les deux bonnes lignes primitives étaient pour les Alliés et pour les Prussiens celles de Luxembourg sur Verdun. Les Autrichiens ayant leurs bases naturelles à Philipsbourg et Kehl, devaient prendre la ligne concentrique de Nancy et Bar-le-Duc pour se lier avec eux. Cela eût été toujours mieux que de courir à Nieuport et à Ypres, où l'on s'éloignait de sa base et de son but, pour chercher les obstacles et la ligne des places fortes.

La grande armée de Cobourg aurait dû partir par sa gauche et marcher sur Laon, tandis que les 80 mille Prussiens, Saxons, Hessois et Autrichiens qui étaient assez inutiles sur le Rhin, se seraient réunis à Mélas et à Beaulieu, et se seraient dirigés concentriquement vers Mézières et Sédan pour former une ligne centrale de 220 mille hommes entre l'Oise et la Marne, et pour opérer ainsi, suivant les circonstances contre les partis isolés de l'ennemi.

Il était dangereux et contre tous les intérêts des coalisés de s'étendre dans la Flandre, ils s'éloignaient de leur base et de leurs communications qu'ils laissaient exposées à toutes les entreprises des Français, tandis que cela ne les menait à rien. Ces vérités prouvent assez quelle faute capitale les coalisés commirent de ne pas s'emparer de Maubeuge et de Sédan en 1793, lorsqu'ils pouvaient disposer de 200 mille hommes, et que les Français n'avaient pas alors 80 mille hommes en campagne depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque (mai et juin 1793).

Au lieu de venir prendre la ligne d'opérations intérieure dont nous avons parlé plus haut, et qui se trouve indiquée dans le carré figuré, au commencement de ce chapitre (*e. f.*), on a vu par le récit des événemens que l'armée impériale prit une position sur un front immense, ayant cinq à six corps défensifs au moment où elle

voulait entreprendre les opérations offensives; on a vu aussi que l'armée prussienne et alliée, au lieu de se lier à elle, prenait une direction divergente, en remontant le Rhin, et en se portant jusqu'aux frontières d'Alsace.

La grande direction des armées ne fut pas seule fautive, les détails d'exécution de chaque opération furent aussi défectueux que le plan général était contraire aux règles de l'art. Plutôt que d'investir Landrecies le 17 avril par huit colonnes excentriques, il aurait fallu combiner la marche concentrique de deux masses de 40 mille hommes chaque, pour donner simultanément sur le centre de l'armée française qui se trouvait dans une situation à essuyer une grande défaite, et aurait pu être enlevée.

Clairfayt, à cette époque, était inutile vers la Flandre que les Français n'auraient pas envahie, si 110 mille hommes eussent gagné une grande bataille sous Landrecies, et poursuivi vivement le centre de leur armée. L'invasion de la Flandre n'était à craindre que parce que Clairfayt y était isolé, et pouvait être compromis; s'il avait été réuni à l'armée, cette expédition n'eût été qu'une course dangereuse et sans fruit.

Dans cette journée du 26 avril, les Français s'étaient divisés en trois corps, chacun de 50 à 55 mille hommes; le premier de droite vers Charleroi, le second au centre, sous Guise et

Cambray; le troisième à gauche, sur Courtray. Les Alliés furent informés le même jour de ces dispositions par les papiers trouvés sur le général Chapuis. Ils auraient dû profiter sur-le-champ de la victoire qu'ils avaient remportée à Troisville sur le corps du centre, pour porter vivement leur masse sur l'une ou l'autre extrémité. Nous avons vu que, même en attendant la prise de Landrecies, ils pouvaient, dès le 3 mai, réunir 100 mille hommes, ou sur la Sambre ou sur la Lys. Il eût été plus prudent et plus conforme aux principes de diriger cet effort, d'abord sur la Sambre, parce que c'était à Charleroi et Namur qu'était la clef de tout le théâtre des opérations, et qu'il convenait avant tout de s'en assurer. Si Cobourg, avec 60 mille Autrichiens, eût débouché vivement les 28 et 29 avril par Thuin sur les derrières de Charbonnier et de Desjardins, tandis que le prince de Kaunitz, renforcé, les eût attaqués de front, il est incontestable que ces deux divisions eussent été totalement défaites et peut-être détruites. Alors le mouvement sur la Lys qui n'eût exigé que cinq ou six marches, aurait été bien plus assuré, et sujet à moins de dangers que si on l'avait fait avant.

Cependant, telle était la constitution de l'armée de Desjardins et le mouvement tardif de Jourdan sur la Sambre, que les Impériaux auraient eu dix fois plus de temps qu'il n'en fallait,

depuis le 30 avril, jour de la reddition de Landrecies, jusqu'au 3 de juin époque de l'arrivée de Jourdan, pour marcher successivement avec leur masse sur l'un ou l'autre corps, en commençant même par celui qui, placé le long de la mer, pouvait être plus facilement anéanti.

Le prince de Cobourg était à même de réunir le 3 mai à Turcoing et Bondues, 115 bataillons et 150 escadrons; la présence d'aussi grandes forces sur ce point avant que les mouvemens sur la Sambre fussent devenus aussi inquiétans, aurait permis de faire marcher le corps de Clairfayt sous le canon d'Ypres, et ensuite sur Messine par la gauche de la Lys, et d'attaquer alors les Français avec le reste de l'armée en ligne, la gauche à Werwick, la droite vers l'Auve ou Reckem; on peut juger ce que serait devenu Pichegru à son camp de Morselle avec 50 mille hommes. Il eût été presque impossible qu'il se sauvât. Mais en admettant même qu'il eût un moyen de s'échapper, il fallait chercher à l'en empêcher en l'attaquant vivement; c'était l'opération la plus avantageuse et la plus sûre qui se soit jamais présentée à la guerre.

L'idée d'envoyer le général Erskine avec sept bataillons, là où devait marcher toute l'armée, prouve combien les faiseurs de projets dans l'armée alliée avaient le coup-d'œil rétréci. Ils

était la clef de toute l'entreprise; en effet, Bonneau étant à Lille séparé du reste de l'armée par une masse aussi supérieure, aurait été contenu, pour vingt-quatre heures, par dix mille hommes, et il en serait resté 80 mille pour accabler les forces de Souham.

La bataille de Tournay, le 22 mai, prouve ce qu'on aurait pu faire en agissant ainsi avec ensemble et avec l'armée réunie. Il n'y eut à cette bataille que les corps d'Otto, d'Yorck, de Kinsky, les Hanovriens et la réserve autrichienne qui donnèrent, mais ils ne donnèrent pas partiellement; les uns le 17, et les autres le 18, comme cela avait eu lieu à Turcoing. On peut juger que la bataille de Tournay aurait été la plus décisive de la campagne, et qu'elle eût sauvé la Belgique, si l'aile de l'archiduc Charles y eût pris part, et si Clairfayt n'était pas resté inutilement à Thielt. On ne peut pas concevoir pourquoi on s'obstina à isoler et compromettre ce corps, pour empêcher les Français d'aller à Bruges, lorsqu'on aurait dû faire l'impossible pour les attirer. Quels que fussent les projets des Français, il est incontestable que, d'après l'affaire du 18 mai, le prince de Cobourg devait envoyer sur-le-champ à Clairfayt l'ordre de revenir sur l'Escaut, et de remonter cette rivière jusqu'à Espierre. Toutes les forces alliées étant ainsi à Liége, elles auraient pu entreprendre l'offen-

sive par leur gauche, pour exécuter le projet de rejeter l'armée de Pichegru sur Nieuport et Ostende: même pour rester sur la défensive, cette concentration eût été indispensable.

L'action du 22 mai fut engagée dans une position singulière : les Français se prolongèrent par leur gauche jusqu'au Peck, tandis que les Alliés étaient encore à Lamain, Marguain et Tournay. Si Clairfayt et l'archiduc Charles eussent pu être employés avec les 40 mille hommes qui ne prirent point de part à l'affaire, on ne peut pas trop juger la tournure qu'elle aurait prise; car les Français pouvaient être jetés sur Oudenarde et coupés. La bataille fut gagnée par les Alliés malgré le mauvais emploi de leurs forces; le résultat n'aurait pas été douteux avec 40 mille hommes de plus, surtout si cette masse avait été employée et dirigée vivement par la gauche, depuis Marquain sur Lannoy; au moins le centre et la gauche de Pichegru auraient été fortement compromis vers Léers et Néchin.

Les Alliés eurent encore une belle occasion dont ils ne surent pas profiter: ce fut le mouvement de Pichegru sur Ypres le 1er juin. L'armée du Nord, en s'isolant davantage de la Sambre, et en allant creuser des tranchées devant une place qui pouvait bien tenir quinze jours, donna aux Alliés la facilité de diriger Clairfayt sur Ou-

denarde, et de marcher sur-le-champ vers la Sambre avec les 60 mille hommes qui étaient sous Tournay. Au lieu de prendre un parti prompt et vigoureux, leur conduite à cette époque fut inconcevable, ils ne sauvèrent ni Charleroi ni Ypres, et restèrent à Tournay, sans qu'eux-mêmes puissent en indiquer la raison. On a vu dans la relation quelle fut l'incohérence des mouvemens du prince de Cobourg et son irrésolution, lorsqu'après quinze jours de temps perdu, il résolut trop tard de faire une tentative en faveur d'Ypres. Il avait déjà laissé battre Clairfayt deux fois isolément, il ne marcha vers lui qu'avec la moitié des troupes dont il pouvait disposer, et il arriva justement à temps pour apprendre la prise d'Ypres, comme huit jours après il arriva dans les plaines de Fleurus, pour apprendre la chute de Charleroi (1). Nous avons vu dans la narration de la bataille de Fleurus tout ce que l'on fit pour la perdre : si on l'avait engagée par de grandes attaques vers Lambusart et

(1) Est-ce là cet ensemble, ces mouvemens rapprochés et soutenus que M. de T.... regarde comme une faute dans l'art militaire des armées germaniques? L'art militaire de toutes les armées est le même; il a des principes fondamentaux qui sont de toutes les nations: on a des systèmes différens, mais ces systèmes ne sont que trop souvent contraires aux principes de l'art.

Mellet, concentriquement sur la droite de la longue ligne des Français, elle eût vraisemblament procuré la victoire : c'était le point décisif, et 70 mille hommes donnant ensemble et vigoureusement là où l'on n'employa pas 25 mille hommes, auraient sans doute procuré un autre résultat; d'ailleurs, je ne reviendrai pas sur ce que j'en ai dit.

Après la perte de cette bataille, on commit la faute de laisser le prince d'Orange à Mons, et il eût été pris, si les généraux français eussent opéré comme ils le devaient, et comme nous l'avons déjà remarqué. Il est inconcevable qu'avec le système des positions isolées telles que les Alliés en avaient, les Français, au milieu de tant de succès et avec une supériorité marquée, n'aient jamais enlevé un de ces corps aventurés : ils en eurent dix fois l'occasion, et ne le tentèrent jamais.

Le projet de concentration arrêté à Braine-la-Leud le 1er juillet, était bon, et il en était bien temps ! Quoique son exécution, différée de cinq jours, ne fût plus praticable, néanmoins on aurait dû tenir aux principes qui l'avaient dicté, et ne pas séparer les deux armées; ce fut une espèce de séparation nationale, et elle ne contribua pas peu à mécontenter les Hollandais, qui, voyant les Autrichiens marcher seuls sur la

Meuse, virent aussi la divergence des intérêts de cette puissance qui ne faisait rien pour la Hollande.

Anvers, Berg-op-zoom, Bréda, Bois-le-Duc et vingt autres places, formaient une barrière inexpugnable que l'on pouvait abandonner à sa propre défense, et au milieu de laquelle les Français n'auraient pas été s'engager en laissant une armée de 120 mille hommes sur leurs derrières. Le duc d'Yorck aurait dû venir prendre position à Louvain avec ses 50 mille hommes, et Cobourg à Namur avec toutes ses forces. Pichegru aurait fait des siéges avec la moitié de son armée qui était alors déjà en partie occupée vers la West-Flandre, et il n'aurait pas été s'enfourner entre 120 mille hommes, la mer du Nord et la barrière du Brabant hollandais. Il n'aurait jamais passé l'Escaut avec une réunion de forces semblables derrière son flanc droit.

Les Alliés pouvaient alors attaquer Jourdan avec avantage vers Gembloux. Telle était l'importance de cette ligne d'opérations, que Cobourg, manœuvrant par sa gauche le long de la Sambre, et remportant une seule victoire, ramenait les Français sous Philippeville et Givet d'où ils étaient partis.

Si cette bataille avait été engagée sur les bases que nous venons d'indiquer, avec de la vigueur

et de l'ensemble dans le mouvement d'une masse encore si imposante, la droite vers Tirlemont, la gauche vers Monceaux et Namur, il est probable qu'elle eût été gagnée : en cas contraire, les deux armées alliées auraient toujours pu se retirer, celle d'Yorck sur Ruremonde ; et Cobourg sur Maëstricht et Liége, c'était même la ligne par laquelle l'armée anglaise pouvait arriver avec plus de sûreté sur la Meuse.

Au lieu de donner ainsi l'appui de 50 mille hommes à l'armée impériale, de décider alors la grande question de la possession des Pays-Bas, et de s'assurer une retraite sur Maëstricht, Venloo et la Meuse, le duc d'Yorck alla s'engager à Conticg, dans le cul-de-sac entre la Nèthe et l'Escaut ; d'où il ne fût sorti que pour rendre les armes, s'il avait eu affaire à un grand capitaine. Nous avons déjà dit qu'il aurait suffi pour cela d'un mouvement de l'armée du Nord par Liez sur Montril.

Je terminerai là mes observations pour ce qui concerne l'armée d'Yorck ; depuis cette époque, elle ne fit que cumuler des fautes qui sont déjà relevées. Nous avons vu comment les généraux Hessois et Hanovriens, toujours isolés aux avant-gardes, furent exposés sans cesse à des combats partiels et désavantageux ; ces combats semblaient n'avoir d'autre but que de favoriser le départ du quartier-général et de l'armée anglaise

qui gémissait elle-même du rôle singulier qu'on lui faisait jouer (1).

Les combats de Malines contre la seule division hessoise de Dalvig, celui de Boxtel, celui d'Appeltern, celui de Bommel, le passage du Waal, où Abercrombie fut engagé par un hasard, et où la brigade autrichienne de Sporck disséminée en chaîne de vedettes, ne put se soutenir contre des colonnes formidables, furent de petits engagemens d'avant-postes. L'histoire transmettra à la postérité, comme une fable, que 60 mille Français à moitié armés, équipés et habillés aient chassé du Brabant et de la Hollande une armée égale en nombre, soutenue de 40 mille Hollandais, abritée par six grands fleuves, et appuyée par vingt places fortes, toutes plus redoutables les unes que les autres. Il ne sera pas moins incroyable que ces vingt places soient tombées dans trois mois devant ces mêmes Français qui n'étaient pas beaucoup plus nombreux que leurs garnisons réunies; mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que tout cela s'est opéré sans batailles, presque sans effusion de sang et par de

---

(1) Ceci est un fait dont il faut convenir à l'honneur de cette nation, il m'a été certifié par des officiers suisses au service de Hollande qui ont fait cette campagne. D'ailleurs on a vu souvent les officiers anglais dont les corps restaient dans leurs camps accourir volontairement aux avant-postes, partager les dangers avec leurs camarades des troupes alliées qui étaient toujours compromis.

simples affaires d'arrière-gardes contre des têtes de colonnes : quelques places furent prises par des corps de siége qui souvent n'étaient guère plus forts que la garnison (1).

De tels événemens sont au-dessous de toute critique, telle amère qu'elle puisse être. Je suis éloigné cependant d'accuser les chefs supérieurs des armées alliées de manquer de courage, ils en avaient comme Daun et Soubise; mais ils manquèrent totalement de génie militaire, et surtout de cette force d'ame, de cette énergie dans le conseil qui dicte les grandes résolutions et qui est la première vertu d'un capitaine.

Il faut savoir être calme, ferme, impassible sur le champ de bataille, comme sur sa carte dans l'intérieur de son cabinet; mais, s'il fallait choisir entre les deux, on devrait toujours préférer pour un commandant en chef, la dernière de ces qualités à la première. Les plans décisifs ne se font jamais dans le tumulte des combats, ils se créent dans le silence du cabinet. C'est là où un général doit avant tout être grand, c'est là où les généraux des Alliés perdirent toujours la tête.

Les opérations des Autrichiens, dans la se-

---

(1) Heusden a été attaqué par mille hommes, et Gertruydemberg par 2 mille : les garnisons était plus nombreuses : il n'y eut aucune bataille depuis la séparation du duc d'Yorck des Autrichiens.

conde période depuis le passage de la Meuse à Liége, n'offrirent rien de bien remarquable.

Puisqu'il était décidé que les trois armées d'Yorck, de Cobourg et de Moëllendorf, au lieu de prendre une ligne d'opérations intérieure par une marche concentrique sur la Meuse, vers Liége et Namur, prenaient trois rayons divergens, celle des Anglais vers Grave, et celle de Moëllendorf sur Lautern; il n'y avait pas beaucoup de moyens de se soutenir sur la Meuse dans une longue position défensive occupée par des divisions un peu isolées depuis Ruremonde jusqu'à l'Availle.

L'armée impériale devait savoir par expérience quel sort éprouvent tous ces beaux cordons immobiles, et, dans une situation semblable, il ne lui restait que trois partis à prendre.

1° De se retirer au-delà du Rhin sans risquer une attaque avec des chances aussi ruineuses; 2° de réunir au contraire toutes ses forces sur leur gauche pour attaquer la droite de Jourdan et gagner Namur; 3° ou, pour éviter une ligne trop étendue, de se concentrer vers Maëstricht, en y appuyant la droite.

Le premier parti était violent, le second était le plus avantageux, le troisième aurait exigé de grands dépôts de munitions et de vivres dans Maëstricht, parce que Jourdan menaçant Liége

et la route de Cologne, et Pichegru Venloo, on se serait trouvé resserré pour les approvisionnemens et forcé à s'en aller, ou de combattre pour en avoir.

Les Autrichiens ne prirent aucun de ces partis et leur en substituèrent un pire encore, celui de rester et de s'étendre; ils en auraient été punis, si, comme je l'ai déjà dit, Jourdan dans son attaque du 18 septembre avait encore plus renforcé sa droite, en y portant même la presque totalité de son armée.

Les mêmes observations sont applicables à la bataille de Juliers, jamais Clairfayt n'aurait dû recevoir une bataille dans des positions aussi décousues; il valait mille fois mieux se rassembler pour attaquer l'ennemi, ou rester au moins concentré sous Juliers.

Quant à l'inconcevable faute d'avoir laissé les Français pendant deux mois à Trèves, elle appartient surtout aux Prussiens. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit sur les opérations de cette armée. Il est temps de passer à la relation de la campagne de 1795, bien moins fertile en événemens que celle-ci, mais qui prouva d'autant mieux ce que l'on aurait pu faire en 1794, si, au lieu des beaux rêves de Lascy, on avait appliqué les principes de l'art consacrés depuis des siècles.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1794.

N° 1.

Discours prononcé par le Stathouder, à la séance des États-Généraux, le 4 août 1794, sur les dangers de la Hollande et la levée des troupes nécessaires pour sa défense (1).

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

J'AI exposé, le 14 de ce mois, à l'assemblée de Vos Hautes-Puissances, mes vrais sentimens sur la situation actuelle des affaires de cette république, et l'approche de l'ennemi vers les frontières. J'ai protesté du fond de mon cœur être prêt à tout sacrifier pour sa défense : j'ai regardé le salut de l'État comme très-possible, si, en redoublant de courage et de fermeté, et en vous confiant en l'assistance divine, nous employons les moyens que nous avons sous la main. Enfin j'ai regardé la négligence de ces moyens, ainsi que toute

(1) L'original est en hollandais, nous sommes forcés d'en donner la traduction telle qu'elle fut publiée dans le temps.

crainte pusillanime, comme des fautes graves qui entraîneraient la ruine de la patrie. Vos Hautes-Puissances et les Etats de quelques provinces, ont déjà avoué publiquement ces sentimens, comme étant également les leurs, en protestant de leur bonne volonté la plus zélée, pour aider à prendre des mesures efficaces, à l'effet de sauver la cause commune; et je suis très-assuré que Messieurs les Etats de toutes les provinces manifesteront le même empressement, aussitôt que leur convocation les mettra à même de prendre à cet égard une résolution décisive.

En attendant, Hauts et Puissans Seigneurs, Vos Hautes-Puissances, et tous les colléges et départemens, qui peuvent contribuer aux moyens de défense, n'ont pas été oisifs. Il y a eu beaucoup d'activité à pourvoir les places fortes, à remplir les magasins, à presser l'armement des bâtimens pour la protection de nos rivières. Mais quelque nécessaires, quelque utiles que toutes ces mesures soient en elles-mêmes, il me semble néanmoins qu'il y a encore deux objets principaux qui appartiennent à une défense complète, et auxquels il ne saurait être pourvu, que par de grandes mesures employées de concert; — *par de l'argent et des troupes.*

La guerre, je l'avoue, est dispendieuse: la présente l'est plus qu'aucune de celles qui se soient faites jusqu'ici : mais elle diffère aussi, par sa nature, de toutes les guerres précédentes, parce que nous avons affaire à un ennemi qui se sert de moyens inconnus jusqu'à présent, et qui ne compte pour rien la perte de ses colonies, de son commerce, de l'agriculture et de tout bien-être national, pourvu qu'en forçant toutes les ressources

de son pays, il puisse mettre d'autres nations dans le même état d'épuisement. Un tel ennemi n'est pas à combattre avec des finances bornées : la force qu'il faut opposer exige sans doute de grands efforts ; mais ils ne paraîtront jamais trop grands néanmoins, si l'on considère ce qui en arriverait, si l'ennemi réussissait dans ses desseins. Je ne puis donc assez recommander à Vos Hautes-Puissances et aux provinces respectives d'employer tous les moyens possibles, afin que les finanees soient mises en état de fournir promptement aux dépenses que la protection de la république exige impérieusement.—L'autre objet dont j'ai parlé n'est pas moins nécessaire ni moins pressant. En effet, que serviraient à l'Etat, des fortifications, des inondations, des bâtimens, si les hommes manquaient pour les défendre?

Il m'a paru qu'on peut considérer cette défense comme étant de deux genres : la *défense extérieure* et la *défense intérieure*. La première est relative à l'armée de l'Etat qui doit agir en campagne, ou dans les places fortes hors des provinces ; l'autre, qui doit agir de concert avec l'armée, pour couvrir les provinces mêmes, ou permettre que les troupes réglées puissent être employées hors de leur enceinte.

Personne ne doute que l'armée de l'Etat n'ait beaucoup perdu dans plusieurs combats sanglans, par maladies, morts ordinaires, ou autres malheurs ; *et l'expérience a appris que le recrutement, sur le pied ordinaire, a été extrêmement difficile, de sorte qu'il manque beaucoup au complet.* Ce vide, à ce que je pense, doit être rempli au plus tôt ; et, à cet effet, je n'ai pas trouvé de moyen plus prompt qu'un recrutement

général hors du pays, pour tous les corps de l'armée sans distinction; de façon que les levées, qui se feront de cette manière, soient livrées aux capitaines des compagnies incomplètes, sous la restitution de ce qu'elles ont coûté au pays, ou d'un autre prix convenu. Cette mesure, au cas que Vos Hautes-Puissances l'approuvent, ne causerait à l'Etat qu'une dépense peu au-delà du contingent fixé en argent, qui rentrera, ainsi que le paiement des officiers employés à ce recrutement extérieur.

La raison, pour laquelle je propose de faire ce recrutement au dehors, est pour ne point entraver une autre mesure que je juge être de la plus haute nécessité; savoir, *la levée d'un corps considérable d'habitans du pays pour la protection des provinces respectives.* Je croirais que la manière dont cette levée ou cet enrôlement peut se faire, doit être laissée à la disposition des différentes provinces. Mais je ne saurais assez exprimer ma satisfaction des rapports qui me sont parvenus, qu'un très-grand nombre de citoyens, amis de la patrie, ont manifesté leur ardent désir d'un pareil enrôlement, et ont assuré en même temps qu'ils contribueraient volontiers, par voie de souscription, à supporter la dépense nécessaire pour entretenir les hommes qui seraient employés plus directement à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

Cependant, quoique le mode d'enrôlement doive être laissé aux provinces, je crois pourtant indispensable d'arrêter les points préliminaires qu'il convient d'observer dans cette opération comme règles générales; savoir, que ces levées doivent être réunies en corps, formées sur le pied des troupes réglées, avec les chau-

gemens que leur composition rendra nécessaires, qu'elles doivent être exercées, autant que possible, par des officiers et bas-officiers militaires, et commandées par des officiers militaires au service de l'Etat; qu'elles doivent prêter le même serment que les autres troupes de la république ; qu'elles doivent avoir l'assurance de ne point être employées, contre leur gré, en campagne ni hors du pays; et qu'autant que les circonstances de la défense du pays le permettront, elles seront employées dans la province où elles auront été enrôlées; que leur engagement ne durera pas plus longtemps que pour les mois qui restent de l'année courante; et qu'étant, à plusieurs égards, sur un autre pied que celui des forces militaires, elles devront aussi être mieux payées.

Je remets de nouveau ces propositions devant Vos Hautes-Puissances : il n'est point besoin d'y ajouter aucunes instances ultérieures. Vos Hautes-Puissances connaissent l'urgence des circonstances, et prendront à ce sujet, suivant leur sagesse, toutes les résolutions qu'exigent l'intérêt de l'Etat et le salut de tous.

Donné à La Haye, le 4 août 1794.

Signé, GUILLAUME, prince D'ORANGE.

N° 2.

Note du ministre impérial, comte Schlick, présentée au cercle du Haut-Rhin, à Francfort, le 16 août, relativement aux opérations passées et aux dangers de l'Empire.

Le soussigné, ministre impérial, est expressément chargé d'exposer sérieusement et instamment, au nom de S. M. Impériale, comme membre de l'Empire, les observations suivantes à l'illustre diète du cercle du Haut-Rhin. S. M. Impériale n'a pas manqué de faire aux nobles et puissans membres de l'Empire, toutes les représentations, admonitions et demandes qu'on pouvait attendre de son amour sincère de la patrie et de ses soins actifs pour le bien-être général. Actuellement, tout ce que la Cour impériale et royale a prévu, est réellement arrivé : le temps de s'occuper des possibilités désastreuses est passé ; et le danger imminent exige de prendre incessamment les mesures les plus efficaces, si l'on ne veut renoncer au salut de l'Empire, et abandonner encore, en cette campagne, à l'usurpation française, la domination du territoire et des provinces de l'Empire, depuis la source jusqu'à l'embouchure du Rhin.

La guerre actuelle intéresse la constitution, la religion et les propriétés. La Cour impériale a représenté plus d'une fois, avec énergie, à ses alliés en général, et à ses co-états de l'Empire en particulier, qu'il était immanquable qu'un peuple puissant, qui se permet tous

des moyens, qui viole toutes les lois de la religion et de la morale des nations, triomphât, si les autres peuples ne réunissaient leurs forces, et ne faisaient à temps une résistance vigoureuse. La Cour impériale n'a jamais manqué d'observer, à cette occasion, qu'elle n'était pas à même de défendre l'Empire elle seule. Ce n'est pas seulement pendant cette guerre meurtrière, et ses événemens tantôt heureux, tantôt malheureux, que la Cour impériale a exposé aux Etats de l'Empire les mêmes réflexions; mais déjà avant le commencement d'une lutte que la Cour de Vienne a évitée autant que possible, elle n'a pas omis de faire connaître aux Etats, qui demandaient instamment sa protection, le danger de cette entreprise et les forces bornées de la Maison archiducale. Immédiatement après l'explosion de cette guerre terrible, on a insisté sur des préparatifs prompts, pour mettre à l'abri du moins les frontières. On a proposé, pendant le dernier interrègne, une association des cercles antérieurs, à une union plus étroite et proportionnée au danger; attendu que ces provinces sont les premières exposées à une invasion dévastatrice, et qu'on pouvait prévoir que les résolutions de l'Empire entier seraient prises avec lenteur; enfin que les Etats éloignés, à la faveur des formes compliquées, se soustrairaient à la coopération effective aussi long-temps que possible. Nonobstant que ce projet fût regardé généralement comme constitutionnel et convenable, il n'a eu cependant aucun effet à cause de certaines formalités. On flattait la Maison archiducale de l'espoir qu'après l'élection de l'Empereur, l'Empire entier prendrait des mesures plus grandes et plus énergiques. En atten-

dant, il s'ensuit que, pour avoir négligé cette prudente précaution, ces provinces se trouvèrent sans défense, lorsqu'il fallut retirer le corps impérial aux ordres du comte d'Erbach; et que, peu de temps après, Mayence tomba entre les mains de l'ennemi; malheur dont l'importance fut d'autant mieux sentie que toute la seconde campagne dut se passer en efforts pour reprendre cette ville.

La guerre de l'Empire étant déclarée, plusieurs Etats pensèrent que le besoin de secours était pressant, et que le temps nécessaire pour des opérations urgentes ne devait pas se perdre en organisant une armée des cercles selon la coutume. C'est pourquoi S. M. Impériale permit de joindre les contingens aux troupes de l'une et de l'autre des puissances alliées; et le besoin d'argent, où ces deux puissances se trouvaient, égalant l'augmentation de leurs troupes, l'on consentit que quelques Etats de l'Empire, incapables de mettre sur pied des soldats, fournissent les contingens en argent selon une estimation très-modique. La Cour impériale a fait remplacer ces contingens par ses troupes avec l'exactitude la plus scrupuleuse et à son propre préjudice. Différens cercles ont débattu, si l'on était obligé de fournir les contingens selon le décret de 1681. Quelques Etats ont renouvelé leurs demandes pour la diminution de leur quote-part dans la matricule de l'Empire; d'autres ont allégué leur impuissance; et même quelques-uns des plus considérables ont refusé leurs contingens, sous le prétexte injuste qu'il n'existait pas une armée d'Empire.

Lorsqu'après le succès des armées alliées dans le

cercle de Bourgogne, achetés par beaucoup de sang et des sacrifices immenses en argent, le roi de Prusse menaça, à l'ouverture de cette campagne, de retirer ses troupes, par la raison qu'il ne recevait point de subsides pour leur entretien, et que, dans le même temps, l'ennemi se renforçait considérablement; il ne resta, attendu les circonstances où l'on se trouvait, aucun autre moyen pour avoir un secours momentané, que d'insister sur l'armement des habitans des cercles; et, afin d'écarter tous les prétextes, de presser l'organisation de l'armée d'Empire dans la forme constitutionnelle. Ainsi, S. M. Impériale, jusqu'au dernier moment, a fait tout ce que l'on devait attendre de sa dignité et de sa sollicitude paternelle : mais l'armement des habitans des frontières n'eut pas lieu, parce que quelques Etats ne se fiant pas à leurs sujets, craignirent d'inutiles frais. L'armée d'Empire n'est pas même formée dans ce moment, où bientôt les deux tiers de la campagne sont déjà écoulés, et où les ennemis triomphent partout. On ne veut pas, ou l'on ne peut pas, à ce que l'on dit; et c'est l'unique prétexte sous lequel plusieurs Etats se dispensent de fournir leurs contingens.

Voilà donc le soutien que la Cour impériale et royale a tant désiré de l'Empire, qu'elle a attendu pleine de confiance en l'esprit public et en l'amour de la patrie; voilà l'effet des instances pressantes que S. M. Impériale a généreusement appuyées par son exemple. Tout le monde sait combien cette Cour a fait pour la défense de la cause commune : elle a fait marcher, au premier signal de la guerre, une armée nombreuse et pourvue de tout : elle a abandonné toutes les vues secondaires, en

ne contractant d'autres engagemens que ceux qui furent jugés convenables à l'utilité générale. La guerre d'Empire étant décrétée, elle a soulagé, à son propre détriment, les Etats pour la prestation des contingens : aux premiers coups qui frappèrent l'Allemagne, S. M. envoya promptement à son secours l'armée de réserve de ses Etats héréditaires, en l'entretenant à ses propres frais; et c'est ainsi qu'elle a employé toute la force de sa Maison, pour sauver le territoire germanique.

Les troupes impériales ont couvert presque seules le cercle de Souabe, et elles ont empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'aux frontières, en remontant le Haut-Rhin : elles s'y sont vaillamment conduites, et elles ont même eu beaucoup de part à la reprise de Mayence. Malgré les immunités bien fondées de sa Maison, S. M. a donné, dans la Flandre autrichienne et dans le Brisgaw, le premier exemple utile de l'armement des habitans; et, à la première proposition d'organiser une armée d'Empire séparée, elle a fourni d'abord un contingent extraordinaire de 37 mille hommes. Cette conduite mérite d'autant plus d'attention, que les autres Etats qui font valoir toute espèce de prétexte pour refuser leurs contingens, s'ils avaient été à la place de la Cour impériale, et munis d'une telle exemption reconnue par l'Empereur et l'Empire, et maintenue solennellement à chaque occasion, auraient regardé la seule demande d'un tel secours, sous le nom d'une prestation d'Empire, comme une infraction à leurs droits, à titre de membres du corps germanique.

La mise sur pied de ces armées nombreuses, les grands frais pour les entretenir au dehors, à force d'argent comptant; les événemens de la guerre qui se sont succé-

dés avec autant de rapidité que de changemens de fortune, ont exigé des sommes immenses, qu'il a fallu envoyer des pays héréditaires en des provinces étrangères, pendant que, pour y parvenir, S. M. a sacrifié, avec une générosité sans exemple, ses propres revenus, les subsides volontaires de ses fidèles sujets, et ses facultés particulières.

A ces sacrifices doit être ajouté; que S. M., outre son nombreux contingent, a entretenu encore un grand nombre de troupes de Bâle, jusqu'à Philisbourg, pour la défense générale de l'Empire; qu'elle a employé même, à la protection du Corps germanique, le secours de 20 mille hommes, stipulé par le traité avec le roi de Prusse, malgré l'urgence de s'en servir pour la défense de ses propres possessions dans les Pays-Bas, et que néanmoins elle se charge encore de fournir à ces troupes du pain et du fourrage. — Il faut regarder comme un autre sacrifice également essentiel, et qui est à présent des plus fâcheux pour les Etats héréditaires, que la Cour impériale n'ait point insisté auprès de la Cour britannique, son intime alliée, pour faire marcher aux Pays-Bas les 62 mille Prussiens qui, pris aux subsides des puissances maritimes, dépendent de leur disposition suivant le contenu clair du traité, et qui auraient pu y être d'un appui non-seulement utile pour les armées alliées, mais hautement indispensable, comme les suites malheureuses le démontrent.

Ces efforts extraordinaires, ces sacrifices si sensibles et si irréparables pour les Pays héréditaires, à présent qu'on a entièrement négligé de les soutenir suffisamment et assez tôt, n'ont pu que différer un peu le dernier coup effroyable que l'Empire doit attendre par

l'invasion sur les bords du Rhin et au-delà de ce fleuve. Cependant, comme les Etats de S. M., par les entreprises, tant heureuses que malheureuses de cette guerre, sont, pour ainsi dire, épuisés d'hommes et d'argent, le remède devient à présent nécessaire pour prévenir la décadence des forces, si l'on veut détourner encore le coup qui menace l'Allemagne du bouleversement de sa constitution : d'autant plus que les ennemis, instruits de la situation des choses, redoublent de tous côtés leurs efforts, afin que les armées harassées ne puissent se refaire. Leurs progrès sont si formidables que la Cour impériale et royale est dans la nécessité absolue de retirer ses troupes et de les faire rentrer en dedans de ses frontières, si l'Empire n'oppose point à l'irruption ennemie une force également redoutable, et ne seconde ainsi, le plus promptement possible, la Cour impériale et royale dans cette lutte fatigante. Les efforts de celle-ci seraient réellement infructueux, si elle voulait entreprendre de couvrir seule la frontière de l'Empire depuis Bâle jusqu'à Luxembourg; et l'on saurait aussi peu nier, qu'une armée abîmée, hors d'état de se refaire, qui ne trouve nulle part aucun secours ni de quoi se rafraîchir, doit tâcher de gagner les confins de son propre pays, où, se trouvant plus proche, elle peut être mieux pourvue et appuyée par le courage des fidèles habitans des Etats autrichiens. Il semble du moins juste de hasarder ses dernières forces pour l'unique défense de sa propre maison, lorsque l'on a devant les yeux la triste expérience qu'avec la meilleure volonté l'on n'est pas à même de sauver ses voisins et ses amis.

N° 3.

Extrait du décret du 25 août 1794 sur l'organisation et les pouvoirs des comités de gouvernement.

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

De la Formation des Comités.

Il y aura seize comités de la convention nationale;

SAVOIR :

Le comité de salut public, composé de douze membres;
Le comité de sûreté générale, composé de seize membres;
Celui des finances, de quarante-huit membres;
De législation, composé de seize membres;
D'instruction publique, de seize membres;
D'agriculture et des arts, de douze membres;
Des travaux publics, de douze membres;
De commerce et d'approvisionnement;
Des transports, postes et messageries, de douze membres;
Le comité militaire, composé de seize membres;
Celui de la marine et des colonies, de douze membres;
Des secours publics, de seize membres;
Le comité de division, de douze membres;
Des décrets, procès-verbaux et archives, de seize membres;

De pétitions, correspondance et dépêches, de douze membres :

Enfin, un comité des inspecteurs du palais national, composé de seize membres.

TITRE II.

Attributions des Comités.

ARTICLE 1er.

Comité de Salut Public.

Le comité de salut public a la direction des relations extérieures, quant à la partie politique, et en surveille la partie administrative;

Il a aussi sous sa surveillance,

La levée et l'organisation des forces de terre et de mer, l'exercice et la discipline des gens de guerre;

Il arrête les plans de campagne tant de terre que de mer; il en surveille l'exécution.

Il a pareillement sous sa surveillance,

La défense des colonies, les travaux des ports et la défense des côtes;

Les fortifications et les travaux défensifs de la frontière;

Les bâtimens militaires;

Les manufactures d'armes, les fonderies, les bouches à feu et machines de guerre, les poudres, les salpêtres, les munitions de guerre, les magasins et arsenaux pour la guerre et la marine;

Le dépôt général des cartes et plans et des archives de la guerre de terre et de mer;

Les remontes, charrois, convois et relais militaires, les hôpitaux militaires;

L'importation, la circulation intérieure, l'exportation des denrées de toute espèce;

Les mines;

Les magasins nationaux, les subsistances des armées, leurs fournitures en effets d'habillement, équipement, casernement et campement.

Il prend, en se conformant aux lois, toutes les mesures d'exécution, relatives aux objets dont l'attribution lui est faite ci-dessus.

Il exerce le droit de réquisition sur les personnes et les choses.

Il peut arrêter seul les agens militaires qu'il surveille, ou les remettre en liberté, pourvu que la délibération en soit prise au nombre de sept membres au moins; mais il ne peut les traduire au tribunal révolutionnaire que par délibération prise en commun avec le comité de sûreté générale, selon les règles ci-après déterminées.

A l'égard des fonctionnaires et agens purement civils qui sont dans le ressort de sa surveillance, il ne peut les faire arrêter ni les traduire au tribunal révolutionnaire, que par délibération commune avec le comité de sûreté générale.

Dans les délibérations communes chaque comité doit fournir moitié, plus un, des membres qui le composent.

En toutes délibérations communes ou séparées, qui sont relatives à une arrestation ou à une mise en jugement, l'expédition en est signée de tous les membres qui y ont concouru, et la signature de chacun est

précédée de cette formule individuelle : « Je déclare » avoir participé à la délibération. »

ARTICLE II.

La trésorerie nationale ouvrira au comité de salut public, pour dépenses secrètes et extraordinaires, un crédit de 10 millions ; tous crédits précédemment ouverts et non employés sont supprimés.

ARTICLE III.

Comité de Sûreté Générale.

Le comité de sûreté générale a la police générale de la république.

Il décerne les mandats d'amener ou d'arrêt contre les citoyens, les remet en liberté, ou les traduit au tribunal révolutionnaire.

Les mandats d'amener peuvent être décernés par cinq des membres seulement.

Ceux d'arrêt, de mise en liberté ou en jugement, doivent l'être par neuf au moins.

L'expédition de tous les mandats d'amener ou d'arrêt, ainsi que toutes les délibérations tendantes à traduire un citoyen au tribunal révolutionnaire, sera signée de tous les membres qui y auront concouru, avec cette formule individuelle, qui précèdera la signature de chacun : « Je » déclare avoir participé à la délibération. »

ARTICLE IV.

Lorsqu'il met en arrestation des fonctionnaires publics, il en prévient dans les vingt-quatre heures les comités qui ont la surveillance sur eux.

ARTICLE V.

Il a particulièrement et immédiatement la police de Paris. Il requiert la force armée pour l'exécution de ses arrêtés.

ARTICLE VII.

En toutes arrestations émanées soit du comité de sûreté générale, soit de celui de salut public, ces comités décideront, dans le délai de deux mois au plus tard, s'il y a lieu ou non de mettre en jugement les individus arrêtés.

La liberté sera rendue à ceux qui ne seront pas mis en jugement, à moins qu'ils ne soient dans le cas d'être détenus comme suspects, d'après les motifs exprimés dans la loi du 17 septembre dernier.

ARTICLE XV.

Comité militaire.

Le comité militaire a la surveillance de la force armée de Paris.

Le mot d'ordre est donné chaque jour, à midi, au commandant, par le président de la convention nationale, et envoyé au même instant au comité militaire.

Ce comité a sur ce point la proposition des lois et la faculté de prendre des arrêtés, en exécution de celles déjà rendues.

Il surveille aussi les objets attribués à la commission des armes et poudres, les hôpitaux militaires, la levée et l'organisation des troupes de terre, leur exercice et discipline, les charrois, convois et relais militaires, et les remontes des troupes à cheval.

Mais, sur tous ces derniers objets, il ne peut prendre d'arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois.

ARTICLE XVI.

Comité de la Marine et des Colonies.

Le comité de marine et des colonies a la surveillance des objets attribués à la commission de marine et des colonies, autres néanmoins que les plans de campagne; mais il ne prend aucun arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois relatives à cette partie.

ARTICLE XXVII.

Les commissions exécutives rendent compte aux comités, et leur donnent tous les renseignemens relatifs aux objets qu'ils surveillent.

ARTICLE XXX.

Tout comité qui a le droit de prendre des arrêtés d'exécution, a celui de suspendre ou de destituer les fonctionnaires et agens de l'administration qu'il surveille, pourvu que moitié plus un de ses membres concoure à la délibération.

ARTICLE XXXIV.

Tous les comités se renouvellent chaque mois par quart; la nomination des membres du comité de salut public et de sûreté générale se fait par un appel nomi-

nal ; et les membres sortant de l'un de ces deux comités ne peuvent être élus membres de l'autre, ni réélus dans le même, qu'un mois après leur sortie.

ARTICLE XXXIX.

Pour parvenir aux nominations des autres comités, chaque membre s'inscrit au comité des décrets, pour les comités auxquels il se croit propre.

Le relevé des inscriptions se fait le 12 de chaque mois, et est imprimé et distribué le 14 aux membres de la Convention.

N° 4.

Dispositions de Suwarof pour l'attaque de Praga.

1° « L'armée se mettra en marche de Kobylka sur Praga en trois colonnes, par trois chemins différens, le 22 octobre, à cinq heures du matin, et elle campera circulairement autour de Praga;

2° » L'aile droite sera commandée par le lieutenant-général Derfelden, le centre par le général-lieutenant Potemkim, et l'aile gauche par le général-lieutenant, baron de Fersen;

3° » Dès la nuit suivante, après que l'armée aura dressé le camp, on élèvera, sur le front de chaque corps, des batteries qui tireront toute la journée sur les batteries ennemies, auxquelles on fera le plus de mal qu'on pourra. Le but de ces batteries est de donner le change à l'ennemi, en lui faisant croire qu'on veut commencer un siége régulier, et de donner aux généraux, officiers et

chefs de colonnes, le temps et la facilité d'aller reconnaître encore une fois, sous la protection des canons, les points de rendez-vous des colonnes et les points d'attaque;

4° » On commencera, dans la nuit du 23 au 24, sur sept colonnes. Quatre colonnes se porteront à droite, deux colonnes au milieu vers la gauche, et une colonne à l'aile gauche au bord de la Vistule;

5° » Chaque colonne sera précédée de cent vingt-huit arquebusiers et de deux cent soixante-douze travailleurs. Les premiers seront chargés d'enlever les avant-postes ennemis sans tirer, de défendre les travailleurs, et de tirer les ennemis sur le rempart, tandis qu'on fera les approches; les travailleurs dégageront le chemin des abatis, et porteront les fascines, les claies et les échelles. Outre ces travailleurs, il y aura encore trente ouvriers à chaque bataillon avec des outils de retranchement;

6° » La première colonne de l'aile droite, aussitôt qu'elle aura forcé les retranchemens ennemis à la baïonnette, coupera la communication et la retraite sur le pont.

7° » La seconde et la troisième colonne, aussitôt qu'elles auront pris les ouvrages et les batteries, se mettront en ordre de bataille sur la grande place;

8° » La quatrième colonne, après avoir triomphé de tous les obstacles et pris les deux cavaliers, s'emparera du parc immédiatement;

9° » Les trois dernières colonnes attaqueront une demi-heure plus tard, pour laisser le temps à l'ennemi, qu'on sait être plus nombreux sur sa droite, le temps de se porter de l'autre côté, et pour assurer d'autant plus le succès de l'opération;

Il est spécialement ordonné à la septième colonne de marcher à l'assaut, en se dirigeant sur l'île de la petite rivière, et d'envoyer, s'il est possible, un détachement à gauche, au bord de la Vistule, pour aider la première colonne à couper la retraite du pont à l'ennemi;

10° » Aussitôt que les colonnes se seront fait jour et se seront formées, elles tomberont immédiatement sur l'ennemi avec le sabre et la baïonnette, et le hâcheront;

11° » Les réserves de chaque colonne, composées de deux bataillons et de deux escadrons, et ceux qui conduisent les canons de régiment des colonnes, marcheront en ligne à cent cinquante pas derrière chaque colonne, se formeront tout de suite sur le premier parapet du premier retranchement, et aplaniront, autant que possible, avec leurs travailleurs, le chemin de la cavalerie;

12° » Dès que toutes les colonnes auront emporté le second retranchement, elles balaieront les rues de Praga, et culbuteront l'ennemi à la baïonnette sans s'arrêter à des bagatelles ou entrer dans les maisons, et ensuite les réserves occuperont le second retranchement dans le même ordre et le même but ci-dessus indiqué;

13° » En même temps toute l'artillerie de campagne, composée de quatre-vingt-six pièces de canon, occupera le retranchement extérieur, et sera soutenue par un tiers de la cavalerie, les deux autres tiers se tiendront sur les ailes, en observant leur distance;

14° » Les cosaques resteront aux places qui leur seront désignées derrière les colonnes. Ceux qui se trouveront entre la quatrième et la cinquième colonne, au commencement de l'assaut, s'approcheront des retranchemens en criant *hura!* et ceux qui seront postés au bord de la

Vistule, garderont leur poste en formant une chaîne circulaire;

15° » Il faut agir avec laplus grande énergie contre les gens armés; mais on épargnera les habitans, les gens sans armes et ceux qui demanderont quartier;

16° » Aussitôt que tout sera terminé, on cherchera un terrain propre à élever des batteries, on y placera l'artillerie de campagne, et on commencera tout de suite à canonner vivement Varsovie. »

FIN DU TOME SIXIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VII.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

